BIOGRAPHIES

DES

GRANDS HOMMES

ET DES

PERSONNAGES REMARQUABLES

QUI ONT VÉCU SOUS L'EMPIRE

PAR MM.

LUCIEN BESSIÈRES ET **D. MARCOLINO PRAT**



AB 2293

[1847 ?]

PARIS

EUGENE ET VICTOR PENAUD FRERES

IMPRIMEURS-LIBRAIRES-ÉDITEURS

10, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE

Digitized by Google

A 18781

Digitized by Google

BIOGRAPHIES.

PREMIÈRE CATÉGORIE.

HOMMES DE GUERRE.

AUGEREAU (Pierre-François-Charles),
Duc de Castiglione, Maréchal de France.

Augereau était fils d'un maçon et d'une fruitière de la rue Mouffetard, à Paris. Il était né le 11 novembre 1757. Il s'engagea de bonne heure après quelques aventures de jeunesse, fut chassé de son régiment, devint maître d'armes en Suisse, s'engagea une seconde fois dans les troupes napolitaines, revint en France en 1792 et fit partie d'un corps de volontaires dirigé contre la Vendée. Il passa ensuite à l'armée des Pyrénées, où son courage et son activité le firent tellement remarquer, que dès 1794 il fut nommé général de division. Envoyé en Italie (1795), il se distingua successivement à Arcole, à Loano, à Millesimo, à Lodi, à Castiglione, et concourut glorieusement au succès de l'immortelle campagne de Bonaparte. Il fut, en 1797, investi par le Directoire du commandement de Paris ; prit une part active à la journée du 18 fructidor ; devint (1799) député au conseil des Cinq-Cents, et fut, après le 18 brumaire, nommé commandant en chef de l'armée de Hollande, puis

Digitized by Google

maréchal et duc de Castiglione (1804). Il fit les campagnes d'Allemagne de 1805 à 1807 ; passa ensuite en Catalogne, mais n'eut qu'un commandement secondaire lors de l'expédition de Russie.

Chargé du commandement important de l'armée de l'Est en 1814, il trahit indignement la cause nationale, et la prise de Paris par les alliés fut due en partie à sa honteuse immobilité. Ayant embrassé avec chaleur la cause des Bourbons, il poussa la bassesse jusqu'à outrager Napoléon lorsque celui-ci se rendait à l'île d'Elbe. L'Empereur le rencontra sur la route, après avoir dépassé Lyon. Augereau venait de trahir sa confiance et de signer une proclamation insultante contre la plus grande renommée militaire du siècle, parce que la fortune lui était infidèle ! Napoléon est trop grand pour se souvenir des injures et de la trahison, il ne voit dans ce coupable qu'un vieux compagnon d'armes dont il a reçu autrefois de bons services; il l'aborde, prolonge sa conférence et prouve, par la noblesse des sentiments qu'il exprime et par sa magnanimité, la supériorité d'une âme grande et généreuse sur la brutalité qui a trahi ses devoirs et qui court au devant d'une nouvelle fortune.

Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'outre-tombe,* raconte très-convenablement cette entrevue.

Que l'étude du cœur humain est difficile ! Combien, après un sérieux examen, on trouve de bassesse et de dégradation dans quelques hommes ! combien peu méritent le respect et l'estime publics !

Dans les Cent-Jours, il fut laissé de côté, et mourut le 12 juin 1816, chargé du mépris de tous les partis.

Voici ce que Napoléon a dit de lui dans le ***Mémorial de Sainte-Hélène*** :

« Sa taille, ses manières, ses paroles, lui donnaient l'air d'un bravache, ce qu'il était bien loin d'être quand une fois il se trouva gorgé d'honneurs et de richesses, lesquelles d'ailleurs il s'adjugeait de toutes mains et de toutes les manières... Son courage, ses vertus premières, l'avaient élevé très-haut hors de la foule ; les honneurs, les dignités, la fortune, l'y avaient replongé. »

Augereau était trivial dans son langage.

Il avait commis des rapines énormes. Il envoyait des caissons chargés de son butin à une personne de confiance qui résidait toujours dans

Digitized by Google

la ville la plus proche des lieux que l'armée occupait. Lorsque les soldats voyaient un chariot pesamment chargé, ils disaient : « Il est chargé comme un caisson d'Augereau. »

On comprend que le maréchal Augereau devait être immensément riche. Ayant rencontré chez son notaire une jeune personne de bonne famille, il prétendit avoir la plus grande passion pour elle. Le mariage fut *bâclé* en vingt-quatre heures. Il avait eu soin de donner auparavant à sa future pour dix millions de contrats, et des diamants évalués à quatre cent cinquante mille francs!

BERNADOTTE (Charles-Jean),

Maréchal de France, Prince de Ponte-Corvo, Roi de Suède et de Norwége.

Né à Pau en 1764. Il entra au service comme simple soldat dès l'âge de seize ans, et parvint bientôt aux grades supérieurs. Il servit dans l'armée de Sambre-et-Meuse comme général de division (1794), passa ensuite à l'armée d'Italie (1797), occupa l'ambassade de Vienne, poste qu'il remplit assez maladroitement, et eut le commandement de l'armée d'observation lorsque les Russes se mirent en mouvement.

Porté par Barras au ministère de la guerre (1799), il se distingua par l'énergie et la sagesse de son administration, ce qui ne l'empêcha pas d'être éconduit par Sieyès comme trop démagogue. Il chercha alors à ourdir des trames sourdes contre le gouvernement consulaire, qui le nomma général en chef de l'armée de l'Ouest.

Napoléon le créa maréchal en 1804, et l'envoya remplacer le maréchal Mortier dans le commandement de l'armée de Hanovre. La valeur qu'il déploya à Austerlitz lui valut le titre de prince de Ponte-Corvo. A la reprise des hostilités, malgré sa conduite équivoque et honteuse à la bataille d'Auerstædt (1806) *, il se couvrit de gloire en

* Le maréchal Davoust se trouvait gravement compromis : il manœuvrait avec 27,000 Français contre plus de 50,000 hommes. L'ennemi s'opposait à son passage par les défilés de Kœsen. Le maréchal Bernadotte ne bougea pas de sa position pour dégager cette partie de l'armée, malgré l'imminent danger qu'elle courait! Bien des soupçons s'élevèrent!...

Prusse et en Pologne, mais il s'attira le mécontentement de Napoléon par ses forfanteries.

Rentré en France, il fut désigné (1810) par les quatre États de Suède pour remplacer le prince de Schleswig-Augustenbourg qui venait de mourir ; il accepta après avoir obtenu l'autorisation de l'Empereur, fut adopté par le roi de Suède Charles XIII, et fit son entrée à Stockholm le 1er novembre. Il abjura le catholicisme.

Bientôt la mésintelligence éclata entre la France et la Suède, et Bernadotte n'hésita pas à conclure à Abo (1812) un traité par lequel il s'engagea à entrer en campagne et à réunir sous ses ordres un corps russe ; dès le 16 mai 1813, il débarqua à Stralsund à la tête de 30,000 hommes, et dès lors il prit une part active à la guerre qui amena l'invasion de la France. L'accueil qu'il reçut du public parisien (11 avril 1814) lui montra quels étaient les sentiments de la France sur le général républicain qui avait osé porter les armes contre sa patrie ; aussi Bernadotte ne tarda pas à rejoindre son armée à Lubeck.

Il succéda, sous le nom de Charles XIV, à Charles XIII (1818), signala son règne par une sage administration, et mourut en 1844. Son fils Oscar lui succéda.

« Bernadotte, a dit Napoléon dans son *Mémorial*, a été une des causes de nos malheurs, celui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de nos armées; et un Français a eu entre ses mains les destinées du monde ! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation, s'il eût été bon Suédois ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscou ; mais il a cédé à des ressentiments personnels, à une sotte vanité, à de petites passions. La tête lui a tourné, à lui, ancien jacobin, de se voir recherché, encensé par les légitimistes; de se trouver face à face, en conférence politique et d'amitié, avec un empereur de toutes les Russies, qui ne lui épargnait aucune cajolerie. On assure qu'il lui fut insinué alors qu'il pouvait prétendre à une de ses sœurs en divorçant d'avec sa femme. Dans son enivrement il sacrifia son ancienne patrie à la nouvelle, sa propre gloire, sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde ! C'est une faute qu'il payera chèrement. A peine il avait réussi dans ce qu'on attendait de lui, qu'il a pu com-

Digitized by Google



BERTHIER.

Digitized by Google

Digitized by Google

mencer à le sentir : il s'est même repenti, dit-on, mais il n'a pas encore expié. »

Bernadotte avait épousé mademoiselle Clary, de Marseille, sœur de la reine d'Espagne, femme de Joseph Bonaparte.

A la rentrée des Bourbons en France, madame de Duras, protectrice de M. de Chateaubriand, fit nommer l'auteur d'*Atala* ambassadeur en Suède. Il s'exprime assez plaisamment, à ce sujet, dans ses *Mémoires d'outre-tombe :*

« On déterra, dit-il, une ambassade vacante, l'ambassade de Suède. Louis XVIII, déjà fatigué de mon bruit, était heureux de faire présent de moi à son bon frère le roi Bernadotte. Celui-ci ne se figurait-il pas qu'on m'envoyait à Stockholm pour le détrôner! Eh! bon Dieu, princes de la terre, je ne détrône personne ; gardez vos couronnes, si vous pouvez, et surtout ne me les donnez pas, car *je n'en veux mie.* »

BERTHIER (Alexandre),

Maréchal de France, Prince de Neuchâtel et de Wagram, Vice-Connétable de l'Empire.

Berthier était fils de Jean-Baptiste Berthier, ingénieur-géographe et architecte. Il naquit à Versailles le 20 novembre 1753.

Il fut officier du génie et fit les guerres d'Amérique avec La Fayette et Rochambeau. Après avoir servi avec distinction en Égypte et dans les campagnes de l'Ouest, il fut nommé (1796) chef d'état-major de l'armée d'Italie, ministre de la guerre après le 18 brumaire, puis maréchal de l'Empire et prince souverain de Neuchâtel. Il se distingua en Allemagne et en Espagne.

Berthier, major-général de l'armée en Russie, instrument nécessaire pour employer utilement le mécanisme d'une armée, manquait de caractère, et était peu propre à achever avec succès une retraite environnée d'obstacles aussi inextricables que le fut celle que l'armée fut obligée de faire en 1812.

Il fut, en 1814, un des premiers à reconnaître Louis XVIII, se retira

Digitized by Google

pendant les Cent-Jours à Bamberg, y perdit la raison, et périt assassiné en 1815. D'autres disent qu'il se jeta par une fenêtre du château de Bamberg le 1er juin 1815.

Ses deux frères, *César* et *Victor-Léopold* Berthier, furent généraux de division sous Napoléon. Le premier, qui était en outre comte de l'Empire, mourut en 1819 ; le second était mort en 1807.

BEAUHARNAIS (Eugène),

Vice-roi d'Italie.

Ce fut après l'insurrection des sections de Paris (à l'époque du 13 vendémiaire) que Bonaparte, alors général en chef de l'armée de l'intérieur, fit la connaissance de madame veuve Beauharnais ; voici à quelle occasion :

Un jeune homme de dix à douze ans se présente un matin à son lever avec une requête des plus intéressantes. Il dit se nommer Eugène Beauharnais, fils du ci-devant vicomte de Beauharnais, qui, s'étant attaché au parti de la révolution, avait servi la République sur le Rhin, en qualité de général. Devenu suspect au comité de salut public, il avait été déféré au tribunal révolutionnaire et exécuté quatre jours avant la chute de Robespierre. Le jeune Eugène était venu pour demander au général qu'il employât son crédit à lui faire rendre l'épée de son père. La demande du jeune suppliant était aussi touchante que ses manières étaient aimables. Bonaparte prit à lui le plus vif intérêt, et désira en même temps cultiver la connaissance de sa mère. Joséphine était une créole, fille d'un planteur de la Martinique ; ses noms étaient : Marie-Josèphe-Rose Tascher de la Pagerie ; elle avait supporté sa part des maux de la révolution. Après la destitution du général Beauharnais, son premier mari, elle fut arrêtée comme suspecte et incarcérée jusqu'à la réaction du 9 thermidor. Pendant qu'elle était en prison, elle contracta une amitié intime avec une compagne de ses malheurs, madame de Fontenay, qui épousa le député Tallien ; l'un et

Digitized by Google

l'autre lui furent très-utiles ensuite. Joséphine, qui réunissait alors aux grâces remarquables de sa personne des manières extrêmement aimables et un fonds inaltérable de bonne hûmeur, était faite pour être l'ornement de la société. Barras, qui lui-même était un ex-noble, aimait le luxe; il désirait en jouir dans un cercle agréable. Il avait déjà beaucoup de goût pour le faste et les plaisirs, et il put s'y livrer tout à son aise sans encourir le soupçon d'incivisme auquel, sous la terreur, se serait exposé, disent les royalistes, quiconque aurait tenté le moins du monde d'allier l'élégance des manières aux jouissances des relations sociales. Barras donna donc un libre cours à ses goûts en rassemblant une société aimable dans les appartements qu'il occupait au Luxembourg comme directeur. Mesdames Tallien et de Beauharnais furent l'âme de ces réunions; on supposa même que Barras ne fut point insensible aux charmes de cette dernière.

Lorsque madame de Beauharnais et Bonaparte se lièrent plus intimement (lui-même l'a assuré et nous ne voyons aucune raison pour en douter), quoique la jeune veuve eût deux ou trois ans de plus que lui, elle était dans tout l'éclat de sa beauté, et elle avait des manières extrêmement agréables; le général fut décidé, uniquement par ses charmes, à lui offrir sa main, son cœur et sa fortune, ne sachant guère alors, comme on le pense bien, à quel degré d'élévation il devait parvenir un jour.

Quoique l'Empereur ait dit lui-même qu'il était fataliste et qu'il croyait à la destinée et à l'influence de son étoile, il n'avait probablement pas entendu parler de la prédiction d'une sorcière négresse qui, tandis que l'Impératrice était encore enfant, lui avait prédit qu'elle s'élèverait à un rang supérieur à celui de reine : madame de Vaudreuil, qui fut incarcérée quelque temps à Sainte-Pélagie dans la même chambre où Joséphine était alors, disait même qu'elle lui avait parlé plusieurs fois de cette prophétie. Il est constant que Joséphine la rapporta à quelques-unes des personnes qui composaient sa société intime à l'époque de l'expédition d'Italie, lorsque son mari commençait à faire parler de lui. Mais, sans se fier aux prédictions de la sibylle africaine, l'Empereur peut bien avoir fait son mariage sous les auspices de l'ambition autant que sous ceux de l'amour. En épousant madame de Beauharnais, il associait sa fortune à celle des puissants protecteurs de son épouse, Barras et Tallien. Le premier gouvernait la France comme

Digitized by Google

l'un de ses directeurs, et le second, par ses talents et ses relations politiques, n'avait guère moins d'influence. Bonaparte avait déjà bien mérité d'eux par sa conduite à la journée du 13 vendémiaire; mais il avait encore besoin de leur appui pour s'élever plus haut; et, sans faire tort au mérite de madame de Beauharnais, on peut supposer que son crédit dans la société des directeurs s'accordait avec les intérêts de son nouvel époux. Il est certain néanmoins que l'Empereur a toujours eu pour sa femme une affection particulière; il comptait sur sa destinée, qu'il regardait comme étroitement unie à la sienne; il avait une confiance extrême dans le tact de Joséphine et dans son adresse en politique. Elle paraissait de son côté posséder le talent de tempérer le caractère de l'Empereur et de le faire revenir sur ses déterminations quelquefois précipitées, non en s'y opposant directement, mais peu à peu et par des insinuations détournées. C'est ainsi qu'elle finissait toujours par lui faire faire tout ce qu'elle voulait. On doit ajouter que l'impératrice avait parfois le bonheur de plaider avec succès la cause de l'humanité.

Le mariage civil de Napoléon avec Joséphine eut lieu le 19 ventôse an IV (9 mars 1796), et la dot de la nouvelle épouse fut le commandement en chef de l'armée d'Italie, théâtre sur lequel l'Empereur commença à faire briller les talents qui décelèrent son génie. Il ne demeura que trois jours avec sa femme après la célébration de son mariage, qui se fit sans bruit et sans faste, et seulement en présence d'amis.

On peut donc dire que le jeune Eugène Beauharnais fut la cause de la haute fortune où parvint sa mère.

Il était né en 1781. Il accompagna Bonaparte en qualité d'aide de camp dans les campagnes d'Italie et d'Égypte. Prince de l'Empire (1804), vice-roi d'Italie (1805), il épousa (1806) la fille du roi de Bavière, et l'Empereur le désigna pour son successeur à l'Empire. Il repoussa (1809), à la tête de l'armée d'Italie, une armée autrichienne qui tentait de faire invasion dans cette contrée, la chassa devant lui jusque dans les environs de Vienne, fit sa jonction avec la grande armée, puis gagna la bataille de Raab, et contribua à celle de Wagram. Il commanda un corps d'armée dans l'expédition de Russie, et, au retour, après le départ de Napoléon, il rassembla les débris de l'armée, et fit une retraite que l'on a généralement admirée; à la Restauration, il se

Digitized by Google

retira chez son beau-père, avec le titre de duc de Leuchtenberg; il y mourut en 1824.

BESSIÈRES (Jean-Baptiste),

Maréchal d'Empire, Duc d'Istrie.

Il naquit à Prayssac (Lot), dans l'ancienne province de Guyenne, en 1768. Il se distingua dans la première campagne d'Italie, dans l'expédition d'Égypte, dans la deuxième campagne d'Italie; devint maréchal (1804); déploya de grands talents et une rare intrépidité dans les guerres d'Allemagne (1805-1806); passa en Espagne, gagna la bataille de Medina del Rio Seco (1808); contribua puissamment aux succès de la campagne contre l'Autriche (1809) et surtout au gain de la bataille d'Essling; fut une seconde fois envoyé en Espagne (1811); revint prendre part à l'expédition de Russie (1812), où il fut colonel-général de la cavalerie de la garde impériale.

Il périt le 1er mai 1813, à Poserna, non loin des lieux où Gustave-Adolphe fut tué en 1633. Dès le matin on signale une forte arrière-garde ennemie sur les hauteurs de Poserna. Napoléon l'examine et la suit de sa longue vue. Poserna est un défilé que le général Winzingerode veut defendre avec du canon et de l'infanterie.

— Enlevez cette position, dit l'Empereur à la division Souham : c'est le couronnement de la journée.

A ces mots la jeune infanterie que commande cet intrépide général s'avance avec ardeur et forme comme un brillant échiquier de baïonnettes étincelantes. L'artillerie ennemie fait un feu effrayant. Les boulets labourent les rangs, brisent les colonnes; le combat est acharné. Le maréchal Bessières, sans cavalerie, est un corps privé d'âme. Il la cherche cette cavalerie de la vieille Garde qu'il a toujours commandée sur les champs de bataille; mais, ne l'apercevant pas, il parcourt le terrain en véritable tacticien qu'il est. A ce moment un boulet ennemi rebondit dans la plaine, ricoche et vient frapper au milieu du corps le

Digitized by Google

maréchal, qui tombe broyé. C'est encore un vieux de l'armée d'Italie que la cavalerie de la Garde était habituée à voir coiffé et poudré comme au temps de la République. On couvre le corps de Bessières d'un manteau pour cacher cette perte à l'armée, et on l'emporte. Quelle fatalité! quel présage! Depuis seize ans, Bessières n'avait pas quitté Napoléon. Il semble que ses plus intimes compagnons d'armes doivent, dans cette funeste mais glorieuse campagne, aller préparer, au delà du tombeau, un sépulcre plus large pour l'âme de l'Empereur.

Voici, au surplus, comment Napoléon s'exprima à l'égard de Bessières dans la lettre adressée par lui, le 2 mai 1813, neuf heures du soir, à Marie-Louise :

« Ce maréchal, disait-il, qu'on peut à juste titre nommer brave et « juste, était recommandable autant par son coup d'œil militaire et sa « grande expérience de l'arme de la cavalerie que par ses qualités civiles « et privées. Sa mort sur le champ d'honneur est la plus digne d'en« vie. Elle a été si rapide qu'elle a dû être sans douleur. Il est peu de « pertes qui puissent être plus sensibles au cœur de l'Empereur. L'ar« mée et la France entière partageront la douleur que Sa Majesté a res« sentie. »

« C'était, dit-il encore dans le *Mémorial de Sainte-Hélène,* un officier de réservé, plein de feu, mais prudent et circonspect. »

BRUNE (Guillaume-Marie-Anne),
Maréchal de France.

Il naquit en 1763 à Brives-la-Gaillarde. Il adopta avec ardeur les principes de la révolution, s'engagea dans les armées de la République (1793), avança rapidement, servit sous Barras au 13 vendémiaire (10 octobre 1795), passa à l'armée d'Italie comme général, et se distingua à Vérone et à Arcole (1797). Nommé commandant en chef de l'expédition dirigée contre la Suisse, il fut ensuite envoyé à Milan, puis alla (1799) commander en Hollande, où ses succès contre

Digitized by Google

les Anglais lui acquirent une haute réputation; créé conseiller d'État après le 18 brumaire, il pacifia la Vendée (1800), fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, ambassadeur à Constantinople (1803), et chargé du gouvernement des villes anséatiques (1807); puis, disgracié par suite de ses malversations, il quitta le service. Pendant les Cent-Jours, chargé d'un commandement dans le Midi, il fut massacré à Avignon, le 2 août 1815, par la populace royaliste, la plus ignoble et la plus féroce de toutes les populaces parce qu'elle est la plus ignorante et la plus fanatique.

Il existe sur la mort du maréchal Brune un beau poëme dont les auteurs sont MM. Lacoste (du Bourg) et Édouard Gouin. Nous regrettons de n'en pouvoir citer ici quelques fragments.

DAVOUST (Louis-Nicolas),

Duc d'Auerstædt, Prince d'Eckmühl, Maréchal de France.

Davoust, d'une famille noble, vit le jour à Annoux (Yonne) en 1770.

Il fut élevé à l'école de Brienne en même temps que Napoléon. Il entra dans la carrière militaire en 1785, avec le grade de sous-lieutenant au régiment Royal-Champagne cavalerie. En 1790 il contribua à faire insurger ce corps contre ses chefs. Renvoyé pour cause d'insubordination, il parut à la barre de l'Assemblée législative, après le 10 août 1792, pour y donner son adhésion à la déchéance du roi et demander du service. Il fut nommé chef de bataillon du 3ᵉ régiment des volontaires de l'Yonne, et se fit remarquer à l'armée du Nord par un caractère particulier de bravoure et d'audace. Ce fut son bataillon qui tira sur Dumouriez et son état-major, dans les premiers jours d'avril 1793, et l'obligea de s'enfuir vers les Autrichiens. Davoust devint bientôt général de brigade, mais il fut obligé, peu de temps après, de quitter le service, en exécution du décret qui destituait tous les nobles. Rappelé sous les drapeaux après le 9 thermidor, il servit à l'armée de la

Digitized by Google

Moselle, assista au blocus de Luxembourg, et fit ensuite partie de l'armée du Rhin, commandée par Pichegru. Il fut employé à la défense de Manheim, sous les ordres du général Montaigu. Il fut fait prisonnier lors de la reddition de cette place, et, échangé quelques mois après, il se trouva, le 20 avril 1797, au passage du Rhin par l'armée de Moreau.

Après s'être distingué en Allemagne, le général Davoust s'attacha à la fortune de Bonaparte, et le suivit en Égypte. Le 4 nivôse an VII, il repoussa, à Souagny, un rassemblement nombreux de Mamelucks et d'Arabes; le 19, il dispersa de nouvelles troupes à Gizeh, à Siout, et, le 29, il sauva la flottille qui apportait les approvisionnements de l'armée française. Il chargea avec sa cavalerie et mit en fuite, sous les murs de Samanhout, une horde innombrable d'Arabes et de Mamelucks, commandée par Mourad-Bey; il se distingua encore à la bataille de Thèbes, aux combats de Kené, d'Aboumana, d'Hesney, de Cophtos, et au village de Bemadi, où il mit en déroute le même Mourad-Bey, et trouva des caisses remplies d'or. Dans la Basse-Égypte, le général Davoust combattit à Aboukir, sous les ordres de Bonaparte, et concourut au gain de la bataille. Il revint en Europe en 1800, après la convention d'El-Arisch. En 1802, Bonaparte le nomma commandant en chef des grenadiers de sa garde, et en 1804 le créa maréchal d'Empire. Le 31 mars de cette année, le maréchal Davoust adressa à Napoléon, après le jugement de Georges, de Moreau et de Pichegru, une lettre où on lisait le passage suivant : « Les lâches Bourbons, repoussés par tous les Français, et qui depuis longtemps font cause commune avec nos éternels ennemis, naguère conjuraient avec les perfides Anglais contre votre personne sacrée. Il faut enfin détruire leurs chimériques espérances, et leur épargner de nouveaux crimes. » En 1805, le maréchal commandait un corps d'armée au camp de Boulogne; il le conduisit ensuite à Ulm et à Austerlitz, puis en 1806 à Iéna. Il dirigea la droite de l'armée française sur le village d'Auerstædt, de manière que son mouvement fut regardé comme la principale cause de la victoire, et lui valut d'abord le titre de duc d'Auerstædt. Huit jours après, il entra dans Berlin à la tête de son corps d'armée, pénétra en Pologne, et se trouva aux batailles d'Eylau, d'Heilsberg et de Friedland. On lui a reproché, dans cette campagne, des actes de rigueur inutile, et surtout l'incendie de Lauenbourg.

Digitized by Google

En 1808, il fut nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Henri de Saxe; en 1809, chevalier de l'Ordre militaire de Pologne et prince d'Eckmühl, pour avoir eu une grande part au gain de la bataille de ce nom. Le 30 juin de cette année, il s'empara des iles du Danube, et préluda par quelques succès à la bataille de Wagram. Le maréchal fut chargé pendant plusieurs années de l'administration de la Pologne que les Français occupaient. Il y montra, dit-on, une dureté et un despotisme dont les Polonais se plaignirent souvent, mais en vain; Napoléon le laissa gouverner ce pays jusqu'à la campagne de Russie en 1812. Le maréchal fut alors chargé de commander le premier corps de la grande armée; il battit le prince Bagration à Mohilow, fut blessé, et eut deux chevaux tués sous lui à la bataille de la Moskowa et au combat de Malojaroslawetz. Après les désastres de cette campagne et la destruction du magnifique corps d'armée qu'il commandait, le prince d'Eckmühl se retira sur les bords de l'Elbe par la Prusse, et vint passer l'hiver à Hambourg. Il tenta inutilement, en 1813, de se réunir à la grande armée, et se porta même jusque sur Schwerin, mais il fut obligé de revenir à Hambourg. Enveloppé dans cette place par des armées victorieuses, il éleva des retranchements nombreux, et disposa tellement sa défense, qu'il résista successivement aux attaques des Suédois, des Prussiens et des Russes. Mais la valeur et l'habileté dont il fit preuve dans ce siége mémorable n'ont pu faire oublier la violence et la rigueur dont il usa envers les habitants. Il les soumit à une contribution de quarante-huit millions, et fit arrêter, comme garantie, trente-quatre des principaux négociants. On peut consulter, sur sa conduite, un mémoire imprimé et signé de plusieurs milliers de Hambourgeois.

Le maréchal Davoust résista aux différentes sommations qui lui furent faites de se rendre, et ce ne fut qu'à l'arrivée du général Gérard envoyé par le roi qu'il céda enfin. Il signa avec les principaux officiers de son corps d'armée une adresse à Louis XVIII, dans laquelle ils lui juraient tous obéissance et fidélité. De retour en France, le prince d'Eckmühl obtint du roi l'autorisation de se rendre à sa terre de Savigny, où il resta jusqu'au 20 mars. Dans l'intervalle, il adressa à Louis XVIII un mémoire justificatif sur sa conduite à Hambourg. Au retour de Napoléon, il fut fait ministre de la guerre, et, le 13 avril 1815, il adressa

Digitized by Google

aux militaires rappelés sous les drapeaux la proclamation suivante : « Vous avez voulu votre Empereur ; il est arrivé. Vous l'avez secondé de tous vos efforts ; venez, afin d'être tout prêts à défendre la patrie contre des ennemis qui voudraient se mêler de régler les couleurs que nous devons porter, de nous imposer des souverains, et de dicter nos constitutions. Dans ces circonstances, c'est un devoir pour tous les Français déjà accoutumés au métier de la guerre d'accourir sous les drapeaux. Présentons une frontière d'airain à nos ennemis, et apprenons-leur que nous sommes toujours les mêmes. Soldats, quels reproches n'auriez-vous pas à vous faire si cette belle patrie était encore ravagée par ces soldats que vous avez vaincus tant de fois, et si l'étranger venait effacer la France de la carte de l'Europe ! » Le 18 avril, le prince d'Eckmühl témoigna la satisfaction de l'Empereur aux généraux Grouchy, Delaborde, Darricau, Gilly, Piré, Corbineau, Lasalcette et Chabert, pour avoir, disait-il, *réprimé la guerre civile*. Le 1er mai, en annonçant aux généraux le décret du 25 avril qui restituait aux corps de l'armée leurs numéros et leurs dénominations, il s'exprimait ainsi : « Le peuple et l'armée se sont prononcés unanimement contre un gouvernement qui voulait flétrir leur gloire. Ce mouvement sera toujours le premier des cœurs français. On conspirait contre la gloire du peuple, en le privant des magistrats qu'il aime, qu'il estime, qu'il respecte depuis vingt-cinq ans. On conspirait contre la gloire de l'armée, en cherchant à lui ravir avec ses couleurs chéries jusqu'au souvenir de ses triomphes et des journées à jamais mémorables qui étaient les dates et les époques de sa renommée. » Deux jours après, il adressa aux préfets, sous-préfets et maires une lettre où on ne remarquait pas moins d'exaltation. Dans les instructions envoyées au général qui commandait à Nantes, il appelait toute *la rigueur des lois contre les ex-nobles qui seront pris les armes à la main et contre tous ceux qui sont connus pour être chefs de bande et ne se plaisent qu'au milieu des troubles*. Le 22 juin, le maréchal Davoust fut nommé membre de la Chambre des pairs, et, le 24 du même mois, il vint à la Chambre des représentants rassurer les esprits sur les suites de la bataille de Waterloo, pendant que le maréchal Ney démontrait à la Chambre des pairs la fausseté des rapports de ce ministre de la guerre transmis par le ministre Carnot. Le Gouvernement provisoire lui ayant déféré le commandement de

Digitized by Google

l'armée sous les murs de Paris, il envoya, le 30 juin, à la Chambre des représentants l'adresse suivante signée de lui et de tout l'état-major : « Représentants de la nation, nous sommes en présence de nos ennemis, nous jurons entre vos mains et à la face du monde de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et l'honneur national. On voudrait nous imposer des Bourbons, et ces princes sont rejetés par l'immense majorité des Français. Si on pouvait souscrire à leur rentrée, rappelez-vous, représentants, qu'on aurait signé le testament de l'armée qui pendant vingt années a été le *palladium* de l'honneur français. Il est à la guerre, surtout lorsqu'on l'a faite aussi longuement, des succès et des revers. Dans nos succès, on nous a vus grands et généreux ; dans nos revers, si on veut nous humilier, nous saurons mourir. Les Bourbons n'offrent aucune garantie à la nation. Nous les avions accueillis avec les sentiments de la plus généreuse confiance, nous avions oublié tous les maux qu'ils nous avaient causés par un acharnement à vouloir nous priver de nos droits les plus sacrés. Eh bien ! comment ont-ils répondu à cette confiance? ils nous ont traités comme rebelles et vaincus. Représentants, ces réflexions sont terribles parce qu'elles sont vraies. L'inexorable histoire racontera un jour ce qu'ont fait les Bourbons pour se remettre sur le trône de France. Elle dira aussi la conduite de l'armée, de cette armée essentiellement nationale, et la postérité jugera qui mérita le mieux l'estime du monde. » Le 10 juillet 1815, le maréchal Davoust fit insérer dans les journaux une note qui désavouait sa signature à cette proclamation. Le 8 juillet, il signa avec les commissaires des armées alliées la capitulation en vertu de laquelle il devait se retirer avec son armée sur la rive gauche de la Loire. Arrivé le 10 à Orléans, il prit le titre de commandant en chef de l'armée de la Loire et des Pyrénées. Le 23, de concert avec les généraux sous ses ordres, il adressa au roi sa soumission, conçue en des termes bien différents de ceux de la proclamation du 30 juin. Ce ne fut cependant que le 18 au soir que le drapeau blanc fut arboré par l'armée française. Peu de jours après, le prince d'Eckmühl remit le commandement entre les mains du maréchal duc de Tarente, envoyé par le roi. Il se retira ensuite dans sa terre de Savigny, d'où il revint, vers la fin de 1816, se fixer à Paris.

Il ne se montra à la cour du roi Bourbon qu'en 1818, et fut l'année suivante élevé à la pairie. Il mourut à Paris en juin 1823.

Digitized by Google

JOURDAN (Jean-Baptiste),

Maréchal de France.

Né à Limoges, en 1762. Il s'enrôla, en 1778, dans le régiment d'Auxerrois, partit pour la guerre d'Amérique, et fut réformé en 1784. Il était petit marchand quand la Révolution éclata. En 1790, il servit dans la garde nationale, et fut nommé, en 1791, commandant du deuxième bataillon des volontaires de la Haute-Vienne, qu'il conduisit à l'armée du Nord. Le 27 mai 1793, il fut fait général de brigade, et, le 30 juillet suivant, général divisionnaire. Il commandait le corps de bataille à la journée de Hondschoote où il fut blessé en enlevant, à la tête de ses troupes, les retranchements ennemis. Au mois de septembre de la même année, il remplaça les généraux Lamarche et Houchard dans le commandement de l'armée. Le 17 octobre, il remporta la victoire de Watignies, qui fut disputée avec acharnement pendant quarante-huit heures, et il força le prince de Cobourg à lever le blocus de Maubeuge.

Quelque temps après, le Comité de salut public lui confia le commandement de l'armée de la Moselle, avec laquelle le général Jourdan ouvrit la campagne par le combat d'Arlon, où les Autrichiens furent complètement battus. La célèbre bataille de Fleurus, qu'il gagna bientôt après, fut en partie son ouvrage. Son armée, ayant pris le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, repoussa l'ennemi jusqu'au delà de cette dernière rivière, l'obligea à se retirer derrière le Rhin, et à abandonner Maëstricht et Luxembourg, qui se rendirent l'un après l'autre. Le général Jourdan prit position sur le Rhin, en étendant son armée depuis Coblentz jusqu'à Clèves, et il y resta jusqu'au mois de septembre, époque à laquelle il passa ce fleuve sur trois points, chassa les troupes peu nombreuses qui étaient devant lui, et se plaça sur le Mein ; mais ayant été tourné, quinze jours après, par les Autrichiens, il fut forcé de se retirer à la hâte sur Cologne, d'où il vint au secours de l'armée de la Moselle, attaquée par le général Clairfayt.

Après une courte campagne dans le Hundsrück, Jourdan convint d'un armistice, qui fut rompu au printemps, où il passa de nouveau le Rhin,

Digitized by Google

força le général Wartensleben à se retirer, s'empara de Wurtzbourg, et se porta près de Ratisbonne ; mais l'archiduc Charles l'ayant attaqué, il fut obligé de faire une prompte retraite dont le désordre occasionna des pertes considérables.

Le général Jourdan quitta l'armée et se retira à Limoges, où il fut élu député au conseil des Cinq-Cents, au mois de mars 1797. Il s'y trouva bientôt en opposition avec le général Pichegru, dont il avait été le rival à la tête des armées. Il parla contre le projet d'augmenter la garde du Corps législatif, et contre celui de Camille Jordan en faveur du culte catholique.

Il seconda les mesures prises au 18 fructidor contre les députés royalistes. Le 21 juillet 1798, il fit un rapport sur le recrutement de l'armée, et proposa la conscription militaire, qui fut adoptée. Le 24 septembre, il fut président du Conseil pour la seconde fois, et, le 14 octobre, il donna sa démission de député, en annonçant que le Directoire le destinait au commandement des armées.

Il prit en effet celle du Danube, passa le Rhin au mois de mars 1799, entra en Souabe et attaqua le prince Charles à Stockach. Son armée combattit avec la plus grande valeur, mais elle ne put triompher du nombre et de la position des Autrichiens. Le général Jourdan fit sa retraite en bon ordre ; mais, se trouvant trop vivement pressé par l'archiduc, il s'arrêta tout à coup le second jour, l'attaqua à Liebtingen, lui fit quatre mille prisonniers, coucha sur le champ de bataille où il resta le lendemain quoique les troupes manquassent de nourriture, et se porta ensuite vers les débouchés de la Forêt-Noire. Le Directoire le remplaça par Masséna et le nomma inspecteur général d'infanterie.

Il fut réélu député en mai 1799, et proposa, dans le conseil des Cinq-Cents, de déclarer la patrie en danger. Au 18 brumaire il fut exclu du Corps législatif et momentanément condamné à être détenu dans le département de la Charente-Inférieure ; mais, le 24 juillet 1800, il fut nommé ministre extraordinaire, puis administrateur en Piémont : il y extirpa le brigandage, y fit régner la justice, et y rétablit l'ordre dans les finances.

En 1802 il fut appelé au conseil d'État ; en 1803, élu candidat au Sénat Conservateur et appelé au commandement en chef de l'armée d'Italie ; en 1804, fait maréchal d'Empire et grand officier de la Légion-

Digitized by Google

d'Honneur. Il reçut, en 1805, l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, et commanda les manœuvres du camp de Castiglione delle Stiviere lors du couronnement de Napoléon comme roi d'Italie.

Il passa ensuite en Espagne en qualité de major général et de conseil de Joseph Bonaparte. On l'accusa de presque tous les revers qu'il éprouva en 1808 et 1809.

Abreuvé de dégoûts et de contrariétés, le maréchal Jourdan sollicita et obtint son rappel à la fin de 1809. Il vivait au sein de sa famille quand Napoléon, partant pour la Russie, lui ordonna de retourner en Espagne avec sa première qualité. Ce fut alors que se fit la retraite de Madrid et que se donna la bataille de Vittoria. Jourdan perdit dans la déroute son bâton de maréchal, qui fut pris par le 87ᵉ régiment de ligne anglais. On lui a longtemps imputé les revers de cette journée ; mais il n'y commandait ni de droit ni de fait, et, dans ses rapports au gouvernement, il avait prédit ces revers et en avait assigné la cause.

Après cette bataille, il revint en France où il resta sans activité jusqu'à l'année suivante qu'il fut nommé gouverneur de la 15ᵉ division militaire. Le 3 avril 1814, il envoya de Rouen son adhésion aux actes du gouvernement provisoire. Le 2 juin Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis. Le 10 mars 1815, il renouvela ses serments de fidélité, et se retira à la campagne après le départ du roi. Napoléon l'appela à la Chambre des pairs au mois de juin et lui confia la défense de Besançon. Le maréchal Jourdan fut un des premiers à se ranger sous l'autorité de Louis XVIII, lors du retour de ce monarque. Quelques mois après il présida le conseil de guerre qui devait juger le maréchal Ney et qui se déclara incompétent.

En 1816, il reçut du roi de Sardaigne le portrait de ce prince enrichi de diamants, comme un témoignage d'estime pour sa conduite dans l'administration du Piémont en 1800. En 1817, le maréchal Jourdan était gouverneur de la 7ᵉ division militaire.

Il fut nommé pair de France par l'ordonnance du 5 mars 1819, et, après la révolution de Juillet, gouverneur de l'Hôtel des Invalides, où il mourut en 1833.

Il a laissé des *Mémoires* sur la campagne de 1796.

Digitized by Google

KELLERMANN (François-Christophe),

Duc de Valmy, Maréchal de France.

Né à Strasbourg le 30 mai 1735, mort à Paris le 12 septembre 1820.

De simple hussard dans la légion de Conflans en 1752, il s'éleva successivement jusqu'au premier grade militaire. — Il devint maréchal de camp (1788) après avoir fait ses premières armes dans la guerre de Sept-Ans, et s'être signalé à Berghem, à Friedberg et contre les Russes (1772). Il commandait en 1792 l'armée de la Moselle, et soutint à Valmy une attaque célèbre, qui depuis lui valut le titre de duc de Valmy.

Il fut chargé du siége de Lyon, passa à l'armée des Alpes où il se distingua, et fit ensuite la campagne de 1809 contre l'Autriche.

Il avait été incarcéré en 1793 comme suspect et remis en liberté au 9 thermidor.

La Restauration le fit pair de France.

Par son testament il ordonna que son cœur fût placé dans un monument simple élevé sur le champ de bataille de Valmy, ce qui fut exécuté.

Son fils, Kellermann (*François-Étienne*), né à Metz en 1770, se distingua dans les batailles de Marengo, d'Austerlitz, de Vimeira, de Bautzen et de Waterloo. Il fut nommé général de division en 1814. Promu à la pairie pendant les Cent-Jours, il fut exclu de la Chambre par les Bourbons, et y reparut en 1830. Sa mort arriva en 1835.

LEFEBVRE (François-Joseph),

Duc de Dantzig, Maréchal de France.

Il naquit à Ruffach (Alsace) le 25 octobre 1755. Il était fils d'un meunier, ou, selon certains biographes, d'un ancien hussard qui commandait la garde bourgeoise de sa ville natale. Il perdit son père

Digitized by Google

à huit ans, et fut confié aux soins éclairés d'un curé, son oncle paternel. A dix-huit ans, il s'enrôla dans le régiment des Gardes françaises, où il obtint, en 1788, le grade de premier sergent, compagnie de Vaugiraud. Ce fut dans ce grade qu'il défendit, le 12 juillet 1789, la vie des officiers de sa compagnie, contre un rassemblement d'hommes qui voulaient enfoncer les portes de la caserne et les égorger. Dans le courant de cette année, il fut incorporé avec moitié de sa compagnie dans le bataillon des Filles-Saint-Thomas, qu'il instruisit et qui donna des preuves de son attachement à l'ordre et à la discipline. Lefebvre fut deux fois blessé lorsqu'il commandait un détachement de ce bataillon : la première fois en protégeant la rentrée de la famille royale aux Tuileries, le jour où elle tenta vainement de se rendre à Saint-Cloud ; la seconde, en assurant le départ de Mesdames pour Rome. En 1792, étant capitaine au 13e régiment d'infanterie légère, il préserva la caisse d'escompte du pillage, et mérita, par sa conduite, la reconnaissance de la reine. Chargé en 1793 du commandement des quatre divisions qui eurent ordre d'assiéger le fort Vauban, il entra à leur tête dans le Palatinat, et bloqua le pont de Manheim, sur la rive gauche du Rhin. Il était général de division lorsqu'il se trouva à la bataille de Fleurus, où il commandait la droite de l'armée française. Il eut un cheval tué sous lui, et décida, par son sang-froid et son courage, la victoire longtemps indécise. Il prit une part très-active aux combats de Marmont, de Nivelles, de Florival et de Frimont. Le 20 fructidor an III, il franchit le Rhin au passage d'Eilkam, força Spiek, Angerbach, et se porta sur Angermonde, après avoir chassé l'ennemi de Gorcum. Au combat d'Henef, qui eut lieu à la suite de ces succès, le général Lefebvre donna seul avec sa division, et repoussa les Autrichiens jusque sur les hauteurs d'Andshorn, d'où il les débusqua de nouveau. En 1796, il exécuta, avec autant de bonheur que d'habileté, l'attaque de Siegberg, et poursuivit l'ennemi jusqu'à Altenkirken, où il soutint le combat le plus long et le plus glorieux de cette campagne. En 1799, il fut employé à l'armée du Danube, sous les ordres de Jourdan, et opposa une vigoureuse résistance à trente-six mille Autrichiens qui l'avaient attaqué à Stockach, où il n'avait que huit mille hommes. Grièvement blessé dans cette affaire, il quitta l'armée et revint en France. Il obtint le commandement de la 17e division militaire à Paris. Il accompagna et seconda Bona-

Digitized by Google

parte le 18 et le 19 brumaire, et concourut ensuite à la pacification de l'Eure, de la Manche, du Calvados et de l'Orne. Il fût fait sénateur en l'an VIII, et ensuite préteur du Sénat jusqu'en 1814. En 1804, il fut élevé à la dignité de maréchal, et successivement nommé chef de la cinquième cohorte, grand-officier et grand-cordon de la Légion-d'Honneur. En 1805, il eut le commandement général des gardes nationales de la Roër, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre. En 1806, quoique âgé de plus de cinquante ans, il commanda la garde à pied à la bataille d'Iéna; et en 1807 il protégea, avec le dixième corps, lès derrières de l'armée, sur la gauche de la Vistule. Après la victoire d'Eylau, le maréchal Lefebvre eut ordre d'aller investir Dantzig avec l'armée polonaise, l'armée saxonne et le contingent de Bade. Cette place se rendit après cinquante-un jours de tranchée ouverte, et le maréchal accorda au général Kalkreuth, qui la commandait, une capitulation semblable à celle que ce même général avait accordée, quatorze ans auparavant, à la garnison de Mayence. Le maréchal Lefebvre reçut alors le titre de duc de Dantzig. Employé en Espagne en 1808, il triompha des généraux Blake et La Romana, entra à Bilbao, et vainquit à Espinosa. En 1809, il commandait en Allemagne l'armée bavaroise, ayant sous ses ordres le prince royal de Bavière et les généraux Wrède et Deroi. Il combattit encore à Tann, à Abensberg, à Eckmühl, à Wagram, et s'occupa, dans l'intervalle de ces actions, à soumettre le Tyrol insurgé. Dans la campagne de Russie, le maréchal commanda en chef la Garde impériale. Au temps de l'invasion, il dirigea l'aile gauche de l'armée française, combattit à Montmirail, à Arcis-sur-Aube, à Champ-Aubert, où il eut un cheval tué sous lui, et rentra dans la capitale après l'abdication de Napoléon. Il fut nommé chevalier de Saint-Louis et pair de France par le roi; il accepta aussi cette dernière dignité de Napoléon en 1815; il siégea dans la Chambre, mais ne prit aucune part aux discussions. Louis XVIII, après sa seconde rentrée, l'élimina de la Chambre des pairs, où il ne rentra qu'en 1820; il mourut à Paris le 14 septembre de la même année. Ses dépouilles mortelles sont déposées au cimetière du Père-Lachaise, à côté de celles du vainqueur de Zurich, l'illustre Masséna.

Lefebvre était brusque dans ses manières; il avait la franchise du soldat. Dans un bal, chez madame Récamier, il demandait à un jeune

Digitized by Google

homme les noms de toutes les dames qui dansaient ou qui passaient à côté de lui. Le jeune homme, fatigué de ses demandes répétées, lui dit, dans un mouvement d'impatience : « D'où diable venez-vous donc ? » — « Je viens, lui répondit Lefebvre, je viens de la lune, où je n'ai « jamais vu un j...-f..... de ton espèce : je m'appelle le général « Lefebvre ! »

On cite un grand nombre d'anecdotes de ce genre sur le maréchal Lefebvre, et surtout sur sa femme, ancienne blanchisseuse qu'il avait épousée à Strasbourg étant simple soldat, et qui, comme on doit le penser, n'avait point reçu une éducation des plus distinguées.

Madame Lefebvre allait souvent chez l'impératrice Joséphine, qui s'amusait beaucoup de ses manières et de son langage. Les gardes, les pages, les valets de chambre en riaient aussi entre eux. Un jour, le chambellan de service lui dit que l'impératrice n'était pas visible. — « Elle l'est toujours pour moi. » — Le chambellan l'assura que Sa Majesté ne verrait personne. — « Est-ce que vous ne me connaissez « pas ? Allez lui dire que c'est moi, la duchesse de Dantzig. » Le chambellan entra chez l'impératrice, qui vint jusqu'à la porte de son appartement, et dit à madame Lefebvre, du plus loin qu'elle la vit : « Vous avez bien fait d'insister, madame la duchesse, je suis toujours « visible pour vous. » Madame la duchesse, se retournant vers le chambellan, lui dit : « Ça te la coupe, mon homme ! »

La duchesse accusa un de ses gens d'un vol qui s'était commis dans sa maison : en conséquence, elle le fit déshabiller nu pour s'assurer qu'il n'avait pas sur lui les effets volés. Elle conta l'affaire à l'impératrice Joséphine, qui alla la redire à madame de la Rochefoucauld. Celle-ci pria Joséphine d'engager madame Lefebvre à raconter à ses dames ce qu'elle venait de lui dire. — « Je peux bien vous conter mes « affaires, répondit la maréchale à l'impératrice, mais je n'ai rien à dire « à ces p.....es-là. »

Très-peu de jours après la prise de Dantzig, l'Empereur, voulant reconnaître les services et la haute capacité dont ce maréchal avait fait preuve à la prise de cette place, l'envoya chercher à sept heures du matin. Celui-ci, accourant en toute hâte, fit prévenir l'Empereur de son arrivée. Napoléon était en train de travailler avec le prince Berthier. « Ah ! ah ! dit-il, je vois avec plaisir que M. le duc n'a pas été long

Digitized by Google

à faire sa toilette. » Et puis se retournant du côté de l'officier d'ordonnance de service : « Allez dire au duc de Dantzig, ajouta-t-il, que je ne l'ai fait appeler de si bonne heure que pour avoir le plaisir de déjeuner avec lui ce matin. » Mais, sire, reprit l'officier d'ordonnance, je prendrai la respectueuse liberté de faire observer à V. M. que la personne qui est là et qui attend ses ordres n'est pas un duc, c'est le maréchal Lefebvre. — Monsieur, répliqua l'Empereur, lorsque je fais un duc, le prenez-vous pour un *conte*? » L'officier, déconcerté par ce jeu de mots, était resté interdit : l'Empereur, s'en étant aperçu, reprit aussitôt en souriant : « Allez, allez, monsieur, et dites au duc de Dantzig (et il appuya sur la qualification) que dans dix minutes nous allons nous mettre à table. »

En effet, le maréchal, ayant été introduit presque aussitôt, déjeuna avec l'Empereur et le major-général. Le repas ne fut pas long, comme on le pense bien, et lorsque l'on eut quitté la table, Napoléon ouvrit une espèce de nécessaire qui était sur sa table, y prit un paquet ayant la forme d'un carré long, et, le donnant au maréchal, il lui dit : « Duc de Dantzig, je sais que vous aimez le chocolat; en voilà d'excellent, les petits cadeaux entretiennent l'amitié. » Après quoi il lui serra la main en lui disant : « Au revoir, monsieur le duc. » Et il le congédia.

De retour chez lui, le maréchal, qui ne comprenait rien ni à ce titre de duc dont l'Empereur l'avait gratifié pendant le déjeuner, ni au cadeau qu'il venait de lui faire, soupçonna quelque surprise dans le paquet qu'il avait mis dans sa poche. L'ayant ouvert, il y trouva, avec le brevet qui lui concédait le nouveau titre, trois cent mille francs en bons billets de la banque de France; du reste, pas la moindre apparence de chocolat, si ce n'est la forme du paquet dans lequel était contenu ce riche cadeau.

Digitized by Google

MASSENA (André),

Duc de Rivoli, Prince d'Essling, Maréchal de France.

Masséna s'enrôla fort jeune dans un régiment français, fut nommé en 1795 général de division, et prit une part glorieuse à la conquête de l'Italie. Il commanda (1798) le corps d'armée chargé d'établir dans l'État de l'Eglise un gouvernement républicain, mais il fut accusé de dilapidation par ses propres soldats et forcé de se retirer.

Mis à la tête de l'armée d'Helvétie (1799), il gagna cette glorieuse bataille de Zurich qui sauva la France d'une invasion formidable; il s'enferma ensuite dans Gênes où après une défense célèbre il se vit obligé de capituler.

Il fut nommé maréchal d'Empire (1804), reçut (1805) le commandement en chef de l'armée d'Italie, contraignit le prince Charles à se retirer en Allemagne, accompagna Joseph Bonaparte dans le royaume de Naples (1806), et battit plusieurs fois les insurgés de la Calabre; il commanda en Autriche (1809) le cinquième corps de la grande armée, décida la victoire d'Essling et fut en récompense nommé prince de ce nom. Envoyé en Portugal (1810), il ne put chasser Wellington de ce pays, et depuis il ne fit rien de remarquable.

« Masséna était un grand pillard, dit Napoléon dans ses *Mémoires;*... il était décidé, brave, intrépide, plein d'ambition et d'amour-propre; son caractère distinctif était l'opiniâtreté, il n'était jamais découragé. Il négligeait la discipline, soignait mal l'administration, et par cette raison était peu aimé du soldat;..... il était éminemment noble et brillant au milieu du feu et du désordre des batailles: le bruit du canon lui éclaircissait les idées, lui donnait de l'esprit, de la pénétration et de la gaieté. »

Il était né à Nice en 1758, et mourut en 1817.

Digitized by Google

MORTIER (**Édouard-Adolphe** (ou **Adrien**)-**Casimir-Jos.**),
Duc de Trévise, Maréchal de France.

Il naquit à Cambrai en 1768. Il entra au service en 1791, comme capitaine dans le 1er bataillon des volontaires de son département. Il se trouva à la première affaire de la guerre de la Révolution, à Quiévrain, où il eut un cheval tué sous lui. Après la journée de Hondschoote, en 1793, il fut fait adjudant-général. Sous les murs de Maubeuge il fut blessé d'un coup de mitraille. Il combattit à Mons, à Louvain, à Bruxelles, à Fleurus. Dans la campagne de 1796, il commandait les avant-postes de l'armée de Sambre-et-Meuse. Le 20 juillet, il s'empara de Gemunden, après un combat très-opiniâtre. Le 24, il était maître de Schweinfurt. Le 8 août, il remplaça l'adjudant-général Richepanse au combat d'Hirscheid.

Après le traité de Campo-Formio, il refusa le grade de général de brigade pour le commandement du 23e régiment de cavalerie. Mais, à l'ouverture de la campagne de 1799, il accepta ce grade, et commanda les avant-postes de l'avant-garde.

Il passa ensuite à l'armée d'Helvétie, où il se distingua dans différents combats qui précédèrent et suivirent la prise de Zurich. Il battit le corps russe commandé par le général Rosemberg, et aida Masséna à chasser l'ennemi du territoire helvétique.

Il commanda ensuite la 2e division de l'armée du Danube, qu'il quitta au bout de quelques mois pour prendre le commandement des 15e et 16e divisions militaires.

En 1803, il fut mis à la tête de l'armée destinée à s'emparer de l'électorat de Hanovre. Après la possession de ce pays par l'armée française, le général Mortier fut nommé un des quatre commandants de la garde des consuls. En 1804, il présida le collége électoral du département du Nord, et fut élevé à la dignité de maréchal d'Empire. En 1805, il obtint le cordon rouge, et l'ordre du Christ de Portugal. Dans la même année, il commanda une division de la grande armée, sous les ordres de Napoléon, et, se portant sur le Danube, il coupa les communications de l'armée russe en Moravie, et en battit une partie au combat sanglant de Dierustein. Ayant ensuite, avec un corps de

Digitized by Google

4,000 hommes, rencontré l'armée entière du général Kutusow, il la combattit, malgré la supériorité du nombre, et fut secouru au moment où il allait succomber. Les deux partis s'attribuèrent la victoire dans cette affaire, qui fut l'une des plus meurtrières de la campagne. L'empereur d'Allemagne envoya l'ordre de Marie-Thérèse au général Kutusow, et les habitants de Cambrai arrêtèrent d'élever au général Mortier, leur compatriote, un monument qu'il refusa positivement.

En 1806, il présida le collége électoral du Gard, et commanda le 8e corps de la grande armée, avec lequel il occupa Hambourg le 19 novembre. Il se fit remarquer de nouveau à la bataille de Friedland.

En 1808, il fut employé contre l'Espagne, et se distingua en 1809 au siége de Saragosse. En 1811, il défit les Espagnols à la bataille de la Gébora.

En 1812, il fut envoyé en Russie, et chargé de rester à Moscou, après le départ de Napoléon, pour faire sauter le Kremlin ; ce qu'il exécuta le 21 octobre. Il fut poursuivi dans sa retraite, et attaqué au passage de la Bérésina. Mais, grâce à ses généreux efforts, il sauva les débris de son corps, se rendit à Francfort, et y réorganisa la jeune garde, dont il eut le commandement dans la campagne de 1813. Il combattit à Lutzen, à Dresde, à Wachau, à Leipzig, à Hanau, et arriva à Langres le 11 janvier 1814. Il défendit la ville de Paris avec le duc de Raguse, et, le 8 avril, envoya son adhésion aux actes du Sénat contre Napoléon.

Il fut nommé par Louis XVIII gouverneur de la 16e division militaire, à Lille, chevalier de Saint-Louis et pair de France. Au mois de mars 1815, le duc de Trévise fut nommé pour commander une armée de réserve qui devait se rassembler à Péronne. Mais ce projet n'ayant pu être exécuté, le maréchal devança Louis XVIII à Lille, où il laissa rentrer la garnison, et le 24 il accompagna le roi et le duc d'Orléans jusqu'au glacis, et rentra dans la place après avoir assuré leur départ.

Il revint à Paris, fut créé pair par Napoléon, et chargé de visiter les places frontières de l'Est.

Au retour des Bourbons, il fut nommé gouverneur de la 15e division, à Rouen. Il refusa de juger Ney, ce qui lui fit perdre sa place de pair de France qu'il recouvra plus tard.

Digitized by Google

Sous Louis-Philippe, en 1834, il fut chargé du portefeuille de la guerre et de la présidence du conseil.

Il fut tué à côté de Louis-Philippe lors de la tentative régicide de Fieschi, en 1835.

MACDONALD (Étienne-Jacques-Jean-Alexandre),

Duc de Tarente, Maréchal de France.

Né à Sedan en 1765, d'une famille d'origine écossaise, décédé en 1840.

Il s'empara, en 1795, de la flotte hollandaise arrêtée par les glaces dans le Vahal; fut nommé (1798) gouverneur des États romains, soumit la Calabre, et, disgracié pour s'être opposé à la mise en accusation de Moreau, ne reprit du service qu'en 1809. Il fut créé maréchal sur le champ de bataille de Wagram, commanda le 10e corps en Russie (1812), et pendant la campagne de 1814 l'aile gauche de l'armée.

A la Restauration, Macdonald fut nommé pair de France et grand-chancelier de la Légion-d'Honneur.

Napoléon a dit de lui en 1814 : « Macdonald est un brave et loyal guerrier. Ce n'est que dans les dernières circonstances que j'ai pu apprécier toute la noblesse de son caractère... Je regrette bien de ne l'avoir pas mieux connu. »

MONCEY (Bon (ou Rose)-Adrien-Jeannot),

Duc de Conegliano, Maréchal de France.

Moncey n'est pas son nom : c'est celui du village où il est né, près de Besançon, en 1754. Son nom est *Jeannot*. Quand il s'engagea, il prit le nom de son village ; à la révolution, ayant été fait capitaine de

Digitized by Google

la garde nationale, il demanda au marquis de Moncey la permission de continuer à porter son nom : le marquis le lui permit.

Il n'avait pas seize ans lorsqu'il entra au régiment de Conti. Au bout de six mois, sa famille acheta son congé, et il s'engagea de nouveau dans le régiment de Champagne, où il servit comme grenadier jusqu'en 1773. Après la campagne sur les côtes de Bretagne, il acheta son congé, et vint à Besançon, où il se livra à l'étude du droit.

En 1774 il entra dans le corps de la gendarmerie, et prit rang, en 1778, en qualité de sous-lieutenant de dragons, dans les volontaires de Nassau-Siegen. En 1791, Moncey en devint capitaine. Il les commandait en juin 1793, devant Saint-Jean-Pied-de-Port, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Ce fut à cette armée qu'il devint en 1794 général de brigade, puis général de division, et qu'il concourut à la prise de la vallée de Bastan, du fort de Fontarabie, du port du Passage, de Saint-Sébastien et de Tolosa. Le 17 octobre, il remporta, entre le Combery et Villa-Nova, une victoire importante, dont la conquête de la Navarre espagnole fut le résultat. En 1795, il fut nommé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, où il obtint de nouveaux succès, et signa la paix avec le marquis d'Iranda. Au mois de septembre de la même année, il passa au commandement de l'armée des côtes de Brest, puis en 1796 à celui de la 11e division militaire, à Bayonne.

Après le 18 brumaire, Moncey fut envoyé à Lyon, où il se conduisit avec mollesse, et fut, par cette raison, attaqué par les vrais républicains. Dans la campagne d'Italie qui suivit, il commanda un corps de vingt mille hommes, franchit le Saint-Gothard, s'empara de Bellinzona, de Plaisance, combattit à Marengo et occupa la Valteline, après la conclusion de l'armistice. Plus tard, il se distingua à Monzabano, où il eut un cheval tué sous lui, et à Roveredo, où il fit un grand nombre de prisonniers.

Après la paix de Lunéville, il commanda les départements de l'Oglio et de l'Adda, et fut nommé, en 1801, premier inspecteur général de la gendarmerie. Employé en Espagne en 1808, il battit et poursuivit les insurgés du royaume de Valence jusque sous les murs de cette ville. Mais, ayant voulu les en chasser, il fut forcé de se retirer lui-même sur Almanza. Il se distingua de nouveau sur la rive gauche de l'Èbre, et,

Digitized by Google

au commencement de 1809, au siége de Saragosse, défendue par le général Palafox.

Rappelé en France, le maréchal Moncey prit le commandement de l'armée de réserve du Nord. Il fit les campagnes de 1812 et 1813. Le 8 janvier 1814, il fut nommé major-général commandant en second la garde nationale parisienne, et protesta à Napoléon, lors de son départ pour l'armée, qu'il veillerait avec un nouveau zèle au salut de l'Empire et à la garde du dépôt qui lui était confié. On va voir comment il tint parole : le 31 mars, il rassembla, dans les Champs-Élysées, les débris des troupes de ligne qui étaient restés sans chefs, et s'éloigna le lendemain à leur tête. Le 10 avril, il reçut, à Fontainebleau, l'adhésion du corps de gendarmerie au nouveau gouvernement, et se rendit à Paris le 11. Il n'est pas étonnant, d'après tout cela, qu'après l'arrivée de Louis XVIII, le maréchal Moncey ait été nommé ministre d'État, chevalier de Saint-Louis et pair de France.

Le 9 mars 1815, il adressa au corps de la gendarmerie, dont il était toujours inspecteur général, un ordre du jour conçu en ces termes : « Gendarmes, Buonaparte vient de pénétrer dans une de nos provinces, les armes à la main ; les ennemis du trône et de la patrie chercheront à s'emparer de cet événement pour allumer la guerre civile parmi nous; leur attente, également insensée et criminelle, sera trompée. Je connais les sentiments d'honneur qui vous animent. C'est en ce moment surtout que, par l'accomplissement le plus scrupuleux de vos devoirs, vous donnerez au meilleur des rois des preuves d'un dévouement sans bornes et de la fidélité que vous lui avez jurée. Je viens de nouveau de m'en porter garant auprès de son auguste personne. » Le maréchal Moncey fut nommé pair par Napoléon, qui, on le voit, se montrait *bon prince;* il perdit ce titre de pair par l'ordonnance du 24 juillet 1815. Ayant refusé de présider le conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney, il fut destitué de son grade de maréchal, et envoyé pour trois mois aux arrêts dans le château de Ham. Depuis il rentra en grâce, et obtint la permission de faire sa cour au roi, qui le réintégra dans toutes ses dignités.

Il commanda, lors de la guerre d'Espagne (1823), le 4e corps, fut nommé la même année pair de France, et en 1838 gouverneur des Invalides. Mort en 1842.

Digitized by Google

SUCHET (Louis-Gabriel),

Duc d'Albufera, Maréchal de France.

Né à Lyon en 1770. — Entré dans la carrière des armes, il parcourut rapidement, en 1792, les grades de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine. Nommé chef du 4e bataillon de l'Ardèche, il se distingua au siége de Toulon, en 1793, où il fit prisonnier le général en chef O'Hara. S'il faut en croire Prudhomme *, Suchet aurait, dans ce temps, exécuté à la tête d'un bataillon l'incendie de la commune de Bédouin, ordonné par le prêtre Maignet.

En 1794 il passa à l'armée d'Italie, et assista aux combats qui s'y livrèrent jusqu'au traité de Campo-Formio. Il fut dangereusement blessé au combat d'Arcole, et fut retenu plusieurs mois au lit ; il fut encore blessé en 1797, à Neumarket en Styrie, et fut nommé chef de brigade au mois d'octobre. En 1798, il servit sous les ordres de Brune, en Suisse, et fut bientôt élevé au grade de général de brigade, puis de chef d'état-major, et enfin de général de division. Après la mort de Joubert, tué à la bataille de Novi, le général Suchet continua de diriger l'état-major général sous Moreau et Championnet, et, après le 18 brumaire, il devint le lieutenant général de Masséna.

Il se couvrit de gloire en Italie, dans les campagnes de 1800 et 1801, et, après le traité de Lunéville, il fut nommé inspecteur général d'infanterie. En 1804, il commanda une division de l'armée de Boulogne, et fut ensuite appelé au gouvernement du palais impérial de Lacken. En 1806, il contribua par l'habileté de ses manœuvres au succès de la bataille d'Iéna ; en 1808 il passa en Espagne, battit complètement le général Blake ; en 1809, il remplaça Junot dans le commandement en chef du 3e corps, et reçut le titre de gouverneur général de l'Aragon. Il entreprit en 1810 le siége de Lérida, défit les Espagnols devant cette place, qui se rendit, s'empara ensuite de Méquinenza, de Tortose, de Tarragone, et, pour prix de ses services, reçut le bâton de maréchal. Au mois d'octobre 1811, il gagna la bataille de Sagonte, et entra le lendemain dans cette ville. En 1812, il se rendit maître de Valence, après un siége long et meurtrier ; cette dernière victoire lui

* *Révolutions de Paris.*

Digitized by Google



SUCHET

Digitized by Google

valut le titre de duc d'Albufera, avec la propriété des domaines de ce nom et de leurs immenses dépendances. Le duc eut ensuite l'occasion de déployer de grands talents contre les Anglais, qui, réunis aux Espagnols, cherchaient à lui enlever ses conquêtes. En 1813, il fut forcé de lever le siége de Tarragone, mais il battit le général anglais Bentink, et l'obligea d'abandonner ses positions ; enfin, forcé lui-même, quelque temps après, de céder au nombre, il rentra en France en 1814. Chargé de conduire le roi Ferdinand VII à l'armée espagnole, il contribua à accélérer son départ, et obtint de ce prince ce qu'en langage de cour on appelle des témoignages honorables de confiance. Avec une armée réduite à neuf mille hommes, il parvint à assurer la rentrée de dix-huit mille hommes de garnison. Il s'était retiré presque sous les murs de Narbonne, lorsqu'il apprit l'abdication de Napoléon : il fit reconnaître Louis XVIII à son armée, que le duc d'Angoulême passa en revue. Il fut nommé successivement, par le roi, chevalier de Saint-Louis, pair de France, gouverneur de la 10e division militaire, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et gouverneur général de l'Alsace.

Tant de preuves de confiance de la part de Louis XVIII n'empêchèrent pas le duc d'Albuféra de se déclarer pour Napoléon après le 20 mars : il contint cependant ses troupes dans la fidélité au roi, aussi longtemps qu'il le put. Il fut envoyé à Lyon, dont il leva l'état de siége. Au mois de mai, il fut nommé commandant de l'armée des Alpes. Le 15 juin il battit les Piémontais, et quelques jours après les Autrichiens : l'arrivée de la grande armée autrichienne à Genève l'obligea de quitter la Savoie et de se replier sur Lyon. Le 11 juillet, il envoya trois généraux à Louis XVIII, pour lui porter la soumission de l'armée qu'il commanda jusqu'à son licenciement.

Il faisait partie de la Chambre des pairs des Cent-Jours et avait été rayé de la liste des pairs nommés par Louis XVIII; cette qualité lui fut rendue par l'ordonnance royale du 5 mars 1819.

Suchet a laissé une réputation d'habile administrateur. Napoléon professait pour ses talents et son caractère la plus haute estime.

Digitized by Google

NEY (Michel),

Duc d'Elchingen, Prince de la Moskowa, Maréchal de France, dit *le Brave des braves*.

Il naquit à Sarrelouis, en 1769, d'un ouvrier tonnelier, d'autres disent d'un rémouleur.

Il s'engagea fort jeune dans un régiment de hussards. Sous-officier lorsque la révolution éclata, il était capitaine lorsque Kléber le choisit pour son aide de camp (1794). Il devint bientôt général, et se couvrit de gloire en Allemagne, en Suisse, en Italie.

Nommé (1803) ministre plénipotentiaire en Suisse, il apaisa les dissensions auxquelles ce pays était en proie; devint (1804) maréchal d'Empire, et (1805) duc d'Elchingen, après la bataille de ce nom, gagnée par lui sur les Autrichiens. Il eut une grande part aux victoires d'Iéna, Eylau, Friedland (1807); fut envoyé ensuite dans la Péninsule espagnole, et partagea (1810) avec Masséna l'honneur de la belle retraite de Portugal.

Mais ce fut dans la campagne de Russie (1812) qu'il acquit ses plus beaux titres de gloire: il fit des prodiges de valeur à Smolensk, à Volontina et à la Moskowa. Séparé du gros de l'armée après la bataille de Krasnoë, il lutta pendant trois jours avec six mille hommes contre des forces immenses, à travers lesquelles il parvint enfin à s'ouvrir un passage. Il sauva ensuite les débris de l'armée au passage de la Bérésina; et se signala de nouveau aux batailles de Lutzen et de Bautzen et pendant la campagne de France (1814), mais ce fut là le terme de sa gloire, et depuis lors sa conduite mérita de graves reproches. Il fut le premier des maréchaux qui abandonna l'Empereur après la capitulation de Paris (31 mars 1814), et insista le plus fortement pour obtenir son abdication.

Sous la Restauration, il devint (20 mai) commandant en chef du corps des cuirassiers, dragons, chasseurs et chevau-légers-lanciers de France, et fut appelé (1er juin) à la Chambre des pairs. Chargé (6 mars 1815) du commandement de l'armée envoyée contre Napoléon qui venait de débarquer au golfe Juan, il alla, en passant à Paris, prendre les ordres du roi, et lui promit *de tout entreprendre pour ramener Bonaparte dans une cage de fer.* Cependant, à peine arrivé

Digitized by Google



JUNOT

Digitized by Google

à Lons-le-Saulnier, il adressa à ses troupes une proclamation où il les engageait à se rallier à Napoléon, qu'il rejoignit bientôt après lui-même à Auxerre. Chargé du commandement de l'aile gauche de l'armée dans la campagne de 1815, il se battit à Waterloo avec une ardeur extraordinaire ; mais, de retour à Paris, atterré par nos revers, il sembla avoir perdu toute son énergie.

Après la capitulation de Paris, dont un article semblait devoir le mettre à l'abri de la réaction, il se retira près d'Aurillac. Arrêté cependant, il fut traduit devant un conseil de guerre comme accusé de trahison. Le conseil se déclara incompétent; mais Ney fut immédiatement traduit à la Cour des pairs, qui le condamna à mort dans la nuit du 6 au 7 décembre. Il fut fusillé le lendemain dans les allées de l'Observatoire.

Depuis 1830, le fils de Ney, qui a cru pouvoir, sans manquer au respect qu'il devait à une mémoire sacrée, siéger au palais du Luxembourg avec les juges du *Brave des braves*, a fait inutilement de nombreuses démarches pour obtenir la révision du procès de son père.

La princesse de la Moskowa était une des dames d'honneur de l'impératrice Joséphine. Un ouvrage imprimé du temps de l'Empire prétend qu'elle avait été débauchée avant son mariage par Louis Bonaparte. Elle était nièce de madame Campan.

On a dit aussi qu'avant d'entrer au service, Ney avait été domestique d'un officier, puis garçon d'écurie chez un maquignon de la rue Poissonnière. Cela prouverait qu'il était bien au-dessus de sa position, puisque, parti de si bas, il est arrivé au sommet de l'échelle sociale.

JUNOT (Andoche),

Duc d'Abrantès, Maréchal d'Empire.

Né le 23 octobre 1771 à Bussi-le-Grand, près Semur; mort à Paris le 29 juillet 1813.

Il s'enrôla comme volontaire en 1791, se distingua au siége de Tou-

Digitized by Google

lon (1793), suivit Bonaparte en Égypte, et prit une part glorieuse au combat de Nazareth. Il fit également briller son courage à la bataille d'Austerlitz.

Il fut nommé général de division en 1801 et gouverneur de Paris en 1804.

Nommé plus tard gouverneur du Portugal, il signa la capitulation de Cintra (1808), prit part aux guerres d'Espagne et de Russie, et devint gouverneur des provinces illyriennes, où il ne résida que peu de temps.

Il était d'un beau physique, et son amour excessif pour les femmes abrégea ses jours.

Tout le monde sait comment Junot commença sa fortune. Bonaparte, voulant un jour dicter une dépêche sur le champ de bataille, et n'ayant avec lui, dans le moment, ni secrétaires ni aides de camp, s'avança près d'un corps de troupes qui était près de lui : « Grenadiers, dit-il aux soldats, qui de vous a une belle main ? » Junot, qui écrivait passablement, sortit des rangs et se présenta ; la dépêche finie, il fut fait sergent. Depuis lors il ne fit que croître en faveur.

Sa femme, *Laure* Fermon-Comnène, duchesse d'Abrantès, décédée en 1838, a publié de nombreux romans, et des *Mémoires sur l'Empire, la Restauration et les Cent-Jours*.

VICTOR PERRIN,

Maréchal d'Empire, Duc de Bellune.

Nous empruntons au *Dictionnaire des braves et des non-girouettes*, publié en 1816, le court article suivant, consacré au maréchal Victor. Si le lecteur y remarque peut-être trop d'enthousiasme et trop de louanges, ce n'est pas à nous qu'il devra s'en prendre.

« Victor.... Ce nom est cher à la gloire, à l'honneur, à la patrie.... Victor Perrin, connu sous le nom révéré de maréchal duc de Bellune, est né à la Marche (Vosges) en 1763. Élevé par les soins d'un de ses

Digitized by Google

parents et par ceux d'un homme de lettres, il fit paraître, dès sa plus tendre jeunesse, cet esprit militaire qui depuis l'a porté au rang éminent qui le distingue aujourd'hui, bien dû à sa bravoure, à sa fidélité... Il avait atteint l'âge de quinze ans, et son éducation était à peine terminée, qu'il se dévoua au service et entra au régiment de Grenoble (quatrième d'artillerie) : là, guidé par les principes d'honneur et de probité héréditaires dans sa famille, il s'occupa de l'étude de ses devoirs et de la science militaire jusqu'en 1792, époque à laquelle il fut appelé au troisième bataillon de la Drôme, en qualité d'adjudant. C'est à l'armée d'Italie que l'on vit paraître avec distinction le général Victor, y conquérir tous les grades, et servir la patrie avec un zèle et un dévouement au-dessus de tous les éloges. L'Allemagne et l'Italie ont vu ce brave parmi les braves cueillir des lauriers immortels. La postérité, en plaçant Victor au premier rang des Français qui combattirent avec gloire pour la France attaquée de toutes parts, l'offre pour modèle aux guerriers qui, dans des temps difficiles, ne savent que céder aux circonstances, sans songer qu'en servant la gloire et la patrie, il ne faut pas oublier ce qu'ils doivent encore à l'honneur, à leurs serments. »

Un ouvrage infâme que nous avons cité dans notre Vie de Louis-Napoléon Bonaparte (p. 158 et suiv.), l'*Histoire secrète du cabinet de Napoléon Buonaparté et de la Cour de St-Cloud*, s'exprime ainsi sur le maréchal Victor :

« Le *sieur* Victor servait comme tambour avant la Révolution. Il passe pour un grand poltron ; mais il n'a pas son pareil pour organiser des vols de courriers, faire détrousser les passants, et mettre à fin mille autres aventures de cette gentillesse. »

M. de Chateaubriand, plus juste que l'auteur de l'*Histoire secrète*, fait, dans ses *Mémoires d'outre-tombe* (t. VI, p. 397 et suiv.), un bel éloge du maréchal Victor :

« Le maréchal Victor était venu se placer auprès de nous, à Gand, avec une simplicité admirable : il ne demandait rien, n'importunait jamais le roi de son empressement ; on le voyait à peine ; je ne sais si on lui fit jamais l'honneur et la grâce de l'inviter une seule fois au dîner de S. M. J'ai retrouvé dans la suite le maréchal Victor ; j'ai été son collègue au ministère, et toujours la même excellente nature m'est apparue. A Paris, en 1823, M. le dauphin fut d'une grande dureté

Digitized by Google

pour cet honnête militaire : il était bien bon, ce duc de Bellune, de payer par un dévouement si modeste une ingratitude si à l'aise ! La candeur m'entraîne et me touche, lors même qu'en certaines occasions elle arrive à la dernière expression de sa naïveté. Ainsi le maréchal m'a raconté la mort de sa femme dans le langage du soldat, et il m'a fait pleurer : il prononçait des mots scabreux si vite, et il les changeait avec tant de pudicité, qu'on aurait pu même les écrire. »

LANNES (Jean),

Duc de Montebello, Maréchal de France.

Il était fils d'un garçon d'écurie et naquit à Lectoure (Gers) en 1769. Il embrassa d'abord l'état de teinturier. En 1792, il s'enrôla comme volontaire, obtint un avancement rapide par sa bravoure et son intelligence, et se distingua dans les campagnes d'Italie.

Il suivit Bonaparte en Égypte, où il se signala surtout au combat d'Aboukir ; revenu avec lui, il le seconda au 18 brumaire. Il l'accompagna en Italie (1800), et se couvrit de gloire à Montebello. Créé maréchal d'Empire et duc de Montebello (1804), il ne fit qu'accroître sa réputation dans les batailles d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau et de Friedland. — Il commanda le siége de Saragosse en 1809. La même année, il concourut avec Masséna à sauver l'armée française dans la campagne contre l'Autriche.

Il fut mortellement blessé à la bataille d'Essling (1809).

« Chez Lannes, a dit Napoléon dans le *Mémorial*, le courage l'emportait d'abord sur l'esprit, mais chez lui l'esprit montait chaque jour pour se mettre en équilibre. Il était devenu très-supérieur quand il a péri. Je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant. »

Digitized by Google

PÉRIGNON (Dominique-Catherine),
Maréchal de France.

Il était de Grenade, près Toulouse, et né le 31 mai 1754.

A l'époque de la Révolution, il était capitaine aide-major du régiment des grenadiers royaux de Guyenne. Député à l'Assemblée législative en 1791, il ne tarda pas à donner sa démission pour aller servir dans l'armée des Pyrénées-Orientales. Il s'illustra par des actions d'éclat à l'affaire du Mas-de-Serre, au combat de Peyrestorts, où il enleva le camp espagnol, et reçut une blessure d'un coup de baïonnette à la cuisse ; déjà il était général de division. Il se distingua encore à la bataille d'Escola, à la prise de Figuères et du Bouton-de-Rose, où il tenta l'impossible, et l'exécuta en faisant ouvrir un chemin d'environ trois lieues sur une montagne.

« Pendant ce siége mémorable, Pérignon donnait l'exemple des privations, comme le soldat qui manquait de tout : il montrait partout un calme inaltérable, une présence d'esprit qui rassurait les plus faciles à s'alarmer, et une fermeté d'âme qui ranimait tous les cœurs dans les moments les plus critiques. Un jour une bombe tombe à ses pieds, la mèche brûlait le pan de son habit : il était assis sur une pierre, et commandait, dans ce moment, des manœuvres aux soldats qui se trouvaient au milieu du feu de l'ennemi ; on lui crie de toute part de se lever et de se mettre de côté : on croit le voir écrasé des éclats de la bombe ; mais les soldats avaient besoin de cet exemple courageux, pour l'assaut qu'il méditait ; il ne fit aucune attention à cette bombe, fut seulement couvert de terre, et ne voulut pas que l'on s'occupât de lui. »

Il remplaça (1794) Dugommier dans le commandement en chef.

Lors de la paix avec l'Espagne, il fut nommé ambassadeur à Madrid, et conclut (1796) avec cette puissance un traité d'alliance offensive et défensive.

Fait prisonnier et grièvement blessé à Novi (1798), il fut créé sénateur après le 18 brumaire, maréchal d'Empire (1804), gouverneur de Parme et de Plaisance (1806), et de Naples (1808).

A la seconde Restauration il devint pair de France.

Il était marquis de naissance.

Mort en 1818.

Digitized by Google

SERRURIER ou SERURIER (Jeaume-Mat.-Philibert),
Maréchal de France.

Né à Laon le 8 décembre 1740 (ou plutôt 1742), il entra au service en 1755, fit successivement les campagnes de Hanovre (1759), de Portugal (1762), de Corse (1771); devint général de division (1794), et se couvrit de gloire au blocus de Mantoue (1796).

Il prit une part active au 18 brumaire, et devint sénateur, gouverneur des Invalides (après la mort du général Berruyer) et maréchal.

.Nommé pair par Louis XVIII, il se rallia à Napoléon lors des Cent-Jours, et perdit ses titres à la seconde Restauration.

« Il était brave et intrépide, dit Napoléon dans ses *Mémoires*, mais peu heureux. Il avait moins d'élan que Masséna et Augereau, mais il les dépassait par la moralité de son caractère. »

Anecdote relative au maréchal Jourdan et à la maréchale Serrurier. — Nous lisons dans les *Petits appartements*, ouvrage qui a paru en 1831, l'anecdote suivante, arrivée le 1er janvier 1805 au palais des Tuileries : — « Le soir, il y a eu cercle et jeu. L'Empereur a fait un vingt-et-un, il a gagné beaucoup d'argent à quelques-uns de ses maréchaux. De son côté, l'impératrice était occupée à faire, dans le salon contigu, une macédoine avec quelques-unes de ses dames du palais, plusieurs de ses chambellans, et cinq ou six généraux, qui, bien que se tenant debout derrière les dames, n'en prenaient pas moins part au jeu, soit en pariant, soit en se mettant de moitié avec quelques-unes d'elles. La maréchale Serrurier était de cette partie ; c'est une assez bonne personne, mais elle n'a de remarquable, selon moi, que sa gourmandise, ses distractions et son amour pour le jeu. Elle ne manque pas d'esprit : on a cité d'elle des mots assez drôles. Le maréchal Jourdan, assez gros joueur, se tenait debout derrière elle ; il passa le bras pardessus son épaule pour prendre une énorme quantité de pièces de vingt francs qu'il venait de gagner en faisant un *paroli*. En le retirant, il en laissa tomber près de la moitié dans la gorge et dans le dos de madame Serrurier, qui, se retournant aussitôt, lui dit : « Eh quoi ! monsieur, me prenez-vous pour une Danaé ? » Elle se releva pour se secouer et faire retomber cette pluie de louis. L'impératrice prétendit, en riant,

Digitized by Google

qu'elle faisait le *gros dos* pour que le maréchal ne pût avoir que la moitié de ce qu'il avait laissé tomber. Madame Serrurier, fatiguée, ou plutôt impatientée de l'accident qui venait de lui faire perdre un coup à jouer, se remit au jeu, et dit fort judicieusement au maréchal : « Vous saurez que l'on donne vingt-quatre heures pour payer les dettes de jeu ; or, monsieur le maréchal, ceci n'en est point une ; j'espère que vous voudrez bien attendre jusqu'à demain matin. » Et elle continua tranquillement à faire la partie.

« En effet, le soir même en se déshabillant, madame Serrurier retrouva quelques pièces de vingt francs ; elles furent renvoyées le lendemain matin au maréchal Jourdan, qui en fit cadeau au domestique qui les lui apportait. »

SOULT (Jean-de-Dieu),

Duc de Dalmatie, Maréchal-Général de France.

Né à Saint-Amand (Tarn) en 1769. Il fut d'abord soldat dans le régiment du roi, infanterie ; en 1792, instructeur des bataillons nationaux dans le Haut-Rhin ; et, en 1793, capitaine de ces mêmes volontaires ; il fut nommé, par les représentants du peuple, adjudant général à l'armée de la Moselle, où il se distingua par son intrépidité : il contribua au gain de la bataille de Fleurus. A l'armée de Sambre-et-Meuse, il signala sa valeur au combat d'Altenkirken et à Kleinnister, où il fit cinq cents prisonniers. A l'armée de Mayence, au combat d'Hoskirch, il soutint toute la journée, avec deux escadrons et quatre compagnies, les efforts réitérés de cinq mille hommes. A Friedberg, son avant-garde résista à une colonne de vingt-cinq mille Autrichiens. A Stockach, il attaqua trois fois le prince Charles, qui se trouvait à la tête de toutes les forces autrichiennes ; Soult, à cette occasion, exécuta une retraite où il déploya à un haut degré ses talents stratégiques. Fait général de division à l'armée du Danube, il ajouta à sa renommée les combats de Schwitz, de Lucerne, de Frauenfeld, d'Andelsingen et d'Adlik, et concourut puissamment à la victoire de Zurich. Après le passage de Lintz,

Digitized by Google

Soult poursuivit Suwaroff, et rejeta les Russes sur la rive droite du Rhin. A Cadibona, il saisit le drapeau de la 97e demi-brigade et s'élança sur le point où les Autrichiens faisaient le plus de progrès. Cette action rallia toutes les troupes françaises, et décida la victoire en notre faveur. Pendant la campagne d'Italie, des combats journaliers ajoutèrent encore à sa gloire. Après la victoire de Marengo, Soult fut d'abord chargé de soumettre le Piémont; ensuite il sut s'emparer de Tarente, d'Otrante et de Brindes, et ne quitta l'armée d'Italie que pour venir prendre le commandement des chasseurs de la garde consulaire.

Maréchal de France en 1804, il commanda en 1805 un des corps de la grande armée, s'empara du pont de Donawert, et contribua considérablement à la prise d'Ulm. Il se rendit maître d'Augsbourg et de Menningen, et commanda l'aile droite française à la bataille d'Austerlitz. En 1806, il enleva Bayreuth, Hoff et Plauen, et décida le succès de la bataille d'Iéna. A Grossen il culbuta douze mille Prussiens, et commença le blocus de Magdebourg. En 1807, Soult s'empara du pont de Bergfried, et fit des prodiges de valeur à Eylau ; la part qu'il prit à la victoire de Heilsberg fut grande. En 1808, son entrée en Espagne fut marquée par de nombreux succès : les affaires de Gamonal, de Burgos, d'Espinosa, de Nancilla et de la Corogne le firent redouter des Espagnols et des Anglais. En Portugal, il fut encore victorieux à Juzo, à Allaritz, à Osogne, à Monterey, à Chavez, à Draya ; il dirigea les opérations de la mémorable bataille devant Oporto, où il s'empara de deux cents canons. Il sut s'emparer aussi d'Olivença ; et à Badajoz, avec dix-huit mille Français, il soutint le choc d'une armée de trente-trois mille hommes, tant Anglais que Portugais et Espagnols. A Baza et à Cullas, il fit preuve d'une habileté extraordinaire. En 1813, il commanda le centre de l'armée française à la bataille de Bautzen ; et se fit plus particulièrement remarquer à celle de Wurtchen. En 1814, il reprit le commandement de l'armée d'Espagne, et évacua ce pays en disputant le terrain pied à pied ; cette retraite est remarquable par les combats de Bassussary et de Laustérénia. Enfin, la bataille de Toulouse mit le comble à sa réputation de grand capitaine : là, dix-huit mille Français disputèrent la victoire pendant quatorze heures à une armée de cent mille Anglais, Portugais et Espagnols, commandés par lord Wellington.

Digitized by Google

Il était à Waterloo, où fut close sa carrière militaire.

Depuis, il fit preuve d'un dévouement servile envers tous les rois qui exploitèrent successivement la France.

Sans contredit, le maréchal Soult fut un des premiers militaires de ce siècle. Cela suffit-il à la gloire d'un homme ? Non ! Ce n'est pas seulement pour se battre qu'on fait la guerre : c'est pour soutenir un droit. Qu'importe à votre patrie que vous fassiez tuer des hommes, si ce n'est pas pour son bonheur ? Vous avez pris telle ville, conquis tel pays, défait tel général étranger ; la belle avance, si nous n'y gagnons ni liberté, ni repos, et si nous y perdons l'estime des autres nations ! Vous avez vaincu les armées *ennemies* ; mais plus tard, quand ces mêmes armées, prenant leur revanche, ont envahi votre pays, vous avez abandonné la cause et le chef pour qui vous combattiez, vous vous êtes agenouillé devant le nouveau monarque intrônisé par les envahisseurs, et l'on vous a vu, vous fils de la Révolution, suivre par les rues, un cierge à la main, les processions ridicules de la Restauration. Plus tard encore, vous avez servi un autre roi, un homme qu'avec la meilleure volonté du monde on ne peut pas s'empêcher de mépriser, vous avez servi Louis-Philippe avec une rage de dévouement que rien n'explique, si ce n'est l'affaiblissement mental qui naît de votre caducité, et peut-être aussi le désir de rester bien en cour, afin de conserver plus sûrement et d'accroître, si c'était possible, vos hautes dignités et vos énormes traitements. En un mot, vous avez adoré tous les dieux, courtisé tous les pouvoirs dans un but d'égoïsme et de rapacité. Quelle estime voulez-vous que l'on ait pour vous ? Vous n'avez jamais montré aucun sentiment noble, aucun désintéressement, aucun scrupule d'opinion, aucun patriotisme civil. Quel bien nous ont fait vos victoires ? Elles vous ont enrichi et nous ont ruinés. Attendez-vous donc à ce que l'histoire vous flagelle comme un instrument de tyrannie, comme un enfant dégénéré de la Révolution française, comme un des grands valets de tous les monarques qui se sont succédé depuis cinquante ans ! Si vous étiez resté fidèle à une cause, si vous aviez montré de la dignité dans votre conduite politique, si vous aviez eu moins en vue la conquête de riches fourgons, d'un vaste butin, que la gloire des Bayard, des Turenne et des Marceau, qui ne vous aimerait ? quel écrivain n'aurait du plaisir à retracer vos vertus guerrières et votre humanité ? Mais devant vos

Digitized by Google

palinodies, devant votre servilité et votre avarice, on éprouve un sentiment de honte et de dégoût ; et nous aimerions cent fois mieux mourir que de changer notre obscurité pour toute votre gloire, fût-elle encore cent fois plus grande, s'il fallait aussi prendre la responsabilité de votre vie politique. Plût à Dieu, pour votre honneur, que vous fussiez tombé sur le champ de bataille de Toulouse ! Vous veniez de piller l'Espagne : mais du moins vous n'aviez pas figuré dans les comédies sacerdotales de la Restauration, vous n'aviez pas été le compère de Louis-Philippe ! !

M. de Chateaubriand raconte, sur le maréchal Soult, l'anecdote que voici :

« Je dînais, dit-il, chez M. le maréchal Soult, nommé ministre de la guerre le 3 décembre 1814 : un niais racontait l'exil de Louis XVIII à Hartwell ; le maréchal écoutait ; à chaque circonstance il répondait par ces deux mots : « C'est historique. » — On apportait les pantoufles de Sa Majesté. — « C'est historique ! » — Le roi avalait, les jours maigres, trois œufs frais avant de commencer son dîner. — « C'est « historique ! » — Cette réponse me frappa.... » (*Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 353.)

Quelle conduite après tant de victoires !

D'après le même M. de Chateaubriand (t. VII, p. 34), « il paraît certain qu'au commencement de l'action (à la bataille de Waterloo), Soult fit quelques observations stratégiques à l'Empereur : « Parce que Wel-« lington vous a battu, lui répondit sèchement Napoléon, vous croyez « toujours que c'est un grand général. »

Aujourd'hui, le maréchal-général Soult, cassé de vieillesse, n'est plus que l'ombre de lui-même ; il attend la mort dans son château, près de St-Amand, et, s'il fait encore des réflexions, elles doivent être bien désolantes !

Digitized by Google

MURAT (Joachim),

Maréchal d'Empire, Grand-Amiral, Grand-Duc de Clèves, puis Roi de Naples.

Joachim Murat était fils d'un aubergiste de la Bastide-Fortunière (Lot). Il naquit en 1771. — L'état ecclésiastique, auquel il était destiné, ne lui souriant guère, il s'enrôla. Il entra dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, puis fut admis dans la ligne avec le grade de lieutenant. Envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, il y parvint bientôt au grade de chef de brigade. Il fut destitué comme terroriste après le 9 thermidor, puis réintégré et envoyé à l'armée d'Italie, où Bonaparte (1796) le choisit pour un de ses aides de camp. Il se distingua de la manière la plus éclatante dans cette célèbre campagne.

Emmené en Égypte par Bonaparte, il déploya la plus grande valeur à la prise d'Alexandrie, à la bataille des Pyramides, pendant l'expédition de Syrie, et à la bataille d'Aboukir.

Revenu en Europe avec Bonaparte, il seconda énergiquement au 18 brumaire ce dernier, dont il épousa la sœur Caroline. — Murat commanda toute la cavalerie à la bataille de Marengo, puis fut chargé d'une expédition contre le roi de Naples, qu'il força à demander la paix (1801).

Dès la première année de l'Empire, il fut nommé maréchal, prince, grand-amiral et grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Il commanda encore la cavalerie dans la campagne de 1805, devint (1806) grand-duc de Clèves, et n'en prit pas moins une part glorieuse à la campagne de cette année contre les Prussiens et les Russes. Chargé (25 mars 1808) du commandement en chef de l'armée d'Espagne, il le garda jusqu'en juillet, époque où il succéda à son beau-frère Joseph sur le trône de Naples.

Il gagna en peu de temps l'affection de ses nouveaux sujets par d'importantes améliorations ; mais, poussé par sa femme, il aspira bientôt à devenir indépendant de Napoléon. Il se rendit cependant à l'appel de l'Empereur en 1812, vint reprendre le commandement de la cavalerie de la grande armée, montra d'abord son intrépidité ordinaire ; mais, chargé du commandement en chef après le départ de Napoléon, il sembla avoir perdu toute son énergie et aggrava encore par ses

Digitized by Google

fautes les désastres de l'armée. Il remit à son tour (8 janvier 1813) le commandement à Eugène et retourna à Naples. Il revint cependant prendre part aux journées de Dresde, de Wachau et de Leipzig; mais se retira brusquement quatre jours après cette dernière bataille, et conclut avec l'Angleterre et l'Autriche deux traités (6 et 11 janvier 1814) par lesquels il s'engageait à joindre 30,000 hommes aux armées coalisées contre la France. Il obtint, pour prix de sa trahison, de conserver son trône. Cependant il revint au parti de la France pendant les Cent-Jours; mais, attaqué avant Napoléon lui-même et victime à son tour de la trahison, il éprouva une déroute complète et n'eut que le temps de se réfugier en France. Napoléon n'ayant pas voulu le revoir, il se retira près de Toulon, et, après le désastre de Waterloo, se rendit en Corse; mais il ne tarda pas à y être entouré d'agents provocateurs envoyés par la cour de Sicile: cédant à leurs perfides conseils, il entreprit une expédition contre le royaume de Naples, débarqua (8 octobre 1815) à Pizzo, tomba presque aussitôt, avec ses compagnons, au pouvoir des ennemis, et fut fusillé dans la nuit du 13 au 14 du même mois.

MARMONT (Auguste-Frédéric-Louis-Pierre),

Maréchal de France, Duc de Raguse.

Un ouvrage, imprimé en 1816, s'exprime ainsi sur le compte de Marmont:

« Ce brave guerrier triomphe aujourd'hui des horribles atteintes de la calomnie; il n'est plus qu'une voix pour l'absoudre, et qui dit avec vérité: Le maréchal Marmont a fait son devoir... Fils d'un militaire estimable, Auguste-Frédéric-Louis-Pierre Marmont reçut dans sa jeunesse cette éducation qui élève l'âme et ennoblit les sentiments. La carrière des armes s'offrit à lui avec tout ce qu'elle a de séduisant pour un jeune cœur avide de gloire. Le désir de marcher sur les pas des braves, l'honneur de la patrie, l'enflamma d'une noble émulation; il

Digitized by Google

étudia avec soin les principes de la guerre, et ses connaissances étaient déjà assez étendues, lorsque la révolution qui se déclara en France lui permit de joindre la pratique aux leçons de la théorie. Marmont à l'armée d'Italie, à celle d'Orient, fit preuve de talents, de zèle, de courage et de civisme; toujours employé dans nos armées, il mérita la confiance des soldats, l'estime des chefs, et son dernier combat devant Paris, où, avec une poignée de braves, il arrêta les efforts de troupes infiniment supérieures, le couvre de gloire et d'honneur, malgré la jalousie et l'affreuse calomnie qui voudraient lui faire un crime de sa fidélité à ses serments et de son noble dévouement. »

Nous ne sommes nullement du même avis que l'écrivain que nous venons de citer. Nous pensons que non-seulement Marmont, mais la grande majorité des généraux de l'Empire, ont été en 1814 et 1815 les complices des rois étrangers. Un vil égoïsme, le désir de jouir enfin paisiblement des richesses qu'ils avaient amassées, Dieu sait comment!, tels furent les mobiles de leur conduite. Ils n'eurent ni patriotisme ni humanité. Si l'espace consacré à chacune de ces biographies nous le permettait, nous traiterions cette thèse de manière à réfuter péremptoirement, et une fois pour toutes, ces indignes flatteurs qui tentent la réhabilitation des traîtres et des infâmes. Cette réponse, nous la ferons peut-être plus tard.

Marmont existe encore. La meilleure preuve que c'est un traître, c'est qu'il fréquente beaucoup les cours et que les rois, surtout les rois absolus, le reçoivent parfaitement bien.

DUROC (Jérôme (ou Gérard)-Christophe-Michel),

Duc de Frioul, Grand-maréchal du palais impérial.

Né à Pont-à-Mousson (Meurthe) le 25 octobre 1772, tué à Reichenbach le 22 mai 1813. — Il se distingua dans la campagne d'Italie, puis au siége de Saint-Jean-d'Acre, et contribua au gain des batailles de Wagram et d'Essling.

Il remplit avec intelligence plusieurs missions diplomatiques.

Digitized by Google

L'auteur de l'*Histoire de la Garde impériale* raconte ainsi la mort de Duroc :

« L'Empereur parcourt toute l'étendue de la ligne française, accompagné de sa brillante escorte... ; derrière lui se trouvent les officiers généraux qui l'accompagnent habituellement, Caulaincourt, Mortier, Duroc, et comme il a besoin de lever quelques plans, le général Kirgener est placé à côté du grand-maréchal ; il étudie les positions. Çà et là Napoléon s'arrête, place sa longue-vue sur l'épaule du page de service, ou, à son défaut, sur celle d'un vieux guide d'Égypte ; il embrasse d'un seul coup d'œil les points les plus éloignés du terrain.

« A la vue de ce groupe, Miloradowitch recommande à son armée de tirer avec attention sur ce point. Trois boulets partent : deux de ces boulets déchirent l'air en grondant au-dessus de la tête des officiers de l'état-major impérial ; mais le troisième boulet va frapper un gros arbre, ricoche sur le général Kirgener qu'il tue raide, puis rebondit encore et vient atteindre le grand-maréchal, auquel il déchire les entrailles. Duroc tomba comme Bessières (*voir* p. 9), mais sans expirer sur le coup. On l'enveloppe d'un manteau, comme le maréchal Lannes l'avait été quatre ans auparavant, et, à l'aide d'un brancard façonné à la hâte, il est transporté dans une habitation voisine.

« Pendant ce temps, Napoléon, vivement préoccupé, s'était toujours porté en avant pour reconnaître l'ennemi et préparer une nouvelle victoire. Cependant quelque chose de triste se révélait sur son visage ; il n'avait plus la même confiance dans son étoile. Le matin on l'avait entendu dire au grand-maréchal :

« — Duroc, la fortune est inconstante ; elle n'est plus pour nous comme jadis.

« — C'est vrai, sire, avait répondu le duc de Frioul.

« Croyant deviner un mouvement chez l'ennemi, Napoléon s'était retourné pour donner quelques ordres, et n'apercevant plus que Mortier et Coulaincourt à distance :

« — Et Duroc ! fit-il, où est-il allé?

« Au même instant, son aide de camp, Charles Lebrun, arrive pâle, couvert de sang et de poussière.

« — Sire, lui dit-il, le grand-maréchal vient d'être frappé mortellement.

Digitized by Google

« — C'est impossible ! il était là il n'y a qu'un moment...., répond tranquillement Napoléon.

« — Sire, ce que j'ai l'honneur de dire à Votre Majesté n'est malheureusement que trop vrai.

« Alors Napoléon baissa la tête et ne dit plus rien. On lui demanda des ordres, il n'en voulut pas donner.

« — Messieurs, à demain tout, dit-il enfin, et il revint sur ses pas.

« Quelques heures après, on le vit au milieu des carrés de sa Garde se promener dans la plus vive agitation autour de sa tente, jusqu'au moment où Yvan vint lui donner des nouvelles du grand-maréchal. Napoléon alla faire visite au blessé. En le voyant passer si triste au milieu d'eux, ses vieux grenadiers ne purent s'empêcher de dire :

« — Notre pauvre Empereur a perdu un de ses enfants ! »

Duroc, fils d'un aubergiste, n'avait de grands talents ni comme soldat ni comme politique. Mais, de l'aveu même de ses ennemis, il avait un excellent cœur ; il était affable, humain, généreux, obligeant.

REILLE (Honoré-Charles-Michel),

Maréchal de France.

Né en 1774. — Il entra au service en 1791. Il obtint un avancement rapide dans les premières campagnes de la Révolution. En 1805, il était général de brigade, et il fit, en 1806, la campagne contre les Russes et les Prussiens, en qualité de chef d'état-major du 3e corps : il y mérita le grade de général de division. En 1807, il se trouva aux batailles d'Eylau et de Friedland, et fut cité comme un des généraux qui avaient le plus contribué au succès de ces deux affaires. Le général Reille fut autorisé, après la paix de Tilsit, à porter la décoration de Saint-Henri de Saxe.

En 1808, il concourut à la prise de Roses, en Espagne. Rappelé en Allemagne, il combattit avec distinction à Wagram. En 1810, il eut le commandement de la Navarre espagnole, et battit l'ennemi en

Digitized by Google

plusieurs occasions ; il rétablit les communications que le général Mina tenait depuis long-temps interceptées.

En 1813 et 1814, il fut un des lieutenants-généraux qui défendirent, avec le maréchal Soult, le midi de la France contre l'armée alliée que commandait le duc de Wellington. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, puis grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Au retour de Napoléon, il continua son service, et commanda le 2e corps de l'armée d'observation sur la frontière du Nord. Le 15 juin, son avant-garde attaqua, culbuta et poussa vivement les avant-postes prussiens. Après la bataille de Waterloo et la retraite de l'armée, il couvrit Paris avec sa division, et passa ensuite la Loire. Napoléon l'avait fait membre de sa Chambre des pairs.

M. Reille vit encore et a été créé maréchal par Louis-Philippe en 1847. Il a épousé la fille du maréchal Masséna.

LABÉDOYÈRE (Charles-Angélique-François Huchet),

Général de division.

Labédoyère, né à Paris en 1786, embrassa jeune encore la carrière des armes et devint aide de camp du prince Eugène. Il commandait un régiment d'infanterie dans la retraite de Moscou. Nommé, au retour de Louis XVIII, chevalier de Saint-Louis et colonel de cavalerie, il se trouvait dans le Dauphiné au moment où Napoléon débarqua dans cette province à la tête d'une armée qui se grossissait à vue d'œil. Jusque-là on n'avait vu que des détachements commandés par des officiers subalternes se réunir aux troupes de Bonaparte : Labédoyère fut le premier colonel qui passa sous les aigles avec son régiment. Nommé maréchal de camp, puis lieutenant-général et pair de France, il combattit à Waterloo, resta fidèle à la cause de l'Empereur, et son discours à la Chambre des pairs sur l'abdication de Napoléon en faveur de son fils prouve à quel point l'enthousiasme de la reconnaissance s'était emparé de son cœur...... « Oui, s'écria-t-il, c'est pour son fils, et seulement

Digitized by Google

« pour son fils, que Napoléon a abdiqué. Faudra-t-il donc que le sang « français ait coulé pour voir nos braves abreuvés d'amertume et pri- « vés de l'existence due à leurs services et à leurs blessures? J'ai « entendu des voix autour du souverain heureux; elles s'en éloignent « aujourd'hui qu'il est dans le malheur. Mais qu'importe? Il ne sera « abandonné que par les vils généraux qui l'ont trahi. Prenons des « mesures fortes; surtout plus de traîtres, plus de ces manœuvres qui « ont occasionné les dernières catastrophes, et dont peut-être quelques « auteurs siégent ici..... »

Labédoyère, excité par un agent provocateur, revint à Paris sur de faux avis. Il espérait trouver dans la capitale un parti puissant prêt à agir pour opérer une révolution. Entré dans Paris à huit heures du matin, il fut arrêté le même jour à six heures du soir. Mis en jugement le 4 août 1815, il fut condamné à être fusillé, par le 2ᵉ conseil de guerre de la 1ʳᵉ division militaire séant à Paris, le 21 août 1815. Ce 2ᵉ conseil de guerre était composé de MM. Berthier de Sauvigni, président; Mazerot de Mondésir, Durand, Saint-Just, de Lautry, de Grenier et Gaudriot. M. Viotti faisait les fonctions de rapporteur. Après que les témoins à charge furent entendus, le conseil se déclara suffisamment instruit; on refusa d'entendre les témoins à décharge, ce qui diminua beaucoup les moyens de la défense; Labédoyère fut même interrompu plusieurs fois dans sa défense par le président. Enfin il prit la parole et commença en ces termes: « Messieurs, si, dans cette journée impor- « tante, ma vie seule était compromise, cédant à une émotion inté- « rieure, je vous dirais: Celui qui a conduit tant de braves gens à la mort « saura lui-même y marcher en brave homme, et je ne vous arrêterais « pas longtemps. Mais une femme, modèle de toutes les vertus, verra- « t-elle flétrir un nom respectable depuis tant d'années? Mon fils, dès « qu'il apprendra à se connaître, apprendra-t-il à maudire le nom de « celui qui lui a donné le jour? Je puis le dire, messieurs, l'honneur « est intact. L'intérêt mal entendu de la patrie a pu m'entraîner; mais « qu'on ose me soupçonner d'avoir été mû par des considérations d'in- « térêt personnel! je ne puis supporter un tel soupçon, et je dois le « repousser. Il paraît qu'on a voulu me représenter comme étant, avant « le mois de mars 1815, dans une conspiration tendante à favoriser le « retour de Napoléon Bonaparte... Je n'ai été dans aucune conspiration.

Digitized by Google

« Je suis parti, ignorant qu'il existât des communications avec l'île d'Elbe; « je déclare que je suis convaincu qu'il n'y en avait aucune... Mais les « troupes étaient mécontentes; il eût été difficile de leur faire oublier « le nom d'un homme qui les avait si souvent conduites à la victoire. « J'aurais aimé à leur faire connaître les noms des grands hommes qui « ont illustré la famille des Bourbons.... Avant le débarquement de « Bonaparte, je n'étais resté à Paris au delà du terme fixé par mon « congé que parce que j'y étais retenu près de mon épouse, qui venait « de me donner un fils... Je connaissais l'esprit public; il y avait du « mécontentement sous plusieurs rapports, mais rien n'était lié. Cepen- « dant si le danger n'existait pas aujourd'hui, il pouvait exister demain. « Si ma voix peut avoir l'accent que les voix même les plus faibles ont « au moment de la mort, je l'emploierai à proclamer quelques vérités « que je crois utiles à mon pays. En avril 1814, la France et l'armée « avaient abandonné Napoléon Bonaparte; on demandait la famille des « Bourbons: les Bourbons furent accueillis avec enthousiasme. On ne « pouvait imputer au roi aucun malheur. Comment cette disposition « unanime des cœurs changea-t-elle en si peu de temps? Les Bour- « bons voulaient le bien; mais des amis, égarés par leur zèle... » M. Berthier de Sauvigni l'interrompit ici pour l'engager à se renfermer dans sa cause. « Il me semble de toute justice, répondit l'accusé, qu'on « entende les raisons qui ont pu déterminer ma conduite. » — « Est- « ce pour prouver que le fait n'existe pas? reprit le président; nous « allons vous entendre. Est-ce pour prouver que le *crime est inno- « cent?* » — « Ce n'est pas pour prouver que le crime est innocent, « répliqua l'infortuné Labédoyère; je passe toute ma défense. Je vais à « la dernière page. Une grande erreur que je reconnais, que j'avoue « avec douleur, a été commise par l'ignorance des intentions du roi. « Aujourd'hui la Charte, les promesses royales, sont exécutées; un « peuple, se pressant à l'envi autour de son souverain, reconnaît que « lui seul est digne de régner et peut faire son bonheur. Peut-être ne « suis-je pas réservé à en être témoin; mais je désire que ma mort, « précédée de l'aveu de mes erreurs, soit de quelque utilité. » Lorsqu'il eut terminé de parler, son avocat réclama qu'il fût permis à son client de donner entièrement sa défense, en disant: « Puisqu'elle ne s'écarte « point de la décence, on doit l'entendre. » Mais le président lui refusa

Digitized by Google

la parole, pour *interdire les discussions politiques*.... Labédoyère reprit alors ainsi : « J'ai renoncé à ma défense, je me suis arrêté lors- « que vous m'avez interrompu, je n'ai lu que la dernière page; mais « je suppose que je sois accusé d'avoir tué un homme : on entendrait « des témoins sur le fait et sur les circonstances. Je puis prouver que « les faits dont on m'accuse ne sont pas de nature à me faire perdre « l'honneur, et, du moment où vous m'empêchez de me défendre, je suis « exposé à perdre à la fois la vie et l'honneur. » Rien ne put fléchir le conseil de guerre. Le 29 août 1815, et après deux heures de délibération, il fut condamné à mort à l'unanimité. Il fut fusillé à six heures du soir dans la plaine de Grenelle. Après son exécution, sa famille réclama son corps, et obtint la permission de le faire inhumer; il repose au cimetière du Père-Lachaise, auprès de nos plus vaillants généraux.

PONIATOWSKI (le prince Joseph),

Maréchal de France.

Ce vaillant général était neveu de Stanislas-Auguste, dernier roi de Pologne, et était né à Varsovie en 1763. Il fit ses premières armes dans l'armée autrichienne, et, rappelé dans sa patrie (1789), il en commanda en chef l'armée pendant la guerre de 1792, et remporta à Zielenca et à Dublinska des avantages signalés. Après le démembrement de la Pologne, il s'exila et y revint (1794) pour commander une division sous les ordres de l'illustre Kosciusko.

Forcé de s'exiler une seconde fois, il ne reparut sur la scène politique que lors de l'entrée des Français dans sa patrie, et fut ministre de la guerre du gouvernement provisoire établi à Varsovie (1806). Il défendit vaillamment, avec huit mille Polonais, le grand-duché de Varsovie contre l'archiduc Ferdinand (1809). Nommé maréchal de France à Leipzig (1813), il se noya deux jours après dans l'Elster.

Notre poëte Béranger a fait, sur la déplorable fin de Poniatowski, une chanson admirable qui immortaliserait ce noble enfant de l'héroïque

Digitized by Google

Pologne, quand bien même il ne se serait pas fait, par ses actions, une belle place dans l'histoire.

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Charles-César FAY),
Général de division.

Né en 1768, d'une des plus anciennes familles du Vivarais. A l'époque de la révolution, il était colonel du régiment de Soissonnais. Il fut nommé député de la noblesse du Puy aux Etats généraux. Il passa un des premiers de son ordre dans la Chambre du tiers-état. En 1791, il vota pour la réunion d'Avignon à la France. Il fut un des trois commissaires nommés pour ramener Louis XVI à Varennes. Il accompagna La Fayette à l'armée du Centre, la quitta avec lui, partagea la captivité de ce général, et fut mis en liberté comme lui en 1797, par l'entremise du Directoire. Bonaparte le rappela en 1800 ; il fut élu membre du Corps législatif en 1801, fait sénateur en 1806, et secrétaire du Sénat en 1812. Il fut envoyé en Normandie, puis en Bretagne, pour l'organisation de la garde nationale. En 1813, il fut de nouveau envoyé en Normandie pour y prendre des mesures de salut public, et, l'année suivante, le comte d'Artois le nomma commissaire extraordinaire à Montpellier, pour contribuer au rétablissement de la monarchie des Bourbons. Le 4 juin, il fut créé pair de France par Louis XVIII ; il le fut aussi par Napoléon après le 20 mars. Il s'éleva dans la Chambre avec beaucoup de courage contre les mesures violentes et les actes arbitraires. Lorsque Carnot eut fait l'exposé de la situation des armées après la bataille de Waterloo, Latour-Maubourg se leva, et dit : « Ces nouvelles ont tout le caractère de l'invraisemblance, et je demande que si les faits ne sont pas vrais, le ministre soit mis en état d'accusation. » Le roi, de retour dans la capitale, avait compris Latour-Maubourg dans le nombre des pairs qui étaient censés avoir donné leur démission en acceptant la pairie de Napoléon ; il lui rendit cette dignité en 1819. — La *Biographie portative univer-*

Digitized by Google

selle ne parle que d'un Latour-Maubourg (Marie-Victor Fay), qu'elle fait naître en 1756 et mourir en 1831. Peut-être a-t-elle raison. C'est sans doute le même que celui dont nous venons de retracer brièvement la carrière. Il devint ministre de la guerre en 1820, et plus tard gouverneur des Invalides, place qu'il conserva jusqu'à sa mort.

Un fait assez plaisant se rattache à ce général ; c'est Chateaubriand qui le raconte dans ses *Mémoires d'outre-tombe*.

Dans une bataille, à Leipzig je crois, Latour-Maubourg eut une jambe emportée par un boulet. Son domestique se mit à se lamenter. « De quoi te plains-tu, imbécile ? lui dit le général : tu n'auras plus qu'une botte à cirer. »

LEFEBVRE-DESNOUETTES (Charles),

Général de division.

Lefebvre-Desnouettes, né à Paris le 14 décembre 1775, fils d'un marchand de draps de cette ville, entra, en 1792, au service comme simple volontaire à l'armée de Dumouriez. Ses talents et sa bravoure militaire lui firent obtenir les premiers rangs dans l'armée. Il se trouva à la bataille de Marengo avec le grade de capitaine aide de camp du premier consul. En 1804, Lefebvre, alors colonel du 18ᵉ régiment de dragons, se battit avec intrépidité à la bataille d'Austerlitz. Le 19 septembre 1806, il fut promu au grade de général de brigade, et passa au service de Jérôme, roi de Westphalie ; mais quelque temps après il rentra dans les cadres de l'armée française, et, le 28 août 1808, il fut nommé général de division. Au mois de janvier 1809, lors de la guerre d'Espagne, sa témérité l'entraîna avec des chasseurs de la garde au delà d'une rivière qu'ils ne purent repasser de suite. En voyant des forces beaucoup supérieures fondre sur eux, ils se défendirent avec opiniâtreté, et Lefebvre se battit à outrance ; mais, ayant été blessé, il fut fait prisonnier. Conduit en Angleterre, il obtint sur parole une ville pour prison ; mais le désir de revoir sa patrie lui fit fausser sa parole :

Digitized by Google

il s'échappa donc, et revint en France, où Napoléon lui donna le commandement des chasseurs de la garde, au commencement de 1809, lors de la campagne contre l'Autriche.

En 1812, le général Lefebvre accompagna Napoléon en Russie ; l'année suivante, il fit la campagne de Saxe, et contribua beaucoup au succès de la bataille de Bautzen, qui eut lieu le 19 mai. Le 19 du mois suivant, il s'empara des montagnes de Georgenthal. Il fut cependant battu, le 2 septembre, à Altenbourg ; mais il obtint, le 30 octobre suivant, un avantage sur un corps de cavalerie russe. L'armée étant rentrée sur le territoire français, il déploya, le 6 avril 1814, le plus grand courage au combat de Brienne, où il exécuta de belles charges de cavalerie ; ce fut dans cette journée qu'il fut blessé de plusieurs coups de lance et d'un coup de baïonnette.

Napoléon ayant abdiqué à Fontainebleau, le général Lefebvre-Desnouettes commanda l'escorte qui le conduisit jusqu'à Beaune. Le roi Louis XVIII lui donna à cette époque la croix de Saint-Louis et le conserva dans son commandement des chasseurs de la garde, devenus gardes royaux. Au mois de mars 1815, le général Lefebvre-Desnouettes, à la première nouvelle du retour de Napoléon en France, souleva son régiment, et, secondé des deux généraux Lallemand, se porta sur La Fère pour se rendre maître de l'arsenal et de la garnison de cette ville, où il fit son entrée le 10 mars. La résistance de La Fère, où le général d'Arboville commandait, obligea le général Lefebvre de renoncer à ses premiers desseins : il se dirigea donc sur Compiègne ; mais il ne put mettre en mouvement les chasseurs de Berri, qui y étaient en garnison. Le général Lefebvre prit la route de Lyon avec les deux frères Lallemand, échappant aux gendarmes de la police. Il se réfugia chez le général Rigaud, qui commandait le département de la Marne, et y attendit l'arrivée de Napoléon. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé membre de la Chambre des pairs ; il partit de Paris le 13 juin avec Napoléon, et combattit avec intrépidité à Fleurus et à Waterloo.

Après la rentrée de Louis XVIII, le général Lefebvre-Desnouettes fut compris dans l'article 1er de l'ordonnance du 25 juillet 1815 ; mais il réussit à se soustraire aux poursuites dirigées contre lui. Le 11 mai 1816, il fut condamné par contumace à la peine de mort, par le 2e conseil de guerre permanent de la 1re division militaire, comme prévenu

Digitized by Google

d'avoir voulu renverser le gouvernement à main armée, et d'avoir tenté d'ébranler la fidélité des troupes stationnées dans plusieurs villes. Le général Lefebvre-Desnouettes se réfugia aux États-Unis d'Amérique, et y forma la colonie du Champ-d'Asile (États-Unis) avec les frères Lallemand. Il y avait quelques années qu'il venait d'épouser la fille de l'intendant de la maison de Madame, mère de Napoléon, lorsque le désir de revoir la France lui fit concevoir le projet de revenir en Europe : il s'embarqua donc à bord de l'*Albion*, paquebot des États-Unis, faisant voile pour la Belgique ; mais ce bâtiment vint à échouer, le 12 avril 1822, sur les côtes d'Irlande, près de Kingsale. Le général Lefebvre-Desnouettes, alors âgé de quarante-sept ans, périt dans le naufrage.

LES FRÈRES LALLEMAND,

Généraux de division.

Nous croyons bien faire en plaçant la biographie des frères Lallemand immédiatement après celle de Lefebvre-Desnouettes.

LALLEMAND (*François-Antoine*), baron, naquit à Metz le 23 juin 1774, entra de bonne heure dans la carrière des armes, et devint aide de camp du général Junot. En 1806 et 1807, il fut souvent cité dans les rapports de la grande armée comme un militaire plein de courage. En Espagne, il obtint de nouveaux succès, notamment le 13 décembre 1812, près d'Alicante, où il culbuta une division espagnole. Revenu en France, il combattit, en 1814, pour la défense du territoire national, et reçut avec presque tous les généraux la croix de l'ordre de Saint-Louis. Nommé commandant du département de l'Aisne, au mois de janvier 1815, le général Lallemand apprit le débarquement de Napoléon. Ses anciens souvenirs prirent leur ascendant dans son cœur, et, sans aucune hésitation, il quitta aussitôt son département, ordonna aux dragons et chasseurs des garnisons de Guise et Chauny de se mettre en marche, et rejoignit le général Lefebvre-Desnouettes pour s'emparer de l'arsenal de La Fère et gagner ensuite la capitale. On sait que

Digitized by Google

cette entreprise échoua par la fermeté du général d'Arboville. Accompagné de son frère et des colonels Marin et Dubuard, le général Lallemand se sépara du petit nombre de troupes qui l'avait accompagné dans son expédition, et prit la route de Lyon, où il espérait rencontrer l'Empereur. Arrivé à la Ferté-Milon, son déguisement ayant fait naître des soupçons, il fut poursuivi par la gendarmerie et arrêté sur la route de Château-Thierry. Conduit de prison en prison avec son frère, il ne recouvra sa liberté qu'à l'époque du 20 mars. Voulant le récompenser des tribulations qu'il avait essuyées par dévouement pour lui, Napoléon le créa lieutenant général et membre de la Chambre des pairs. Le général Lallemand combattit à Fleurus et à Waterloo avec son intrépidité accoutumée, revint à Paris toujours fidèle à celui dont il avait embrassé la défense, passa avec lui en Angleterre, mais ne put obtenir de le suivre à Sainte-Hélène. Il fut embarqué pour Malte sur un vaisseau anglais, et enfermé au fort de la Valette, dont il sortit bientôt avec ordre de quitter l'île.

Il se rendit à Smyrne ; mais les ordres du Grand-Seigneur l'obligèrent à quitter cette ville, et il fut forcé d'aller chercher un asile en Perse. Le général Lallemand fut compris dans l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet 1815. Cité en 1816 devant le 2e conseil de guerre de la 1re division militaire, il fut condamné à mort par contumace, le 20 août 1816, comme coupable de trahison, en ce qu'en sa qualité de commandant du département de l'Aisne, il aurait fait des tentatives pour exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité légitime, et aurait voulu détruire et changer le gouvernement du roi et l'ordre de successibilité au trône.

Lallemand (*Dominique*), baron, frère du précédent, embrassa fort jeune la carrière des armes. Il était parvenu au grade de maréchal de camp d'artillerie, lorsqu'en mars 1814 le trône de Napoléon fut renversé. Aux premières nouvelles du débarquement de l'Empereur sur les côtes de France, en mars 1815, le général Dominique Lallemand rejoignit son frère et partagea ses périls et ses espérances. Dominique fut renversé de son cheval en se défendant contre la gendarmerie, sur la route de Château-Thierry ; arrêté malgré sa courageuse résistance, il fut conduit avec son frère dans la prison de la Ferté-Milon, puis dans celle de Meaux, et enfin dans celle de Laon. L'arri-

Digitized by Google

vée de Napoléon rendit la liberté à Dominique Lallemand et il fut nommé lieutenant-général. Il combattit à Waterloo à la tête de la garde, et revint ensuite sous les murs de Paris avec l'armée, qu'il suivit au delà de la Loire. Compris, comme son frère, dans l'article 2 de la loi du 24 juillet 1815, et cité comme lui devant le 2e conseil de guerre de la 1re division militaire, il fut condamné à mort par contumace, le 20 août 1816, comme coupable de rébellion et d'attentat à main armée, en ce qu'il avait, le 23 mars 1815, coopéré à la mise en mouvement sur Paris du corps des chasseurs royaux, mouvement effectué dans l'intention de renverser le gouvernement légitime et d'ébranler la fidélité des troupes stationnées à La Fère; et de plus convaincu de s'être emparé par violence d'un convoi de plusieurs bouches à feu venant de Vincennes.

Il passa aux États-Unis, où il épousa en 1817 une riche héritière. Ayant armé quelques bâtiments chargés de munitions de guerre, il avait réussi à fonder au Texas, sur le territoire espagnol, une colonie formée de réfugiés français, à laquelle on avait donné le nom de *Champ-d'Asile*. Mais ce voisinage inquiétant à la fois le gouvernement espagnol et les États-Unis, ceux-ci, qui traitaient alors avec l'Espagne relativement à la cession des Florides, pour complaire à cette puissance ombrageuse donnèrent l'ordre à l'établissement formé sur leur territoire de se dissoudre. Forcé d'abandonner le Champ-d'Asile, Dominique Lallemand se retira à la Nouvelle-Orléans, où il mourut en 1823.

DUPONT-CHAUMONT ET DUPONT DE LETANG,

Généraux de division.

DUPONT-CHAUMONT (le comte *Antoine*), né à Chabanais, en Angoumois, le 27 décembre 1759, entra, à l'âge de dix-huit ans, dans le régiment de La Fère, infanterie, devint, au commencement de la révolution, aide de camp de La Fayette, et fut, en 1790, nommé président de la députation de Strasbourg à la fédération du Champ-de-

Digitized by Google

Mars. Employé ensuite à l'armée du Nord comme aide de camp du général d'Aumont, il se distingua dans la malheureuse affaire de Tournay, où il fut blessé. Décoré, ainsi que son frère, de la croix de Saint-Louis, qui lui fut décernée par un décret de l'Assemblée législative, il combattit avec valeur à Jemmapes, en qualité d'adjudant général, sous les ordres du général Dumouriez, et obtint ensuite le grade de général de brigade et le commandement de Douai.

Laissé sans activité pendant quelque temps, il reçut, à la fin de l'an II (1794), le commandement du camp de Paris; fut promu au grade de général de division le 1er septembre 1795, et envoyé, par la Convention nationale, dans les départements de l'Ouest, pour s'y opposer au débarquement des Anglais. Nommé inspecteur général à la suite de cette mission, le premier consul lui confia, après le 18 brumaire, le commandement de la quatorzième division militaire, et le chargea, en décembre 1799, de l'inspection des troupes de l'armée du Rhin. Devenu, en 1805, commandant de la vingt-septième division militaire (Turin), quelques démêlés élevés entre lui et le général Menou, gouverneur général, le firent passer à l'armée de Hollande. Louis Bonaparte ayant été proclamé souverain de ce royaume, le général Dupont fut nommé ministre plénipotentiaire de France près la cour de La Haye. En 1806, il accompagna Louis en Prusse, et continua à servir militairement et diplomatiquement. Après les événements du 31 mars 1814, Louis XVIII lui confia l'inspection générale de l'infanterie de la première division militaire. Le 29 juillet, il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur, commandeur de l'ordre de Saint-Louis le 23 août, comte le 24 septembre 1814, et enfin gouverneur de l'École militaire de La Flèche. Destitué, en mars 1815, par Napoléon, une ordonnance du roi le réintégra en août suivant. Nous ignorons s'il vit encore. Sa fille a épousé M. Hippolyte Carnot.

Dupont de Létang (le comte *Pierre*), né à Chabanais (Charente) en 1765.—Envoyé en Espagne (1808), il y signa la capitulation infamante de Baylen et fut, à son retour, enfermé comme traître au fort de Joux : il en sortit au retour de Louis XVIII, qui le nomma (1814) ministre de la guerre ; mais il n'occupa ce poste que quelques mois. Il mourut en 1840. Il a laissé une assez méchante traduction des *Odes d'Horace*, et un poëme prosaïque intitulé : *l'Art de la guerre.*

Digitized by Google

Comme nous passions à Chabanais, où les frères Dupont sont fort peu en vénération, notre aubergiste nous a assuré que ces deux comtes étaient fils ou petits-fils d'un enfant naturel trouvé sous le pont de la Vienne, et que c'était de là que venait leur nom de *du Pont*.

HOCHE (Lazare),

Général des armées de la République française.

Lazare Hoche naquit le 24 juin 1768 à Montreuil, faubourg de Versailles. Son père était garde du chenil de Louis XV. Ceux qui ont besoin de s'adresser à leurs ancêtres pour valoir quelque chose ne pardonnent pas à Hoche de manquer d'aïeux ; les hommes de bien estiment davantage la renommée qu'il ne doit qu'à lui seul. La pauvreté de son père ne lui permit pas de le faire instruire. Sa mère était morte en lui donnant le jour : une de ses tantes, marchande de légumes à Versailles, l'envoyait tous les jours à l'école. Il eut bientôt appris à lire et à écrire : il était toujours le premier de ses camarades à la classe, et le plus fort dans les rixes. Le curé de St-Germain-en-Laye, apercevant son intelligence, le prit en affection et le plaça parmi les enfants de chœur. Dans sa plus tendre enfance, il aimait à se rendre raison de tout ; il interrogeait curieusement les personnes plus âgées que lui ; il écoutait leurs réponses avec avidité, et souvent les étonnait par des reparties ingénieuses. Ce désir de s'instruire en questionnant en avait fait un petit babillard. Aux approches de l'adolescence, on vit un changement singulier s'opérer en lui : il commença à parler moins ; bientôt il ne parla presque plus du tout ; il devint silencieux et rêveur ; mais dans ses rêveries réfléchies on eût pu soupçonner dès lors quelque chose de sensé et de raisonnable, principe de cette circonspection, devenue depuis le fond de son caractère. Devenant à charge à sa tante, il voulut gagner lui-même sa vie et entra palefrenier surnuméraire aux écuries de Versailles. C'est alors qu'il lut les œuvres de J.-J. Rousseau.

Dans une partie qui n'avait d'autre objet que le plaisir, il fait, avec trois de ses camarades, celle de s'engager pour les Indes orientales; mais, au lieu de l'être pour cette destination, il se trouva, par une su-

Digitized by Google

percherie militaire, engagé dans les gardes-françaises. Il était âgé de 16 ans. Il est envoyé au régiment à Paris. Il avait, en arrivant, la somme de 125 livres, composée du prix de son engagement et du fruit de ses épargnes : il les dépensa dans un déjeuner qu'il donna à ses nouveaux camarades pour leur faire agréer sa venue.

Fait grenadier, Hoche se met à étudier. Ses efforts pour se procurer des livres et pour s'instruire ont quelque chose de touchant.

Au 14 juillet 1789, il était sous-officier. Il passa alors dans la garde nationale soldée, puis dans l'armée active.

Un jour de manœuvre aux Champs-Élysées, le ministre de la guerre (Servan) aperçoit un peloton qui se distinguait au-dessus de tous les autres par la propreté de sa tenue, par la précision de ses mouvements : « Quel est ce jeune homme alerte, demande-t-il, qui conduit si bien sa compagnie ? » C'était Hoche. Le ministre lui adresse devant ses rivaux quelques paroles flatteuses. Quatre jours après il lui envoie un brevet de lieutenant au régiment de Rouergue.

Il fit, comme aide de camp du général Leveneur, la campagne de Belgique et de Hollande de 1792.

Nommé, après la trahison de Dumouriez, adjudant général et commandant de Dunkerque, il fut fait (1793) général en chef de l'armée de la Moselle. Il reprit aux Prussiens les lignes de Weissenbourg, opéra le déblocus de Landau, et s'empara de Spire et de Worms.

Voici quelques-uns des mots d'ordre qu'il donnait à l'armée ; on y retrouve son empreinte républicaine :

Cassius	—	Sparte.
Montagne	—	Postérité.
Despotes	—	Mort.
Pitt	—	Néant.
France	—	Exemple.
Liberté	—	Univers.

Sa désobéissance aux ordres des commissaires de la Convention empêcha l'exécution d'un plan combiné par le Comité de salut public, et dont le résultat eût été l'entière destruction de l'armée autrichienne et de l'armée de Condé. Rappelé à Paris et enfermé dans la prison des Carmes, il y resta jusqu'après le 9 thermidor, époque où il fut chargé du commandement de l'armée des côtes de Brest. Il opéra la pacifica-

Digitized by Google

tion de la Bretagne, et remporta (juin 1795) une victoire complète sur les émigrés débarqués par les Anglais dans la presqu'île de Quiberon. Nommé alors commandant des trois armées de l'Ouest, il se dirigea vers la Vendée, vainquit, prit et fit fusiller successivement Stofflet et Charette, et opéra enfin la pacification de ces malheureuses contrées.

Chargé du commandement de la première expédition d'Irlande, il fut, après l'insuccès de cette expédition, envoyé pour commander l'armée de Sambre-et-Meuse (1797); il opéra en quatre jours le passage du Rhin et la conquête de trente-cinq lieues de pays, et ne fut arrêté que par la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben. Il mourut le 15 septembre 1797, à 4 heures du matin, à son quartier général de Wetzlar, presque subitement, et sa mort fut généralement attribuée au poison.

Voici le portrait que donne de lui un de ses biographes :

« Sa taille est haute d'environ cinq pieds sept pouces; ses formes mâles et prononcées sont en même temps sveltes et élégantes; ses épaules sont fortes, mais bien effacées; sa poitrine s'avance avec un peu de la raideur que donne la tenue militaire. Il a les cheveux, les sourcils et les yeux noirs. La cicatrice légère qu'il porte du milieu du nez à l'extrémité du front, sur le côté droit, loin de défigurer ses traits, leur donne un air plus martial. Sa bouche est petite, ses dents belles; sa physionomie est spirituelle, le caractère qui la domine est la sévérité; et quoiqu'un extrême désir d'être agréable l'adoucisse souvent, des yeux pénétrants ne peuvent s'empêcher d'y voir un certain effort que lui fait faire le désir de plaire. »

Son maintien était grave et imposant, sa démarche fière. Une femme de la cour, sous Louis XVI, l'ayant remarqué dans une revue, à Versailles, avait dit avec intérêt : « On ferait un général de ce jeune homme. » Tout son air était, en effet, de quelqu'un qui doit commander aux autres.

La ville de Versailles lui a élevé une statue en bronze.

Bien que le général Hoche n'appartienne pas, à proprement parler, à l'époque impériale, il a été le contemporain du jeune général Bonaparte et des événements qui ont élevé ce dernier au souverain pouvoir. C'est à ce titre que nous lui avons donné place ici. S'il eût vécu dix ans de plus, qui sait si Napoléon eût jamais été empereur ?

Digitized by Google

BECKER (Léonard-Nicolas),

Comte de Mons, Général de division.

Né en Alsace en 1770. — Il fit les premières campagnes de la révolution dans le 6ᵉ régiment de chasseurs à cheval, d'abord à l'armée du Nord, ensuite à celle de la Vendée. Devenu adjudant général, il négocia un arrangement auprès du général Stofflet, et passa, en 1795, à l'armée de Sambre-et-Meuse, puis en Hollande, où il calma les troubles. Il alla à Saint-Domingue en qualité de chef d'état-major d'Hédouville, et revint en France, d'où il fut envoyé en Italie avec le commandement d'une brigade. Le général Becker commanda l'arrière-garde de la division de Serrurier, dans sa retraite sur l'Adda ; il eut deux chevaux tués sous lui, reçut une blessure grave et fut fait prisonnier. Il revint en France sur sa parole et épousa une sœur du général Desaix, mort à Marengo.

En 1805, il servit sur le Danube, dans la division du général Suchet ; sa brigade repoussa plusieurs charges de cavalerie russe à la bataille d'Austerlitz, ce qui lui valut le grade de général de division.

Il fit la campagne de Prusse, en 1807. Commandant en Pologne une ligne immense d'avant-postes et assailli par des nuées de Cosaques, il évita de se laisser entourer et parvint à exécuter sa retraite en bon ordre. En 1809, il fit la guerre d'Autriche sous le maréchal Masséna dont il était le chef d'état-major. Il se distingua à la bataille d'Essling, et obtint la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur avec une dotation en Westphalie. Il acheta la terre de Mons, en Auvergne, et y vécut paisiblement jusqu'en 1814. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis.

Élu membre de la Chambre des représentants par le département du Puy-de-Dôme en 1815, il se présenta à Napoléon à la tête de la députation du Collége électoral, et dans le discours qu'il lui adressa on remarqua les phrases suivantes : « Le retour de Votre Majesté au milieu d'un peuple de braves qui revoit en elle le véritable restaurateur de ses droits politiques est le présage du prochain accomplissement de nos vœux. Votre Majesté trouvera dans le cœur des Français toute l'énergie dont ils ont donné de si grands exemples, et tous les secours

Digitized by Google

nécessaires pour veiller à la conservation de ce bel empire fondé par vos innombrables victoires et défendu par une armée nationale dont la gloire passera avec votre nom à la postérité la plus reculée. » Dans la séance du 21 juin le général Becker fut nommé membre de la Commission administrative, et le 25 il annonça, au nom de cette Commission, que les postes de la représentation nationale seraient, jusqu'à nouvel ordre, composés d'un fort détachement de la garde nationale et de vingt-cinq fédérés tirailleurs. Il fut ensuite chargé par le gouvernement provisoire d'accompagner Napoléon jusqu'à Rochefort, et il ne quitta l'Empereur que lorsqu'il fut à bord du *Bellérophon*. Le général Becker se retira alors dans sa terre d'Auvergne, où il reçut du préfet l'ordre de s'éloigner. Cet ordre fut révoqué plus tard par le ministère.

Le général comte Becker est mort pair de France sous Louis-Philippe.

BELLIARD (Auguste-Daniel),
Général de division.

Le général Belliard était né à Fontenai-le-Comte (Vendée) en 1770 (la *Biographie portative universelle* dit en 1773).

Il fut d'abord aide de camp de Dumouriez, et fit les guerres d'Italie sous Bonaparte en qualité d'adjudant général. Il s'y distingua en plusieurs occasions, notamment au combat de Saint-Georges, sous les murs de Mantoue. Devenu général de division en 1798, il fit partie de l'expédition d'Égypte. Il y fut gouverneur de la province de Thèbes, et se soutint longtemps, quoique avec peine, contre les Arabes et les Mamelucks. Après la retraite de Bonaparte, il eut beaucoup de part à la glorieuse bataille d'Héliopolis, et fut chargé de poursuivre les Turcs jusqu'à Damiette. Après l'assassinat de Kléber, le général Belliard vint commander au Caire, et fut légèrement blessé dans un combat qu'il livra aux Turcs à Salahieh.

Revenu en France, il fut nommé commandant de la 24e division militaire, à Bruxelles. En 1805, il devint chef d'état-major général du

maréchal Murat, à la grande armée d'Allemagne. Il poursuivit le corps commandé par l'archiduc Ferdinand et le général Verneck, et contribua au succès de la bataille d'Austerlitz, après laquelle il fut nommé grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Il fit la campagne de 1806 contre les Prussiens ; il passa ensuite à l'armée d'Espagne, où il concourut à la prise de Madrid. Revenu en Allemagne, le général Belliard se distingua, en 1812, au combat d'Ostrowno et à la bataille de la Moskowa, en Russie : il eut à cette dernière affaire un cheval tué sous lui, et deux de blessés. Sa fermeté, dans la retraite de Moskow, le fit nommer colonel-général des cuirassiers. A la fin de 1813, il fut nommé aide-major général, et se rendit à Metz avec le grand quartier général de l'armée. Le 8 mars 1814, il prit, après la bataille de Craonne, le commandement de la cavalerie.

Le 2 juin, Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, et, le 4, pair de France. Au mois de mars 1815, il était major-général de l'armée rassemblée autour de Paris pour s'opposer à Napoléon. Mais, après l'entrée de celui-ci dans la capitale, le général Belliard y ramena ses troupes avec la cocarde tricolore. Il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire auprès de Murat, pour diriger ses opérations militaires. Mais il ne put s'y rendre : forcé par une frégate anglaise de débarquer à l'île d'Ischia, il revint en France, et fut nommé, le 2 juin, membre de la Chambre des pairs de Napoléon et commandant de l'armée de la Moselle. Le 22 juillet, se trouvant cerné par les colonnes russes, et instruit de l'arrivée de Louis XVIII à Paris, il adressa la lettre suivante au général ennemi : « Chaque arme étant jalouse de déposer au pied du trône sa soumission au roi, j'ai décidé que la députation, qui dans le principe ne devait être que de quatre officiers supérieurs, serait composée de dix personnes de toutes armes et de tout grade ; en conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de faire le passe-port pour dix au lieu de quatre, à moins que Votre Excellence n'aime mieux donner un officier pour accompagner la députation jusqu'à Paris, et alors je vous prierai, M. le général, de le faire trouver demain à cinq heures du matin à Gravelotte, où la députation le prendra. » Le général Belliard fut arrêté vers la fin de 1815, et conduit dans la prison de l'Abbaye, d'où il ne sortit, quelques mois après, que pour raison de santé.

Décédé à Bruxelles en 1832.

Digitized by Google

CLAPARÈDE (Michel, comte),

Général de division.

Né le 28 août 1772, à Gignac (Hérault), d'une famille de robe, il embrassa la carrière militaire dès les premières années de la Révolution. Il servit sous Moreau dans les armées du Nord et de l'Allemagne; il fit ensuite partie de l'expédition de Saint-Domingue, et parvint, en 1802, au grade de général de brigade. Il fut aussi de l'expédition qui partit de Rochefort au commencement de 1805. En 1806 et 1807, il se trouva aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, etc., et fit remarquer plusieurs fois sa bravoure. Devenu général de division, il combattit à Ebersberg, au passage de la Traun, en 1809; le cinquième bulletin de la grande armée, en rendant compte de cette affaire, donne les plus grands éloges à la division qu'il commandait. Le général Claparède fut à la fin de cette campagne nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur. En 1811, il battit en Portugal le corps d'armée du général Silveira, et en dispersa les débris. Livré à lui-même pendant trois mois, il se maintint avec succès entre le Douro et le Tage. Il fut appelé en 1812 au commandement d'un corps polonais, à la tête duquel il fit la campagne de Russie. Il se trouva à la bataille de la Moskowa et au fameux passage de la Bérésina où il fut blessé. Le 23 août 1813, il soutint sur les hauteurs de Gezübel un combat glorieux contre l'ennemi, qui débouchait de la Bohême.

Il fut fait chevalier de Saint-Louis et grand-croix de la Légion-d'Honneur en 1814, et reçut, dans le même temps, le commandement d'une division d'infanterie à Paris. Au second retour de Louis XVIII, le général Claparède fut nommé commandant de Paris, gouverneur du château royal de Strasbourg, inspecteur général d'infanterie de la 1re division militaire. Il fit partie, en mars 1816, du conseil de guerre qui condamna à mort l'adjudant commandant Boyer et acquitta l'amiral Linois. Louis XVIII le fit pair de France en 1819.

Nous ignorons l'époque exacte de la mort du général Claparède; peut-être même est-il encore vivant.

Digitized by Google

DEJEAN (Jean-François-Aimé, comte),
Général de division.

Dejean naquit à Castelnaudary le 6 octobre 1749; il était fils d'un président au présidial de cette ville, et d'une des plus anciennes familles de ce tribunal. Il fut reçu fort jeune à l'école du génie à Mézières, et, en 1768, obtint le brevet de lieutenant en second. En 1770, il fut nommé ingénieur en chef ordinaire, puis lieutenant en premier, et enfin capitaine en 1777. Dejean servait dans ce grade au commencement de la révolution. Il fut employé en 1792 comme chef de bataillon à l'armée du Nord et contribua à la prise de la citadelle d'Anvers. En 1793, il devint commandant du génie et directeur des fortifications. Les services qu'il rendit aux attaques de Courtrai et de Menin et aux siéges d'Ypres et de Nimègue lui valurent le brevet de général de brigade. En 1795, il obtint, étant à l'armée du Rhin, celui de général de division. Il alla rejoindre en cette qualité le quartier général de l'armée du Nord, en Hollande. Le commandement lui en fut confié pendant l'absence du général Beurnonville, appelé à l'armée de Sambre-et-Meuse. Le général Dejean conserva ce commandement jusqu'en octobre 1798, époque où il fut réformé.

Après le 18 brumaire, il entra au Conseil d'État et fut envoyé à Gènes en qualité de ministre extraordinaire pour organiser la République ligurienne. Il s'acquitta de cette commission avec son zèle accoutumé et donna de nouvelles preuves de ses connaissances en administration. De retour en France, il fut nommé directeur ministre de la guerre et grand-trésorier de la Légion-d'Honneur. En 1805, l'Empereur le choisit pour présider le collége électoral de la Somme qui l'élut candidat au Sénat conservateur. En 1806, il adressa une circulaire aux généraux, préfets et ordonnateurs à l'occasion de la guerre contre la Prusse: il les invitait à redoubler de zèle et de dévouement pour leur prince et pour la patrie. En 1809, il se rendit à Anvers pour hâter les mesures de défense contre les Anglais débarqués à l'île de Walcheren; mais il paraît qu'il manqua de prévoyance dans cette occasion. Napoléon en fut si mécontent que Dejean fut obligé de donner

Digitized by Google

sa démission dans le cours de l'année. Cependant il fut, peu de temps après, nommé premier inspecteur du génie, à la place du général Marescot, puis sénateur et ensuite trésorier général de la Société maternelle. En 1812, il fut élu président à vie du collége électoral d'Indre-et-Loire ; le 28 octobre de cette année, il présida la commission militaire qui condamna à mort les généraux Malet, Lahorie, Guidal et autres.

Après l'abdication de Napoléon, Louis XVIII le nomma commissaire extraordinaire dans la 11ᵉ division, ensuite chevalier de Saint-Louis et pair de France. Napoléon, à son retour, lui rendit les fonctions de premier inspecteur général du génie, lui confia, en l'absence de Lacépède, celles de grand chancelier de la Légion et le créa pair. Après le 8 juillet, il perdit tous ces titres.

Quelque temps après il fut nommé gouverneur de l'École polytechnique, et reprit, en vertu de l'ordonnance du 5 mars 1819, sa place à la Chambre des pairs. Il mourut en 1824.

DIGEON (Alexandre-Élisabeth-Michel, vicomte),

Général de division.

Ce général vit le jour à Paris, le 26 juin 1771. Il entra au service comme sous-lieutenant dans le 104ᵉ régiment d'infanterie, le 1ᵉʳ janvier 1792 ; et, le 10 mars suivant, au 9ᵉ régiment de chasseurs à cheval. Il servit depuis cette époque et sans interruption dans la cavalerie, et fut élevé à plusieurs grades sur le champ de bataille. Devenu colonel en 1802, il fut chargé d'organiser le 26ᵉ régiment de chasseurs en Piémont, et, en 1805, il fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur, après la bataille d'Austerlitz. Il servit dans les campagnes de Prusse et de Pologne, et obtint le grade du général de brigade au mois de mars 1807. Il passa en Espagne en 1808, et s'y fit remarquer dans un combat contre le corps du général Castaños. Le général Digeon, devenu gouverneur civil et militaire des provinces de Cordoue et de Jaën, parvint à gagner, par une administration sage et éclairée, la con-

Digitized by Google

fiance et l'amour des habitants de ces contrées que d'horribles vexations avaient réduits au désespoir. Il avait établi une société de bienfaisance, afin de pourvoir aux besoins des plus indigents. Lui-même retrancha de son traitement, et, pendant plus de six mois entiers, plus de sept mille individus furent arrachés par ses soins aux horreurs de la famine : malgré l'autorité despotique du maréchal Soult qui contrariait ses vues bienfaisantes, il soulagea la province des maux dont elle était accablée, en faisant lui-même des sacrifices. Le général Digeon, secondé par l'abbé de Vienne, prêtre français émigré, électrisa, pour ainsi dire, tous les chefs militaires et employés sous ses ordres, qui, rougissant de n'avoir paru jusqu'alors que des fléaux destructeurs, crurent devoir imiter un si noble exemple.

En 1813, il passa avec le grade de général de division à l'armée du maréchal Suchet où il commanda toute la cavalerie et la première division d'infanterie ; en février 1814, il fut envoyé à Lyon, sous le maréchal Augereau, dont il commanda l'arrière-garde. Louis XVIII le fit ensuite chevalier de Saint-Louis et l'employa comme inspecteur général de cavalerie. Il était en cette qualité à Nevers lors du débarquement de Napoléon ; le 7 mars au matin, il reçut ordre du ministre de la guerre de se rendre auprès de *Monsieur* à Lyon. Il y arriva le 8 au soir et fit tous ses efforts pour maintenir les soldats dans l'obéisssance. Il revint seul avec le maréchal duc de Tarente, lorsque les troupes les eurent abandonnés pour passer à Napoléon.

Le général Digeon refusa tout service pendant l'interrègne. Au retour des Bourbons, il fut nommé aide de camp du comte d'Artois, puis commandant de la division de la cavalerie légère de la garde royale. Le roi lui conféra le titre de vicomte le 20 mars 1816 ; la même année il fit partie de la commission militaire qui acquitta le vice-amiral Linois, et fut nommé pair de France le 5 mars 1819.

Digitized by Google

DUBRETON (Jean-Louis, comte),

Général de division.

Il naquit à Ploërmel (Morbihan) en 1773, et commença à servir en 1789 dans le corps des Cadets. En 1791, il passa comme sous-lieutenant dans le régiment de Penthièvre. Il fit les premières campagnes de la révolution comme adjudant-major et capitaine de grenadiers.

Au passage du Mincio, il fut blessé, et nommé, sur le champ de bataille, commandant de bataillon.

Il fit partie du l'expédition de Saint-Domingue, se distingua à l'affaire de Verrière, monta le premier à l'assaut du fort Tournebroche, et, lors de l'évacuation du Cap, fut fait prisonnier par les Anglais. Il revint en France en 1803; et, quoique à peine guéri de ses blessures, il fut nommé au commandement du 5ᵉ régiment d'infanterie légère : il le commanda pendant plus de huit ans, en Hollande, en Allemagne et en Espagne. Au mois d'août 1811, Dubreton fut fait général de brigade et pourvu du commandement de la province de Santander. Il eut souvent à soutenir des combats difficiles, tant avec les Espagnols qu'avec les Anglais débarqués sur la côte. Obligé d'évacuer cette province par suite de la bataille de Salamanque, il alla faire la guerre dans la Vieille Castille. Il fut, en octobre 1812, assiégé et enfermé dans la ville de Burgos, où il se couvrit de gloire en défendant la place et en forçant l'ennemi à en lever le siége. En récompense de sa belle conduite, Dubreton fut fait général de division en 1812, et employé aux armées d'Allemagne. Il commandait en 1813 la 1re division du 2e corps, et fit des prodiges de valeur à la bataille de Hanau contre les Bavarois.

Nommé par Louis XVIII au commandement supérieur de Valenciennes, il le conserva jusqu'au 20 mars. Ayant vainement tenté à cette époque de s'opposer au régiment commandé par le colonel Marbot, il quitta le service et refusa formellement le ministre de la guerre Davoust qui l'invitait à en reprendre. Après la seconde restauration, le roi le nomma commandeur de Saint-Louis, et lui confia le commandement de la 5e division militaire à Strasbourg. Il le nomma pair en 1819.

Digitized by Google

MARESCOT (Armand-Samuel, comte),

Général de division du génie.

Né à Tours en 1758, mort en 1832. — Il était fils d'un exempt des gardes du corps. Il était capitaine au commencement de la révolution. Il se trouva, en 1792, à la malheureuse affaire de Baizieux, entre Lille et Tournai, où les Français, se croyant trahis, massacrèrent le général Dillon et M. de Berthois, colonel du génie. Marescot, longtemps poursuivi lui-même, n'échappa à la mort que par le plus grand bonheur : il mit en état de défense cette partie de la frontière du nord qui était menacée par les Autrichiens; ce fut par son courage que la place de Lille, attaquée et bombardée, fut délivrée. Le général Champmorin, ami de Marescot, le chargea bientôt après de faire le siége d'Anvers. De retour à l'armée sur la frontière nord en 1793, il prit part aux combats livrés par Pichegru à Lille, Menin, Tourcoing, Armentières, etc. ; il fut nommé chef de bataillon, et envoyé presque aussitôt à Toulon, pour en diriger le siége contre les Anglais.

Il revint ensuite à Maubeuge, bloquée par les Autrichiens, puis fut chargé de la direction du siége de Charleroi. Il courut, dans cette opération, les plus grands dangers : il osa résister en plein conseil au représentant Saint-Just, qui voulait qu'on enlevât cette place par escalade. Saint-Just ordonna, dit-on, au général Jourdan de faire fusiller Marescot et deux autres généraux qui avaient suivi son exemple. Jourdan refusa d'exécuter cet ordre et Marescot lui dut la vie. Après les siéges de Maubeuge et de Charleroi, celui-ci fut nommé colonel. Bientôt on le chargea de reprendre Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé : ces siéges firent briller de nouveau ses talents. Celui du Quesnoy fut long et pénible : Marescot s'empara de la place par surprise ; il fut alors nommé général de brigade.

Il commanda le corps du génie au siége de Maëstricht, sous les ordres du général Kléber ; et, le 8 novembre 1794, il fut nommé général de division.

Quoiqu'il n'eût jamais quitté la France, il avait été inscrit sur la liste des émigrés : Carnot l'en fit rayer par un décret. En 1795, il fut

Digitized by Google

nommé commandant du génie à l'armée des Pyrénées-Occidentales, et se préparait au siége de Pampelune, quand la paix se fit entre la France et l'Espagne. Le général Moncey le chargea de l'exécution du traité. Il servit alors dans les armées d'Allemagne, du Rhin et du Danube, tantôt mettant la frontière en état de défense, tantôt prenant part aux combats qui s'y livraient. Bonaparte le nomma, en 1798, membre d'une commission chargée des préparatifs de l'expédition contre l'Angleterre. L'année suivante, il servit sous les ordres de Masséna, sur le Rhin et en Suisse ; puis il fut appelé à la défense de Mayence. Après le 18 brumaire, il eut le commandement du corps du génie et l'administration des fortifications, emploi qu'avaient exercé, sous une autre dénomination, les maréchaux Vauban et d'Asfeld. Il fit la campagne d'Italie, et, en 1802, il fut nommé commandant général du génie à tous les camps assemblés pour l'expédition d'Angleterre.

En 1804, il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur, et, dans la même année, élu par le collége électoral de Loir-et-Cher candidat au Sénat conservateur. En 1805, il fut décoré du grand cordon de la Légion. Au mois de septembre de cette année, il accompagna Napoléon à la grande armée, et revint à Paris en 1806. Le général Marescot, employé en 1808 en Espagne, rédigea et signa, le 20 juillet, dans les plaines de Baylen, la capitulation de la division sous les ordres du général Dupont. Dès ce moment il tomba dans la disgrâce de l'Empereur, qui le fit incarcérer à Paris, et le relégua ensuite à Tours. Il ne recouvra ses titres et son rang qu'en 1814 : Louis XVIII le nomma premier inspecteur général du génie, commissaire du roi dans la 20[e] division, chevalier de Saint-Louis, comte, et enfin commandeur de Saint-Louis. Il refusa de se rendre aux armées après le 20 mars ; néanmoins il fut employé dans les Cent-Jours, et perdit son activité après la rentrée du roi. Depuis ce temps le général Marescot vécut retiré à sa terre de Chalay, dans le Vendômois. On a de lui des mémoires sur l'*Emploi des bouches à feu*, sur la *Fortification souterraine*, et une *Relation des principaux siéges depuis* 1790, in-8°.

La *Biographie moderne* fait naître le général Marescot à Dijon, au lieu de *Tours*. Nous pensons que c'est une erreur.

Digitized by Google

MATHIEU DE LA REDORTE (le comte Maurice-David-Joseph),

Général de division.

Né à Saint-Affrique en 1768, d'une ancienne famille de protestants, il entra au service en 1783, dans le régiment suisse Meuron. Il passa ensuite dans la légion de Luxembourg, servit dans l'Inde, et, de retour en France, il entra au régiment de Royal-Dragons, dans lequel il fit toutes les campagnes du Rhin en 1792 et années suivantes. Il fut employé, en 1798, en Italie, comme adjudant-général, fit la campagne de Rome et de Naples, et obtint, après la prise de Terracine, le grade de général de brigade. Le comte Mathieu continua de servir en Italie, et contribua à la capitulation de Calvi. Dans une reconnaissance devant Capoue, il fut blessé au bras d'un coup de canon, ce qui l'obligea de quitter le service pendant quelque temps. Il était encore en Italie, lorsque le roi de Naples et le pape lui envoyèrent leurs portraits, comme une marque de leur reconnaissance pour la discipline qu'il avait fait observer à ses troupes à Naples et dans l'État romain. En 1799, il fut fait général de division, et envoyé à Bordeaux pour commander la onzième division. En 1803, il présida le collége électoral de l'Aveyron ; en 1805, il fut employé dans le Brisgaw, et conclut avec le général Jellachich la capitulation de l'armée autrichienne qui fut faite prisonnière de guerre. En 1806 et 1807, il servit dans la guerre de Prusse et de Pologne ; il servit aussi en Espagne, où il se distingua à Tudela et à Oviedo, où il fut blessé. En 1812 il secourut le fort de Balaguer et la ville de Tarragone, dont il fit lever le siége. Rentré en France en 1814, il envoya, de Blois, son adhésion à la déchéance de l'Empereur. Louis XVIII le fit chevalier de Saint-Louis. Il était, depuis 1804, grand officier de la Légion-d'Honneur. En juin 1815, il commandait la 10e division militaire. Il se retira ensuite dans sa terre d'Horedorve, en Languedoc, au mois de septembre 1817. Sa mort eut lieu en 1833.

Digitized by Google

RAMPON (Antoine-Guillaume),

Général de division.

Né à Saint-Fortunin ou à Tournon (Ardèche), le 16 mars 1759.—Il entra au service comme simple soldat en 1775. Il fit la campagne d'Italie en 1792, en qualité de lieutenant. Il passa en 1793 à l'armée des Pyrénées, et fut fait chef de bataillon sur le champ de bataille de Villelongue. Neuf jours après, il fut nommé général de brigade, et, le 27 janvier 1794, ayant été fait prisonnier par les Espagnols, il ne recouvra sa liberté qu'à la conclusion de la paix. Il se signala en 1796 en Italie aux combats de Montenotte et de Millesimo. Il montra, dans cette dernière affaire, un courage imperturbable contre trois attaques du général Beaulieu. A Roveredo, et dans la campagne de 1797, il soutint sa réputation. Il était un des généraux commandant l'avant-garde quand l'armée d'Italie passa l'Isonzo, les Alpes Juliennes, et qu'elle envahit la Carinthie, la Styrie et la Carniole. Il combattit ensuite, sous les ordres du général Brune, en Suisse, et fit partie de l'expédition d'Égypte. Il commandait les grenadiers quand ils abordèrent au combat des Pyramides les retranchements des Turcs et soutinrent les charges réitérées des Mamelucks. Envoyé en Syrie, il entra le premier à Suez, commanda la droite de l'armée à la bataille de Mont-Thabor, fut promu au grade de général de division, et revint combattre à Aboukir et à Héliopolis. Le général Kléber le chargea du commandement des provinces de Damiette et de Mansourah. Après la Capitulation d'Alexandrie, le général Rampon revint en France où il fut décoré du titre de grand officier de la Légion-d'Honneur. Pendant son absence, il avait été nommé sénateur. En 1803, il présida le collége électoral de l'Ardèche, et obtint la sénatorerie de Rouen. En 1805, il organisa les compagnies disponibles des gardes nationales du Pas-de-Calais, du Nord, de la Lys et de la Somme, et en 1809, à la nouvelle du débarquement des Anglais dans l'île de Walcheren, il dirigea toutes ces gardes nationales sur Anvers, pour y former un camp de défense. En 1813, il fut envoyé de nouveau en Hollande. A la fin de cette année, il se ren-

Digitized by Google

ferma dans Gorcum, où il résista avec vigueur. Il ne se rendit qu'à la l'extrémité.

Quoique prisonnier, il envoya son adhésion au rétablissement des Bourbons. Louis XVIII le créa pair de France et chevalier de Saint-Louis. Pendant les Cent-Jours, il fut envoyé dans la 4e division en qualité de commissaire extraordinaire. Il y destitua le recteur de l'Académie et exerça plusieurs actes de sévérité contre des ecclésiastiques qui, dans leurs prônes, cherchaient à détourner leurs paroissiens de l'obéissance à Napoléon. Le général Rampon ayant siégé dans la Chambre des pairs, fut privé par Louis XVIII de cette dignité ; mais elle lui fut rendue en 1819 : *il est avec les* rois *des accommodements*.

RAPP (Jean),

Général de division.

Né à Colmar le 27 avril 1771, mort en 1821. — Il entra au service en 1788. Il fit, avec le général Desaix dont il devint l'aide de camp, les campagnes d'Allemagne et d'Égypte. En 1802, il fut chargé d'aller annoncer aux Suisses l'intervention de la France dans leurs troubles civils. Il somma le général Bachmann et les insurgés de Berne de suspendre les hostilités, et leur annonça que si cette sommation était inefficace, il l'appuierait par l'entrée de ses troupes. Peu de jours après, il fit évacuer Fribourg, força la diète de Schwitz de s'expliquer catégoriquement, et obtint qu'elle accéderait à la médiation. En novembre, le général Rapp arriva à Coire, cita devant lui le petit conseil, et força la municipalité à se dissoudre. En 1803, il accompagna Bonaparte dans son voyage en Belgique ; de là, il partit pour s'assurer des bords de l'Elbe et y élever des redoutes : il devint commandant de la Légion-d'Honneur, et épousa, en 1805, mademoiselle Vanderberg, fille d'un fournisseur, de laquelle il se sépara plus tard. Au mois de mai suivant, le collége électoral du Haut-Rhin le nomma candidat au Sénat. Il se distingua à la bataille d'Austerlitz, chargea la garde impériale russe

Digitized by Google

avec deux escadrons des chasseurs de la Garde, la mit en déroute, et fit lui-même le prince Repnin prisonnier. En 1806 et 1807, il commanda un corps de dragons avec lequel il se signala au combat de Golymin, où il fut blessé. Il fut installé gouverneur général de Dantzig après le départ du maréchal Lefebvre : il quitta ce poste en 1809 ; les habitants de cette ville lui offrirent une épée magnifique, en témoignage de leur estime et de leur reconnaissance. Dans la campagne de 1812, il eut sous ses ordres la division hollandaise du général Daendels ; il s'y fit remarquer en plusieurs rencontres par sa bravoure et ses talents militaires, surtout au combat de Malojaroslavetz, où il eut un cheval tué sous lui. Après les désastres de cette campagne, il se jeta dans la place de Dantzig. Il avait trente mille hommes sous ses ordres : il déploya tous les moyens de défense, toutes les ressources du génie et du courage, pendant un siége qui dura près d'un an : la disette et l'épidémie l'ayant forcé de capituler, il fut emmené prisonnier à Kiow, en Russie.

Il revint en France au mois de juillet 1814. Louis XVIII, auquel il s'était soumis, le créa chevalier de Saint-Louis et grand-cordon de la Légion. Au mois de mars 1815, il fut chargé du commandement du premier corps, pour s'opposer à l'invasion ; mais tous les moyens de résistance étant devenus inutiles, le général Rapp accepta le commandement de la 5e division, fut nommé pair et commandant en chef de l'armée du Rhin. Cette armée soutint quelques engagements avec l'ennemi ; mais la supériorité du nombre la força d'abandonner ses lignes et de se replier sous le canon de Strasbourg : elle fut une des premières à envoyer sa soumission au roi par l'organe de son commandant en chef. Le général Rapp continua à gouverner la 5e division au nom du roi jusqu'au licenciement de l'armée. Il se retira alors en Argovie, où il acheta, en 1816, le château de Wildenstein. Revenu à Paris en 1817, il obtint une audience particulière du roi, qui lui restitua en 1819 son titre de pair de France. — Les *Mémoires* publiés sous son nom n'ont aucun caractère d'authenticité.

Digitized by Google

OUDINOT (N.-Charles),

Maréchal d'Empire, Duc de Reggio.

Oudinot naquit à Bar-sur-Ornain (Meuse) le 25 avril 1765 (ou 1767). Il entra au service à l'âge de seize ans, le quitta en 1787 et le reprit à l'époque de la révolution. Il fut fait général de division après l'affaire de Feldenkirch (1800). Il était chef de l'état-major de l'armée lorsqu'il s'empara de Zurich. Ce fut encore en cette qualité qu'il dirigea les passages du Mincio, de l'Adige et de la Brenta. Il fut chargé de porter au gouvernement les préliminaires de paix signés à Trévise.

Les hostilités ayant recommencé, Oudinot s'acquit une gloire éclatante. Sa division, entièrement composée de grenadiers, était devenue l'effroi de l'ennemi : elle renversait tout ce qui se trouvait sur son passage, et chaque obstacle qu'on lui opposait était pour elle le sujet d'un nouveau triomphe.

Napoléon lui donna, en 1809, le bâton de maréchal et le titre de duc de Reggio pour le récompenser des services qu'il en avait reçus à la bataille de Wagram. A celle d'Enzersdorf qui l'avait précédée immédiatement et qui en fut comme le prélude, il avait facilité à l'Empereur les moyens de déployer son armée, en emportant le château de Saxengang que l'ennemi avait fortifié et dont il se servait pour gêner les mouvements des troupes françaises.

En un mot, Oudinot fit presque toutes les campagnes qui ont illustré les armées françaises, et acquit tous les grades militaires sur les champs de bataille. Couvert de glorieuses blessures, il finit cependant par adhérer, en 1814, à la déchéance de Napoléon, et devint membre du gouvernement provisoire. Louis XVIII le créa pair le 4 juin de la même année, et il ne prit aucune part aux événements des Cent-Jours. Il était major général de la garde nationale de Paris lorsqu'elle fut dissoute par la Restauration.

Un de ses fils, aujourd'hui général de division, a commandé, en 1849, le corps d'armée qui a pris Rome et y a détruit le gouvernement républicain. Ses deux filles ont épousé, l'une le général Pajol, l'autre le général Lorencez.

Digitized by Google

SAINT-SIMON (Henri-Jean-Victor, marquis de),

Maréchal de camp.

Saint-Simon était petit-neveu du capitaine-général de ce nom au service d'Espagne. Il naquit en 1782, au château des Douzets, près Blanzac, dans le département de la Charente. Il fit, comme simple hussard, sous les ordres de Moreau, les campagnes de l'an VIII et de l'an XI, à l'armée du Rhin. Devenu officier de carabiniers, il fut aide de camp du maréchal Ney. Il fut laissé pour mort sur le champ de bataille d'Iéna. Il commanda en Catalogne le 29e de chasseurs, et fut souvent cité pour les affaires d'avant-garde, surtout à la bataille de Vich, où il fut grièvement blessé. Lors de la déchéance de l'Empereur, le gouvernement provisoire le chargea de diverses missions importantes, entre autres d'instruire des événements les armées des maréchaux Soult et Suchet. Devenu officier des gardes du corps, il accompagna la voiture de Louis XVIII jusqu'à Gand, et fut créé maréchal de camp. Il fut, en cette qualité, chargé du commandement des troupes de débarquement destinées à faire une descente en Normandie, sous les ordres du duc d'Aumont : à la tête de vingt-cinq officiers, il emporta une batterie de la côte dont le feu incommodait le bâtiment qui portait les troupes. Il courut d'assez grands dangers en rentrant à Bayeux, après une reconnaissance. Il fut chargé, *par intérim*, du commandement de la 14e division ; puis appelé à celui du département du Loiret, et nommé ensuite inspecteur de cavalerie. L'ordonnance du 5 mars 1819 le créa pair de France. Il est mort sous le règne de Louis-Philippe, nous ne savons trop en quelle année.

Il était grand d'Espagne de première classe et proche parent du général Saint-Simon, capitaine général des armées espagnoles. Nous croyons qu'il n'était point de la famille du fameux réformateur Saint-Simon.

Digitized by Google

MOLITOR (Gabriel-Jean-Joseph),

Maréchal de France.

Né à Hayange (Moselle), le 7 mars 1770. Capitaine au 4e bataillon de la Moselle le 25 août 1791 ; adjudant général le 10 septembre 1793 ; fit avec distinction la campagne de 1794 et commanda une brigade sous le général Hoche à la bataille de Kayserslautern ; se signala à Erleberg, à Wert, etc., et prit part à toutes les belles actions qui illustrèrent pendant quatre ans les armées de la Moselle, du Rhin et du Danube, sous Pichegru, Kléber, Moreau et Jourdan. Général de brigade le 30 juillet 1799, il passa à l'armée d'Italie et contribua, sous Masséna, aux succès de nos troupes ; fit des prodiges de valeur dans la campagne de 1809 contre l'Autriche, en passant l'un des premiers dans l'île de Lobau ; soutint sa haute réputation dans la Hollande où il commanda pendant les désastres de Russie, et rentra en France n'ayant pu sauver ce pays de l'insurrection de 1814. Chevalier de Saint-Louis et inspecteur général de l'infanterie de la 4e division militaire à la Restauration ; pair dans les Cent-Jours ; exclu à la rentrée des Bourbons ; réintégré le 9 août 1823 et nommé maréchal de France après avoir commandé en chef le 2e corps de l'armée des Pyrénées dans la campagne d'Espagne de 1823.

Le maréchal Molitor est mort au mois d'août 1849.

BERTRAND (Henri-Gratien),

Grand-maréchal du palais impérial.

Bertrand, né à Châteauroux , d'un maître particulier des eaux et forêts , servit d'abord dans l'arme du génie , et gagna tous ses grades sur le champ de bataille. La fidélité avec laquelle il s'attacha aux destinées de Napoléon aurait rendu son nom célèbre, si déjà il n'avait été associé à la gloire immortelle des journées d'Austerlitz et de

Digitized by Google



David del. — Sc.

BERTRAND

(Histoire de Napoleon du Consulat de l'Empire et de la Garde impériale publiée par E. V. Penaud fr.)

Digitized by Google

Friedland. Le général Bertrand fit en 1812 la campagne de Russie, et, digne de l'amitié et de la faveur de Bonaparte, il devint son intime confident, et succéda à Duroc dans la dignité de grand-maréchal du palais. Il se trouva à toutes les campagnes depuis Wagram jusqu'à Waterloo. Après la bataille de Hanau, il avait été chargé de couvrir la retraite, et plus tard il avait commandé les débris de l'armée échappée au désastre de Leipzig. On le vit encore, en 1814, dans les plaines de Champaubert et de Montmirail, où sa valeur mérita une mention au bulletin officiel.

Il accompagna l'Empereur pendant son exil à l'île d'Elbe, et devint son premier ministre après le miraculeux débarquement au golfe Juan; en 1815, le général Bertrand était encore auprès de l'Empereur, que la trahison attendait aux champs de Waterloo.

Après la seconde abdication, il se rendit à Rochefort, et *le Bellérophon* le compta au nombre des illustres étrangers qui se rendaient à Sainte-Hélène. Le général y demeura jusqu'à la mort de Napoléon, après laquelle il quitta cette île avec le général Montholon et d'autres fidèles serviteurs.

Le 7 mai 1816, Bertrand fut jugé par un conseil de guerre, et condamné à mort par contumace. Depuis, il obtint sa grâce et rentra en France.

Il est mort, croyons-nous, en 1848, peu de mois après la révolution de Février.

CARNOT (Lazare-Nicolas-Marguerite),

Général de division.

Né à Nolay (Côte-d'or) le 13 mai 1753.

Il se destina dans sa jeunesse à l'arme du génie. Il était capitaine dans cette arme au moment où la révolution éclata, et fut nommé en septembre 1791 député à l'Assemblée législative par le département du Pas-de-Calais.

Le nouveau député se fit connaître par la rigidité de ses principes.

Digitized by Google

« Une simple conviction morale, disait-il, doit suffire pour faire rendre « des décrets d'accusation. » Cette maxime est peut-être plus applicable à des temps calmes que pendant des troubles civils, où chaque parti qui s'élève institue des tribunaux vendus à sa volonté.

Il pensait que le pouvoir exécutif avait toujours dans l'armée un moyen d'anéantir la liberté : aussi voulait-il que les troupes fussent réorganisées sur de nouvelles bases. Partant du même principe, il proposa, en janvier 1792, la destruction des citadelles de l'intérieur, la suppression de cette partie des lois militaires qui prescrit aux soldats l'obéissance passive envers leurs supérieurs, et s'opposa vivement à un règlement du ministre de la guerre qui voulait rétablir l'ancienne discipline dans l'armée. Au 9 juin 1792, c'est-à-dire six mois après avoir demandé l'abolition des lois militaires sur la subordination, il demanda un décret qui honorât la mémoire de Théobald Dillon et du colonel Berchois, que les soldats avaient massacrés ; ce qui l'a fait taxer de contradiction par ses ennemis politiques : c'est qu'ils n'ont pas compris l'esprit de sa première proposition.

Dans la séance du 20 mai, il fut au nombre de ceux qui obtinrent le licenciement de la garde constitutionnelle de Louis XVI, et demanda ensuite que 300,000 fusils fussent fabriqués pour être distribués aux gardes nationales. Il avait fait créer deux corps de gendarmerie, formés des gardes françaises, dont l'esprit pour la révolte était bien connu. Dès ce moment, Carnot accélérait les événements du 10 août : aussi, au commencement de ce mois, il avait fait un rapport sur la nécessité d'armer le peuple de piques. Après la journée du 10, Carnot se rendit à Soissons et à Châlons, pour y surveiller la marche de la révolution.

La Convention venait d'être convoquée pour le 21 septembre. Carnot fut encore choisi par le Pas-de-Calais pour son représentant. C'est alors qu'il fut envoyé dans les Pyrénées, où les révolutions de l'Espagne commençaient à se faire craindre. Au moment où il revint à Paris, le procès de Louis XVI s'instruisait, et Carnot vota pour la peine de mort sans appel ni sursis.

Au mois de mars 1793, il partit pour l'armée du Nord, et il annonça à la Convention que le général Dumouriez venait d'arrêter ses collègues et le ministre de la guerre Beurnonville. Après avoir adressé à Paris

Digitized by Google

tous les papiers relatifs à la défection du général, il destitua sur le champ de bataille le général Gratien, qui avait reculé devant l'ennemi, le 17 octobre 1793, à l'affaire de Watignies. Carnot, qui s'était mis à la tête de l'armée, se rendit à Maubeuge, dont le général Jourdan venait de faire lever le siége. Carnot fut alors nommé membre du comité de salut public. Il y rendit d'immenses services à sa patrie, en prenant dans le comité la direction des opérations militaires. Ses plans de campagne de 1793 et 1794 sauvèrent la France d'une invasion étrangère. On remarque dans les ordres qu'il donnait un laconisme extraordinaire. Quand le comité de salut public eut envoyé à l'armée des Pyrénées quatre-vingts pièces de canon et des troupes, Carnot écrivait aux commissaires près cette armée : « Prenez Fontarabie, le port du Pas- « sage, Saint-Sébastien, et instruisez le comité de ce qui vous est nécessaire pour obtenir ce résultat. » Dans une autre circonstance, un membre de l'Assemblée, qui se rendait en qualité de représentant à l'armée du Midi, commandée par Carteaux, étant venu lui demander les instructions du comité : « Agis, lui dit Carnot, selon les circonstances « et tes lumières : si tu réussis, tant mieux ; si tu ne réussis pas, ta tête « en répond. » Le 1er avril 1791 Carnot fit supprimer le conseil exécutif, et le 5 mai suivant la Convention le choisit pour son président. Sorti quelque temps après du comité décemviral, il y rentra après la mort de Robespierre. Lorsque Collot, Billaud et Barère, furent mis en état de prévention, le 8 octobre 1794, Carnot prit leur défense et déclara qu'il se considérait comme solidaire de tous leurs actes. Cette profession de foi n'eut aucun résultat fâcheux pour Carnot, que de nouveaux dangers attendaient après l'insurrection du 20 mai 1795. Il allait être décrété d'accusation lorsque Bourdon de l'Oise sauva Carnot en s'écriant : « C'est cet homme qui a organisé la victoire dans nos armées. » Après la constitution de l'an III, Carnot fut nommé membre du Directoire exécutif ; il y rencontra Barras, qui devint son rival. Des haines particulières existaient déjà entre ces deux hommes, et elles augmentèrent encore, soit parce que Carnot était à bon droit l'ennemi juré des auteurs du 9 thermidor, parmi lesquels avait figuré Barras, soit parce que, chargé dans le comité de salut public de la direction des opérations militaires, il voulut qu'elle restât entre ses mains dans le Directoire.

Digitized by Google

Enfin leurs droits respectifs et l'étendue de leur pouvoir furent réglés : Barras eut à s'occuper seulement du matériel de l'armée.

En septembre 1797, Carnot fut informé de la conspiration qui préparait le retour des Bourbons. Il pensa que, grâce à ce mouvement, il pourrait reprendre dans le Directoire l'influence que Barras lui avait enlevée. Ce fut dans cette intention que, réuni à Pichegru, à Villot et à Barthélemy, il se plaça à la tête du parti qui devait attaquer la majorité dictatoriale. Mais ceux qui devaient succomber dans la nuit du 18 au 19 fructidor furent informés du projet tramé contre eux, et Carnot n'eut que le temps d'échapper à la déportation, qui atteignit Barthélemy et d'autres chefs de cette attaque.

Carnot se retira en Allemagne, et ne rentra en France qu'après le 18 brumaire.

En 1800, le premier Consul l'appela au ministère de la guerre; mais Napoléon, absolu dans ses volontés, jaloux de son pouvoir, ne pouvait supporter longtemps un homme qui avait, comme Carnot, la longue habitude de diriger les opérations militaires. Carnot donna sa démission, et elle fut acceptée. Appelé au Tribunat en 1802, il apporta dans ce corps la rigidité de principes qu'il avait toujours professée. Carnot fut le seul qui s'opposa à ce que le consulat à vie fût déféré à Bonaparte, et seul il vota plus vivement encore contre la proposition qui était faite de lui donner la couronne impériale.

Au moment où Napoléon commença la désastreuse expédition de Russie, il parut oublier la disgrâce dans laquelle Carnot était tombé près de lui, lui rendit l'activité en lui conférant le grade de général de division, et lui confia le gouvernement d'Anvers. Carnot fut attaqué dans cette place au commencement de 1814, et ne consentit à capituler avec les Anglais qu'après la reddition de Paris. Cependant rien n'était changé dans ses opinions, et il partagea bientôt les inquiétudes de tous les véritables amis de la liberté, qui s'indignaient de la marche faible et fausse du premier gouvernement des Bourbons, des prétentions menaçantes des émigrés, de la déconsidération jetée sur les hommes les plus honorables et les plus modérés, enfin du mouvement rétrograde que les conseillers de Louis XVIII cherchaient à imprimer à l'opinion publique. Dans les premiers mois de la Restauration, Carnot publia un mémoire important, où il révélait de nombreuses vérités. Ce fut à cet

Digitized by Google

écrit que Carnot dut le portefeuille de l'intérieur, que l'Empereur lui remit au retour de l'île d'Elbe. Le 2 juin 1815, il fut créé comte et appelé à la Chambre des pairs. Le 13 du même mois, il lut un exposé de la situation de l'Empire. Après la bataille de Waterloo, ce fut lui qui vint annoncer le désastre de cette journée et les pertes immenses que la France avait éprouvées. Le 22, après que l'abdication de l'Empereur eut été consentie, il fut nommé membre du gouvernement provisoire. Carnot fut un des auteurs de la capitulation de Paris.

Retiré dans sa propriété de Cerny près de Paris, Carnot avait droit de compter sur la protection du gouvernement, lorsqu'il apprit qu'il était atteint par l'ordonnance du 24 juillet. Forcé de quitter la France, Carnot, qui résida d'abord à Varsovie, où il reçut l'accueil le plus favorable du grand-duc Constantin, quitta bientôt la Pologne, et mourut en 1823 à Magdebourg, qu'il habitait avec sa famille.

Carnot a publié plusieurs ouvrages dont la liste se trouve dans tous les dictionnaires biographiques.

CLAUSEL (Bertrand),

Maréchal de France.

Clausel naquit à Mirepoix (Ariége) le 12 décembre 1772. De l'armée des Pyrénées, où il servait pendant les années 1794 et suivantes en qualité d'aide de camp du général Pérignon, il passa à l'armée d'Italie, où, en 1799, il commandait une brigade. L'Amérique devait être aussi le théâtre de ses exploits. Il se distingua par sa valeur et les services qu'il rendit à l'armée lors de l'expédition de Saint-Domingue en 1802, pendant laquelle il obtint le grade de général de division. Ce fut lui qui protégea l'évacuation de la colonie, tandis que les nègres se rendaient en foule dans la plaine du Cap, pour livrer un combat. En 1805 il était général de division à l'armée du Nord. De là il passa en Italie, et associa son nom à tous les succès des armes françaises. Enfin, après avoir fait la campagne d'Autriche, que termina la bataille de

Digitized by Google

Wagram, le général Clausel fut envoyé en Espagne. Ce fut surtout pendant cette expédition qu'il se plaça parmi les meilleurs généraux. Le combat du Douero (22 juillet 1812) lui valut le commandement en chef de l'armée, devenu vacant par la blessure que le duc de Raguse avait reçue. On connaît cette magnifique retraite opérée par Clausel après la déroute de Vittoria. Chaque jour il lui fallut livrer des combats nouveaux ; mais du moins il donna le temps au maréchal Soult de rallier son armée sous les murs de Bayonne et de couvrir ainsi les frontières de la France.

Nommé le 1er juin 1814 chevalier de Saint-Louis, et successivement grand-officier et grand-croix de la Légion-d'Honneur, il était inspecteur général d'infanterie lors de l'événement du 20 mars 1815. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon lui confia, dès le 25 mars, le commandement de la 11e division militaire, et bientôt après lui donna la pairie. Le général Clausel fit les plus généreux efforts pour conserver Bordeaux au prince qui lui en avait remis la garde et la défense. « Tant que je serai à Bordeaux, disait Clausel, on n'y arborera pas le « drapeau blanc, le roi fût-il dans la Gironde. »

Clausel, prévenu des délits spécifiés dans l'ordonnance du 24 juillet 1816, fut condamné par contumace à la peine de mort par le second conseil de guerre, séant à Paris, comme coupable d'avoir attaqué la France et le gouvernement à main armée, et d'avoir usurpé un commandement par violence. Clausel avait reçu en 1814 quelques faveurs des Bourbons : oui, sans doute ; mais en même temps il gémissait sur les graves erreurs de la Restauration, et il voyait les noms des vétérans de la gloire française livrés au mépris ! Les honneurs et la fortune qui environnaient le général ne laissent pas à penser que sa conduite, lors du débarquement à Juan, ait eu pour mobile l'intérêt personnel. L'imagination active de ce général s'était enflammée à la première nouvelle du retour de l'Empereur.

Proscrit, il ne revint en France qu'en 1820, fut élu député (1827), et nommé, après la révolution de juillet, gouverneur général de l'Algérie. Rappelé en 1831, il reçut le bâton de maréchal et fut de nouveau renvoyé en Afrique, où il resta jusqu'après la première et désastreuse expédition de Constantine, qu'il avait commandée (1836). Il mourut en 1842. — Napoléon faisait grand cas des talents de Clausel.

Digitized by Google

CAMBRONNE (Pierre-Jacques-Étienne),

Général de division.

Il naquit à Saint-Sébastien, près de Nantes, le 26 décembre 1770. La révolution commençait au moment où Cambronne terminait ses études, car à vingt ans il faisait partie de cette brave légion nantaise qui combattit l'insurrection royaliste naissante dans les départements de l'Ouest. En juillet 1795, il se trouvait sous les ordres du général Hoche. En 1799, il fit, sous le commandement de Masséna, la campagne de Zurich, et, l'année suivante, il fut nommé par ses compagnons d'armes le *premier grenadier de France* quand l'intrépide La Tour d'Auvergne tomba à ses côtés. Il combattit à Iéna et à Wagram; il était colonel à l'époque de cette dernière bataille. En 1813, Cambronne et Bertrand protégèrent, après la bataille de Hanau, la retraite des débris de l'armée française qu'avaient épargnés les malheurs de Leipzig. Cambronne fut dangereusement blessé à Craonne le 10 mai 1814; et, quand l'Empereur eut abdiqué, le général ne se crut pas délié de son serment; il partit pour l'île d'Elbe et reçut le commandement de Porto-Ferrajo. Napoléon avait dans ce général un ami fidèle : aussi l'Empereur, en débarquant au golfe Juan, lui donna le commandement de l'armée elboise, et le même jour, 11 mars 1815, Cambronne signa l'adresse de la garde impériale aux généraux, officiers et soldats de l'armée française. Cambronne arriva bientôt à Lyon, où il attendit Napoléon. A peine fut-il de retour à Paris que l'Empereur le nomma lieutenant-général, grand-officier de la Légion-d'Honneur et comte de l'Empire.

Cambronne devait s'illustrer encore par son courage : pendant la campagne que termina la bataille de Waterloo, il commandait une division de la vieille garde; et quand, pressé par les ennemis, on le somma de se rendre, un silence énergique fut la réponse du brave; et le colonel Michel Maret, qui était alors près du général Cambronne, s'écria : « *La garde meurt et ne se rend pas !* » paroles qui furent attribuées à Cambronne, son intrépidité étant reconnue par toute l'armée. Le colonel Michel Maret n'eut que le mérite d'avoir été l'interprète des

Digitized by Google

sentiments qui animaient cette élite de braves, dont la plupart eurent le bonheur de ne point survivre au désastre de Waterloo. Nous nous faisons un devoir de rectifier cette erreur commise dans les autres *Biographies*; la réputation de Cambronne, si bien établie par ses actions, ne peut d'ailleurs nullement en souffrir ; on sait que ce brave militaire était capable d'une pareille réponse. Renversé de cheval pendant cette bataille si funeste aux Français, Cambronne, en revenant à la vie, se trouva prisonnier des Anglais. On le conduisit en Angleterre. Il adressa alors à Louis XVIII la lettre suivante : « Sire, major au pre-« mier régiment de chasseurs à pied de la garde, le traité de Fontai-« nebleau m'imposa le devoir de suivre l'Empereur à l'île d'Elbe. Cette « garde n'existant plus, j'ai l'honneur de prier V. M. de recevoir ma « soumission et mon serment de fidélité. Si ma vie, que je crois sans « reproche, me donne des droits à votre confiance, je demande mon « régiment ; en cas contraire, mes blessures me donneront droit à « la retraite, qu'alors je solliciterai, regrettant d'être privé de servir « encore ma patrie. » Au moment même où Cambronne s'adressait au roi avec confiance et franchise, son nom était porté sur la liste des généraux qui étaient accusés d'avoir attaqué la France et le gouvernement royal à main armée. Le duc de Feltre, alors ministre de la guerre, et le parti qu'il flattait bassement, avaient fait embrasser au pouvoir un triste système de proscription. Le 25 septembre 1815, le général arriva à Calais, d'où il se rendit immédiatement à Paris. Trois mois auparavant Cambronne y entrait pour prendre place à la Chambre des pairs, et il ne revoyait aujourd'hui la capitale que pour être enfermé à la prison militaire de l'Abbaye, où était détenu déjà le général Drouot !... Enfin, le 26 avril 1816, le général Cambronne fut admis à présenter sa défense devant le conseil de guerre de la première division militaire. M. Berryer fils était son avocat ; son courageux plaidoyer lui attira les persécutions de M. Bellart. Sur les conclusions de M. Delon, Cambronne fut acquitté à l'unanimité. Le rapporteur fut destitué de ses fonctions, et la vengeance du duc de Feltre eut du moins cette satisfaction. Le nommé Duthuis, commissaire du roi, appela, le 4 mai 1816, au conseil de révision du jugement prononcé par le premier conseil de guerre ; mais la sentence des premiers juges fut confirmée, et Cambronne fut rendu à la liberté.

Digitized by Google

Peu de temps après il fut nommé commandant en second de la division militaire du département du Nord. Admis à la retraite, il se retira au sein de sa famille, et, jusqu'à sa mort, arrivée en 1842, habita le village où il était né.

GROUCHY (Emmanuel),

Maréchal d'Empire.

Le général Grouchy est né à Paris le 28 octobre 1766. Après avoir servi quelque temps dans l'artillerie, il entra dans les gardes du corps, et fut nommé sous-lieutenant au moment où la révolution éclata. Il eut le projet d'émigrer, mais il ne l'exécuta pas. Il fit la campagne de 1792 en qualité de colonel du régiment de Condé-dragons. Peu de temps après il fut nommé maréchal de camp et envoyé à l'armée des Alpes; il passa ensuite sous les ordres du général Canclaux, qui commandait l'avant-garde de l'armée des Côtes de Brest. Bientôt il fut forcé de quitter l'armée comme noble.

Grouchy fut remis en activité le 13 juin 1795 avec le grade de général de division que lui avaient déjà conféré les représentants du peuple à l'armée de l'Ouest, où son nom était si honorablement connu. En 1796, le général le nomma chef de son état-major. Peu de temps après le gouvernement le fit général en chef de l'armée des Côtes de Brest, mais il refusa; il fut alors nommé chef d'état-major de l'armée du Nord. En 1797, le gouvernement voulant faire une descente en Irlande, il fut envoyé, avec Hoche, pour diriger les troupes; mais une tempête fit échouer ce vaste projet. Le gouvernement lui donna l'administration militaire des départements de l'Ouest, et par un mélange adroit de douceur, de prudence et de fermeté, il empêcha une nouvelle guerre civile qui était prête à éclater.

L'année suivante, Grouchy fut employé à l'armée d'Italie sous les ordres du général Joubert, et fut chargé d'aller occuper militairement le Piémont. Il marcha sur Turin, et arriva, à la tête de sa division,

Digitized by Google

sans tirer un coup de fusil, au milieu de cette ville; il s'empara de la citadelle et contraignit le roi à signer son abdication et à se retirer en Sardaigne. En conséquence de cet acte, le Piémont, ses troupes, ses places fortes et ses trésors, furent remis aux Français, qui virent flotter leur drapeau sur tous les monuments de cette ville. Le général Grouchy déploya une grande fermeté envers ceux qui voulurent occasionner quelques troubles. Plusieurs bandes de paysans s'étant révoltées à Acqui et à Strevi, il les fit sommer de rentrer dans le devoir; mais ceux-ci ayant refusé tout moyen de conciliation, il marcha contre eux, les dispersa, et livra aux flammes la cité de Strevi. Le général Grouchy fit rouvrir l'université de Turin, et veilla à ce qu'on ne commît point d'exactions. Il passa ensuite sous les ordres du général Moreau. Ils se lièrent d'une étroite amitié et combattirent ensemble en Italie. Il se trouva aux affaires qui eurent lieu à Valence, à San-Giuliano et sur les rives de la Bormida. A la désastreuse bataille de Novi, il conduisit lui-même presque toutes les charges. Mais il fut renversé de son cheval, atteint de treize blessures et emmené prisonnier.

Rétabli de ses blessures, après avoir été échangé à la suite de la bataille de Marengo, il passa à l'armée du Rhin sous les ordres du général Moreau. Il se trouva à la bataille de Hohenlinden, aux passages de l'Inn et de la Salza. Le 2 nivôse, étant entré dans Steyer, il prit à l'ennemi trente bouches à feu et fit plusieurs bataillons prisonniers. La campagne terminée, il reçut l'inspection des troupes à cheval.

Lors de la conspiration de Georges Cadoudal, il se prononça hautement contre les motifs qui faisaient impliquer Moreau dans cette affaire. La manière acerbe avec laquelle il émit son opinion lui attira des reproches et l'inimitié de Napoléon, qui lui refusa le bâton de maréchal.

Il fit les campagnes de la Prusse et de la Russie. En 1807, il fut créé comte de l'empire et commandeur de la couronne de fer. En 1808 il fut employé en Espagne. Lors des hostilités de 1809, il repassa à l'armée d'Italie, et pénétra en Hongrie avec le vice-roi. Le 9 juin, il battit un corps de cavalerie, et déploya la plus grande intrépidité dans les batailles de Raab et de Wagram. Le 31 juillet 1809, Grouchy fut nommé colonel-général des chasseurs et grand-officier de l'Empire. En 1812, en Russie, il se trouva au combat de Volontina et à la

Digitized by Google

bataille de la Moskowa, où il fut blessé. Ce fut lui qui, dans la déroute de Moscou, commanda le *bataillon sacré*, corps d'élite composé de généraux et d'officiers de tous grades, au milieu duquel se plaça Napoléon.

Dès ce moment le général Grouchy vécut dans la retraite, et ne reparut sur la scène qu'au moment de l'invasion du territoire français par les troupes étrangères. En 1814, il fut rappelé à l'armée et occupa les défilés des Vosges ; le 27 janvier, il se trouva au combat de Brienne, et le 14 février à celui de Vauchamp. Le 7 mars, après avoir fait des prodiges de valeur et déployé son courage ordinaire à la bataille de Craonne, il y fut blessé. Lorsque les alliés eurent replacé les Bourbons sur le trône de France, Grouchy perdit le titre de colonel-général des chasseurs et des lanciers ; ce titre fut conféré au duc de Berri. En 1815 Louis XVIII nomma Grouchy commandeur de la Légion-d'Honneur. Lorsque Napoléon reparut en France, il nomma Grouchy, par décret du 1er avril 1815, au gouvernement des 7e, 8e et 9e divisions militaires. Lorsque le duc d'Angoulême s'avança sur Lyon avec son corps d'armée pour empêcher la marche rapide de Napoléon, Grouchy fit un appel à tous les corps de cette armée, qui bientôt vinrent se ranger, aux cris de *Vive l'Empereur ! vive Napoléon !* sous la bannière qui les avait tant de fois conduits à la victoire, et le duc d'Angoulême se vit ainsi abandonné de toutes les troupes. Grouchy, étant arrivé au Pont-Saint-Esprit, constitua ce prince prisonnier sur sa parole; mais, le 12 avril, il quitta cet endroit après avoir appris que le général Corbineau avait l'ordre de ratifier la convention conclue par Gilly, et que le duc n'avait aucun danger à courir. Le général Grouchy, après avoir apaisé les troubles du Midi, reçut, le 17 avril, le bâton de maréchal de France. Le 3 juin suivant, il fut nommé pair de France, et partit quelques jours après pour l'armée. Il se trouva à toutes les batailles jusqu'à celle de Waterloo, qui fut perdue par sa faute, s'il faut en croire l'opinion populaire qui prétend que, d'accord avec les étrangers, il refusa de conduire sa division au secours du reste de l'armée. C'est là que se termina sa carrière militaire. Depuis lors il n'a rien fait qui mérite d'être rapporté, et il mourra en laissant derrière lui une mémoire entachée, à tort ou à raison, d'égoïsmeet de félonie.

Digitized by Google

LAMARQUE (Maximilien),

Général de division.

Lamarque, né à Saint-Sever en 1770, servit en qualité de capitaine de grenadiers sous les ordres de Latour-d'Auvergne. Après avoir déployé la plus grande bravoure dans différentes affaires, il fut nommé adjudant général, et servait en cette qualité à l'armée du Rhin, où il se distingua dans plusieurs batailles, ce qui lui valut le grade de général de brigade. En 1805, il quitta le Portugal, et prit le commandement de l'avant-garde du maréchal Augereau; il se trouva ensuite au siége de Gaëte. Lamarque, ayant reçu l'ordre du roi Joseph de se rendre dans les Calabres, y prit d'assaut Camerots et fit capituler Maratea. Quelque temps après, ce roi le nomma son premier aide de camp et voulut lui confier le portefeuille du ministère de la guerre; mais celui-ci l'ayant refusé, il le nomma son chef d'état-major. Lorsque Joachim Murat vint prendre les rênes du gouvernement de Naples, il chargea Lamarque d'aller attaquer l'île de Caprée, qui était défendue par 2,000 Anglais, quatre forts et de nombreuses redoutes. Le général partit à la tête de 1,500 Français, et, après trois escalades, il s'en rendit maître dans la même journée et fit 1,400 prisonniers. Malgré la résistance des forts pendant dix-neuf jours, l''île fut remise entière au général Lamarque par Hudson Lowe, depuis guichetier de Sainte-Hélène.

Ayant été nommé général de division, Lamarque passa en Italie en 1809; il s'empara de Laybach, où il fit 6,000 prisonniers. Il se couvrit de gloire à Emendorf et à Wagram, où il eut plusieurs chevaux tués sous lui: ce fut sur ce champ de bataille qu'il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur.

Lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, il fut nommé général en chef de l'armée de la Vendée; il défit complètement les royalistes. Il fut compris dans l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet; il se retira en Belgique, et de là passa en Hollande. Le général Lamarque fut rappelé en France en janvier 1819. Il fut nommé député en 1829, et se montra l'un des plus ardents défenseurs des libertés publiques. Ses funérailles furent l'occasion d'une lutte sanglante dans Paris, les 5 et 6 juin 1832.

Digitized by Google

EXCELMANS (Joseph-Remi-Isidore),

Général de division.

Né à Bar-sur-Ornain (Meuse) en 1775, il entra fort jeune dans la carrière militaire. Il venait d'être promu au grade de chef d'escadron, lorsque Murat le prit pour son aide de camp. Après le combat de Vertingen, le 3 octobre 1805, il remit les drapeaux ennemis à l'Empereur, qui lui adressa ces paroles flatteuses : « Je sais qu'on ne peut être plus brave « que vous, je vous fais officier de la Légion-d'Honneur. » Après la bataille d'Austerlitz, Excelmans fut nommé colonel du premier régiment de chasseurs à cheval ; plus tard il passa en qualité de général de brigade au service de Murat, qui venait de monter sur le trône de Naples, et qui le nomma grand-maréchal de son palais avec cent mille francs d'appointements. Murat lui ayant offert de lui conserver ses honneurs à la condition qu'il se ferait naturaliser Napolitain, Excelmans lui fit cette réponse, en lui montrant sa croix-d'honneur : « Prince, il y a là-dessus : « *Hon-« neur et Patrie;* si je renonce à l'une, je perds l'autre. » Revenu en France par suite du décret qui rappelait dans leur patrie les Français attachés au service de Naples, il fut élevé, le 8 septembre 1812, au grade de général de division. Il fit, avec sa valeur ordinaire, la campagne de 1814. Après la restauration, par suite d'une saisie faite par la police dans les papiers de lord Oxford, on trouva une correspondance qu'Excelmans entretenait avec Murat. Cette affaire fut assoupie ; mais bientôt Excelmans soutint dans sa maison une espèce de siége contre ceux qui voulaient l'arrêter pour le traduire devant un conseil de guerre. Il se plaignit à la Chambre des députés de la violation de son domicile et de l'illégalité des mesures prises contre lui ; mais quand il sut qu'il devait être jugé par le conseil de guerre séant à Lille, il écrivit au duc de Trévise, gouverneur de la 16e division, pour le prévenir qu'il était prêt à paraître devant ses juges. Il se constitua prisonnier dans la citadelle de Lille, et parut ensuite devant le conseil de guerre permanent de la 15e division militaire, le 23 janvier 1815, accusé : 1° d'avoir entretenu une correspondance avec l'ennemi, sans la permission par écrit de ses supérieurs, pendant qu'il était employé en qualité d'inspecteur

Digitized by Google

général des troupes de cavalerie dans la 1re division ; 2° d'avoir commis un acte d'espionnage en écrivant à Joachim Murat que des milliers de braves officiers, instruits à son école et sous ses yeux, seraient accourus à sa voix si les choses n'eussent pas pris une tournure aussi défavorable pour lui ; 3° d'avoir écrit à Joachim Murat des choses offensantes pour la personne et la puissance de Louis XVIII ; 4° d'avoir désobéi aux ordres que le ministre lui avait donnés de la part de Sa Majesté ; 5° enfin d'avoir violé le serment qu'il avait prêté en recevant l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ; mais il fut acquitté à l'unanimité. Au 20 mars 1815, Excelmans conduisit lui-même aux Tuileries la troupe qui y précéda l'Empereur. Il fut créé pair de France le 2 juin suivant, et partit bientôt après pour l'armée du Nord.

Après la journée de Waterloo, il vint combattre sous les murs de Paris, où il anéantit quinze cents hussards de la Mort prussiens, avec une poignée des braves du régiment de chasseurs dont il avait été autrefois colonel. Mais toute la valeur que déploya le général Excelmans pour la cause française était inutile. Il s'agissait non plus de vaincre, mais de capituler. Compris dans l'ordonnance du 24 juillet 1815, il fut banni par celle du 17 janvier 1816, et se réfugia à Bruxelles ; maintenant il vit à Paris au sein de sa famille, et n'ayant qu'une médiocre fortune, malgré les grands emplois qui auraient pu lui acquérir d'immenses richesses.

Sous Louis-Philippe, le général Excelmans était pair de France. Un jour qu'un des ministres venait de produire de nombreux considérants en faveur d'une de ces lois de corruption que la monarchie de Juillet présentait de temps en temps aux Chambres, Excelmans, se levant indigné, s'écria : « Eh bien ! moi, je jure de désobéir à votre loi ! »

Digitized by Google



Officiers supérieurs du génie et d'artillerie et Soldat du train d'artillerie.

GARDE IMPÉRIALE.

Digitized by Google

Digitized by Google

ARRIGHI (duc de Padoue),

Général de division.

Le duc de Padoue était allié à la famille de Napoléon. Lorsqu'il vint à Paris, ce dernier le nomma aide de camp de Berthier, prince de Neuchâtel, alors ministre de la guerre. Depuis cette époque, il fit un chemin rapide dans la carrière militaire. Nommé colonel du 1er régiment de dragons, il passa bientôt avec son grade dans la garde impériale, le 19 mai 1806 ; et ce fut en 1805, après la bataille d'Austerlitz, qu'il reçut le brevet de commandant de la Légion-d'Honneur. Ayant été créé duc de Padoue, il partit pour Wagram, et dans cette bataille, livrée le 6 juillet 1809, il montra un courage digne d'éloge, qui lui mérita des compliments de la part de Napoléon. Celui-ci voulut le marier à mademoiselle d'Aligre ; mais il ne put obtenir pour lui la main de cette jeune personne : aussi fit-il contracter à Arrighi une union avec mademoiselle de Montesquiou, fille du duc de ce nom, qui était son chambellan. En avril 1813, Arrighi fut nommé grand'croix de l'ordre de la Réunion. En mai de la même année, il se rendit à Leipzig, prit le commandement d'un corps de cavalerie chargé de chasser les ennemis de la rive gauche de l'Elbe. Le 26 février 1814, étant rentré en France avec l'armée, il défendit le passage de Nogent. Il resta à Paris, éloigné des affaires politiques, et ne reparut que lorsque Napoléon, revenu de l'île d'Elbe, le nomma commissaire en Écosse. Le 22 juin suivant, Napoléon l'appela à la Chambre des pairs ; mais les événements militaires survenus tout à coup ayant changé la face des affaires, Arrighi se rendit dans la Corse indépendante pour y rassembler des troupes et y lever des contributions. L'intérêt commun, qui réunissait toutes les puissances de l'Europe contre Napoléon, obligea le duc de Padoue d'abandonner la Corse. Le gouvernement royal ayant été une seconde fois rétabli en France, il fut exilé de Paris par une ordonnance du 24 juillet, avec trente-huit autres individus. Une nouvelle ordonnance, en date du 12 janvier 1816, qu'on appela improprement *loi d'amnistie*, le força de quitter la France et d'aller chercher un refuge chez l'étranger. Arrighi fixa sa résidence en Lombardie. Après la révolution de Juillet, il retourna dans la Corse, sa patrie, où il mourut.

Digitized by Google

CARON (Augustin-Joseph),

Lieutenant-colonel de dragons.

Le lieutenant-colonel Caron, né en 1773, commença en 1789 sa carrière militaire, et servit comme simple soldat dans un régiment d'infanterie ; il passa, en 1791, dans le 4e régiment de dragons. Sa conduite et sa bravoure militaire lui attirèrent tellement l'estime de ses chefs, qu'il parvint, de grade en grade, à celui de lieutenant-colonel. Caron, le 14 février 1814, étant alors major au 17e régiment, à la tête de 272 hommes, poursuivit à outrance l'ennemi, entre Troyes et Bar-sur-Ornain, lui prit 200 chevaux et fit mettre bas les armes à 2,000 hommes d'infanterie.

Une conspiration ayant éclaté au mois d'août 1820, Caron s'y trouva impliqué. Il parut devant la Cour des pairs et fut acquitté.

Il quitta le service et se retira à Colmar. Une conspiration se déclara à Béfort le 31 janvier 1821. Caron eut quelques entrevues avec plusieurs officiers de la garnison, et leur proposa de faire sauver les prisonniers. Bientôt ces dispositions, par l'intermédaire d'un nommé Roger, furent communiquées à des sous-officiers du 6e régiment de chasseurs à cheval et du 46e de ligne, et principalement aux nommés Gérard, maréchal des logis du 6e chasseurs, et Magnien, sergent du 46e de ligne, qui parurent vouloir tremper dans le complot, mais qui cependant allèrent le dénoncer à leurs colonels respectifs. Ces derniers les engagèrent à paraître entrer dans les vues des conspirateurs, mais à venir leur rendre un compte exact de leurs opérations ; ce qu'ils firent. Le baron Delétang, chef d'escadron au régiment des dragons de la Manche, acquiesça, dit-on, au complot, qui lui fut aussi proposé ; mais il en fit la révélation à la police, et peu de temps après il devint lieutenant-colonel de ce même régiment. Les conjurés devaient exécuter leur projet le 2 juillet 1822. Les officiers de l'escadron qui feignaient d'être du complot partirent de Neubrisach, à cinq heures un quart du soir, avec les sous-officiers qui dirigeaient cette odieuse trame. A peine la troupe fut-elle dans la forêt, attendant l'arrivée de Roger, que les sous-officiers déclarèrent aux soldats les instructions secrètes qu'ils avaient

Digitized by Google

reçues de leur colonel. Lorsque les sous-officiers provocateurs et leur troupe furent arrivés à Meyenheim, Caron se présenta à eux sous le costume de lieutenant-colonel de dragons, à la tête de l'escadron de l'Allier. Il harangua la troupe, qui lui répondit par les cris réitérés de *Vive l'Empereur!* On marcha sur Ensisheim; mais, sur le refus que firent les sous-officiers d'entrer dans cette ville avec leur troupe, Caron crut s'apercevoir qu'il y avait des traîtres parmi eux; cependant il ne témoigna point ses inquiétudes à Roger. Il fit donc prendre à gauche à travers les champs, et laissa ainsi la ville de côté. A deux heures du matin, ils entrèrent dans Battenheim. Caron se rendit de suite chez le maire, et au moment où il préparait, avec ce dernier, les logements pour sa troupe, on se précipita sur lui, en lui déclarant qu'il était prisonnier. « Jean f....., » lui cria le chasseur qui l'avait renversé par terre, « nous « avons cru trouver de ton monde ici; qu'on sabre ce conspirateur. » Il fit cependant une légère résistance, mais il fallut céder au nombre. On le fouilla, et tous ses papiers lui furent enlevés. Le 3 juillet, vers onze heures du matin, on vit rentrer dans Colmar l'escadron de l'Allier qui était parti la veille avec armes et bagages pour rejoindre Caron, conduisant ce dernier et Roger l'écuyer, tous deux fortement garrottés sur une charrette. Ils furent déposés dans une prison de la ville. Caron fut donc traduit devant le premier conseil de guerre de la 5e division militaire, séant à Strasbourg, le 18 septembre 1822, comme prévenu d'embauchage pour les rebelles et de complot contre le gouvernement, et condamné à la peine de mort. Mais Roger, son complice, fut acquitté. Ce fut en vain que Caron demanda à être jugé par ses juges naturels: on ne voulut point condescendre à cette juste réclamation. Cependant Roger, n'étant point militaire, devait se voir traduit devant une cour d'assises, et non devant une commission militaire, et entraînait alors avec lui Caron devant cette même cour; mais toutes ces considérations furent méconnues. Ce qui fait frissonner d'horreur, c'est la précipitation coupable que l'on mit à faire exécuter un malheureux dont le procès n'était point encore terminé aux yeux de la loi: car, trois jours après la mort de l'infortuné Caron, la Cour de cassation discutait encore sur le pourvoi présenté par le colonel contre le jugement arbitraire qui le condamnait à être fusillé. Dès le commencement de la procédure on arrêta madame Caron, et elle fut plongée dans un cachot de la prison

Digitized by Google

de Colmar, où elle resta plus de trois mois; enfin la chambre d'accusation, après l'exécution de Caron, rendit une ordonnance de non-lieu, et la fit mettre en liberté. Pendant sa détention, elle adressa au procureur du roi une lettre en lui demandant la grâce de venir à Strasbourg recevoir les derniers adieux de son mari; mais elle ne put l'obtenir. Lorsque Caron fut condamné à mort, on exerça envers lui des actes de la plus révoltante inhumanité; enfermé dans un cachot infect, il ne put communiquer avec personne, et ce n'était qu'en présence de ses geôliers et de l'officier du poste qu'on lui permettait d'entretenir son défenseur, action tout-à-fait arbitraire. On lui refusa même, à ses derniers moments, la consolation d'embrasser sa femme et son fils. Quand le capitaine rapporteur vint lui faire la lecture de sa sentence, il l'écouta avec le plus grand sang-froid, et continua ensuite tranquillement son repas, qu'il avait interrompu lorsque le capitaine était entré. Sa malheureuse épouse sollicita, la veille du jour où il marcha au supplice, la grâce de lui dire un dernier adieu; mais on la lui refusa inhumainement. Quand on vint chercher Caron pour le mener à la mort, il écrivit, sans trembler, deux billets, l'un à son épouse, et le second à son défenseur.

Le 1er octobre, à deux heures de l'après-midi, il sortit de la prison militaire et monta seul dans une voiture de place escortée par un piquet de gendarmerie à cheval et un détachement d'infanterie. Ce fut sous cette escorte que Caron fut conduit sur le glacis, devant la caserne de Finckmatt. Son maintien était noble et assuré, sa mise un peu recherchée. Lorsque la voiture s'arrêta, il descendit sans le secours de personne, et mesura lui-même la distance nécessaire à l'exécution. Lorsqu'il fut sur le terrain où il devait périr, l'officier rapporteur voulut lui faire une seconde lecture du jugement, mais il lui dit : « Je « le connais, c'est inutile. » Un officier se présente à lui pour le faire mettre à genoux et lui bander les yeux; mais d'un regard sévère il fait reculer cet homme. Alors, debout et dans la plus ferme attitude, il donne le signal du roulement, commande le feu, et tombe criblé de balles!

On croit que le but de sa conspiration était de faire proclamer Napoléon II empereur. Peut-être avait-il des vues plus libérales et pensait-il à la République, qui a toujours été l'idéal des patriotes intelligents.

Digitized by Google

CARON (Charles),

Colonel.

Ex-aide de camp du maréchal Ney, ce colonel d'infanterie resta longtemps en garnison à Marseille. L'esprit du régiment qu'il commandait avait été travaillé par les agents du parti qui projetait un mouvement général. Ce mouvement, par l'indécision des chefs supérieurs, éclata partiellement à Colmar et à Nantes; il fut presque aussitôt comprimé. Tout le monde connaît la malheureuse issue des affaires Caron à Colmar et Berton à Poitiers. L'arrestation et la mise en jugement de Vallée, à Toulon, éveilla la police. On chercha les ramifications d'un complot qu'on ne faisait encore que soupçonner sur ce point. Le colonel Charles Caron était suspect comme ancien aide de camp du maréchal Ney. L'instruction du procès de Vallée le compromit fortement. Pour éviter d'être arrêté, il fut obligé de fuir précipitamment. Il traversa les Pyrénées et se rendit à Saint-Sébastien. Son arrivée avait été prévenue par celle d'un grand nombre d'officiers compromis dans l'affaire Berton et qui avaient été assez heureux pour s'échapper. Le colonel Fabvier était du nombre. Tous accueillirent avec enthousiasme cet officier d'un mérite supérieur et le choisirent pour les commander. Il organisa son état-major, et, à la tête d'environ cent cinquante hommes, il se présenta hardiment de l'autre côté de la Bidassoa, le drapeau tricolore déployé, l'arme au bras, en chantant des airs nationaux. Foudroyés bientôt à portée de pistolet par l'artillerie sous les ordres du général Vallin, ils furent tous plus ou moins blessés, mais essuyèrent ce feu sans changer de position et sans tirer un seul coup de fusil. Forcés ensuite de se replier vers Saint-Sébastien, à la vue du régiment espagnol Alexandre, qui ne fit aucun mouvement, ils y furent reçus avec stupeur. Les Espagnols comptaient beaucoup sur la disposition d'esprit de l'armée, qu'on leur avait vantée. Saint-Sébastien fut bientôt après entouré par les Français. Le colonel Caron hâta le départ de ses compagnons pendant que la sortie par mer était encore praticable. Ils débarquèrent ensuite sur la côte. En s'opposant à l'armée envahissante ils communiquèrent aux Espagnols constitu-

Digitized by Google

tionnels une partie du courage qui les animait. Ils furent repoussés jusque dans la Corogne. Une malheureuse rivalité s'établit entre Caron et Fabvier ; les Français qui les accompagnaient prirent parti pour l'un ou pour l'autre. On voulut les incorporer dans les régiments espagnols; ils refusèrent. Les Français attachés au colonel Caron s'embarquèrent avec lui, les autres restèrent dans la Corogne. Ils se rendirent à Lisbonne, d'où ils passèrent en Angleterre.

Le colonel Caron se montra toujours bon soldat et bon camarade ; dans son long exil il fut l'appui de ses compatriotes, les aida de sa bourse, et dissipa ainsi une partie de sa fortune, qui était considérable. Condamné à mort par plusieurs jugements, il ne fut point gracié, quoique plusieurs de ses camarades l'eussent été.

VANDAMME (Dominique-Joseph),

Comte d'Unebourg, Général de division.

Le général de division Vandamme naquit à Cassel (Nord) en 1771. Après s'être distingué dans les guerres de la République et de l'Empire, il fut chargé du commandement d'un corps d'armée en Saxe (1813) ; fut battu et pris à Kulm, et devint pair pendant les Cent-Jours. Persécuté par la Restauration, il s'exila ; rentra en France en 1824, et mourut en 1830.

DROUET D'ERLON (Jean-Baptiste),

Maréchal de France.

Parent de Jean-Baptiste Drouet, qui arrêta Louis XVI à Varennes, Drouet d'Erlon naquit à Reims le 29 juillet 1765. Il entra au service en 1792, et, devenu aide de camp du général Lefebvre, il fit en cette

Digitized by Google

qualité les campagnes de 1793, 1794, 1795 et 1796, attaché aux armées de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. En 1805 il était général de brigade. En 1806 il fit la campagne de Prusse, et l'année suivante il fut blessé à Friedland. En 1810 il fut créé grand officier de la Légion-d'Honneur. Le Portugal devait être aussi le théâtre de sa valeur, et en septembre 1810 il y obtint les plus éclatants succès. Plus tard, et quand les Anglais envahirent le Midi, devenu un des lieutenants du maréchal Soult, il se distingua aux journées de l'Adour et d'Orthez.

Après les événements de 1814, il obtint le commandement de la 16ᵉ division militaire. Le duc de Feltre (Clarke), qui venait d'être nommé ministre de la guerre, eut ordre d'arrêter Drouet d'Erlon, prévenu d'avoir voulu, à la tête des troupes qui occupaient le nord de la France, enlever la famille royale. Celui-ci se sauva à Lille dans le fort Saint-Sauveur; et, par suite du retour de l'Empereur, devenu maître de la citadelle, il fit reconnaître Napoléon comme souverain de la France.

Créé pair le 2 juin 1815, Drouet commandait à Fleurus et à Waterloo le premier corps de l'armée française; ensuite il vint commander sous Paris l'aile droite de l'armée qui avait échappé aux désastres de la campagne, et se retira, après la capitulation de Paris, au delà de la Loire. — Lorsque l'ordonnance du 24 juillet parut, Drouet d'Erlon, qui y était compris, se retira à Bareith. Son absence fit discontinuer l'instruction commencée contre lui par le conseil de guerre de la 11ᵉ division militaire. Quelque temps après, il rentra en France, devint pair de France sous Louis-Philippe, et, comme tous les vieux militaires, mourut tranquillement sur ses lauriers quand l'âge l'eut rendu incapable de servir sa patrie.

CLARKE (Henri-Jacques-Guillaume),

Duc de Feltre, Maréchal de France.

Clarke, né à Landrecies (Nord) le 17 otobre 1769, descendait, par sa mère, de la famille irlandaise des Shee. Un de ses oncles l'introduisi

Digitized by Google

auprès du duc d'Orléans, qui lui donna une compagnie dans son régiment et le fit ensuite son secrétaire de confiance. En 1791, le duc d'Orléans, ayant été chargé par Louis XVI d'une commission particulière auprès du gouvernement britannique, choisit Clarke pour l'accompagner à Londres. Le duc, à son départ d'Angleterre, enleva une jeune fille de famille honnête; mais bientôt, dégoûté d'elle, il la fit épouser à Clarke : les deux époux divorcèrent quelques années après.

Clarke fut employé sous Carnot dans le Comité de salut public, au département de la guerre, ne pouvant pas servir activement à l'armée, en raison d'une infirmité qui l'empêchait de monter à cheval. Après le 18 brumaire, il fut nommé ministre près du nouveau roi d'Etrurie, et lorsque Napoléon eut projeté l'invasion de l'Angleterre, Clarke remplaça, comme secrétaire du cabinet, le général Duroc, envoyé ailleurs.

Il fut ministre de la guerre (1807) sous Napoléon, qu'il avait été chargé de surveiller par le Directoire, et qu'il abandonna pour Louis XVIII, qui le nomma une seconde fois ministre (1815) et maréchal de France (1816). Il signa l'acte d'accusation contre Ney, et ce fut sous son ministère que furent constituées les cours prévôtales.

Il ne manquait ni de talents ni de connaissances; il parlait plusieurs langues, et joignait à ces avantages une figure très-prévenante.

Napoléon disait un jour, en présence de Talleyrand, de Fouché et de Regnault de Saint-Jean d'Angély :

« J'aime beaucoup Clarke. — Sire, dit Fouché, c'est un homme qui a beaucoup d'esprit. — Ce n'est pas pour cela, reprit l'Empereur : je l'aime parce qu'il n'aime personne. »

Somme toute, Clarke était loin d'avoir un beau caractère. Il était de la race, malheureusement trop nombreuse, des égoïstes qui trouvent que le meilleur gouvernement est celui où ils peuvent le plus tranquillement jouir des priviléges et vivre aux dépens d'autrui.

Il est mort depuis 1818.

Digitized by Google

HULLIN (Pierre-Auguste),

Général de division.

Nous avons lu qu'avant la révolution Hullin était buandier de la reine et du duc de Bourbon. C'est possible, quoique invraisemblable; il n'y aurait pas, du reste, de mal à cela. Il n'y a que les gothiques sectateurs de l'ancien régime qui puissent être scandalisés de voir des prolétaires s'élever dans la hiérarchie des fonctions sociales. Ou plutôt, ils ne sont point scandalisés, mais jaloux et vexés de ce que des *manants*, comme ils disent, viennent partager avec eux les avantages des hauts grades et des richesses prélevées sur le labeur du pauvre. C'est comme les gros chiens quand ils rongent un os : ils n'aiment pas que les roquets viennent y porter la dent.

Quoi qu'il en soit, Hullin, né à Paris en 1758, fit les guerres d'Italie, présida le conseil de guerre qui condamna à mort le duc d'Enghien (1804), et devint commandant de Vienne, puis de Berlin (1806). Commandant de la force armée à Paris, en 1812, il fit échouer la conspiration Malet. Il perdit son poste à la restauration, bien qu'il eût publié, pour s'excuser de sa participation au jugement du duc d'Enghien, un mémoire dans lequel il rejetait toute la responsabilité de l'affaire sur le duc de Rovigo (Savary).

Hullin est mort en 1841.

DROUOT (Antoine),

Général de division.

Né à Nanci le 11 janvier 1774. Il entra en 1793 dans l'artillerie, et ce fut comme lieutenant dans cette arme qu'il fit toutes les campagnes de la révolution et qu'il suivit Bonaparte en Égypte. Depuis, après 1809, parvenu au grade de général de brigade, il se plaça bientôt, par sa valeur et ses talents militaires, au nombre des chefs les plus distingués

Digitized by Google

de l'armée. Le 7 mars 1813, l'Empereur, qui appréciait ses qualités, l'attacha à sa personne en qualité d'aide de camp. Le 2 mai suivant, Drouot se distingua à Lutzen, et pour récompense des services qu'il avait rendus à cette bataille, et un mois après à la journée de Bautzen, il fut nommé, le 3 septembre 1813, général de division. Le 30 octobre il battit les Bavarois à Hanau, et franchit, le 17 mars 1814, le défilé de Vaucler, en affrontant le feu d'une nombreuse artillerie. Il suivit l'Empereur à l'île d'Elbe et fut nommé gouverneur militaire de cette principauté. Bonaparte avait trouvé en Drouot un serviteur fidèle et reconnaissant : aussi, le 1er mars 1815, il lui confia le commandement de l'avant-garde, lors de son débarquement au golfe Juan. Drouot continua à Paris les fonctions d'aide de camp de l'Empereur, et partit, après avoir été créé pair de France le 2 juin 1815, pour la campagne qui s'ouvrait. Après avoir combattu à Waterloo avec intrépidité, il rallia sous les murs de Laon les débris de l'armée ; le 23 juin, il fut nommé commandant général de la garde impériale par la commission du gouvernement. Dès ce moment le général Drouot donna tous ses soins à la défense de Paris, et quand cette ville eut subi la honte d'une capitulation, il se retira sur la Loire à la tête de la garde impériale.

Il fut compris dans l'ordonnance du 24 juillet 1815, et tant était grand le sentiment d'innocence que le général trouvait dans sa conscience, qu'il se constitua prisonnier à l'Abbaye. Le 6 avril 1816, il comparut devant le conseil de guerre de la première division militaire. Tous les témoins, et entre autres le maréchal Macdonald, rendirent les plus nobles témoignages du caractère de Drouot. Le conseil de guerre se composait de plusieurs officiers généraux qui avaient associé leurs noms à la gloire française, et qui gémissaient de l'humiliation de la patrie. Le général Drouot fut acquitté quelques jours après le général Cambronne. La faction de l'émigration, irritée de ce double triomphe de la justice, força Delon, l'honorable rapporteur au conseil de guerre, de se démettre de ses fonctions. Le général Drouot, rendu à la liberté, à ses amis et à sa famile, se retira à Nanci, sa ville natale, où il est mort sous le règne de Louis-Philippe.

Digitized by Google

DUMONCEAU (Jean-Baptiste),

Comte de Bergendal, Grand-maréchal de Hollande.

Dumonceau naquit à Bruxelles vers la fin de 1760. Un penchant insurmontable l'entraînait vers la profession des armes, et les troubles qui, en 1787, commencèrent à se manifester dans la Belgique, lui offrirent bientôt l'occasion de s'y livrer. Il fit partie des volontaires belges levés contre la domination autrichienne; commandés par le général Vandermersch, ils occupèrent Diest, et Dumonceau alla les joindre vers la fin de 1788. Il franchit rapidement les grades subalternes et parvint au commandement d'un corps d'infanterie légère auquel la couleur de son uniforme fit donner le nom de *Canaries*. Bientôt les troupes autrichiennes prirent un ascendant qui, favorisé par les agitations intestines de la Belgique et la perfidie ou l'incapacité des chefs du gouvernement insurrectionnel, rendit bientôt désespérée la cause pour laquelle la nation avait pris les armes. Dumonceau persista cependant à la défendre jusqu'au dernier instant, et ce ne fut qu'après l'entrée des vainqueurs à Bruxelles qu'il se retira dans ses foyers; mais bientôt il apprit que l'on cherchait à le rendre suspect au gouvernement autrichien, qui n'avait jusque-là exercé aucun acte de rigueur; il crut prudent de s'éloigner et forma le dessein de se retirer en France. Arrivé à Douai, il y fut accueilli avec empressement par un grand nombre de militaires belges réfugiés comme lui.

En 1792, la France ayant déclaré la guerre à l'Autriche, Dumonceau se rendit à Paris pour offrir au ministre de la guerre ses services et ceux de ses compagnons d'armes. Cette offre ayant été acceptée, les réfugiés eurent l'ordre de se réunir à Lille, où ils furent organisés en bataillons, sous la dénomination de troupes légères belges. Dumonceau fut nommé lieutenant-colonel. Il se signala dans diverses affaires, entre autres à la bataille de Jemmapes, où les Belges enlevèrent à l'arme blanche la formidable redoute de Carignan; puis dans une vive escarmouche qui eut lieu aux portes mêmes de Bruxelles, où l'armée française entra le lendemain. La conduite de Dumonceau dans ces divers combats, et dans ceux qui eurent lieu sur les bords de la Roër,

Digitized by Google

le fit élever au grade de colonel. Après la perte de la bataille de Nerwinde et la défection de Dumouriez, il reçut l'ordre de se porter sur la route de Lille à Courtrai, qu'il défendit avec succès contre un corps hollandais qui fut défait après une combat sanglant. Quelque temps après, il tendit, avec le plus grand succès, une embuscade aux corps émigrés des hulans britanniques, commandés par Charles de Bouillé, fils du célèbre général de ce nom. A la suite de cette affaire, Dumonceau fut élevé au grade de général de brigade. Vers le milieu d'octobre, il reçut l'ordre d'attaquer Menin, défendu par les Hanovriens et un corps d'émigrés. Il commença cette attaque à midi, s'empara en moins d'une heure du village fortifié d'Hallouin qui couvrait cette place, se rendit maître de toute l'artillerie de cette position et entra le même soir dans Menin. Au commencement de la campagne de 1797, il forma avec l'adjudant-général Regnier un plan pour la conquête de la Belgique, plan si bien combiné, d'après la connaissance qu'il avait des localités, que le général Pichegru le fit exécuter au mois de mai suivant. Après la bataille de Fleurus, le général Dumonceau assista successivement aux siéges de Bois-le-Duc et de Nimègue. Il s'empara, par surprise, des forts de Munikhof et de Stuivezande. Peu de jours après, il enleva trois autres forts et quarante bouches à feu et d'immenses magasins. Le lendemain il entra dans Rotterdam; et, au mois d'avril suivant, le général Pichegru le nomma commandant supérieur de La Haye. La manière dont il remplit ces nouvelles fonctions lui concilia à tel point l'estime du gouvernement batave, que, peu après, une députation de ce gouvernement vint lui offrir d'entrer au service de la Hollande avec le grade de lieutenant-général, offre qu'il accepta avec l'agrément du gouvernement français.

En mai 1797, il s'embarqua dans la rade de Texel avec sa division, destinée à faire partie de l'expédition d'Irlande, que devaient exécuter les forces combinées de la France et de la Hollande; mais cette entreprise échoua. En 1799, l'armée anglo-russe ayant effectué une descente en Hollande, Dumonceau attaqua, le 19 novembre, près de Bergen, un corps ennemi de quinze mille hommes qu'il défit complètement; mais, vers la fin de l'action, il fut grièvement blessé d'un coup de mitraille qui le mit hors de combat.

Le général en chef, Brune, fit hommage du succès de cette journée

Digitized by Google

au général Dumonceau, en venant le féliciter en personne, et en faisant déposer au pied de son lit les étendards conquis. Le 5 octobre, quoique encore souffrant de sa blessure, le général Dumonceau reprit le commandement de sa division pour s'opposer à la marche de l'armée anglaise qui venait de recevoir des renforts; et peu après fut conclue la capitulation d'Alkmaër, par laquelle le duc d'York, commandant en chef l'expédition, s'engageait à évacuer le territoire hollandais et à se rembarquer. En juillet 1800, le général Dumonceau fut appelé au commandement du corps d'armée auxiliaire qui devait agir en Franconie, de concert avec les troupes françaises. Il assista aux diverses opérations de cette campagne, et fut chargé de la direction du siége de la citadelle de Marienburg, que la résistance obstinée de l'ennemi força de convertir en blocus. Par la convention qui fut la suite de la bataille de Hohenlinden, cette citadelle fut remise à l'armée gallo-batave; et, après la conclusion de la paix de Lunéville, le général Dumonceau se retira dans ses foyers, où il resta jusqu'au moment où la rupture du traité d'Amiens, au commencement de 1803, le rappela sous les drapeaux. En 1805, il fut chargé de la réorganisation de toute l'armée hollandaise, ainsi que de celle de la garde du Grand-Pensionnaire, laquelle forma plus tard le noyau de la garde royale. Au mois de juillet, l'armée gallo-batave s'embarqua dans la rade du Texel pour coopérer à la descente projetée en Angleterre; mais les démonstrations hostiles de l'Autriche ayant forcé Napoléon de changer son plan, cette armée fut remise à terre, et se dirigea aussitôt sur le Danube. Le général Dumonceau fut chargé d'abord de garder Augsbourg et Donawert; puis de couper la retraite à l'archiduc Ferdinand, qui, après l'affaire d'Ulm, voulait se retirer sur Nordlingen, mission dont le général Dumonceau s'acquitta avec succès. La bataille d'Austerlitz termina cette guerre, et le général rentra de nouveau dans ses foyers jusqu'au moment où la république batave fut érigée en royaume. Il fut péniblement affecté de ce changement politique, et ne dissimula point ce qu'il en pensait; néanmoins le nouveau roi, Louis Napoléon, ne lui témoigna pas moins de bienveillance que d'estime, et bientôt il le nomma son ministre plénipotentiaire près la cour de France. La guerre ayant éclaté entre cette puissance et la Prusse, le général Dumonceau fut rappelé pour prendre le comman-

Digitized by Google

dement des troupes chargées de la défense du royaume, tandis que le roi lui-même se mit à la tête du corps auxiliaire qui devait seconder les opérations de l'armée française. En novembre, le roi, rentrant dans ses États, appela ce général pour le remplacer en Allemagne, où il fut chargé du siége de Hameln, qui capitula bientôt après. De là, il se dirigea sur Bremen et Hambourg. En février 1807, il fut nommé maréchal de Hollande, et décoré de la grand'croix de l'ordre de l'Union. Au mois d'août, il marcha avec son armée, forte de vingt-cinq mille hommes, vers la Poméranie suédoise; mais les opérations qu'il commençait furent interrompues par l'armistice conclu entre le roi de Suède et le maréchal Mortier. Après la paix de Tilsit, il rentra en Hollande, et, suivant le vœu du roi, s'établit à Amsterdam. En 1808, il fut nommé conseiller d'Etat; en 1809, il dirigea les opérations de l'armée hollandaise pour la défense des points menacés par l'expédition anglaise qui venait de débarquer dans l'île de Walcheren. L'année suivante il fut nommé comte de Bergen, en récompense des services qu'il avait rendus à la bataille de ce nom.

Quelque temps après, le roi abdiqua. Les troupes françaises entrèrent dans Amsterdam avec une pompe triomphale, à laquelle le général Dumonceau refusa formellement d'assister. La Hollande fut réunie à l'Empire, et ses troupes incorporées dans l'armée française. Le général Dumonceau fut appelé à Paris et créé comte de l'Empire, puis successivement commandant de la Légion-d'Honneur et de la 2e division militaire, l'une des plus importantes de la France par la grande quantité de places fortes qu'elle renferme. Au commencement de 1813, il fut chargé d'un commandement dans la grande armée; il manœuvra vis-à-vis du général russe Czernitscheff, de manière à l'empêcher de lier ses opérations à celles du corps d'armée qui assiégeait Hambourg. Il reçut ensuite l'ordre de se porter sur Dresde. Le 26 août, il livra aux Russes, retranchés sur la hauteur de Pirna, un combat sanglant où ces derniers furent défaits. Le lendemain, il réussit également dans une nouvelle attaque; et, quatre jours après, il se couvrit de gloire à la bataille de Culm, où les Français furent battus, en effectuant sa retraite dans le meilleur ordre et sans être entamé, quoique attaqué en front par les Autrichiens, tandis qu'un corps prussien travaillait à lui couper la retraite. L'Empereur lui donna, le 7 septembre

Digitized by Google

suivant, en passant la revue des troupes échappées à cette terrible affaire, des témoignages éclatants de satisfaction. Par l'effet des événements que nous venons de rapporter, le général Dumonceau se retira devant Dresde, puis dans cette ville même, et eut divers engagements avec l'ennemi. Enfin, le 12 novembre, la garnison française évacua la place, en vertu d'une capitulation qui ne fut point respectée. Le général conduisit sa colonne sur les frontières de la Hongrie et se retira lui-même à Oldenbourg. Il ne rentra en France que le 1er juin 1814, époque à laquelle sa patrie étant devenue indépendante, il éprouva un vif désir de lui offrir ses services; mais, ayant appris que plusieurs officiers généraux belges et hollandais avaient reçu l'invitation de rentrer, et remarquant, avec un sentiment pénible, qu'il n'était point de ce nombre, il se décida à rester en France : il fut présenté à Louis XVIII, à la famille royale, et reçut sa nomination au commandement de la 2e division militaire, commandement dont il avait été revêtu à une époque antérieure. Au commencement de juillet il fut nommé chevalier de Saint-Louis. En mars 1815, Napoléon ayant débarqué au golfe Juan, le général Dumonceau offrit ses services au roi dans une adresse, et les lui fit renouveler par un de ses fils et son premier aide de camp, qu'il envoya à Paris; mais il ne reçut aucune réponse. Peu après, Napoléon arriva dans la capitale; partout on arborait la cocarde tricolore, et ce mouvement général commençait à gagner Mézières, chef-lieu de la division. Le général Dumonceau, dans cette position difficile, avait fait demander des instructions au maréchal duc de Bellune; mais tout à coup il apprit que ce maréchal avait traversé Mézières sans s'y arrêter. Alors il assembla tous les officiers qui se trouvaient dans la place, et le résultat de cette assemblée ayant été l'avis unanime de se soumettre au nouveau gouvernement, le général Dumonceau publia un ordre du jour qui autorisait les troupes à arborer la cocarde tricolore. Peu de temps après, il apprit qu'il était remplacé dans son commandement, et reçut l'ordre de se rendre à Paris, où il fut accueilli de l'Empereur, qui, après une courte explication, lui offrit même un commandement dans l'armée. Le général Dumonceau crut devoir refuser. Quelques jours après, Napoléon lui donna une preuve éclatante de sa confiance en lui rendant le commandement de la 2e division militaire, fonctions aux-

Digitized by Google

quelles la journée de Waterloo, et l'invasion subséquente du territoire français, ne tardèrent pas à mettre un terme. Immédiatement après la reddition de Mézières, le général Dumonceau partit pour Paris, où il demanda sa démission, qui lui fut accordée. Il se rendit ensuite dans sa patrie, où il offrit ses services et ceux de ses fils au roi des Pays-Bas. Le roi lui répondit que les grades auxquels il pouvait prétendre étaient occupés; mais il lui donna l'espoir que ses fils seraient avantageusement placés. Le général Dumonceau se retira à Bruxelles, où il mourut en 1821.

SAVARY (René),

Duc de Rovigo, Général de division.

Savary était né à Marc (Ardennes) en 1774. Nommé colonel de la gendarmerie d'élite (1804) par le premier Consul, qui appréciait sa valeur et surtout son obéissance servile, ce fut lui qui fit exécuter la sentence portée contre le duc d'Enghien. Il faut lire les détails curieux que donne à ce sujet Chateaubriand dans le tome VII de ses *Mémoires d'outre-tombe*. — Savary devint ensuite gouverneur de la Prusse et fut créé duc de Rovigo. Il commanda l'armée d'Espagne en 1808 jusqu'à l'arrivée de Joseph, et en 1810 il succéda à Fouché dans le ministère de la police générale. Il déploya dans ce poste une basse complaisance pour les volontés de l'Empereur. En 1815 il suivit Napoléon jusque sur *le Bellérophon*. Les Anglais le retinrent sept mois prisonnier. En disgrâce sous la Restauration, il ne reparut qu'après la révolution de Juillet, et fut nommé commandant en chef de l'armée d'Afrique (1831). — Il a laissé des *Mémoires*, imprimés en 1828. Mort en 1833.

Digitized by Google

REYNIER (Jean-Louis-Ebnezer),
Général de division.

Il servit en qualité de général de brigade dans la campagne de Hollande (1794). Il accompagna Bonaparte en Égypte en 1798, défit 20,000 Turcs à El-Arich, contribua à la victoire d'Héliopolis, et n'en dut pas moins quitter le pays (1802) à la suite de violents démêlés avec Menou.

Son séjour en Égypte ne fut pas moins utile aux sciences qu'à la gloire de nos armes; l'institut d'Égypte le comptait au nombre de ses membres, et on le vit s'occuper de recherches utiles, lorsqu'il pouvait dérober quelques moments aux opérations militaires. Il vérifia, avec Peyre, et nivela la pente d'un ancien canal qui s'étendait de Suez à Belbeys, et de Belbeys au Nil; il se livra aussi à des observations curieuses sur les différentes classes des habitants de l'Égypte, sur leurs mœurs et leur civilisation. Dans les derniers jours de l'occupation de l'Égypte par les Français, il adressa à l'Institut national de France une note égyptienne et des morceaux d'étoffe trouvés dans des fouilles faites à Sekara. Ce monument de l'industrie des anciens Égyptiens peut servir à faire connaître l'état des arts chez ce peuple qui mérite, à tant d'égards, de fixer l'attention.

En 1805, le général Reynier fut de nouveau chargé d'un commandement en Italie, occupa quelque temps le ministère de la guerre à Naples, et fit les campagnes d'Espagne et de Russie. Il était né à Lausanne le 14 janvier 1771 et mourut à Paris le 27 février 1815.

MOUTON (Georges),
Comte de Lobau, maréchal de France.

Né à Phalsbourg (Meurthe) en 1770, il s'enrôla en 1792, fut général de division (1807), prit Médina et Burgos; se signala à Eckmühl, à Wagram; fut emmené en Angleterre après la violation de la capitula-

Digitized by Google

tion de Dresde par les Autrichiens (1813); revint (1814), combattit à Waterloo, et fut exilé sous la Restauration. Député de la Meurthe (1828), il prit part à la révolution de 1830; fut nommé président de la commission provisoire, commandant en chef de la garde nationale, pair de France et maréchal (1831).

« Lobau, disait Napoléon, est le meilleur colonel qui ait jamais commandé un régiment français. » Nous ajouterons, nous, qu'il fut un des soutiens de la dynastie d'Orléans; toujours prêt à obtempérer aux ordres de Louis-Philippe, sans examiner s'ils étaient conformes à la justice et aux lois. Nous ne trouvons rien d'honorable dans des caractères ainsi faits; malheureusement la France en compte beaucoup, et là peut-être sera sa perte, si le peuple, mieux avisé dans l'avenir que par le passé, ne rend pas enfin à jamais impossibles les menées des égoïstes et des intrigants. Si les rois et les ambitieux ne trouvaient pas des instruments serviles tels que Savary, Lobau et autres, il faudrait bien qu'ils refoulassent dans leurs cœurs pervers leurs désirs insensés!

Le maréchal Lobau mourut d'une colère rentrée en 1838.

RIVAUD (Jean),

Général de division.

« Jean Rivaud naquit à Angoulême (Charente) le 24 octobre 1755; il avait servi en qualité de soldat depuis le 1er janvier 1773; il fut fait sous-lieutenant en 1791, obtint tous les grades, et fut nommé général de division le 5 complémentaire an x. Cet officier supérieur avait fait les campagnes de la révolution aux armées du Rhin, du Nord, et en Italie; il faisait partie de l'armée de la réserve; il fut blessé à la bataille de Marengo. Ses amis, ses frères d'armes le pleurent encore : ils regrettent en lui le brave guerrier et le bon citoyen. »

Voilà ce qu'écrivait en 1816 un publiciste anonyme dont nous avons l'ouvrage sous les yeux. S'il est vrai que Rivaud fut *un bon citoyen*, comme l'affirme cet auteur et comme nous n'en doutons pas, il n'a pas

Digitized by Google

légué son civisme à ses descendants. Un de ses fils, ou peut-être de ses neveux, est actuellement, à Angoulême, le chef de la réaction honnête et modérée. Maire de cette ville sous Louis-Philippe, il avait à sa dévotion un journal qui déversait continuellement l'injure et la calomnie sur les hommes et les doctrines de l'opposition, et qui n'a pas changé de métier, car il existe encore et est plus venimeux que jamais. Allez donc prodiguer votre sang en faveur de la liberté, pour avoir des héritiers qui détruiront votre œuvre! C'est, hélas! ce qui est arrivé à presque tous les généraux de la République et de l'Empire: leurs fils ont passé à l'ennemi, ils ont embrassé la cause des rois et des priviléges!

SOURD,

Général de division.

Nous empruntons les détails suivants, légèrement modifiés, au discours prononcé par M. Belmontet, en août 1849, sur la tombe du général Sourd.

« Le général Sourd était sorti des entrailles du peuple; il en avait toute l'énergie dans le caractère et toute la vigueur dans le bras. A l'âge de treize ans il se fit homme. C'était en 92. Les rois nous menaçaient; la nation se fit soldat. La France, à cette époque, suait l'héroïsme par tous ses pores. C'était l'ère du grand. Les temps de crise fécondent les armes. La démocratie donnait cours à toutes ses facultés vitales et produisait une race de géants. On n'avait de goût que pour mourir en grand. Il y avait une contagion universelle de sublimité. Le jeune Sourd eut sa maladie d'honneur. Chair du peuple, il en avait l'âme. Il ne tenait pas à la terre. Il se précipita dans la gloire, pour ne plus en sortir qu'en 1815.

« D'autres vous diront, en dressant l'inventaire de ses hauts faits, qu'il ne lui était possible que d'être impétueux: qu'il prit tous ses grades dans la poitrine de l'ennemi; qu'il vécut vingt ans à cheval, en passant par toutes les capitales de l'Europe; que son régiment le nomma le plus brave; que, sous les yeux de l'Empereur, à la retraite de Moscou,

Digitized by Google

il passa le premier et repassa la Bérésina à la nage; qu'un jour, sous le feu de l'ennemi, après trois charges foudroyantes, il reçut, au retour, les embrassements des généraux qui ne croyaient pas qu'on pût élargir ainsi les limites de l'intrépidité; qu'à la bataille de Hanau, il passa, le premier, sur le ventre de l'armée bavaroise; que, pendant la lutte gigantesque de 1814, commandant une brigade de cavalerie, il fit preuve d'un grand talent stratégique.

« Ils diront enfin que, la veille de Waterloo, il subit l'amputation de ce bras terrible que les soldats appelaient le bras le plus brave de l'armée, et que, le lendemain, il rechargea l'ennemi, avec sa blessure saignante ; qu'il refusa le grade de général donné par l'Empereur, pour avoir à frapper toujours les Anglais de plus près à la tête de ses lanciers, qu'il nommait la mitraille au galop; qu'il ne quitta le champ de bataille qu'en faisant tête, et tête rugissante, à l'ennemi, comme un guerrier d'Homère ; et qu'aujourd'hui ce Cynégire de notre histoire moderne ne rend, à la terre qu'il a tant défendue, qu'un corps mutilé, labouré de blessures et tout cassé d'héroïsme.

« C'était l'âme surtout qui se montrait grande dans cet homme taillé à l'antique, dans ce patriote sculpté à la romaine. Ses sentiments n'étaient que l'explosion de ses mâles vertus. Ils éclataient en expressions à la Plutarque. On y sentait le feu sacré et la foudre. Sa foi était indomptable comme lui. Il croyait à la patrie, au peuple... Il voyait toujours devant lui l'opinion nationale amenant inévitablement la résurrection de ce double principe. Il avait la prescience des fortes convictions.

« Sous les Bourbons, il s'ensevelit dans ses souvenirs, offrant ses services, si la patrie en avait besoin. Il se fit une chapelle nationale de sa chambre, ornée de trophées militaires ; et là il s'abimait dans ses mâles douleurs, il vivait de sa pensée jusqu'au jour de la rédemption populaire dont il ne désespéra jamais.

« Louis-Philippe l'employa, mais peu de temps. Le général Sourd n'avait pas là ce qu'il lui fallait, une politique nationale. Il sentait l'avenir. Il fut mis en disponibilité, comme la révolution l'était elle-même.

« Ce lion toujours en haleine était le meilleur et le plus simple des hommes. Il vivait à l'antique, n'ayant d'autre besoin que de penser à nos gloires et que de voir la France reprendre son rang de grande

Digitized by Google



CAULAINCOURT

Digitized by Google

nation. Le secret pour lui arracher des explosions de colère, c'était de calomnier le peuple, de douter de l'armée française..... Il appelait le peuple de Paris le boulet de la pensée, et Napoléon la révolution en empereur.

« Il avait coutume de dire : — « C'est toujours d'en bas que part la foudre. Elle partira pour frapper tous ceux qui ne voudront pas s'identifier avec le caractère de la nation. On n'est fort en France qu'en étant grand. L'action est notre génie. Les Bourbons ont pris le pays à l'envers, ils ne resteront pas, Louis-Philippe pas plus que les autres. »

« La République de Février le trouva prêt à reprendre sa vieille épée. Mais le gouvernement provisoire la brisa pour toujours par un décret qui le rayait des cadres avec un grand nombre d'autres généraux.

« La mort s'y est prise à deux fois pour l'abattre, il ne voulait pas sans lutte succomber sous son dernier ennemi. Le voilà dans l'éternité ! — Il y va retrouver toutes les illustrations de nos grands jours, les Ney, les Launes, les Murat, les Duroc, les Bessières, les Bertrand, les Clausel, les Lamarque, toutes les planètes guerrières qui brillent d'un si vif éclat au firmament des peuples !

« Adieu donc, soldat de la gloire, homme de peine illustre, héros de l'Empire. L'on peut répéter, sur le bord de ta tombe, cette belle parole de l'Empereur après ses éclatants faits d'armes :

« Sourd, la patrie est contente de toi ! »

CAULAINCOURT.

Armand-Auguste Louis, marquis de Caulaincourt, ***duc de Vicence***, aide de camp et grand écuyer de Napoléon, diplomate, né à Caulaincourt (Somme) en 1773. — Après avoir servi dans les armées de la République il fut envoyé (1800) en mission à Saint-Pétersbourg, n'y resta que six mois, y retourna avec le titre d'ambassadeur (1807-1811), et, grâce à la confiance qu'il avait su inspirer à Napoléon, se trouva mêlé à toutes les négociations qui eurent lieu de 1813 à 1814

Digitized by Google

pour amener la paix avec l'Europe. Il n'accepta aucun emploi sous les deux restaurations, après avoir été pendant les Cent-Jours ministre des relations extérieures. Il mourut en 1827.

Auguste-Jean-Gabriel, comte DE CAULAINCOURT, frère du précédent, général de division, né à Caulaincourt le 16 septembre 1777, entra au service en l'an III (1795). Il avait été nommé sous-lieutenant dans le régiment des cuirassiers du roi le 14 janvier 1792 ; aide de camp du général Aubert-Dubayet le 8 germinal an III ; lieutenant au 1er régiment de carabiniers le 1er pluviôse an V ; chef d'escadron au même régiment le 12 pluviôse an VIII ; colonel du 19e régiment de dragons le 6 fructidor an IX ; aide de camp du connétable de l'Empire le 20 prairial an XII ; général de brigade le 10 juin 1806 ; grand-écuyer de la couronne, en Hollande, où il resta jusqu'en 1808, tant qu'il conserva la faveur du roi Louis. Il rentra en 1809 au service de France avec le grade de général de division.

Comme capitaine au premier régiment de dragons, il combattit à Stockoch et à Muthen-Thal, sous les ordres des généraux Klein et Mortier, lorsque les Russes débouchèrent par le Saint-Gothard. Il y reçut un coup de lance. Comme chef d'escadron au même régiment, il ne se fit pas moins remarquer à Vede-Lago, à l'avant-garde de l'armée d'Italie, où il enleva, le 24 pluviôse an IX, à la tête d'un escadron, quatre cents hommes d'infanterie autrichienne. A Marengo, il fut blessé d'un coup de feu à la tête, ce qui lui valut le commandement du dix-neuvième régiment de dragons. Entré en Espagne en 1808, avec le grade de général de brigade, il est cité dans le rapport général de la première campagne, comme ayant commandé en chef, et avec succès, un corps de cinq mille hommes de différentes armes, et comme l'ayant ramené intact à Madrid, lors de la déplorable capitulation de Baylen, quoique ses communications fussent coupées. Il servit ensuite en Portugal et en Espagne, de manière à mériter d'être choisi par les maréchaux ducs de Dalmatie, de Trévise et d'Elchingen, dont les trois armées venaient de se réunir pour exécuter le passage du Tage, au-dessous du pont de l'Arzobispo, le 8 août 1809.

« Le général Caulaincourt, dit ce rapport, à la tête des dix-huitième
« et dix-neuvième régiments de dragons, traversa le Tage, malgré la
« mousqueterie, la mitraille et les boulets, que l'ennemi, six fois plus

Digitized by Google

« nombreux que cette brigade, faisait pleuvoir de la rive droite. Le « choc fut terrible ; mais ce général manœuvra avec tant d'habileté, « que l'ennemi fut culbuté. Le général Caulaincourt a montré dans « cette affaire autant de sang-froid que de valeur, et prouvé qu'il était « un officier consommé dans son arme. »

Commandant du grand quartier général pendant une partie de la campagne de Russie, il allégea autant qu'il le put les maux inséparables de la guerre. Commandant le deuxième corps de cavalerie, composé de trois divisions, à la bataille de la Moskowa, dont il décida le succès, c'est là qu'il termina, par la mort la plus glorieuse, la plus honorable carrière. Le dix-huitième bulletin de la grande armée, daté de Mojaïsk le 10 septembre 1812, rend compte ainsi qu'il suit de cet événement :

« Le général de division, comte de Caulaincourt, commandant le « deuxième corps de cavalerie, se porta à la tête du cinquième régi- « ment de cuirassiers, culbuta tout, entra dans la redoute de gauche « par la gorge ; dès ce moment, la bataille est gagnée !... Le comte « de Caulaincourt, qui vient de se distinguer par cette charge, avait « terminé ses destinées : il tombe mort frappé par un boulet ; mort « glorieuse et digne d'envie !... »

BERTON (Jean-Baptiste),

Maréchal de camp.

Le général Berton fit ses premières études à Francheval (Ardennes), où il était né en 1774. Il entra à l'âge de 17 ans à l'école militaire de Brienne, au moment où Bonaparte la quittait. Lors de la formation de l'école d'artillerie de Châlons, il sortit de Brienne, et entra dans cet établissement. La guerre ayant éclaté en 1792, Berton fut nommé sous-lieutenant dans la légion des Ardennes ; mais bientôt il fut appelé au grade de capitaine à la suite des campagnes qu'il fit avec les armées de Sambre-et-Meuse. Il passa ensuite à l'état-major du général Bernadotte. Berton fit avec lui les campagnes de Hanovre, d'Austerlitz et

Digitized by Google

de Prusse, en 1806 et 1807. Le maréchal Victor, ayant succédé à Bernadotte dans le commandement de son corps d'armée, promit à Berton de solliciter pour lui le grade de colonel en récompense des services qu'il avait rendus à Friedland. Il se distingua particulièrement en Espagne à la bataille de Spinosa. A la revue que Napoléon passa en 1808 à Burgos, le maréchal Victor présenta Berton à l'Empereur, en lui disant : « C'est le premier chef d'escadron de mon corps d'ar-« mée pour la valeur et les talents ; je vous demande pour lui un ré-« giment. Votre Majesté peut être persuadée qu'elle ne saurait le « mettre en de meilleures mains. » Napoléon répondit : « Je n'ai « point de corps à donner aujourd'hui ; je le fais major... » Et après quelques instants il ajouta : « Je n'ai point de régiment libre, mais je « vous fais adjudant-commandant. Vous êtes un bon officier : je me « souviendrai de vous. » Berton, quelque temps après, fut nommé chef d'état-major du général Valence, qui, ayant été forcé de quitter son commandement pour raison de santé, attacha Berton à l'état-major du 4ᵉ corps sous les ordres du général Sebastiani. Il donna de nouvelles preuves de sa bravoure à la bataille de Talaveira. Berton fit des prodiges de valeur à celle d'Almonacid, où il enleva la position la plus élevée du double piton sur lequel est assise la ville. Il montra, en conduisant les lanciers polonais dans cette attaque, à Ocana, une habileté, un sang-froid et une intrépidité si remarquables, que le prince Sobieski, à côté duquel il venait d'être blessé, l'embrassa en présence du régiment et lui dit : « Je ferai savoir à ma nation la manière dont « vous venez de vous conduire à la tête de ses enfants ; je demanderai « pour vous la croix du mérite militaire : les Polonais seront fiers de « la voir briller sur la poitrine d'un brave tel que vous. » Berton, à la tête de mille hommes du 5ᵉ corps, s'empara de Malaga, où se trouvaient renfermés sept mille Espagnols. Le maréchal Soult le nomma gouverneur de cette place. Il y remplit ce poste avec sagesse et intégrité. Après la bataille des Arapiles, la guerre n'offrit plus qu'une suite de retraites qui lui fournirent les occasions de faire connaître son talent militaire. Un décret du 30 mai 1813 le nomma maréchal de camp. A la bataille de Toulouse, le 10 avril 1814, il commanda en cette qualité avec beaucoup de distinction une brigade qui fit des prodiges de valeur. Après la restauration, Berton fut mis en demi-solde ; mais il

Digitized by Google

reprit du service dès le 20 mars 1815. Il commanda, à Waterloo, une brigade du corps du général Excelmans, composée des 14ᵉ et 17ᵉ de dragons.

A la seconde restauration, il fut arrêté à Paris, retenu arbitrairement cinq mois à l'Abbaye, et renvoyé libre ensuite sans avoir subi de jugement.

Berton publia plusieurs écrits qui font honneur à ses connaissances militaires. Il adressa à la Chambre des députés plusieurs pétitions qui furent cause que M. de Latour-Maubourg, alors ministre de la guerre, le fit rayer des contrôles de l'armée. Il publia aussi un pamphlet extrêmement violent contre Mounier, qui dirigeait alors la police de France.

Berton quitta Paris au mois de janvier 1822, et se rendit à Brest, et de là à Rennes et à Saumur. Dans la nuit du 30 février, il se rendit à Thouars, où le 24 du même mois, à 4 heures du matin, revêtu de son uniforme de général, il arbora la cocarde et le drapeau tricolores en proclamant un gouvernement provisoire, à la tête duquel il plaça cinq membres de la Chambre des députés connus par leur opposition; il fit et publia des proclamations, et enfin il s'empara de l'autorité et pourvut au remplacement ou à la confirmation des fonctionnaires publics dans leurs places. Berton, annonçant que le même mouvement avait lieu sur tous les points de la France, prit le titre de général commandant la garde nationale de l'Ouest. Bientôt les cris de *Vive la liberté! vive Napoléon II!* se firent entendre, et une colonne de quinze hommes à cheval et cent vingt à pied se mit en marche pour la ville de Saumur, tambour battant et le drapeau tricolore déployé. Aussitôt les autorités prirent des mesures de défense pour la ville; cependant il traversa le pont Fouchard avec sa troupe, et eut quelques démêlés avec le maire. Berton repassa le pont, le fit barricader et établit des postes pour éviter d'être surpris. Les autorités de Saumur tinrent un conseil de guerre, où il fut décidé que l'on attendrait le jour pour charger l'ennemi. Berton ne quitta point sa position jusqu'à minuit, heure à laquelle il fut instruit de la détermination du conseil, et aussitôt il donna l'ordre de la retraite. Après s'être couché à Montreuil et avoir fait rafraîchir ses troupes, il continua sa marche jusqu'à Brion. Son intention était de se replier sur Thouars; mais on avait

Digitized by Google

déjà pris des mesures pour y empêcher son retour. On jugea donc à propos de se séparer; plusieurs chefs prirent la fuite, et Berton lui-même erra dans les départements des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure. On fit même courir le bruit qu'il était passé en Espagne, lorsque, le 17 juin, il fut arrêté par un sous-officier de carabiniers nommé Wolfel, qui avait feint d'entrer dans le complot des conjurés pour mieux découvrir leurs projets, dont il tenait son chef informé (le colonel Bréon, aujourd'hui général). Ce sous-officier, en récompense du service qu'il avait rendu à l'État en remplissant les fonctions de suppôt de la police, fut nommé à son tour officier.

Berton fut arrêté à Laleu, commune de St-Florent, dans la maison de campagne de M. Delalande, notaire du lieu, de la manière suivante. Wolfel, ayant été mis définitivement en relation avec Berton, lui amena plusieurs fois des militaires de son corps, au nombre de trois. Un jour qu'ils revenaient de la chasse ensemble, en rentrant dans la maison de M. Delalande, où ils devaient dîner avec Berton et quelques autres personnes, tout à coup Wolfel le couche en joue en lui disant : « Vous êtes prisonnier. » Les trois autres en firent autant. Berton dit alors au sous-officier de carabiniers : « Je ne m'attendais pas à cela de « votre part, vous qui venez de m'embrasser. » Wolfel, sans l'écouter, le menaça de faire feu au moindre mouvement, et ordonna aux trois autres carabiniers de veiller sur lui pendant qu'il irait chercher le détachement qu'il avait aposté à peu de distance de la maison. Un nommé Magnan, voyant Berton entre les mains d'un traître, voulut entrer dans la maison pour le délivrer; mais Wolfel déchargea à l'instant ses pistolets sur lui et l'étendit raide mort. Il rentra aussitôt dans la chambre où se trouvait le général et lui ordonna de déposer ses armes, qui, d'après le rapport du sous-officier, rapport auquel personne n'ajouta foi, consistaient en un poignard et un pistolet qui se trouvaient cachés sous son gilet et qu'il plaça lui-même sur la table. Cette assertion paraît d'autant plus fausse qu'on ne peut douter un seul instant que, si Berton eût été possesseur d'une arme à feu, il eût certainement brûlé la cervelle à Wolfel. La troupe, étant arrivée, emmena Berton prisonnier dans le château de Saumur.

La Cour royale de Poitiers instruisit une procédure contre Berton et contre cinquante-cinq autres personnes accusées d'avoir participé à

Digitized by Google

l'insurrection de Thouars ; mais Berton, conformément à l'article 33 de la Charte, récusa la Cour d'assises, comme incompétente, et demanda à être jugé par les Pairs. Cette prétention fut rejetée. La composition du jury, que la législation attribuait alors aux agents du gouvernement, avait fait imaginer d'appeler en témoignage quelques-uns de ceux qui le composaient. Cette manière indirecte d'étendre les récusations fut repoussée par la Cour. Berton avait choisi Me Mérilhou, avocat du barreau de Paris, pour son défenseur ; mais M. de Peyronnet, garde des sceaux, le lui refusa. Cet avocat s'offrit encore de venir le défendre comme ami et sans prendre aucune qualité : le président de la Cour d'assises lui refusa de même cette faculté. Enfin Berton fit demander Me Mesnard, du barreau de Rochefort : l'autorisation lui fut également refusée. Se voyant constamment entravé dans ses désirs, le général Berton refusa de faire un autre choix. Alors la Cour d'assises de Poitiers lui nomma d'office M. Drault, avocat estimé de cette ville. Le général refusa d'accepter son ministère ; la cour enjoignit néanmoins l'ordre à M. Drault de défendre le général. Mais cet avocat, ayant refusé énergiquement, fut rayé du tableau ; cependant cet arrêt fut cassé pour défaut de forme.

Les accusés furent conduits à l'audience dans des chariots fermés, où ils se plaignaient de manquer d'air ; ils étaient attachés fortement avec des chaînes et des cordes. Les soldats qui les escortaient eurent l'ordre de faire fermer toutes les maisons qui se trouvaient sur leur passage. On refusa même aux fils du général d'assister chaque jour au procès de leur père.

Son système de défense consista à soutenir qu'il ne s'était pas positivement insurgé, et n'avait point fait acte d'usurpation de l'autorité souveraine ; que son but était, non le changement de dynastie, mais seulement le redressement des griefs allégués contre l'administration actuelle. Ce système, peu soutenable, laissait beaucoup de prise à l'accusation, et chargeait quelques-uns de ses coaccusés : aussi l'abandonna-t-il bientôt. Malgré sa défense énergique et celle de son avocat, après dix-sept jours de débats le jury fit connaître sa déclaration, à la suite de laquelle Berton et cinq de ses coaccusés furent condamnés à mort, et trente-deux à l'emprisonnement.

Le rejet du pourvoi en cassation parvint aussitôt à Poitiers, par

Digitized by Google

estafette, dans la nuit du 4 au 5 octobre. L'arrêt fut lu aux condamnés le 5, à sept heures du matin; à huit heures on commença à dresser l'échafaud. Le greffier s'étant présenté à la prison pour donner lecture aux condamnés Berton et Caffé du rejet de leur pourvoi, le général lui dit après avoir entendu les premières phrases : « C'est bon, c'est bon, « en voilà assez. » Il se plaignit au geôlier de ce qu'on n'avait pas fait venir un barbier, qu'il avait demandé pour se faire raser. L'exécuteur arriva ensuite pour arranger les vêtements et la chevelure du général, de manière à faciliter l'exécution. Il lui rasa d'abord les cheveux du cou, et coupa ensuite le collet de son habit. « Ne pouviez-vous pas, « lui dit froidement le général Berton, vous contenter de rabattre le « collet de mon habit, sans le couper ainsi ? » A onze heures, on le fit passer dans la cuisine de la prison, où deux missionnaires l'attendaient. Dès qu'il les aperçut : « Messieurs, leur dit-il, dispensez-vous de « m'accompagner. Je sais aussi bien que vous tout ce que vous pourrez « me dire; je n'ai pas besoin de votre ministère. » Une petite charrette découverte l'attendait dans la cour de la prison; il y fut placé, les mains attachées derrière le dos. Les missionnaires, contre sa volonté, se placèrent l'un à droite et l'autre à gauche, et le bourreau se mit derrière lui. Il promena de tous côtés des regards assurés, et, arrivé au lieu du supplice, il franchit avec fermeté les degrés de l'échafaud, et cria : *Vive la liberté! Vive la France!* Deux minutes après il n'existait plus.

Aussitôt que les fils du général Berton apprirent le rejet du pourvoi de leur père, ils partirent de Paris, espérant pouvoir l'embrasser; mais, lorsqu'ils arrivèrent à Poitiers, il avait reçu le coup fatal. On alla même jusqu'à refuser à ces malheureux jeunes gens de placer une pierre au lieu où reposaient les ossements de leur père.

LES FRÈRES FAUCHER,

Ou les *Jumeaux de la Réole.*

Faucher (*César* et *Constantin*), âgés de cinquante-six ans, nés jumeaux, à la Réole, département de la Gironde, en 1759, ont transmis

Digitized by Google

à la postérité un grand exemple d'attachement fraternel. Dès l'âge le plus tendre ils avaient fait vœu de vivre et de mourir ensemble. En 1791, tous deux embrassèrent la carrière des armes. En 1793, ils furent arrêtés comme fédéralistes, et condamnés à la peine de mort par le tribunal révolutionnaire de Rochefort. Deux membres de la Convention, qui s'intéressèrent aux frères Faucher, ordonnèrent la révision du jugement. César et Constantin montaient à l'échafaud au moment où le sursis fut prononcé. Les frères Faucher quittèrent la carrière militaire lorsque M. de Bourienne, avec lequel ils étaient liés, tomba dans la défaveur du premier consul Bonaparte. Ils entreprirent alors le commerce des vins à Bordeaux. En 1815, César fut nommé à la Chambre des représentants, et partagea toujours, mais sans acharnement, les opinions des amis des libertés publiques. Après la session, le général Clausel lui confia le commandement de la Réole. Ce fut alors que César et son frère furent arrêtés par les ordres du général Vioménil, et transférés à Bordeaux au château du Hâ. Ils furent traduits devant le conseil de guerre séant à Bordeaux, comme prévenus d'avoir retenu, contre la volonté du gouvernement royal, le commandement qui leur avait été confié par le gouvernement impérial; d'avoir voulu armer les citoyens les uns contre les autres, en réunissant dans leur domicile des gens armés qui y faisaient un service militaire, et enfin d'avoir embauché pour les rebelles. Peyronnet, alors avocat, depuis vicomte de Peyronnet et ministre de la justice, s'étant mis à la tête des avocats de Bordeaux pour refuser d'assister les deux frères Faucher, ils se présentèrent seuls devant la commission militaire. Leur défense, remarquable par la clarté et la force du raisonnement, présenta un trait qui caractérisait bien César et Constantin. Quand la fatigue forçait l'un des deux frères à s'arrêter, l'autre continuait de suite la défense que le premier avait commencée, et telle était la concordance de leurs idées, qu'on aurait pu croire que le même parlait toujours. Interpellés de désigner leurs qualités, ils répondirent par ce peu de mots : « Par nos services nous étions devenus généraux; mais ce « que nous sommes, et ce que vous ne pouvez nous ravir, c'est le titre « de citoyens français. » Ce fut le 25 septembre 1815 qu'ils furent condamnés à la peine de mort.

Ils marchèrent au supplice revêtus de tuniques blanches et se tenant

Digitized by Google

sous le bras. Ils furent fusillés derrière les murs de la Chartreuse. La plus grande consternation régnait dans la ville le jour de leur exécution. Les deux frères, émules de gloire, rivaux de patriotisme, blessés sur le même champ de bataille, élevés aux mêmes dignités, perdirent la vie au même instant, et leurs cendres fraternelles reposent dans la même tombe.

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE,

Bories — Goubin — Pommier — Raoulx.

Bories (*Jean-François-Leclerc*), âgé de vingt-sept ans, né à Villefranche (Aveyron), sergent-major au 45ᵉ régiment d'infanterie de ligne, en garnison à la Rochelle, fut condamné par la Cour royale de Paris, le 17 août 1822, à la peine de mort, comme coupable d'avoir, dans les derniers mois de 1821 et les premiers de 1822, participé à un complot concerté, ayant pour but de détruire ou de changer le gouvernement royal, et dont le commencement d'exécution eut lieu à la Rochelle. Les ministres, craignant que les chefs de cette prétendue conspiration ne fussent traités trop favorablement s'ils étaient jugés par leur corps, ordonnèrent qu'ils fussent rayés des contrôles du régiment, et renvoyés devant la cour d'assises de Paris, où siégeaient alternativement MM. Bellart et Marchangy, de fâcheuse mémoire. En apprenant l'ordonnance qui les renvoyait devant la Cour d'assises du département de la Seine, Bories s'écria : « Mes amis, nous allons paraître « devant un tribunal de sang, préparons-nous donc à mourir. » Après avoir entendu avec calme le prononcé du jugement qui le condamnait à avoir la tête tranchée sur un échafaud, ainsi que Goubin, Pommier et Raoulx, il s'écria avec douleur : « Eh bien ! mes amis, ne vous « l'avais-je point dit ? » Il se pencha ensuite vers son défenseur, qu'il embrassa, et lui dit : « Je vous remercie beaucoup, monsieur ; mais ne « vous avais-je pas dit que nous étions condamnés d'avance, et que « votre défense serait inutile ? ne pleurez point sur mon sort, ou plutôt « enviez-le... » L'heure du supplice était déjà sonnée ; une foule innom-

Digitized by Google

brable attendait les patients; deux heures se passèrent ainsi dans l'attente, et chacun allait se retirer en pensant qu'un acte de clémence émané du trône accordait la vie à ces quatre malheureux jeunes gens, lorsqu'ils sortirent de la Conciergerie montés sur deux charrettes et entourés de gendarmes. Les visages des patients étaient calmes et sereins; arrivés au pied de l'échafaud, ils s'embrassèrent et se dirent un éternel adieu..... Trois minutes après ils avaient cessé de vivre! Une imagination vive, ardente, l'amour de la liberté, la haine qu'ils portaient à ceux qui voulaient avilir leurs anciens drapeaux, entraînèrent ces quatre militaires dans une entreprise grande et généreuse : la même opinion les animait tous, le même tombeau les réunit. Pourquoi faut-il qu'on soit obligé de lire autant de pages ensanglantées dans notre histoire?.....

Goubin (*Charles-Paul*), âgé de vingt-cinq ans, né à Falaise (Calvados), sergent au 45e régiment d'infanterie de ligne, en garnison à la Rochelle, fut condamné à la peine de mort le 17 août 1822, et exécuté en septembre suivant, comme coupable d'être un des chefs du complot tramé à la Rochelle, dont le but était de détruire ou de changer le gouvernement royal. Il fut transféré à Paris, et renfermé à la Conciergerie en attendant le jugement. Un jour il vint trouver M. Eugène de Pradel, qui y était aussi enfermé pour un délit de presse, et lui dit : « Notre « affaire va mal... Ce bon M. Bellart a déclaré qu'il lui fallait onze « têtes... Oh! je saurai mourir, s'il le faut; et quand je pourrais voir « ma tête rouler à dix pas, cela ne me ferait pas trembler. » Cette force de caractère ne se démentit pas un seul instant; Goubin mourut avec courage.

Pommier et Raoulx partagèrent le sort de Bories et de Goubin, et montrèrent le même caractère mâle et patriotique.

Les noms de ces quatre nobles soldats nous ont paru bons à faire figurer parmi ceux des généraux et des maréchaux. Ces sergents acquirent autant de gloire en un jour que les autres dans toute une longue carrière de batailles. Gloire à eux donc : ils sont morts pour la liberté!

Digitized by Google

BRAYER (Michel-Sylvestre),
Général de division.

Né le 29 décembre 1769, il embrassa l'état militaire dès l'année 1784. En 1792 il fut nommé adjudant-major au 3[e] bataillon du Puy-de-Dôme, puis capitaine de grenadiers. Pour sa belle conduite à Kelmuntz, en Bavière, il reçut, en l'an VIII, le grade de chef de bataillon. Il fit des prodiges de valeur à la bataille de Hohenlinden; aussi le général Moreau, pour le récompenser, le nomma colonel; mais cette nomination ne fut pas confirmée. Il était, en 1804, major au 9[e] régiment de ligne; mais, en récompense de son intrépidité et de sa valeur à la bataille d'Austerlitz, l'Empereur le nomma colonel au 3[e] régiment d'infanterie légère le 27 décembre 1805, et commandant de la Légion-d'Honneur le 13 novembre 1808, après la bataille de Burgos. Le combat de Benivida, livré le 11 août 1810, ajouta encore à sa gloire militaire; mais il acquit de nouveaux droits à l'estime de Napoléon dans les affaires de Santa-Maria et de Villa-Alba, où il fut blessé le 15 juin 1811. A cette époque Brayer était déjà général de brigade. Le 31 août 1813, il fut nommé général de division, et resta attaché à l'armée d'Espagne jusqu'à sa retraite.

En 1814, Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis. En mars 1815, il commandait à Lyon, lorsque Napoléon, déjà maître de Grenoble, s'avança sur cette ville. Aussitôt Brayer lui envoya un officier pour lui faire savoir que la garnison lui était toute dévouée. Le comte d'Artois, qui venait d'apprendre les sentiments qui régnaient alors dans cette ville, jugea à propos de repartir de suite pour Paris, afin d'éviter de tomber dans les mains des régiments mutinés, qui s'étaient ralliés au drapeau qui les avait tant de fois conduits sur le champ de bataille. Brayer prit le commandement de l'avant-garde de Napoléon, qui marchait sur Paris : il s'avança contre les armées royales de la Vendée, et fut nommé pair de France le 2 juin.

Lors de la restauration, Louis XVIII rendit une ordonnance, le 24 juillet, d'après laquelle ce général devait être arrêté et livré au 1[er] conseil de guerre de la 1[re] division militaire; mais il parvint à se sous-

Digitized by Google

traire à une mort certaine en se retirant dans les Pays-Bas. Brayer alla en Amérique, où il servit la noble cause de l'indépendance. En France, il avait été condamné par contumace à la peine de mort, pour avoir trahi le roi et avoir attaqué le gouvernement à main armée avant le 23 mars 1815.

Le général Brayer fut compris dans la loi d'amnistie du 12 janvier 1816, et rappelé par ordonnance royale. Il rentra dans tous ses droits, titres, grades et honneurs.

DE BROC (Armand-Louis).

Fils d'un ancien capitaine de dragons au régiment d'Orléans, Armand-Louis de Broc naquit, le 16 février 1772, à la Villan-Fourier (Maine-et-Loire). En 1788, il entra simple dragon au 2e régiment; en 1789 sous-lieutenant; en 1792, lieutenant et capitaine; en 1803, major dans le 5e régiment de dragons et aide de camp du prince Louis; en 1804, colonel du 5e régiment de dragons. De Broc, en faisant toutes les guerres de la révolution, trouva de fréquentes occasions de signaler son courage, et il était aussi généreux et bon qu'il était brave. En 1806, quand Louis Bonaparte monta sur le trône de Hollande, il appela auprès de lui de Broc, en qualité de grand-maréchal du palais, avec le titre de général de brigade. En 1807, en épousant mademoiselle Adèle Auguié, à laquelle la reine de Hollande voua une affection toute particulière, de Broc devint le beau-frère du maréchal Ney, qui avait aussi épousé une demoiselle Auguié, dont le père était administrateur général des postes de France. De Broc ayant partagé, avec tous les Français qui étaient à la cour de Hollande, la prévention qui animait le roi Louis contre ses anciens compatriotes, vit chaque jour décroître sa faveur, sans qu'il eût rien fait pour le mériter; et le roi, n'ayant pas la force d'éconduire ouvertement ceux qui ne lui plaisaient plus, donna à son grand-maréchal la mission d'aller à Madrid féliciter le roi Joseph sur son avènement au trône d'Espagne; mais, arrivé à Vittoria, où se

Digitized by Google

trouvait le frère du roi de Hollande, de Broc, après avoir rempli sa mission, apprit bientôt sa disgrâce; ce qui le détermina à rentrer au service de France, en 1808, sous les ordres du maréchal Ney, comme colonel d'état-major; il revint en France, alla faire la guerre en Italie, et mourut à Milan des suites d'une blessure.

MICHAUD (Claude-Ignace-François),

Général de division.

Né à Pontarlier (Doubs) en 1751 (ou en 1753), Michaud fit avec distinction les campagnes de 1792 et 1793, et fut promu au grade de général de division le 4 vendémiaire an II. Lorsque Pichegru eut quitté le commandement de l'armée du Rhin au commencement de l'année 1794, Michaud en fut nommé provisoirement général en chef. Il ouvrit cette campagne par la reprise du fort Vauban, dans la nuit du 18 janvier. De nouveaux succès l'attendaient dans le Palatinat, où, le 24 mai, l'ennemi, l'ayant attaqué sur tous les points, fut complètement battu malgré la supériorité de ses forces. Cependant la gauche de l'armée de la Moselle éprouvait quelques revers; le général Ambert avait été repoussé de Kaiserslautern. Le général Michaud ordonna alors la retraite sur les lignes, et l'effectua dans le plus grand ordre. Au mois de juillet, l'armée du Rhin prit l'offensive et fut victorieuse le 3 à Offenbach. Le 12, elle s'empara de Freibach et de Friesmersheim, et successivement des montagnes de Platzberg, de Saukopf, de Tripstadt et Kerweiller, le 28; elle entra à Spire, à Neustadt, et reprit encore une fois le fort de Kaiserslautern.

Après le 9 thermidor (27 juillet 1794), le général Michaud crut devoir transmettre à la Convention des félicitations au nom de l'armée sur les résultats de cette journée.

Dans la campagne d'hiver de 1795, il s'empara du fort du Rhin, près Manheim, après quatorze heures de bombardement, et se démit quelque temps après du commandement en chef, qu'il considérait comme

Digitized by Google

supérieur à ses forces. En acceptant cette démission, la Convention applaudit à la modestie du général; cependant il avait conservé le commandement d'une division avec laquelle il pénétra en Hollande, au mois de janvier 1795, et, le 29, il occupa Flessingue et Middelbourg, dans l'île de Zélande. Ayant été obligé de quitter l'armée au mois d'avril, par la fracture d'une jambe, il fut remplacé par Kléber, reçut aussitôt le commandement de la Flandre orientale et de la Flandre hollandaise, et envoya à la Convention, dans la journée des 1er et 4 prairial (20 et 23 mai 1795), une adresse énergique dans laquelle il la félicitait de la victoire qu'elle venait, disait-il, de remporter sur les continuateurs et les partisans de la tyrannie abattue au 9 thermidor. Ce fait indique que les sympathies du général Michaud étaient acquises à la faction réactionnaire.

Nommé, en 1799, commandant de la treizième division militaire, il mit en état de siége et fit occuper militairement les communications de Rieux, Lapotérie et Allaire en Bretagne, comme ayant donné asile à des assassins. Au mois de juillet 1799, il fut désigné par intérim comme général de l'armée d'Angleterre. Le général Michaud fit la campagne de l'an IX en Italie; il y commandait l'arrière-garde de l'armée aux ordres du général Brun, et se distingua aux passages de l'Adige et du Mincio. Plus tard, il soutint, à la tête de l'avant-garde, un combat opiniâtre entre Citadella et Castel-Franco; poursuivit l'ennemi jusqu'à Salva-Rosa, et lui fit huit cents prisonniers.

A la paix il fut nommé inspecteur général d'infanterie, commandant de la Légion-d'Honneur en 1804, et obtint, en septembre 1805, le commandement des troupes françaises en Hollande, en remplacement du général Marmont. Appelé, en 1806, aux fonctions de gouverneur des villes anséatiques, il marcha, le 7 mai, contre le major Schill, et le mit en fuite. Le général Michaud conserva ce poste jusqu'en 1813; et, en 1814, il fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur et inspecteur d'infanterie de la quinzième division. Il mourut en 1835, âgé de plus de quatre-vingts ans.

Digitized by Google

MOREAU (Jean-Victor),

Général des armées de la République française.

Il naquit à Morlaix (Finistère) en 1763. Fils d'un avocat et destiné lui-même au barreau, il partit pour la frontière, fut nommé (1793) général de brigade, et (1794) général de division. Il servit avec éclat sous Pichegru, et lui succéda comme général en chef de l'armée du Nord ; puis alla prendre le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, avec laquelle il ouvrit (juin 1796) une mémorable campagne. Après avoir forcé Wurmser à la retraite, culbuté les troupes des Cercles et l'armée de Condé, battu l'archiduc Charles à Rastadt, Ettlingen, Pforzheim, Stuttgart, Canstadt, Berg, Bingen, Constance, et l'armée autrichienne de Latour à Friedberg, il se vit obligé par suite des revers de Jourdan de revenir sur ses pas. Ce fut alors qu'il fit cette retraite que les tacticiens regardent comme un des plus beaux faits d'armes des temps modernes.

Il réorganisa, l'année suivante, l'armée de Sambre-et-Meuse, dont il remit le commandement à Hoche, et, revenu sur le Rhin, il le passa en présence des ennemis, qu'il battit, mais la signature des préliminaires de Leoben arrêta ses succès. Il avait, dit-on, trouvé dans les bagages de l'ennemi les preuves de la trahison de Pichegru ; il ne les fit connaître au gouvernement que lorsque les projets de ce général eurent échoué. Le Directoire lui en garda rancune, et Moreau fut en disgrâce jusqu'en 1798. Toutefois, il fut alors nommé inspecteur général (1799), et on l'envoya en Italie pour y réparer les désastres de Schérer. Il sauva l'armée d'une entière destruction, battit Souwaroff à Bassignano, et, plus tard, assistant comme volontaire à la bataille de Novi, il sauva encore une fois l'armée.

Revenu sur le Rhin, il conquit en vingt-cinq jours quatre-vingt-dix lieues de pays, gagna sur les meilleurs généraux de l'Autriche, le baron de Kray, les archiducs Jean et Charles, les victoires de Hochstedt, de Neubourg et de Hohenlinden ; arriva jusqu'à vingt-cinq lieues de Vienne, et força ainsi l'empereur à signer la paix de Lunéville. Il revint à Paris après cette glorieuse campagne, se maria, et sa femme, qui prit

Digitized by Google

sur lui un empire tout-puissant, et dont l'ambition était extrême, ne tarda pas à le perdre. Il eut des entrevues avec Pichegru et Cadoudal, fut arrêté et traduit avec eux devant le tribunal criminel de Paris. Condamné, pour non-révélation de complot, à deux ans de prison, il obtint que sa peine fût commuée en un exil indéfini, et partit pour les États-Unis. Ce fut là qu'en 1813 les envoyés de l'empereur de Russie allèrent le chercher pour le décider à se mettre à la tête des ennemis de son pays. Il débarqua à Gothembourg (24 juillet 1813), se rendit à Prague, auprès des souverains coalisés, et fut blessé à mort à la bataille de Dresde (27 août) par un des premiers boulets que lancèrent les batteries françaises. Il mourut cinq jours après.

Louis XVIII disait à M. de Montmorency qui déplorait la mort de Moreau comme une grande perte pour la couronne : « Pas si grande : « Moreau était républicain. » (CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe.*) Nous croyons que Louis XVIII se trompait : un républicain ne se bat pas avec les cosaques contre sa patrie.

KLÉBER (Jean-Baptiste),

Général des armées de la République française.

Né à Strasbourg en 1754. — Il servit d'abord dans l'armée autrichienne (1776-1783), puis, lors de la révolution française, s'engagea comme simple grenadier dans un bataillon de volontaires (1792) ; se distingua au siége de Mayence, où il devint adjudant général (1793); fut envoyé en Vendée comme général de brigade, et défit l'armée vendéenne à Cholet et à Savenay. Nommé général de division à l'armée de Sambre-et-Meuse, il eut une grande part à la victoire de Fleurus (1794), entra dans Maestricht après quarante-huit jours de bombardement, mit en déroute l'armée autrichienne sur la Sieg, à Altenkirchen, à Kaldieck et à Friedberg (1796) ; puis il suivit Bonaparte en Égypte (1798), où il déploya une haute capacité ; le remplaça comme commandant en chef après son départ, battit les Turcs à Héliopolis (1800), et allait conclure la paix lorsqu'il mourut assassiné au Caire le 14 juin. Il était fils d'un terrassier.

Digitized by Google

MENOU (Jacques-François),

Général des armées de la République française.

Né en Touraine en 1750. — Député de la noblesse aux États généraux (1789), il se réunit au tiers-état, prépara la réunion du Comtat-Venaissin à la France, commanda en second le camp formé près de Paris, après la clôture de la session ; fut envoyé ensuite en Vendée ; marcha, le 2 prairial (mai 1795), contre le faubourg Saint-Antoine insurgé, et désarma les révoltés.

Il fit ensuite partie de l'expédition d'Égypte, où il embrassa, dit-on, l'islamisme ; prit le commandement en chef de l'armée à la mort de Kléber (1800), se laissa battre par Abercromby (1801) près d'Alexandrie, et revint en France, où, malgré son incapacité, il fut nommé gouverneur du Piémont, puis de Venise, où il mourut en 1810.

DESAIX (Louis-Charles-Antoine),

Général des armées de la République française.

Général de division à l'armée du Rhin, Desaix défendit Kehl (1796), accompagna ensuite Bonaparte en Orient (1798), s'empara de la Haute-Égypte et s'y conduisit avec tant de modération que les musulmans le surnommèrent *le Sultan juste*. A son retour en France, il reçut le commandement de deux divisions de l'armée d'Italie, et fut tué à Marengo (1800). Il était né en 1768, à Saint-Hilaire-d'Ayat (Puy-de-Dôme).

« De tous les généraux que j'ai eus sous moi, disait Napoléon, Desaix et Kléber ont été ceux qui avaient le plus de talent. Desaix ne rêvait que la guerre et la gloire ; les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui, il ne leur accordait pas même une seule pensée.... C'était un caractère tout à fait antique. »

Digitized by Google



Eug Lami pinx Ferd Lanos sc

DESAIX

Digitized by Google

Digitized by Google

LECLERC (Victor-Emmanuel),

Général de division.

Le général Leclerc, né à Pontoise en 1772, se fit remarquer dans les armées des Alpes et d'Italie, et épousa en 1797 Pauline Bonaparte, sœur de Napoléon. Il se distingua sous Moreau dans la campagne d'Allemagne (1799), contribua au 18 brumaire, et fut nommé général en chef de l'armée d'expédition de Saint-Domingue. Il débarqua dans cette île en 1802 et, après quelques succès, fut atteint de la fièvre jaune et mourut la même année.

Si Leclerc eût vécu quelques années de plus, il est probable que, comme Murat, autre beau-frère de l'Empereur, il eût été imposé comme roi à quelque peuple de l'Europe; car, malheureusement, une des idées fixes de Napoléon était de vouloir placer sur des trônes tous les membres de sa famille. L'intérêt des nations, ni le sien propre, ne pouvaient consister à remplacer des princes par d'autres princes. Il eût mieux valu être fidèle aux principes de la révolution, à laquelle il devait sa puissance, et ne détruire les rois qu'en faveur de la liberté. Si, au lieu d'envoyer Murat à Naples, Louis en Hollande, Joseph en Espagne, Jérôme en Westphalie, etc., Napoléon eût rétabli l'indépendance de l'Italie et de la Pologne, peut-être règnerait-il encore aux Tuileries!

TOUSSAINT-LOUVERTURE,

Général de division.

Toussaint-Louverture, nègre de race, naquit dans l'île de Saint-Domingue en 1743. Esclave du comte Noé lorsque les troubles de la révolution éclatèrent, il se rangea du côté des Espagnols avec Jean-François, puis entra dans le parti de la France et s'acquit par ses exploits une grande influence sur les noirs. Il fut nommé, par le Direc-

Digitized by Google

toire, général de division, lieutenant au gouvernement de l'île; obtint de grands succès contre les Anglais et les Espagnols; apaisa la révolte de Rigaud et des mulâtres, et fut nommé président à vie. La France, dont il avait jusqu'alors éludé la participation, envoya à Saint-Domingue le général Leclerc avec une escadre (1801). Abandonné par Christophe et Dessalines, Toussaint fut obligé d'entrer en négociation, fut pris, emmené en France et enfermé au Temple, puis au fort de Joux, où il mourut en 1803.

La captivité et la mort de Toussaint-Louverture sont une des plus grandes fautes de Napoléon. Comment lui, qui avait un si bel instinct des grandes choses, n'a-t-il pas compris ce qu'il y avait de noble et d'élevé dans le caractère de cet ancien esclave, de ce nègre, qui par son génie était parvenu à s'égaler aux meilleurs généraux de la métropole? Qu'avait-il donc fait pour mourir dans une prison? Loin de mériter cette infortune, il eût été digne de récompense, car il avait aimé sa patrie, il avait accompli pour elle des actions héroïques, et jamais on n'avait eu à lui reprocher rien de ce qui rend un homme méprisable.

Nous ne savons quels furent les motifs du premier Consul pour se montrer, comme il le fit, impitoyable envers le défenseur de Saint-Domingue; mais le souvenir du triste sort de Toussaint-Louverture pèse bien plus sur la mémoire de Napoléon que celui de l'exécution du duc d'Enghein, qui, après tout, conspirait contre la France et n'était pas — tant s'en faut! — un homme d'une aussi haute valeur que le général nègre.

THIÉBAULT (Paul),

Général de division.

Ce général acquit une triple renommée : celle que donne le valeur au jour des combats, — celle qui résulte de la sagesse des dispositions, — et enfin celle qui s'obtient par la culture des lettres. Tour à tour soldat, capitaine, historien, il guida les braves qui lui furent

Digitized by Google

confiés, raconta les beaux faits d'armes dont il avait été témoin, et donna des leçons de théorie couronnées du plus heureux succès.

Paul Thiébault, fils de Dieudonné Thiébault, de l'Académie de Berlin, naquit en cette ville le 14 décembre 1769. L'école militaire fondée par Frédéric fut son berceau.

A l'époque de la révolution, il passa en France; il servit dans la garde nationale de Paris, et fut un des officiers qui formèrent (sous La Fayette) la création des compagnies de grenadiers de la garde nationale de la capitale.

Thiébault a fait six campagnes de la révolution, et toujours avec gloire et distinction. Nous placerons ici une anecdote qui peut intéresser nos lecteurs : Dix-sept quintaux de poudre étaient dans des barils, qui, en arrivant à Spolette (en Italie), se trouvèrent en partie défoncés; leur transport à Perugia devenait très-difficile, et, en attendant que l'on prît un parti à leur égard, ils avaient été déposés dans une salle pavée en dalles. Thiébault, accompagné du capitaine de grenadiers Gelin, d'un autre officier, et du capitaine Fabre, aide de camp du général Casabianca, s'était rendu en cet endroit pour juger par lui-même de l'état des barils, qui, en effet, perdaient tellement la poudre de tous côtés, que le pavé de la salle en était couvert; dans l'embarras de savoir ce que l'on ferait de cette poudre, Fabre, par une incroyable démence, tire tout à coup son sabre, et en s'écriant : « Je « voudrais, pour toute chose au monde, que le feu nous en débar- « rassât, » il se met à frapper les dalles, et à faire voler de tous côtés la poudre et les étincelles. Aussitôt le capitaine Gelin et l'officier qui était avec lui se sauvèrent sans se donner le temps de proférer un seul mot. Le capitaine Fabre, après une douzaine de coups donnés à tour de bras, s'arrête et remet son sabre en répétant.... : « Allons, elle ne prendra pas.... » Quant à Thiébault, qui, immobile sur le baril de poudre sur lequel il était assis, n'avait pas quitté Fabre des yeux pendant cette extravagance, il se leva quand elle fut finie, et se contenta de dire en riant... : « Il faut convenir, mon cher Fabre, que vous êtes le plus grand fou que j'aie vu depuis que j'existe.... »

Thiébault était à la prise de Naples et au siége de Gênes.

Ce général est auteur d'un ouvrage ayant pour titre : *Le Manuel des*

Digitized by Google

adjudants généraux, considérés comme chefs d'état-major dans les divisions actives;

D'un *Mémoire* destiné à prouver la nécessité de distinguer ce qui tient aux quartiers généraux et aux états-majors, et à organiser, sur de nouvelles bases, les uns et les autres;

De l'*Histoire du blocus de Gênes*.

Le général Thiébault est mort en retraite, sous Louis-Philippe.

BARBANÈGRE (Joseph),

Général de division.

Né à Pontac (Basses-Pyrénées) en 1792. — Il avait, parmi ses frères d'armes, acquis depuis longtemps le titre de bon officier et de soldat intrépide. L'armée le vit avec satisfaction, pendant les Cent-Jours, chargé de la défense d'Huningue; il y soutint, contre une armée de vingt-cinq-mille hommes, un siége de deux mois, et en sortit le 25 août 1815 avec les honneurs de la guerre. Lorsqu'on se préparait à compter les bataillons qui semblaient s'être multipliés pour rendre cette forteresse inexpugnable, on vit s'avancer cinquante-deux soldats français. L'archiduc Jean, croyant voir paraître seulement l'avant-garde de la garnison, invitait Barbanègre à faire sortir sa petite armée: « Prince, voilà toute la garnison, répondit Barbanègre. » L'archiduc, frappé d'étonnement, ne put s'empêcher de serrer dans ses bras ce brave commandant, et prodigua les plus grands éloges à la petite garnison. Le général alla, à la tête de ses cinquante-deux hommes, se réunir à l'armée de la Loire. Barbanègre était patriote; on ne fait pas de belles actions sans aimer la patrie et la liberté.

Il mourut en 1830.

Digitized by Google

LAHARPE (Amédée-Emmanuel-François),

Général de division.

Il naquit à Uttins (pays de Vaud) le 27 septembre 1754. — Il adopta la France pour sa patrie, quitta la compagnie bernoise qu'il commandait, et fit la campagne de 1792 à l'armée française du centre. C'est ce brave guerrier qui défendit le château de Rodemack (frontière du Nord), et qui prit la résolution, avec la faible garnison qu'il commandait, d'employer tous les moyens de résistance en cas d'attaque; et, si toute retraite devenait impossible, de laisser entrer l'ennemi, de faire sauter le fort, et de s'ensevelir avec lui sous les débris. En l'an II, il faisait partie de l'armée d'Italie. Il fut tué dans une affaire qui eut lieu pendant la nuit, près de Lodi (1796). La France perdit en lui un homme qui lui était très-attaché, l'armée un de ses meilleurs généraux, tous les soldats un camarade aussi intrépide que sévère pour la discipline. Labarpe était vraiment patriote. Le maréchal Brune, alors général de division, honora la mémoire de ce brave guerrier, en prenant son fils, âgé de dix-huit ans, pour son aide de camp.

« C'était, a dit Napoléon dans ses *Mémoires*, un officier d'une bravoure distinguée, conduisant avec intelligence ses troupes, dont il était fort aimé, quoique d'un caractère inquiet. »

LOISON (Olivier),

Général de division.

Fils du procureur du roi de Damvilliers (Meuse), patrie également du maréchal Gérard, il servit d'abord comme volontaire dans un bataillon de la Meuse, devint bientôt officier, fut employé en 1793 et 1794 à l'armée des Ardennes, obtint alors le grade de général de brigade; commanda le 13 vendémiaire contre les sections de Paris, montra

Digitized by Google

dans cette circonstance beaucoup de dévouement à la Convention, fut en conséquence nommé président du conseil de guerre de Saint-Roch qui jugea les chefs des insurgés; passa ensuite en Suisse avec Masséna, et fut nommé général de division le 25 septembre 1799. Employé en 1810 à l'armée de réserve, il passa l'Adda et l'Oglio, s'empara de Crème et d'Arsinovi, et reçut ensuite diverses marques de la satisfaction et de la munificence du premier Consul. Dans la campagne de 1805, il se signala à Wertingen, à Guntzbourg, et à la bataille d'Austerlitz, à la suite de laquelle il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur. En 1806, il fut chargé du gouvernement de Munster et de la principauté d'Osnabruck; fut ensuite employé, de 1808 à 1811, en Espagne, où il soutint en toutes occasions sa réputation, et fit constamment preuve de la plus rare intrépidité dans tous les postes où il fut placé depuis, soit en Russie, soit en Allemagne, soit en France.

Après la restauration de 1814, il obtint de Louis XVIII la croix de Saint-Louis et le commandement de la 5e division militaire, reprit du service sous Napoléon en 1815, et se réfugia depuis en Belgique où il avait des propriétés.

Sauf de rares exceptions, l'histoire des généraux offre entre eux un trait de ressemblance qui ne fait guère honneur à l'humanité, ou du moins qui semblerait prouver que la profession des armes, dans nos sociétés, n'est pas compatible avec la véritable dignité du caractère : c'est que tous ou presque tous ces capitaines de la République et de l'Empire ont successivement servi tous les hommes et toutes les formes de gouvernement; ils ont porté l'épée pour Louis XVI, pour la Convention, pour le Directoire, pour le Consulat, pour l'Empire, pour la royauté prétendue légitime, puis encore pour l'empire, puis encore pour la royauté légitime, puis pour la royauté bâtarde de 1830, et aujourd'hui ceux qui survivent commandent les armées républicaines. Qu'est-ce que de pareils dévouements? De semblables généraux ne sont-ils pas de vraies machines, à moins qu'on ne préfère les appeler des traîtres? Cette réflexion que nous faisons à l'occasion du général Loison, on peut la faire à propos des trois quarts de ses collègues dans le commandement, comme on s'en convaincra en lisant les biographies insérées dans ce volume.

Digitized by Google

ANDREOSSI (Antoine-François),

Général de division.

Il était né à Castelnaudary (Aude) le 6 mars 1761 (1762 d'après la *Biogr. portative universelle*), et était petit-fils de François Andreossi, ingénieur, à qui revient la gloire d'avoir conçu le projet du canal de Languedoc, dont on a pendant longtemps regardé Riquet comme le seul auteur. Il se distingua dans la première campagne d'Italie. Devenu général de brigade, il donna, le 19 mai 1797, une nouvelle preuve d'intrépidité au passage du Lisonzo, qu'il traversa deux fois à pied. Il fut aussi de l'expédition d'Égypte, où ses travaux et ses talents furent encore utiles à la patrie. Il revint en France avec Bonaparte en 1799. Il le seconda puissamment dans la journée du 18 brumaire en remplissant les fonctions de chef d'état-major; fut mis ensuite par le maréchal Berthier à la tête d'une division nouvelle formée dans le ministère de la guerre, et qui, sous le nom de 4ᵉ division, comprenait l'administration de l'artillerie et du génie, et joignit encore à cette place celle de commandant d'artillerie à Strasbourg. Élevé, en 1801, au grade de général de division, et nommé directeur du dépôt général d'artillerie, il fut bientôt après choisi pour remplir le poste de ministre de France à Londres.

De retour à Paris, il fut décoré du titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur, et présida le collége électoral du département de l'Aude, qui l'élut candidat au Sénat conservateur. Lors de la reprise des hostilités, en septembre 1805, il suivit Napoléon en Allemagne, partagea la gloire et les dangers de cette campagne, et resta ensuite à Vienne, après la paix, comme ministre plénipotentiaire de France. Ses efforts pour maintenir une harmonie durable entre les deux États furent inutiles, et, la guerre ayant recommencé en 1809, il fut nommé, le 10 mai, gouverneur de la capitale de l'Autriche. Appelé au conseil d'Etat en février 1810, et chargé de présider la section de la guerre, il obtint, peu de temps après, la dignité de grand chancelier de l'ordre des trois toisons et l'ambassade de Constantinople. Il y défendit de son mieux les intérêts de la France contre les intrigues de la coalition de

Digitized by Google

1813, et sut à la fois s'y faire chérir et respecter. Après la Restauration, il fut remplacé par le marquis de Rivière.

Le retour de Napoléon, en mars 1815, valut à Andreossi la dignité de pair, qu'il ne put conserver longtemps. En 1827 il fut élu député par le département de l'Aude et siégea parmi l'opposition. Il mourut l'année suivante.

Il est auteur d'un ouvrage sur le canal du Languedoc, et a publié sur l'Egypte plusieurs mémoires aussi précieux pour la nouveauté des faits que pour l'exactitude des renseignements qu'ils renferment.

GÉRARD (Étienne-Maurice),

Maréchal de France.

Né à Damvilliers (Meuse) le 4 avril 1773, il entra dans la carrière militaire dès l'ouverture de cette série de campagnes qui sauvegardèrent longtemps le territoire de la patrie ; il prit une part active à presque tous les évènements de cette guerre qui a commencé à Valmy et ne s'est terminée qu'à Waterloo. Volontaire dans un bataillon de son département, il y parvint bientôt au grade de lieutenant, assista à la mémorable journée de Fleurus, et fut cité honorablement, dans les journaux de l'époque, pour la bravoure dont il avait fait preuve. Nommé en l'an v capitaine et aide de camp de Bernadotte, il fit avec ce général les campagnes d'Italie et du Rhin. Il était colonel à Austerlitz, où il fut blessé en chargeant à la tête de son régiment. Général de brigade pendant la guerre de Prusse de 1807, il fut nommé, à la paix de Tilsit, chef d'état-major du prince de Ponte-Corvo, et fit en cette qualité la campagne de 1809. La guerre difficile du Portugal, où le géneral Gérard servait en 1810 sous le comte d'Erlon, lui fournit bientôt de puissants moyens pour déployer les connaissances militaires et l'intrépidité qui l'avaient distingué jusqu'alors. Mais c'était la campagne de Russie qui devait le placer au rang des premiers généraux de l'Europe. Il se distingua aux batailles de Smolensk, de Volontina et de la Moskowa, où sa division faisait partie du 4e corps, aux ordres du prince Eugène. Pendant la retraite, il commandait l'arrière-garde

Digitized by Google

du corps du prince d'Eckmühl. Murat, arrivé à Kowno, voulut former un corps destiné à couvrir et à rallier autant que possible les militaires isolés, et en donna le commandement à Ney, qui n'accepta qu'à condition qu'on lui donnerait pour second le général Gérard. Lorsque le prince Eugène eut pris le commandement de l'armée, il lui confia celui de l'arrière-garde, composée de Napolitains et de quelques conscrits nouvellement arrivés. Avec d'aussi faibles ressources il eut à combattre chaque jour un ennemi auquel il fit plus d'une fois chèrement acheter les succès momentanés que des circonstances fortuites et les rigueurs de la saison accordaient à ses armes. La campagne de 1813, les batailles de Lutzen et de Bautzen, furent pour le général l'occasion d'ajouter à sa gloire militaire, et de rendre de nouveaux services que l'étendue de notre cadre ne nous permet pas d'énumérer. Les bulletins de la campagne de France répètent à chaque page, avec les éloges les plus flatteurs, le nom du général Gérard. Nommé pendant les Cent-Jours pair de Fraece et commandant de l'armée de la Moselle, il partit de Metz le 10 juin, pour se rendre à marches forcées sur la frontière. Il fit le 16 des prodiges de valeur à la bataille de Ligny, et se trouvait avec sa division dans le corps d'armée dont la coopération à la bataille de Waterloo eût pu apporter de si grands changements dans les destinées de l'Europe. L'avis du général Gérard était de marcher sur le canon qu'on entendait du côté de la forêt de Soignes. Blessé à la fin de cette journée, il passa bientôt à Bruxelles sur l'invitation des ministres de la guerre et de la police, et ne rentra en France qu'en 1817.

Il fut élu député en 1822, réélu en 1827, et fit partie de l'opposition libérale.

Après la bataille de Leipzig, Napoléon, qui savait juger et apprécier les hommes, disait au général Gérard : « Si j'avais bon nombre de gens comme vous, je croirais mes pertes réparées, et me considérerais comme au-dessus de mes affaires. »

Après la révolution de Juillet, Gérard fut nommé maréchal de France, et, comme tant d'autres, plus que beaucoup d'autres peut-être, devint une des créatures de la cour de Louis-Philippe. Triste fin pour un vieux soldat ! Et cependant un grand nombre de ces débris de nos gloires sont allés s'éteindre dans ce cloaque dynastique !

Digitized by Google

MAISON (Nicolas-Joseph),

Maréchal de France.

Né à Epinay (Seine), à trois lieues de Paris. — Il fut d'abord aide de camp du général Bernadotte, s'éleva par son courage de grade en grade, et devint enfin général de brigade. Employé dans les campagnes de 1805, 1806 et 1807, il s'y distingua particulièrement, fut ensuite envoyé en 1808 à l'armée d'Espagne, se fit remarquer le 10 novembre à l'affaire d'Espinosa, où il gravit avec le corps qu'il commandait des montagnes réputées inaccessibles, s'empara le 2 décembre des faubourgs de Madrid, et y fut blessé. Passé en Russie en 1812, il soutint sa réputation à Deltowo et à Polostck, où il fut reconnu général de division sur le champ de bataille. Il ne se signala pas moins dans la retraite et dans la campagne de 1813, contribua également au succès de la journée de Bautzen le 21 mai, et poursuivit l'ennemi jusque près de Neumarck, où l'armistice fut convenu. Il força aussi le 21 août l'ennemi qui voulait s'opposer au passage du Bober, et le mena battant jusqu'à Goldberg. Forcé enfin de se retirer en suivant le mouvement du corps d'armée de Macdonald dont il faisait alors partie, il donna en toute occasion des preuves de ses talents dans cette retraite longue et pénible, et se trouva le 16 octobre à Wachau, où il se couvrit de gloire et fut encore blessé. Devenu, après le passage du Rhin, commandant en chef du 1er corps retiré sur Anvers, il battit le général prussien Bulow presque sous les murs de la place, et par des manœuvres habiles et hardies tint le pays contre des forces supérieures aux siennes, et acquit ainsi la réputation d'un général consommé.

Rentré dans les anciennes limites de la France, et à la tête d'un petit nombre de braves choisis et animés par son exemple, il fit plusieurs excursions en Belgique, communiqua avec Anvers et en tira même des secours. Dévoué alors à Napoléon, dont il avait acquis et mérité toute la confiance par sa conduite militaire, il lui resta fidèle jusqu'à son abdication ; mais il adressa le 13 avril à ses troupes un ordre du jour qui ne laissait aucun doute sur ses nouveaux sentiments. Quelques jours après, Louis XVIII l'appela au commandement de la

Digitized by Google

1re division militaire, et lui confia ensuite le gouvernement de Paris. Nommé pair de France le 22 juin 1814, il resta attaché à la cause des Bourbons lors de l'invasion de Napoléon en 1815, suivit Louis XVIII à Gand, rentra à sa suite au mois de juillet, et reprit alors le gouvernement de Paris et de la 1re division militaire, qu'il quitta le 10 janvier 1816 pour celui de la 8e. Il refusa de prendre part au procès de Ney; fit l'expédition de Morée (1828), et devint maréchal (1829), ministre des affaires étrangères (1835) et ambassadeur à Vienne et en Russie. Sa mort eut lieu en 1840. — C'était encore un homme disposé à servir tous les gouvernements qui voudraient bien lui conserver ses traitements.

MALET (Claude-François de),

Général de brigade.

Ce général, célèbre dans l'histoire des conspirateurs, naquit à Dôle (Jura) le 28 juin 1754. Il entra dans les mousquetaires à l'âge de seize ans, fut réformé en même temps que ce corps avec le brevet de capitaine de cavalerie, se retira dans sa ville natale, d'où il partit au commencement de la révolution comme capitaine dans les premiers bataillons, se distingua en plusieurs occurrences, devint adjudant général en mai 1793, et fut enfin élevé au grade de général de brigade le 14 août 1799. Employé à cette époque sous Championnet, il fit la campagne des Alpes et obtint ensuite un commandement dans l'intérieur. Pendant les premiers mois de 1805, il fut momentanément gouverneur de Paris, puis envoyé en Italie où il contribua aux succès du maréchal Masséna, et commanda ensuite à Pavie. Disgracié peu de temps après pour avoir manifesté des opinions démocratiques, et par conséquent contraires aux vues de Bonaparte, il vint se fixer dans la capitale, se lia avec le parti républicain, fut compris dans différents projets de conspiration qu'on attribua à ce parti, saisi par la police et détenu pendant plusieurs années.

Digitized by Google

Ayant enfin obtenu en 1812 la permission de résider dans une maison de santé, il profita de l'absence de Napoléon, alors en Russie, pour mettre à exécution les projets qu'il avait conçus contre lui depuis longtemps. Il s'évada furtivement pendant la nuit du 23 au 23 octobre, commanda au nom d'un gouvernement provisoire qui n'existait que dans sa personne à une cohorte en garnison à Paris, dont le colonel était dans ses intérêts, de marcher tout à la fois sur l'hôtel de la police et sur celui du commandant de la place, pour arrêter le duc de Rovigo et le général Hullin, tira un coup de pistolet à ce dernier qu'il manqua, se rendit de là chez Laborde et Doucet pour se saisir d'eux, et fut arrêté lui-même et conduit ensuite en prison par ses propres soldats, qu'il n'avait pas instruits de ses desseins. Il fut livré le lendemain à une commission militaire, condamné à mort et fusillé dans la plaine de Grenelle : il mourut avec un courage héroïque, et avait montré pendant l'instruction du procès un calme et un sang-froid étonnant. Il fut fusillé le 29 octobre, avec ses complices les généraux Guidal et Lahorie.

GUIDAL (Maximilien-Joseph),

Général de brigade.

Né à Grasse (Var) en 1755.

Il entra de bonne heure au service comme soldat, et parvint successivement et de grade en grade, dans les guerres de la révolution, jusqu'au rang de général de brigade. Réformé depuis par Bonaparte à cause de ses opinions politiques, comme Malet, il lui voua une haine implacable. C'étaient sans doute ses sentiments connus qui l'avaient fait renfermer à la Force. La conspiration des généraux Malet et Lahorie lui en ouvrit les portes; et il travailla avec eux à renverser le trône du despote qui s'ébranlait alors en Russie. Arrêté dans l'exécution de ce projet, et traduit ensuite à un conseil de guerre, il fut condamné à mort et exécuté le 29 octobre 1812. Il vomit mille impré-

cations en allant au supplice, montra beaucoup de violence, et se conduisit de manière à faire ressortir le calme, l'impassibilité et le courage froid des deux généraux ses compagnons de malheur.

LAHORIE (Victor-Claude-Alexandre Faneau de),
Général de brigade.

Né à Gavron (Mayenne) le 6 janvier 1766.

Il embrassa la cause de la révolution, et devint en 1792 commandant d'un bataillon de l'Orne, et ensuite adjudant général. Il servit sous Moreau, qui, prévenu par son esprit et son talent, le choisit pour chef de son état-major à la place de Dessolle. Rentré en France avec l'armée du Rhin après la paix de Lunéville, il resta l'ami de son général en chef, et fut accusé en 1804, dans les journaux officiels, de l'avoir entraîné dans des projets contraires au gouvernement de Bonaparte. Il échappa heureusement aux recherches de la police, et ne figura pas dans l'instruction du procès; mais il passa en pays étranger avec Fresnières, secrétaire de Moreau, rentra ensuite en France, fut longtemps détenu à la Force, et fut en 1812 un des auteurs de la conspiration de Malet, dont le but était de renverser le gouvernement impérial. Traduit devant une commission militaire spéciale, il fut condamné à mort, et fusillé le 29 octobre. Il avait des talents, du mérite, et fut généralement regretté.

NANSOUTY (Étien.-Antoine-Marie Champion, comte de),
Général de division.

Ce général naquit le 30 mai 1768, à Bordeaux, où son père était commandant du Château Trompette. Son nom de famille était *Champion de Nans-sous-Thil*, d'où est provenu par corruption celui de *Nansouty*.

Digitized by Google

Il embrassa fort jeune la carrière des armes, et entra en 1780 à l'Ecole militaire, d'où il passa en 1783 au régiment de Bourgogne cavalerie en qualité de sous-lieutenant. La révolution favorisa ensuite son avancement, et, après avoir été successivement lieutenant-colonel des carabiniers et colonel du régiment d'Artois cavalerie, il parvint rapidement, par un mérite réel et une rare intrépidité, aux premiers grades. Il fut nommé général de division le 24 mars 1803; employé à l'armée d'Allemagne en 1805, il commandait le corps des cuirassiers au combat de Wertingen, et contribua beaucoup aux premiers succès de cette campagne. Il se distingua également à la bataille d'Austerlitz le 2 décembre, fut honorablement mentionné dans les rapports officiels, et nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur. A la tête des carabiniers et des cuirassiers dans la campagne de 1806 contre les Prussiens, il prit beaucoup de part aux avantages de cette campagne, et fit des prodiges de valeur à Eylau et à Friedland. On le revit encore en 1809, aux batailles d'Eckmühl, d'Essling et de Wagram, exécuter les plus belles charges et décider souvent la victoire. Nommé en 1812 colonel général des dragons, il fit la malheureuse campagne de Russie et y fut plusieurs fois cité avec distinction. Il rendit ensuite les plus grands services en 1813 et 1814, à Dresde, à Wachau, à Leipzig et à Hanau, se surpassa à Champaubert, à Montmirail, à Craonne, et mérita dans cette campagne meurtrière la réputation d'un des généraux de cavalerie les plus distingués de l'armée française.

Il adhéra l'un des premiers à la déchéance de Napoléon, à condition qu'elle tournerait au profit des princes de la maison de Bourbon, et écrivit le 6 avril 1814 : « J'ai l'honneur d'informer le gouvernement provisoire de ma soumission à la maison de Bourbon. » Quelques jours après, le roi Louis XVIII l'envoya en qualité de commissaire extraordinaire dans la 18e division militaire, et le nomma chevalier de Saint-Louis, puis capitaine de la 1re compagnie de ses mousquetaires. Nansouty ne jouit pas longtemps de ces honneurs : il mourut à Paris le 12 février 1815, des suites d'une maladie occasionnée par les fatigues de la guerre. Il avait épousé la nièce de l'ancien ministre Vergennes. C'est sans doute pour cela qu'il mit tant d'empressement à accueillir les Bourbons. Pourquoi donc avait-il si longtemps combattu sous le drapeau tricolore ?

Digitized by Google

BOURMONT (Louis-Auguste-Victor),
Maréchal de France.

Né au château de Bourmont, en Anjou, vers 1773.

Il était officier aux gardes françaises avant la révolution, et émigra peu de temps après. Il fit ses premières campagnes avec l'armée du prince de Condé, rentra ensuite en France, devint major-général de l'armée vendéenne de Scépeaux, et fut depuis nommé général dans le Maine et pays adjacents. Il fit divers voyages en Angleterre, se rendit en 1796 auprès du comte d'Artois, qui, en récompense de ses services, et enchanté d'ailleurs de sa modestie et de la solidité de son esprit*, lui accorda une dispense d'âge et le reçut chevalier de Saint-Louis. Lorsque les mécontents levèrent de nouveau l'étendard de la guerre en 1799, Bourmont refusa d'abord d'accéder à la pacification négociée par le général Hédouville; mais il y souscrivit deux ou trois semaines après, et indiqua même, dit-on, les rivières où étaient les canons fournis par l'Angleterre.

Il parut longtemps jouir d'un grand crédit auprès de Bonaparte, se rendit dans sa loge à l'Opéra au moment de l'explosion de la machine infernale du 3 nivôse, et témoigna un tel empressement à demander la punition des *jacobins* qu'il accusait hautement d'en être les auteurs, qu'il fut bientôt lui-même soupçonné de n'y être pas étranger. Il continua néanmoins à jouir en apparence de la même faveur; mais, ayant par la suite donné lieu à de nouveaux soupçons, il fut mis au Temple en 1803, puis transféré à la citadelle de Dijon, et de là à celle de Besançon, d'où il réussit à s'évader au mois de juillet 1805 avec M. d'Andigné son compagnon d'infortune. Il reçut cependant peu de temps après la permission de se retirer en Portugal, et l'ordre fut même donné de lever le séquestre mis sur ses biens.

Revenu en France après l'évacuation de ce pays par les troupes françaises, il obtint le grade d'adjudant général dans l'armée, parut dès lors se dévouer franchement à la cause de Napoléon, fit la campagne de

* Ce sont les expressions dont se sert la *Biographie moderne* (Paris, 1816), à laquelle nous empruntons ces détails.

19

Digitized by Google

1814, se couvrit de gloire devant Dresde, et fut enfin élevé au grade de général de brigade, puis bientôt à celui de général divisionnaire. Il commandait en Champagne en 1814, et fut laissé dans Nogent avec douze cents hommes : il y fit, quoique blessé, une si belle défense, qu'elle fut admirée même de l'ennemi. Il fut pourvu, après le retour des Bourbons, du commandement de la 6ᵉ division militaire à Besançon, puis décoré du titre de commandant de la Légion-d'Honneur.

En 1815, quand Napoléon débarqua et marcha sur Paris, Bourmont fit tout ce qu'il put pour arrêter la rapidité de sa course; mais, mal secondé par les uns et trahi par les autres, il ne put que réserver ses services et son bras pour une meilleure occasion. Assez habile pour n'avoir pas donné d'inquiétudes réelles sur sa fidélité, il fut chargé, à la sollicitation du général Gérard, du commandement d'une division à la tête de laquelle il se mit en route pour la Flandre, et passa à l'ennemi le 14 juin 1815, avant-veille de la seconde bataille de Fleurus.

Il servit de témoin dans le procès du maréchal Ney, et la manière dont il rendit compte des faits imputés au maréchal jeta un grand jour sur cette affaire. Bourmont figura également dans le procès du général Bonnaire.

En 1830, il fut chargé du commandement de l'expédition dirigée contre le dey d'Alger. Après la prise de cette ville, et quelques jours avant la révolution de Juillet, il fut fait maréchal de France par Charles X. Il est mort en 1845 ou 1846.

Napoléon a dit : *Bourmont est une de mes erreurs.*

Le devoir de l'histoire est de flétrir de pareils hommes.

MOUTON-DUVERNET (Régis-Barthélemy),

Général de division.

Né au Puy (Haute-Loire) en 1769.

Il était major au 64ᵉ régiment d'infanterie de ligne dans les campagnes de Prusse et de Pologne, lorsqu'il fut nommé, le 10 février 1807,

Digitized by Google

colonel du 63e régiment. Il passa ensuite en Espagne, se distingua au combat de Cuença, et mérita bientôt après le grade de général de brigade. Devenu en 1813 général de division, il fut élu en 1815, après le retour de Napoléon, membre de la Chambre des représentants, où il montra beaucoup d'attachement à l'Empereur et à sa politique. Il applaudit surtout le 23 juin à la proposition de reconnaître Napoléon II, et dit :

« Je ne suis point orateur, mais soldat ; l'ennemi marche sur Paris, « et il faut que vous ayez des armées à lui opposer. Proclamez Napo- « léon II empereur des Français, et à ce nom tous courront aux armes. « L'armée nationale se rappelle qu'elle a été profondément humiliée « sous Louis XVIII ; elle se rappelle qu'on a traité de brigandages les « services qu'elle a rendus à la patrie depuis vingt-cinq ans. Voulez- « vous lui rendre tout son courage et l'opposer avec succès à l'ennemi ? « proclamez Napoléon II. »

Il fut appelé le 2 juillet au gouvernement de Lyon où il se conduisit tout à la fois avec beaucoup de vigueur, de prudence et de modération, et quitta bientôt après le commandement pour se soustraire aux poursuites dirigées contre lui en vertu de l'ordonnance royale du 24 juillet qui prononçait sa tradition devant un conseil de guerre ; il se tint caché très-longtemps, fut enfin arrêté à Montbrison dans les premiers jours de mars 1816 et conduit à Lyon, où il fut mis en jugement et condamné à mort le 19 juillet. Le conseil de révision auquel il en avait appelé confirma sa sentence; il fut exécuté le 26, à cinq heures du matin, et mourut avec beaucoup de courage et de résignation. Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'arrêt et l'exécution, sa femme s'était trouvée sur le passage de Louis XVIII pour solliciter la grâce de son mari : le roi la refusa, de même qu'il refusa celle de tous les personnages condamnés à mort pour politique sous son règne.

Digitized by Google

BEURNONVILLE (Pierre Riel, Comte de),

Maréchal de France.

Né à Champignolle (Aube) le 10 mai 1752. — Son père, maréchal-ferrant, l'ayant d'abord destiné à l'état ecclésiastique, l'envoya, très-jeune encore, suivre un cours de belles-lettres dans la capitale; mais Beurnonville, entraîné par son penchant pour les armes, s'adonna de préférence aux mathématiques, et parvint à se faire inscrire comme surnuméraire dans la compagnie des gendarmes de la reine. Il servit depuis dans l'Inde comme soldat, puis comme sergent; devint major de la milice de l'île Bourbon, et fut bientôt injustement destitué par le commandant.

De retour en France, il acheta une charge d'officier dans la garde suisse de *Monsieur*, frère du roi, depuis Louis XVIII, qu'il garda jusqu'à l'époque de la révolution. Le bouleversement général qui s'annonçait de toutes parts, et la guerre qui devait en être la suite, enflammèrent de nouveau le courage de Beurnonville. Il se trouva naturellement lié avec les principaux personnages du parti populaire, devint maréchal de camp, et fut employé dès le mois d'août 1792, sous les ordres de Dumouriez, qui l'appelait son *Ajax*. Il serait difficile de citer quelque chose de plus curieux que les rapports de ce général à la Convention sur les différentes affaires qu'il eut dans les environs de Trèves contre les Autrichiens, et surtout sur celle de Grewenmachen, où il déclara qu'après trois heures d'un combat terrible les ennemis avaient perdu beaucoup de monde, tandis que les Français en avaient été quittes pour le *petit doigt d'un chasseur*. Cependant Beurnonville fut nommé ministre de la guerre le 4 février 1793. Il ne garda pas longtemps ce poste difficile, et, dès le 11 mars, il donna sa démission, en disant qu'il se croyait plus propre à servir la patrie de son épée que de sa plume. Cette démission causa d'abord quelques débats dans l'Assemblée; mais enfin on lui permit de quitter Paris, et il n'en était pas encore parti, que la Convention le rappela de nouveau au même département. Envoyé presque immédiatement pour arrêter Dumouriez à Saint-Amand, il fut arrêté lui-même par ce général transfuge, et conduit au quartier du prince de Cobourg, avec les quatre commissaires de la Con-

Digitized by Google

vention. Quand il vit que la voiture dans laquelle il était monté prenait la route de Tournai, il tâcha, mais inutilement, de se débarrasser de l'escorte, composée de hussards de Berchigny, et fut blessé par l'un d'entre eux. Transféré ensuite à Olmutz, il y resta jusqu'au 22 novembre 1795, époque où il fut mené à Bâle, pour être échangé contre la fille de Louis XVI, aujourd'hui la fameuse duchesse d'Angoulême. Il vécut quelque temps dans une sorte d'obscurité, et obtint enfin, après la révolution du 18 fructidor an v, le commandement de l'armée française en Hollande, qu'il résigna dès le mois de novembre de la même année.

Le Directoire le nomma encore en 1798 inspecteur général de l'infanterie, et il fut du nombre des militaires qui se rangèrent sous les bannières de Bonaparte à l'époque du 18 brumaire. Il obtint de lui l'ambassade de Berlin, revint en France en 1802, et apporta au premier Consul les pièces secrètes saisies à Bareuth lors de l'arrestation des membres du comité royal qui s'y était formé. De là il fut envoyé comme ambassadeur à Madrid, devint sénateur en février 1805, et reçut quelque temps auparavant la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il est le premier homme marquant de la révolution qui se soit allié avec une famille de grands seigneurs : il épousa mademoiselle de Durfort.

En 1809, il fut investi de la riche sénatorerie de Limoges. En 1813, quand le territoire français fut menacé, Beurnonville fut envoyé dans les Ardennes par Napoléon pour prendre telles mesures de salut public qu'il jugerait convenable; il fit alors une proclamation adressée aux habitants de la 2e division militaire, par laquelle il les engageait à dévaster eux-mêmes leurs propriétés pour n'y rien laisser à l'ennemi : cette recommandation n'eut aucun résultat. Bientôt, instruit de ce qui allait se passer dans la capitale, il s'y trouva au moment de la chute de l'Empereur, et se prononça contre lui avec tant de force qu'il fut choisi pour faire partie du gouvernement provisoire qui rappela la maison de Bourbon sur le trône. Après le retour de Louis XVIII en 1814, il devint ministre d'État sans attribution, puis fut créé successivement pair et grand-cordon de la Légion-d'Honneur. L'arrivée de Napoléon en 1815 le força de s'exiler momentanément; il ne reparut qu'après la seconde chute de l'Empereur, reçut de Louis XVIII le titre de membre du conseil privé, et ensuite, le 3

Digitized by Google

mai 1815, la décoration de commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il fut élevé à la dignité de maréchal de France par ordonnance royale du 3 juillet suivant. Il est mort en 1821.

Déjà vieux, il épousa une jeune femme qui, forcée de passer ses plus beaux jours au pied du lit de ce podagre, disait souvent à ses amies de la cour : « Que les femmes sont malheureuses! On nous marie « toutes jeunes à des débris d'hommes, usés, sans cœur, sans amour, « sans force ; on ne nous permet pas de choisir. » Le vieux maréchal ne tarda pas à rendre le dernier soupir. Elle renonça bien vite à son titre de comtesse et se maria sans bruit avec un jeune sous-lieutenant. La duchesse d'Angoulême s'intéressa à son amour, et le sous-lieutenant Frémiot fut nommé baron et capitaine de la garde.

Le général de Beurnonville, neveu du maréchal, hérita de son titre et de la pairie. C'était un homme honorable ; il s'était distingué comme colonel dans la campagne de Russie. Il refusa de prêter serment à Louis-Philippe et renonça à la pairie.

VALÉE,

Maréchal de France.

Il servit comme colonel du 1er régiment d'artillerie à pied dans les campagnes de 1806 et 1807 contre la Prusse et la Russie, où il mérita la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Il devint général de brigade dans la campagne de 1809, passa ensuite en Espagne, se distingua au siége de Lerida, dirigea aussi les travaux de ceux de Mequinenza, de Tortose, de Tarragone et de Valence, fut cité plusieurs fois avec éloges pour son activité, ses talents et son intrépidité, et nommé général de division le 6 août 1811. Il se signala également au combat de Castalla le 13 avril 1813, et obtint, après la Restauration, l'inspection générale de l'artillerie des directions de Strasbourg et de Neubrisach, et la croix de Saint-Louis. Au mois de mai 1816 il présida le conseil de guerre qui condamna à mort par contumace le général Lefebvre-Desnouettes.

Sous Louis-Philippe il fut nommé gouverneur de l'Algérie et maréchal de France.

Digitized by Google

LASALLE (Antoine-Charles-Louis Collinet de), Général de division.

Né à Metz le 10 mai 1775.

Issu d'une ancienne famille, il fit ses premières armes comme cadet au régiment d'Alsace-infanterie, et à l'époque de la révolution il entra simple chasseur à cheval au 23e régiment de cette arme. Son courage et sa bonne conduite le firent bientôt remarquer. Nommé officier, il devint aide de camp du général Kellermann commandant l'armée d'Italie, et mérita successivement par sa bravoure le grade de capitaine et celui de chef d'escadron sur le champ de bataille. Ce fut lui qui, à Rivoli, fit mettre bas les armes à un bataillon autrichien.

Ayant suivi Bonaparte en Égypte, il se fit remarquer à la bataille des Pyramides par un beau fait d'armes semblable à celui qui immortalisa Bayard au pont du Graillan, et obtint dans cette journée le grade de colonel du 22e régiment de chasseurs. De retour en France, il devint colonel du 10e régiment de hussards et se couvrit de gloire à la tête de ce corps en Italie. Elevé enfin au grade de général, il fit la campagne d'Austerlitz à la tête d'une brigade de dragons, contraignit, dans celle de Prusse, le corps de gendarmes de la garde du roi à se rendre à discrétion, et fut nommé le 30 décembre 1800 général de division. On le vit bientôt après attaquer avec un corps de cavalerie la ville fortifiée de Stettin, et s'en faire ouvrir les portes par le gouverneur. A Heilsberg il sauva la vie au grand-duc de Berg, qui lui rendit la pareille deux heures après. Passé ensuite en Espagne, il s'y distingua par des actions d'éclat, revint faire la dernière campagne contre les Autrichiens, et cueillit de nouveaux lauriers aux combats d'Altembourg, de Raab et d'Essling. Après s'être de nouveau couvert de gloire à Wagram, il y reçut le coup mortel et fut universellement regretté. Le 1er janvier, un décret ordonna que sa statue serait placée sur le pont de la Concorde.

Digitized by Google

LECOURBE (Claude-Jacques, Comte),

Général de division.

Lecourbe naquit en 1762 à Lons-le-Saulnier, en Franche-Comté.— Fils d'un ancien officier d'infanterie retiré du service, il s'engagea dans le régiment d'Aquitaine, et y servit huit ans. A l'expiration de son congé, il se retira dans sa famille, et fut nommé commandant de la garde nationale au commencement de la révolution. Il partit ensuite à la tête du 7e bataillon du Jura pour l'armée du Haut-Rhin, où sa bravoure et ses talents le firent bientôt distinguer des généraux. Il passa successivement dans celles du Rhin, du Nord, de Sambre-et-Meuse, du Danube et d'Helvétie, et se signala fréquemment par des actions d'éclat qui lui procurèrent de l'avancement. Nommé chef de brigade, il soutint à la bataille de Fleurus avec ses trois bataillons, pendant sept heures et demie, l'attaque de dix-huit mille Autrichiens, fut employé en 1796 à l'armée de Rhin-et-Moselle comme général de brigade; montra beaucoup de bravoure et d'intelligence, notamment les 6 et 9 juillet, aux deux sanglantes batailles de Rastadt, au succès desquelles il contribua, et se signala le 21 novembre à la sortie que Desaix fit de Kehl, où il eut un cheval blessé deux fois sous lui.

Ayant pris en 1799 le commandement de l'aile droite de l'armée française en Suisse, il déploya pendant toute cette campagne la plus grande bravoure et de vrais talents militaires; se distingua particulièrement au combat de Frunsteremender où il mit en déroute les Autrichiens, et leur fit près de trois mille prisonniers; contribua aussi beaucoup aux succès de Masséna contre les Russes, et, ayant d'abord été repoussé par les forces supérieures que Suwarow amena dans cette partie, il reprit bientôt ses premiers avantages, et, secondé par Masséna lui-même, força le général russe à s'éloigner. Il apaisa bientôt après, avec une fermeté étonnante, une révolte qui avait éclaté à Zurich parmi les soldats pour défaut de paye : les officiers ne pouvaient ramener l'ordre ; il se hasarda seul au milieu des groupes de factieux, leur ordonna de se séparer, et, n'ayant pas été obéi, sabra d'abord un sol-

Digitized by Google

dat, puis un second dès qu'il vit que les mutins refusaient encore de se retirer, et les força enfin à rentrer dans leurs casernes.

Choisi par Moreau pour un de ses lieutenans généraux en 1800, il prit à l'ouverture de la campagne le commandement de l'aile droite de l'armée du Rhin, et commença ses opérations le 1er mars, en passant ce fleuve entre Stein et Schaffhouse, avec l'habileté et la promptitude qu'il avait déjà montrées dans toutes les circonstances. Le 4 juin il passa le Lech, donna à la bataille d'Hochstedt de nouvelles preuves d'intrépidité, s'empara le 16 juillet de Feldkirch et ensuite de Coire et de tout le pays des Grisons.

Rendu au repos par la paix, il vivait dans une campagne aux environs de Paris sans être employé, lorsque le procès de Moreau lui fournit l'occasion de prouver qu'il était aussi courageux ami que brave guerrier. Sans calculer les dangers auxquels ils s'exposait, il donna à son ancien général les plus grandes marques d'intérêt, accompagna plusieurs fois madame Moreau au tribunal, dont il suivit toutes les séances avec une assiduité à laquelle les sentiments les plus nobles et les plus généreux pouvaient seuls le déterminer ; il fut disgracié, exilé, voué à l'oubli, rayé du tableau des généraux dont il était un des plus distingués, et l'on n'en eût plus sans doute entendu parler, si Louis XVIII, à son retour en avril 1814, ne l'eût rétabli dans son grade et dans ses honneurs, et ne l'eût nommé successivement inspecteur général d'infanterie des 6e et 18e divisions militaires, chevalier de Saint-Louis, et enfin grand officier et grand cordon de la Légion-d'Honneur. Néanmoins, après le retour de Napoléon, Lecourbe accepta le commandement d'une petite armée qu'il organisa à Belfort, et avec laquelle il défendit en 1815, pied à pied, le pays et les abords de cette intéressante forteresse : il commandait encore dans cette ville à la fin d'octobre, lorsqu'à la suite d'une rétention d'urine, il mourut généralement regretté.

Digitized by Google

SEBASTIANI (Horace),

Maréchal de France, Duc de Murcie.

Né dans l'île de Corse, d'une ancienne famille distinguée par ses emplois civils et militaires, il embrassa la profession des armes dans le cours de la révolution, devint colonel du 9e régiment de dragons, et se fit surtout connaître par la mission que Bonaparte lui donna pour le Levant en 1802. De retour en France en 1803, il fut chargé de la surveillance des côtes depuis l'embouchure de la Villaine jusqu'à Brest, parcourut en 1804 une partie de l'Allemagne pour y remplir une nouvelle mission diplomatique, et fut employé à la grande armée à la reprise des hostilités avec l'Autriche. Il contribua d'abord au succès du combat de Guntzbourg, poursuivit l'ennemi avec sa brigade de dragons, et pénétra en Moravie, où il fit deux mille prisonniers Russes à l'affaire du 19 novembre. Il se distingua aussi à la bataille d'Austerlitz où il fut blessé, et obtint aussitôt après le grade de général de division.

Nommé en mai 1806 ambassadeur près la Sublime Porte, il se rendit à Constantinople, et reçut de Sa Hautesse un accueil distingué et l'ordre du Croissant de première classe; dans le même temps, il fut décoré du grand cordon de la Légion-d'Honneur.

Revenu à Paris en 1808, il fut aussitôt envoyé à l'armée d'Espagne, et s'y signala les 30 octobre et 7 novembre aux attaques et à la prise de Bilbao et de Santander, puis à Ciudad-Real où il fit quatre mille prisonniers et s'empara de dix-huit pièces de canon et de sept drapeaux. Le 7 août 1809 il battit encore l'ennemi sous les murs de Tolède, et gagna le 11 la bataille d'Almonacid. Il contribua aussi le 18 novembre au gain de celle d'Ocaña par une charge de cavalerie très-brillante, et culbuta le 15 octobre 1810 une division anglaise qui voulait s'emparer du fort de Fuengirola.

Il commandait une division de cavalerie dans la campagne de 1812 en Russie, et se laissa surprendre sur la Drissa; mais il fut plus heureux à la bataille de la Moskowa où il signala sa bravoure. Après les désastres de cette campagne meurtrière, il se porta entre Zell et le Weser, et repoussa un parti de cosaques qui l'avait attaqué à Gros-

Digitized by Google

Aisingen. Il ne se distingua pas moins dans les affaires qui eurent lieu pendant la campagne de 1813, et fit des prodiges de valeur à Leipzig et à Hanau. Ayant repassé le Rhin en novembre, il se porta sur Cologne et ses environs, et, avec les débris de son corps de cavalerie, entrava autant qu'il put les opérations de l'ennemi sur ce point. Il battit ensuite en retraite vers la Champagne en défendant le terrain pied à pied, et se porta le 13 mars 1814 sur Reims où il combattit le comte de Saint-Priest, et contribua à la reprise de cette ville. Les évènements de la fin de mars suspendirent les hostilités ; il adressa le 10 avril son adhésion particulière aux actes du Sénat contre Napoléon, et fut nommé le 2 juin chevalier de Saint-Louis. Élu en mai 1815 par le département de l'Aisne député à la Chambre des représentants, il y proposa de mander les chefs de légion de la garde nationale pour leur ordonner de mettre chacun un bataillon à la disposition de la Chambre, semblant insinuer que Napoléon pourrait bien vouloir la dissoudre par la force, et provoqua des mesures de sûreté pour l'en empêcher. Il fut aussi l'un des plénipotentiaires chargés de négocier avec les alliés; mais il n'obtint aucun succès dans sa mission, et passa en Angleterre après le retour de Louis XVIII.

Louis-Philippe l'éleva à la dignité de maréchal de France, en récompense de son dévouement absolu à sa dynastie. C'est Sebastiani qui, en 1832, étant ministre des affaires étrangères, annonça en ces termes la prise de Varsovie par les Russes : *L'ordre règne à Varsovie ! ! !*

Le général Sebastiani vit encore. Sa fille unique, mariée au duc de Choiseul-Praslin, fut assassinée, en 1847, par son mari, avec des circonstances odieuses qui jetèrent l'épouvante dans la nation.

FOY (Maximilien-Sébastien),

Général de division.

Né à Ham (Somme) en 1775, Foy est surtout célèbre pour avoir été l'un des premiers orateurs de l'opposition sous la Restauration.

Digitized by Google

Il fit la campagne du Nord (1792), servit en Italie, en Allemagne (1800–1809), en Portugal, en Espagne, où il se distingua à la bataille de Salamanque (1812), et fut blessé à la bataille de Toulouse et à Waterloo. Nommé inspecteur de l'armée (1814), il fut appelé à la Chambre des députés, et s'y montra le plus ardent adversaire des mesures antinationales de la Restauration. Réélu (1824) après la dissolution de la Chambre, il revint continuer sa lutte contre le pouvoir, qui malheureusement ne devait pas le redouter longtemps. Une dernière discussion sur l'indemnité des émigrés (1825) accéléra sa mort, qui frappa la France entière. Cent mille citoyens suivirent son convoi.

Une souscription nationale, ouverte pour doter ses enfants, produisit près d'un million, et un monument lui fut élevé au cimetière de l'Est.

On a de lui les ouvrages suivants :

Discours, 1826, 2 vol. in-8°; — *Histoire des guerres de la Péninsule sous Napoléon*, 4 vol. in-8° (inachevé).

GARNIER DE LABOISSIERE (le Comte),

Général de division.

Né à Chassiecq, canton de Champagne-Mouton (Charente), en 1755.

Après avoir servi d'une manière distinguée pendant toutes les campagnes de 1792, et obtenu le grade de général de division, il s'était retiré chez lui, et ne reparut sur la scène politique qu'après le 18 brumaire an VIII. Élu candidat au Sénat conservateur, en 1803, par le collége électoral du département de la Charente, où il résidait, il fut appelé dans ce corps le 25 août de la même année, et pourvu en 1804 de la sénatorerie de Bourges, puis nommé grand officier de la Légion-d'Honneur. Peu de temps après il devint chambellan de l'Empereur. Après avoir siégé au Sénat jusqu'en 1809, il mourut le 11 avril de la même année, dans un âge peu avancé, emportant les regrets et l'estime de ses anciens camarades et de ses collègues.

Digitized by Google

Garnier de Laboissière, comme on le voit par la courte notice qui précède, fit son devoir comme militaire. Mais il ne suffit pas de savoir combattre, ni même de savoir commander à des soldats : il faudrait encore avoir des convictions patriotiques et désintéressées. Nous ignorons si le général-sénateur Garnier fut un homme à opinions indépendantes, ou s'il ne fut qu'un satellite passif de l'Empereur comme tant d'autres. Ce que nous savons, c'est qu'il a laissé à ses deux fils une fortune considérable ; où l'avait-il prise ? il était né pauvre, dit-on. Qu'un général économise quelques milliers de francs pendant une longue carrière, qu'il se ménage *une poire pour la soif*, le prix d'un domaine où il terminera ses vieux jours, nous le comprenons. Mais ceux qui laissent des millions nous paraissent suspects, nous devons l'avouer. Combien de généraux se trouvent dans cette position ! Il ne serait peut-être pas mauvais qu'une enquête fût faite un jour pour connaître la source de leurs richesses.

DESSOLLE (Jean-Jacques-Paul-Augustin),

Général de division.

Né à Auch en 1767. Il embrassa la carrière militaire dans les premières années de la révolution, devint d'abord capitaine adjoint à l'état-major général de l'armée des Pyrénées Orientales, obtint ensuite le grade d'adjudant général, fut chargé en 1797 d'apporter à Paris le traité de paix conclu par Bonaparte à Campo-Formio, ce qui lui valut le titre de général de brigade ; fit dans la campagne de 1799 la conquête d'une partie de la Valteline, et remporta une victoire complète sur les Autrichiens. Nommé général de division, il passa bientôt après en Italie, prit Tortone, et remporta une nouvelle victoire sur l'ennemi. Employé à l'armée du Rhin en 1801 comme chef d'état-major sous Moreau, il continua de se distinguer à la prise de Biberach, aux passages du Rhin, de l'Inn, de la Salza et de la Hainne, et à la bataille de Hohenlinden.

Digitized by Google

Appelé en décembre 1801 au conseil d'État, section de la guerre, il fut alors décoré du titre de grand officier de la Légion-d'Honneur, et obtint, en février 1805, le gouvernement du palais de Versailles. Lors de la reprise des hostilités en 1805, Dessolle refusa la place de chef d'état-major du maréchal Lannes, fit néanmoins la campagne de 1808 en Espagne, et s'y fit remarquer autant par son courage que par ses qualités personnelles, notamment au combat de Tolède le 9 août 1809, et à la bataille d'Ocaña en décembre suivant. Il devint en 1810 gouverneur général militaire de Cordoue, et passa ensuite en la même qualité à Séville. Disgracié peu de temps après, il resta sans activité jusqu'aux événements d'avril 1814, fut alors nommé commandant en chef de la garde nationale de Paris et du département de la Seine, membre du gouvernement provisoire, ministre d'État et chef d'état-major général des gardes nationales de France. Créé successivement chevalier de Saint-Louis, pair de France et grand cordon de la Légion-d'Honneur, il suivit Louis XVIII à Gand en mars 1815, reprit à son retour les fonctions de commandant en chef de la garde nationale de Paris, que le mauvais état de sa santé l'obligea de quitter en octobre suivant. Depuis il fut élevé à la dignité de ministre des affaires étrangères et de président du conseil (1818) ; l'influence de M. Decazes le força de se retirer du ministère au bout de deux mois. Il mourut en 1828.

LA FAYETTE (Marie-Paul-Roch-Yves-Gilbert Motier de),

Général de division.

La Fayette naquit en 1754, à Chavagnac (Cantal). Il équipa un navire à ses frais (1777) pour aller combattre dans les rangs des Américains, et contribua à la défaite et à la capitulation des Anglais devant York-Town (1781). De retour en France avec une popularité immense, il fut appelé (1787) à la première assemblée des notables, s'y prononça pour la suppression des lettres de cachet et des prisons

Digitized by Google

d'État, et obtint un décret en faveur des protestants. Élu (1789) député de la noblesse d'Auvergne aux États-Généraux, il appuya la célèbre motion de Mirabeau relative à l'éloignement des troupes, et proposa peu de temps après à l'Assemblée, comme préliminaire de la Constitution qu'elle devait rédiger, la ***Déclaration des droits de l'homme.*** Nommé par les électeurs de Paris commandant général de la garde nationale, il ne cessa point cependant de prendre une part active aux délibérations de l'Assemblée nationale. Membre de la ***Société des amis de la constitution*** dès sa formation, il s'en sépara lorsqu'elle devint le ***club des Jacobins***, et créa avec Bailly, pour lui servir de contre-poids, le ***club des Feuillants.*** Comme général de la garde nationale, il montra une grande énergie dans les journées des 5 et 6 octobre, et sauva alors la reine de la fureur du peuple ; mais sa conduite au Champ-de-Mars (17 juillet 1791), où il partagea la faute de Bailly, lui fit perdre une grande partie de sa popularité. Il se démit alors de son commandement (8 octobre), et se retira dans ses terres. Nommé peu de temps après général en chef de l'armée des Ardennes, il y obtint d'abord quelque succès ; puis, attribuant aux Jacobins les défaites éprouvées par l'armée du Nord, il écrivit à l'Assemblée législative une lettre qui fut, à juste titre, regardée comme factieuse ; et, après la journée du 20 juin 1792, il quitta son armée, et vint prononcer à la barre de l'Assemblée un discours menaçant, qui n'eut d'autre résultat que de provoquer, quelques jours après, la demande de son arrestation. Après avoir essayé en vain d'entraîner le roi avec lui et de soulever son armée contre le gouvernement central, il passa sur le territoire ennemi. Arrêté par les Autrichiens, il fut traîné pendant cinq années de cachots en cachots et ne recouvra la liberté qu'après le traité de Campo-Formio, dont sa délivrance fut une des clauses expresses.

Il ne reparut ensuite sur la scène politique qu'en 1815. Élu alors membre de la Chambre des représentants, il fut le chef de cette opposition aveugle que l'on peut accuser avec raison d'avoir attiré sur la France la honte et les malheurs d'une seconde invasion.

Sous la restauration, le général La Fayette fut un des chefs et, pour ainsi dire, la personnification vivante du libéralisme. A la révolution de Juillet, il fut revêtu, par la force des choses, d'une sorte de dicta-

Digitized by Google

ture dont il n'usa que pour laisser donner la couronne au duc d'Orléans et formuler le fameux programme de l'Hôtel-de-Ville. Le commandement supérieur de toutes les gardes nationales de France lui avait été déféré par le peuple en insurrection; il ne tarda pas à être forcé de s'en démettre. Bientôt même il fut tout à fait écarté, et le *vétéran de la liberté* mourut en 1834 désespérant presque de la France et de cette liberté qu'il avait toute sa vie poursuivie avec une inconséquence de conduite que Napoléon, dans le *Mémorial*, a, sans trop de sévérité peut-être, qualifiée d'un autre nom.

VALENCE (Cyrus-Marie-Alexandre de Timbrune-Timbrone, Comte de),

Général de division.

Ce général naquit à Agen (Lot-et-Garonne) le 22 septembre 1757. Fils d'un ancien lieutenant-général, il servit d'abord comme sous-lieutenant à la suite du régiment d'artillerie en garnison à Strasbourg. Il passa en 1778 en qualité de capitaine dans le régiment de royal cavalerie, parvint en 1784 à la place de colonel en second du régiment de Bretagne infanterie, devint ensuite premier écuyer du duc d'Orléans, et enfin colonel du régiment de Chartres dragons, et épousa, peu de temps avant la révolution, la fille de madame de Genlis.

Nommé en 1789 député suppléant aux États-Généraux, il n'y prit point séance. Il suivit en 1792, en qualité de maréchal de camp, le maréchal Luckner, et passa ensuite à l'armée commandée par Dumouriez. Il fut élevé le 20 août au grade de lieutenant-général, commandait les grenadiers et carabiniers réunis à l'affaire de Valmy en Champagne, et détermina par sa contenance courageuse le duc de Brunswick, qui avait tourné l'armée française, à cesser son attaque. Il remplaça ensuite Dillon à l'armée des Ardennes, suivit les Prussiens dans leur retraite et signa la capitulation qui les forçait à évacuer la France. Après la bataille de Jemmapes il s'empara de Charleroi et de Namur,

Digitized by Google

commanda ensuite l'armée opposée au prince de Cobourg qui battit ses avant-postes disséminés sur la Roër, fit des prodiges de valeur à la bataille de Nerwinde, et y fut blessé de plusieurs coups de sabre.

Après la défection de Dumouriez avec lequel il était lié, Valence fut contraint de s'éloigner de sa patrie sur la nouvelle de sa mise hors la loi par la Convention, et se retira dans le Holstein, où il demeura caché jusqu'à la révolution du 18 brumaire. Il fut rayé de la liste des émigrés en 1800, devint l'année suivante président du canton de Verzy, département de la Marne, fut élu candidat au Sénat conservateur par le collége électoral de ce département, et en devint membre en 1805. Employé en Espagne en 1808, il s'y fit peu remarquer. Il commandait en 1812 un corps de cavalerie à la tête duquel il donna au combat de Mohilow les plus grandes preuves de valeur; il fut aussi envoyé à la fin de 1813 comme commissaire extraordinaire dans la 6e division militaire à Besançon pour y prendre des mesures de salut public, se porta sur Gray en janvier 1814, et y tint l'ennemi en échec pendant sept jours. Rentré au Sénat le 1er avril, il vota la création d'un gouvernement provisoire et la déchéance de Napoléon, fut nommé pair de France et grand officier de la Légion-d'Honneur par Louis XVIII, et devint également en 1815 membre de la Chambre des pairs créée par Napoléon. Lorsque la bataille de Waterloo eut rendu ces nouvelles autorités chancelantes, le comte de Valence parut d'abord *louvoyer*, et se prononça ensuite contre la proposition de reconnaître Napoléon II. Compris néanmoins dans l'ordonnance royale du 24 juillet, il cessa de faire partie de la Chambre des pairs après le second retour des Bourbons; mais il fut réintégré quelque temps après, et mourut en 1820.

BUGEAUD DE LA PICONERIE,

Maréchal de France.

Les principaux services militaires de ce maréchal n'appartenant pas à l'époque impériale, nous ne les énumérerons pas. Ils ressemblent à ceux

Digitized by Google

de tous les anciens colonels et généraux de brigade de l'Empire. Ce qui a rendu Bugeaud à jamais célèbre, c'est sa servilité monarchique déguisée sous une apparente bonhomie, c'est sa carrière politique qui en fit un des plus fougueux séides de l'aristocratie et des priviléges, c'est enfin ce mélange de prétentions économiques, agricoles, oratoires et littéraires, qui lui donnait l'air tantôt d'un paysan du Danube, tantôt d'un savant d'académie, tantôt d'un matamore et d'un Tamerlan. On ne peut nier que ce personnage n'eût une physionomie originale : il était bien beau surtout le jour où il menaça de marcher sur les socialistes de Paris avec quatre hommes et un caporal ! C'était un homme à porter tour à tour des sabots et des bottes à l'écuyère, une houlette et un cimeterre.

Dans les derniers temps de sa vie, Bugeaud s'était fait pamphlétaire; il avait mis sa plume et son épée au service du vieux monde dont il était une espèce de don Quichotte. Ses brochures et ses discours antisocialistes ne se composaient guère que de boutades et de rodomontades assez risibles. Il y entassait une foule d'arguments et de lieux communs dont le bon sens populaire a depuis longtemps fait justice. Le maréchal Bugeaud était un de ces hommes qui croient tout le monde heureux parce qu'eux-mêmes ont réussi, qui s'imaginent être bien forts en économie politique en s'en tenant aux errements des gouvernements monarchiques sous lesquels ils ont fait fortune, qui enfin, habitués à commander à des soldats-machines, prétendent faire aussi la loi à des citoyens libres sans que personne ait le droit de leur résister. Quand il parlait au peuple assemblé, il avait la conviction qu'on le regardait comme un phénix et qu'on le trouvait sublime, tandis que, parmi la foule, il n'y avait pas un ouvrier qui ne fût cent fois plus ferré que lui en politique. Aussi se moquaient-ils de lui, et il prenait leurs rires ironiques pour des marques d'admiration !

Bugeaud était né à Limoges. Il est mort à Paris sous la nouvelle République. Il est probable que, vivant dans une société meilleure et ayant reçu une autre éducation, il eût joué un rôle plus grand et plus utile; car nous croyons qu'il n'était pas né méchant ; quand ses passions politiques n'étaient pas en jeu, il avait des dehors affables et de bons moments.

Digitized by Google

THIARS,

Général de division.

Le général Thiars émigra en 1791, servit dans l'armée de Condé et s'attacha particulièrement au duc d'Enghien. Après avoir fait de vains efforts pour relever le trône auquel il avait voué son sang, il voulut revoir sa patrie et obtint sa radiation de la liste des émigrés. Napoléon lui confia le gouvernement de Dresde. M. Thiars, instruit par l'expérience, se rallia franchement aux amis de la liberté, et défendit leur cause comme il avait soutenu celle qu'une loyauté généreuse lui avait fait adopter dans sa première jeunesse. Appelé à la Chambre des représentants des Cent-Jours et à la Chambre des députés depuis 1817, il siégea constamment au côté gauche et repoussa toutes les mesures inconstitutionnelles présentées au nom du pouvoir. Lorsque le duc Matthieu de Montmorency vint déclarer à la tribune qu'il se repentait des erreurs de sa jeunesse et qu'il expiait par de cuisants regrets la faute d'avoir adhéré dans l'Assemblée constituante aux principes de la liberté, M. Thiars vint déclarer à son tour qu'un même repentir le dévorait pour s'être laissé séduire dans sa jeunesse par une exaltation chevaleresque, et pour avoir combattu les amis de la liberté. La position de ces deux hommes frappa vivement la France. L'un venait faire parade d'un repentir qui lui ouvrait la carrière des honneurs, l'autre sacrifiait toute considération personnelle à l'intérêt de la vérité. L'égoïsme s'accordait bien avec les tardifs désaveux de l'un; ceux de l'autre étaient dictés par un dévouement d'autant plus beau qu'il nécessitait des sacrifices.

Pendant tout le règne de Louis-Philippe, le général Thiars continua de faire partie de l'opposition à la Chambre des députés. Après février 1848, il fut nommé ambassadeur en Suisse.

Digitized by Google

BOESSIÈRE (le Général Marquis de la).

Nous avons compulsé toutes les biographies pour y trouver quelques renseignements sur ce général ; nos recherches ont été infructueuses. Nous rappelant alors que son *noble* ami, le comte Humbert de Sesmaisons, lui avait appliqué à la tribune * la qualification un peu outrée peut-être de *héros*, nous avons parcouru la longue suite des *Moniteurs* pour apprendre dans quelle campagne il avait gagné ses épaulettes. Vain espoir ! la gloire n'a accordé qu'à l'ombre du mystère ses précieuses faveurs à l'illustre général. Son nom ne se trouve dans aucune des nombreuses listes des célébrités contemporaines ; et cependant les hommes de nos jours qui pensent avoir quelques droits aux suffrages du public ne se font pas scrupule de l'entretenir de leurs hauts faits ! Enfin, après de longs et inutiles travaux qui auraient lassé la patience du plus intrépide compilateur, nous avons rencontré dans un journal une action de M. de la Boëssière, antérieure à son entrée dans la Chambre septennale. Il est vrai qu'elle était racontée par lui-même ; mais quel homme en France pourrait en avoir une connaissance plus exacte ? *Le Pilote*, d'équivoque mémoire, avait, en rapportant un combat assez peu important, donné le nom de Français aux troupes parties de Paris sous les drapeaux de la République, et le nom d'ennemis à leurs adversaires. Le général marquis de la Boëssière réclama. On avait commis une grave erreur. Il faisait partie de ceux que *le Pilote* appelait ennemis. Il était l'un des chefs de l'armée vendéenne. Il le dit, nous voulons le croire ; mais comme les noms des Charette, des Bonchamps, des Lescure, et même celui du garde-chasse Stofflet, nous sont parvenus, il nous est permis au moins de penser que là encore il jouait un rôle assez subalterne. Quoi qu'il en soit, M. de la Boëssière, par cette heureuse réclamation, expliqua un point qui sans elle serait resté inexplicable, celui de savoir si avant son amendement célèbre il était jamais, malgré son titre de général, sorti de sa gen-

* A la chambre septennale, en 1827.

Digitized by Google

tilhommière pour autre chose que pour courir après d'innocents lapins.

Porté par l'aristocratie de sa province à la Chambre septennale, M. de la Boëssière, qui ne manquait pas d'une certaine loyauté chevaleresque, se fit un point d'honneur, comme gentilhomme, de voter pour toutes les lois présentées au nom du roi ; car le jeu de la machine constitutionnelle, d'après laquelle toutes les propositions appartenaient en propre au ministère, ne put jamais entrer dans sa noble cervelle. Cependant, satisfait de son vote taciturne, l'honorable député fit peu parler de lui. A la session de 1827 seulement, l'opposition de plusieurs royalistes bien connus excita son indignation. Il ne comprenait pas qu'on pût aimer *son roi*, et examiner les propositions ministérielles avant de leur donner son assentiment. Une telle inconséquence échauffa sa bile, et, fort de sa conscience, il s'élança à la tribune lors de la discussion de la loi Peyronnet pour y prononcer ces paroles devenues historiques : « Je vote pour la loi qui nous est proposée, parce que j'ai fait serment d'obéir à mon roi, et je déclare que je voterai de même pour toutes les propositions émanées de l'autorité. » Cette phrase, faut-il le dire, excita dans Paris une hilarité générale, et ce rire communicatif gagna jusqu'aux confins de la France. M. de la Boëssière s'indigna d'une telle irrévérence. Vingt-neuf millions de vilains se permettre de rire d'un marquis ! quelle indignité ! Les journaux étaient coupables de ce crime, car c'étaient eux qui avaient excité la gaieté française en rapportant trop fidèlement le discours du général et en y accolant impoliment cette parenthèse : (*On rit*). M. de la Boëssière pensait avec raison qu'entre gens bien nés certaines licences sont permises, telles qu'une innocente raillerie; mais initier des roturiers à ces amusements de bon ton, c'était une véritable impiété ! Dès lors il déclara aux journaux une guerre à mort. Il proposa à la loi vandale un amendement plus vandale encore. Il voulait que les journalistes, contre le texte de la Charte, fussent privés du droit d'assister aux séances, et se bornassent à en rendre compte en copiant en entier *le Moniteur*. Cette proposition fit rire, et, malgré la gravité du général, les journaux eurent encore l'inhumanité de la faire suivre de leur terrible (*On rit*). M. de la Boëssière entra dans une colère telle que les housards républicains ne lui en avaient jamais inspiré une pareille. Son

Digitized by Google

amendement fut pourtant rejeté tout d'une voix. Mais M. de Villèle avait indiqué que, malgré ce qu'il avait d'inique et d'absurde, on pourrait en profiter en le soustrayant à la censure de la Chambre-Haute au moyen d'une addition au règlement. M. de la Boëssière s'empara de cette idée. Une proposition de modification du règlement fut rédigée par lui. Elle créait une commission chargée de lire les journaux et de découvrir les mauvaises intentions cachées sous les mots : *la clôture ! aux voix !* les délits renfermés dans les cris : *à l'ordre !* et surtout les crimes résultant du tableau exact des fréquentes hilarités de la Chambre. On rit encore en écoutant cette proposition; mais la majorité garda son sérieux. On voulait, disait-on, la préserver du ridicule ; la tâche lui semblait difficile ; néanmoins elle se confia à M. de la Boëssière, comme un malade abandonné des médecins se livre au premier charlatan. En vain l'élite des orateurs de tous les partis s'opposa-t-elle à l'adoption d'une proposition qui paraissait être elle-même un acte d'accusation contre la Chambre. La *commission la Boëssière* fut installée. L'auteur de la proposition eut la parole pour résumer la discussion. Il s'en tira de la manière sinon la plus brillante, du moins la plus remarquable ; personne encore n'avait parlé de la sorte dans nos assemblées représentatives. « Messieurs, dit M. de la Boëssière, M. Benjamin Constant a insinué que j'avais reproduit une proposition de M. de Villèle ; non, messieurs, c'est ma proposition *à moi-même* que je vous ai présentée, comme c'est mon opinion *à moi-même* que je défends en ce moment. » Charmée par cette éloquence, la Chambre cria *bravo,* et M. de la Boëssière, déjà proclamé un héros par M. Humbert de Sesmaisons, fut déclaré un homme de talent par MM. de Salaberry, de Frénilly, de Vaublanc, de Saint-Chamans, Piet, Olivier, Dudon, etc. Quel bonheur de trouver un tel écho pour ses paroles dans une assemblée dont on est fier d'être membre ! M. de la Boëssière fut appelé à faire partie de la commission dont il avait demandé la formation, et à laquelle son nom fut conservé. Mais, hélas ! dans la Chambre septennale même combien de déboires il essuya à la suite de ce premier triomphe ! Aussitôt installé au milieu de sa commission, enorgueilli d'une telle conception législative, M. de la Boëssière se promenait fièrement au milieu de ses collègues. Tous les yeux étaient fixés sur lui. Les spectateurs des tribunes demandaient tous :

Digitized by Google

Montrez-nous donc ce la Boëssière ; et, après avoir vu un petit homme à la figure peu prévenante, à l'air arrogant quoique vulgaire, aux cheveux gris, à la physionomie niaise, se promener dans les couloirs les mains dans ses goussets, ils s'écriaient unanimement, en haussant les épaules : C'est bien ainsi que nous nous l'étions figuré. Ce succès fut de peu de durée. M. de la Boëssière, identifié avec sa proposition, voulait tout tenter pour en assurer l'exécution. Il appela son secrétaire dans l'intérieur de la Chambre, pour y noter les rires qu'exciteraient ses discours et ceux de ses nobles amis, afin de les confronter avec ceux que rapporteraient les journaux ; car chaque rire supplémentaire était un délit puni d'emprisonnement et d'amende, ressortissant de la haute juridiction de la commission la Boëssière. La Chambre, dans la réunion suivante, dérangea cette utile mesure. Le *monsieur,* indûment introduit dans son sein par le noble marquis, en fut chassé malgré les protestations de son maître, et les abonnements que M. de la Boëssière avait pris aux divers journaux *révolutionnaires* pour les faire poursuivre furent laissés sur son compte. Pauvre M. de la Boëssière ! lire les journaux de l'opposition où son nom se trouvait toujours accolé à quelque épithète ridicule, c'était déjà un beau dévouement ! Mais pouvait-il s'attendre à les payer ?... Il faut que les aristocrates soient ainsi que le peuple des gens bien ingrats !

Renvoyé dans ses foyers après la session, M. de la Boëssière se fit élire à la nouvelle Chambre par l'arrondissement de Ploërmel. Nous avons demandé à quelques Bretons des détails sur ce pays. C'est, nous a-t-on dit, une contrée sauvage où la civilisation n'est point parvenue, où l'on peut faire dix lieues sans trouver un homme qui sache le français, vingt lieues sans trouver un homme qui sache lire. M. de la Boëssière représentait donc bien l'arrondissement de Ploërmel.

Nous croyons qu'il serait difficile à qui que ce soit, hors les plus proches voisins et les parents du général de la Boëssière, de dire ce que ce noble marquis est devenu. Est-il mort ou vivant? Comme la postérité ne s'en informera guère, nous faisons comme elle.

Digitized by Google

BARAGUAY-D'HILLIERS (Louis),

Général de division.

Né à Paris en 1734, d'une famille noble, il entra au service de bonne heure, et était officier au régiment d'Alsace lors de la Révolution. Il s'en déclara le partisan, fut successivement aide de camp des généraux Crillon et Labourdonnaye, obtint ensuite le commandement d'une légion formée au pied des Alpes, et devint presque aussitôt premier aide de camp de Custine, qui lui procura un avancement rapide. Il était général de brigade, chef de l'état-major général de l'armée du Rhin, et venait même d'être proposé pour le ministère de la guerre, lorsqu'il fut arrêté avec son général et conduit à Paris en novembre 1793. Il comparut le 10 juillet 1794 devant le tribunal révolutionnaire, qui l'acquitta, mais le renvoya en prison comme suspect. Il y resta jusqu'après le 9 thermidor, fut alors réintégré dans son grade, puis employé à l'armée de l'intérieur, commandée par le général Menou, et disgracié aussi avec lui à l'époque du 13 vendémiaire an IV. Il passa à l'armée d'Italie en 1796, commanda dans la Lombardie, fut élevé au grade de général de division, et fit ensuite partie de l'expédition d'Égypte. Envoyé de Malte en France par le général en chef, il fut pris, dans les eaux de la Sicile à bord de la frégate *la Sensible,* le 28 juin 1798, et conduit en Angleterre. Il en revint au mois d'août suivant; mais ayant été inculpé relativement au peu de défense du vaisseau qu'il montait, causée par les richesses qu'il avait à bord, il cessa d'abord d'être employé; il fut pourtant envoyé en 1799 à l'armée du Rhin, comme chef d'état-major général.

Après la révolution du 18 brumaire, il fut nommé inspecteur général de l'infanterie des 14ᵉ, 15ᵉ et 16ᵉ divisions militaires, élu en 1803 candidat au Sénat conservateur par le collége électoral du département d'Eure-et-Loir, puis élevé à la dignité de grand-officier de la Légion-d'Honneur et de colonel-général des dragons. Il commandait en 1805 une réserve de cavalerie à la grande armée d'Allemagne, et contribua aux brillantes opérations de cette campagne. Le 11 sep-

Digitized by Google

tembre 1808, il se rendit à Venise dont on lui avait confié le commandement, fit la campagne de 1809 contre l'Autriche, et donna des preuves d'une grande bravoure le 14 juin à la bataille de Raab en Hongrie. Employé ensuite en Espagne, il battit le corps d'armée ennemi de Campo-Verde, sous les murs de Figuières, et s'empara d'un convoi de douze cents voitures destiné à ravitailler le fort. Il fit aussi partie de la fatale expédition de Moscou en 1812, et mourut à Berlin au retour de la campagne, « abreuvé de chagrins et de dégoûts, dit la *Biographie moderne*, et victime d'une affreuse calomnie. » De quelle calomnie est-il ici question ? nous n'en savons rien. Peut-être lui reprochait-on de s'être enrichi par des voies par trop militaires. En ce temps-là une pareille accusation était peu de chose, car les coupables étaient nombreux ; on ne se faisait guère scrupule de piller les peuples.

Le général Baraguay-d'Hilliers a laissé un fils, aujourd'hui représentant du peuple, général de division, et qui naturellement figure avec avantage parmi les défenseurs de l'ordre, de la famille et de la propriété.

TURREAU DE GARAMBOUVILLE (Louis-Marie),

Général de division.

Le général Turreau, né à Evreux en 1756, était officier à l'époque de la révolution dont il se montra le partisan, obtint un avancement rapide, fut employé en 1792 sous Beurnonville à l'armée de la Moselle, et passa en 1793, en qualité d'adjudant général chef de brigade, à celle de la Vendée. Devenu bientôt général de brigade, puis général de division, il partit pour prendre le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales, d'où il fut rappelé pour commander en chef dans l'Ouest. Il se livra dans ce pays à des rigueurs pour lesquelles il fut décrété d'arrestation en 1794 ; c'est alors qu'il publia un ouvrage pour se disculper. Après une longue détention, le Directoire le fit acquitter et

Digitized by Google

Bonaparte l'employa en 1800 à l'armée de réserve où il fut mis à la tête d'une division.

Il commanda ensuite dans le Valais, et fut chargé d'y maintenir la tranquillité. Il fut nommé en 1804 ministre plénipotentiaire près les États-Unis d'Amérique et grand-officier de la Légion-d'Honneur, resta en Amérique jusqu'en 1810, revint alors en France et fut employé en Allemagne. Il commandait encore à Marienberg dans le grand-duché de Wurtzbourg à l'époque de la Restauration, et réunit le 6 mai 1814 les officiers généraux bavarois pour célébrer la paix et le rappel de Louis XVIII; le 27 décembre de la même année, ce roi lui accorda la croix de Saint-Louis.

Il publia pendant les Cent-Jours une nouvelle édition de ses *Mémoires historiques sur la guerre de la Vendée,* fut chargé par le gouvernement provisoire de la défense de la rive gauche de la Seine, et ensuite nommé commissaire de l'armée française pour l'exécution de la convention du 3 juillet. A la Restauration il se retira dans sa terre de Conches en Normandie, et y mourut en 1816.

Son cousin *Louis* TURREAU DE LINIÈRES fut député à la Convention, siégea à la Montagne, et mourut sous le Directoire.

MORAND (le Baron),

Général de division.

Issu d'une famille noble de l'arrondissement de Ribérac en Périgord, il prit de bonne heure le parti des armes et se trouvait déjà chevalier de Saint-Louis à l'époque de la révolution. Il s'éleva rapidement aux grades supérieurs par son courage et son intelligence; fit avec honneur toutes les campagnes de la révolution, devint général de brigade, et fut employé en 1798 dans la Belgique contre les insurgés de la Campine et du département des Forêts. Il obtint ensuite en 1799 le commandement de la place de Paris et le grade de général de division le 27 avril 1800, fut employé depuis comme gouverneur général de la Corse, et administrait encore cette île lorsqu'il fut appelé au gouvernement de la Poméranie suédoise. Il y fut bientôt attaqué par des

Digitized by Google

forces supérieures, fut obligé de se replier sur Stralsund emmenant avec lui les autorités civiles et militaires, et défendait encore le terrain pied à pied, lorsqu'il fut attaqué de nouveau par les Russes à Lunebourg le 2 avril 1813, et fut tué par un boulet après avoir fait des prodiges de valeur. Il avait précédemment perdu son gendre, qui était général de division, à la bataille de Mojaïsk le 7 septembre 1812.

MORAND (Louis-Charles-Antoine-Alexis, Comte),

Général de division.

Né à Pontarlier (Doubs) en 1770. — Militaire dès sa jeunesse, il parvint au grade de colonel, et fut employé comme général de brigade dans la campagne de 1805 contre l'Autriche. Il s'y distingua, notamment à la bataille d'Austerlitz, à la suite de laquelle il fut nommé général de division ; soutint sa réputation dans les campagnes de 1806, 1807 et 1809, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Essling et à Wagram, fit des prodiges de valeur en Russie, ainsi qu'aux batailles de Lutzen et de Bautzen, et contribua par son courage et sa fermeté à empêcher la ruine totale de l'armée à Dennewitz le 6 septembre 1813. Il rentra en France après la Restauration, fut nommé chevalier de Saint-Louis le 31 juillet 1814, et membre de la Chambre des pairs de Napoléon après l'invasion en 1815.

Il fut condamné à mort par contumace en 1816; obtint la révision de son procès, fut acquitté (1819), et nommé pair de France après 1830. Il mourut en 1835.

Digitized by Google

GUDIN (Étienne),

Général de division.

Né à Ouroux (Nièvre) en 1734. — Mort en 1820. — Après avoir commandé le 16e régiment de ligne pendant plusieurs campagnes et s'y être distingué, il fut nommé le 11 janvier 1812 général de brigade, et ensuite employé en cette qualité en Espagne où il fut cité honorablement les 11, 12 et 13 avril 1813 pour sa conduite aux combats d'Yecla et de Villena contre les Anglais.

Un autre général Gudin, *Charles-Étienne-César*, neveu du précédent, était né à Montargis (Loiret) en 1768.

Élevé comme beaucoup de généraux français aux premiers grades militaires pour sa belle conduite dans les campagnes de la révolution, et devenu général de brigade, il fut employé en 1795 et 1796 dans l'armée de Rhin-et-Moselle, où il mérita par sa bravoure et ses talents l'éloge du général Moreau. Il se distingua aussi en 1799 en Helvétie sous Masséna, vint en 1803 commander la 10e division militaire à Toulouse, et fut nommé en février 1805 gouverneur du palais de Fontainebleau. Employé à la grande armée pendant les campagnes de 1805, 1806 et 1807, il fut cité avec distinction en plusieurs occasions, et notamment à Iéna. En 1809, il s'empara devant Presbourg d'une des îles du Danube après un combat très-vif, et en fut récompensé le 14 août par le grand cordon de la Légion-d'Honneur. Il ne se fit pas moins d'honneur en Russie à la bataille de Smolensk, et se couvrit de gloire au combat de Volontina-Goro, en 1812, où il fut emporté par un boulet.

Un officier supérieur du nom de Gudin, aide de camp de Louis-Philippe, fut convaincu, en 1847, d'avoir volé au jeu. Nous ignorons s'il était de la famille des précédents. Il est à désirer, pour leur mémoire, tout honorable, qu'il leur fût étranger.

Digitized by Google

LACROIX (le Baron),

Adjudant-général.

Employé en 1796 à l'armée de Jourdan, il y servit avec bravoure, se distingua à Friedberg et à Francfort, et se rendit surtout fameux par la manière dont il fit contribuer les pays conquis. Le tableau, publié alors par les gazettes, des objets que la ville de Shweinfurt était obligée de fournir chaque jour pour sa table, est un morceau curieux. De retour en Alsace à la fin de l'année, il y fut accusé et puni sévèrement. Il se fit remarquer de nouveau en Italie par divers traits de bravoure, et emporta de vive force la ville de Reggio. On le comptait encore en 1819 parmi les adjudants-généraux en activité, avec le titre d'officier de la Légion-d'Honneur.

GIRARD,

Général de division.

A la bataille d'Austerlitz, il était déjà adjudant commandant de la réserve de cavalerie de la grande armée, obtint la croix de commandant de la Légion-d'Honneur pour sa belle conduite dans la campagne de 1805, et celles de 1806 et 1807 lui valurent le grade de général de brigade. Il passa en Espagne où il devint général de division en 1809. Cité avec distinction pour la sagesse de ses dispositions au passage du Tage, près de Talaveira, et à la bataille d'Ocaña, au gain de laquelle il contribua particulièrement et où il fut blessé, il ne se distingua pas moins honorablement dans la campagne de 1809 et dans celle de 1811 ; Aracena et Bienvenida, Olivença, les hauteurs de San-Cristoval, la Gebora, Santa Marta et Villalba ont été successivement les théâtres et les témoins de ses exploits glorieux. En rendant hom-

Digitized by Google

mage à sa valeur, il n'est pas permis de passer sous silence une grave imprudence qu'il commit à Cacérès, où, après avoir en novembre 1811 dispersé le corps d'armée de Castaños qu'il força de se réfugier en Portugal, il resta dans la même position sans avoir établi de postes, et fut attaqué, surpris et forcé de se sauver dans les montagnes après une perte de la moitié de son corps d'armée. Il fit oublier cette faute par sa conduite à Lutzen le 2 mai 1812. Blessé de plusieurs balles, il ne voulut point quitter le champ de bataille, disant « que c'était le mo-« ment pour tous les Français de vaincre ou de périr. » Rétabli de ses blessures, il se trouva à l'affaire de Dresde, et poursuivit l'ennemi de Bischoffwerda jusqu'à la Sprée. Le 8 avril 1814 il adhéra à la déchéance de Napoléon, accepta la croix de Saint-Louis que Louis XVIII lui donna le 2 juin, se rangea sous les aigles de Napoléon en 1815, fut nommé pair de France, et commanda une division à la tête de laquelle il se fit tuer le 15 juin à la bataille de Fleurus.

ROGUET,

Général de division.

Employé comme général de brigade dans la campagne de 1808 en Espagne, il se distingua à l'attaque et à la prise de Bilbao et de Santander, poursuivit en 1810 les insurgés rassemblés à Yanguas et les dispersa. Il battit ensuite à Bellorado diverses bandes et un corps entier de trois mille hommes, devint général de division le 24 juin 1811, se signala encore au mois d'août suivant contre l'armée de Galice, et contribua à sa défaite en plusieurs rencontres.

Passé en 1812 en Russie, il y commanda une division sous les ordres du maréchal Mortier, duc de Trévise; mais il eut peu d'occasions de faire briller son courage, son corps d'armée n'ayant donné que partiellement. Après la retraite de Moscou, il prit le commandement des débris de la vieille garde, et, après l'avoir réorganisée, passa à la tête de la jeune garde qu'il commanda les 26 et 27 août à l'affaire de Dresde

Digitized by Google

où il fit des prodiges de valeur, ainsi qu'à Wachau, Leipzig et Hanau, les 16, 18 et 30 octobre. Il fut aussi chargé à la fin de décembre de marcher vers Bréda, culbuta les avant-postes, cerna la ville où il jeta des obus, mais dont il ne put s'emparer; donna au combat de Meers près d'Anvers, le 11 janvier 1814, les plus grandes preuves de courage et de talents, ainsi que dans les différentes affaires qui eurent lieu avant la rentrée de l'armée sur les anciennes frontières de France, et obtint à la restauration de 1814 la croix de Saint-Louis et le titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Au retour de l'Empereur, le général Roguet prit le commandement des grenadiers de la garde, et combattit avec eux à Fleurus et à Waterloo les 16 et 18 juin 1815.

Il était pair de France sous Louis-Philippe.

DODE DE LA BRUNERIE,

Maréchal de France.

Une excellente éducation, un goût décidé pour les sciences abstraites et pour l'état militaire, en firent bientôt un officier du génie distingué. Parvenu rapidement au grade de colonel, il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur en 1807, dirigea plusieurs travaux utiles qui, pour n'être pas toujours brillants, n'en sont pas moins très-avantageux à l'État, et était déjà général du génie, lorsqu'après les désastres de la Russie il se jeta dans la place de Glogau : il en augmenta les ouvrages et se fit beaucoup d'honneur dans la défense de cette forteresse, qu'il ne rendit qu'en vertu d'ordres supérieurs et par suite des événements de 1814. En récompense de ses services, Louis XVIII le décora de la croix de Saint-Louis et le nomma commandeur de la Légion-d'Honneur. Devenu lieutenant-général le 20 août 1814, il fut nommé le 28 octobre de la même année membre de la commission d'artillerie et du génie chargée de déterminer le classement des places de guerre du royaume.

Il fut élevé à la dignité de maréchal le 17 septembre 1847, en même temps que le général Reille.

Digitized by Google

LEDRU DES ESSARTS (le Baron),
Général de division.

Étant colonel du 55e régiment de ligne en 1804 au camp de Boulogne, il fit avec ce brave régiment la campagne de 1805 contre l'Autriche, et se comporta si bien, qu'après la bataille d'Austerlitz il fut fait général de brigade. Il soutint sa réputation dans les campagnes de 1806 et de 1807 en Prusse et en Pologne, devint général de division le 31 juillet 1811, passa en 1812 en Prusse, se distingua le 19 août au combat de Volontina, et y fut cité d'une manière particulière. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis le 2 juin 1814, et le 29 juillet suivant grand-officier de la Légion-d'Honneur.

PACTHOD (Michel, Comte),
Général de division.

Né le 16 janvier 1764 d'une famille honorable, il était auditeur des guerres à l'époque de la révolution dont il embrassa la cause, et s'éleva par son mérite aux grades supérieurs dans les premières campagnes de la révolution. Il fut employé en juin 1795 contre les insurgés de Toulon, et promu bientôt après au rang de général de brigade. Il fit aussi les campagnes de 1805, 1806 et 1807, et se distingua en plusieurs occasions. Ayant passé en Espagne en 1808, il enleva le 16 novembre à Espinosa les positions de l'ennemi, et fut fait général de division sur le champ de bataille. On le vit encore dans la campagne suivante contre les Autrichiens s'emparer le 17 mai 1809 du fort de Malborghetto, après être entré l'un des premiers dans les retranchements ennemis, et contribuer le 14 juin au gain de la bataille de Raab en Hongrie autant par son courage que par l'habileté de ses dispositions. Il se signala également-



H. Bellangé, del. — Lacoste aîné

Officier d'ordonnance de l'Empereur.

GARDE IMPÉRIALE.

Digitized by Google

Digitized by Google

ment le 28 juin 1813 au combat d'Hoyers-Werda, et fut encore cité à cette occasion avec les plus grands éloges.

Après la Restauration, Louis XVIII nomma le général Pacthod au commandement de la 4e division militaire, à Nanci.

DELMAS (Antoine-Guillaume),

Général de division.

Né à Argentat (Corrèze), d'une famille noble mais pauvre, il embrassa la carrière militaire dès son jeune âge, et devint en 1791 chef du premier bataillon de la Corrèze. Employé ensuite à l'armée du Nord, il se distingua bientôt par quelques actions d'éclat, et obtint le grade de général de brigade. Il commanda en second dans Landau lorsque cette ville fut bloquée en 1793, fut promu peu de temps après au grade de général de division, servit d'une manière honorable en Hollande, s'empara du fort de Crève-Cœur, seulement avec de l'artillerie de campagne, montra la même audace devant Bois-le-Duc dont il emporta les ouvrages avancés en franchissant les palissades à cheval à la tête d'un corps de hussards, et prit cent soixante-quinze pièces de canon dans ces deux forteresses.

Il servit ensuite sous les ordres du général Moreau, à l'armée de Rhin-et-Moselle ; il se signala aux batailles de Frankental et de Rastadt. Après la rupture du traité de Campo-Formio, Delmas passa à l'armée d'Italie, commandée par Schérer ; à Lugano, il fut blessé à la cuisse ; à la bataille du 16 germinal de l'an VII, il avait électrisé nos soldats, malgré les revers qu'ils avaient éprouvés ; on raconte le fait suivant, qui eut lieu dans cette bataille et qui mérite d'être cité :

« Un corps de grenadiers marchait sur une redoute qui vomissait la mort de tous côtés ; un jeune conscrit se trouvait dans les rangs, et se précipitait sur la redoute. Un vieux grenadier, dont sans doute il gênait le passage, lui dit : « Allons, jeune homme, que fais-tu là ? ce n'est pas ta place, mets-toi de ce côté. » Le conscrit, piqué de ce

Digitized by Google

propos, s'élance comme l'éclair, se trouve sur le parapet de la redoute avant le grenadier, et, se tournant vers les autres, se met à crier : « A moi, conscrits ! »

En l'an VIII, Delmas servit encore à l'armée du Rhin, sous les ordres du général Moreau ; il combattit à la tête de la 57ᵉ, à la bataille de Mœskirch ; de cette 57ᵉ de laquelle le brave Moreau disait : « Si votre conduite en Italie ne vous avait pas donné dès longtemps le nom de *terrible*, les Autrichiens vous l'auraient donné à la bataille de Mœskirch. »

Delmas tomba ensuite dans la disgrâce de Bonaparte, pour avoir montré des dispositions trop favorables à Moreau, fut renvoyé en surveillance à Porentruy, pays natal de sa femme, et y resta jusqu'à ce que les désastres de la campagne de Moscou eurent en quelque sorte forcé Napoléon de le remettre en activité. Il obtint au commencement de 1813 le commandement d'une division active à la grande armée, où il soutint sa brillante et ancienne réputation, et continua de combattre jusqu'aux événements d'avril 1814, époque où il quitta de nouveau le service.

DUHESME (Guillaume-Philibert),

Général de division.

Né à Bourg-Neuf (Saône-et-Loire) en 1760. — Il entra au service en 1794. Sa belle conduite, ses talents, et des blessures qu'il reçut à la défense de la forêt de Mormale, lui valurent bientôt le grade de général de brigade. Élevé le 8 décembre 1794 à celui de général de division, il obtint ensuite le commandement d'un corps de l'armée de Sambre-et-Meuse, fut employé en 1795 contre les Vendéens, et à l'armée du Rhin sous Moreau, se signala éminemment au passage du Rhin, que sa division effectua la première en plein jour et dans lequel il fut blessé ; passa de là à l'armée d'Italie, fit avec Championnet la conquête du royaume de Naples, et battit les insurgés de la Calabre e

Digitized by Google

de la Pouille. Traduit devant un conseil de guerre pour avoir résisté au Directoire, il reprit son activité après la chute de cette autorité, et fut employé à l'armée des Alpes. Il servit aussi en 1800 à l'armée de réserve, et se distingua à Marengo. Il fut ensuite créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, et nommé commandant de la ville de Lyon et du département; repassa en Italie en 1805, commanda trois ans après en Espagne, et fut alors disgracié.

Les malheurs de la campagne de 1812 le firent reparaître avec distinction sur le théâtre de sa gloire. Il rendit en effet de grands services en 1813 et au commencement de 1814, et, ayant adhéré à la déchéance de Napoléon, il fut au retour de Louis XVIII décoré de la croix de Saint-Louis, puis employé comme inspecteur général d'infanterie dans la 16e division militaire. Dévoué alors à la maison de Bourbon, il avait inspiré ses sentiments aux régiments qu'il organisa; mais, après l'invasion de Napoléon en mars 1815, il accepta le commandement des gardes nationales mobilisées du département du Nord, fut nommé pair le 2 juin, et tué le 18 du même mois à la bataille de Waterloo.

RICHEPANSE (Antoine),

Général des armées de la République.

Né en 1770 à Metz (Moselle), il était fils d'un officier du régiment de Conti : la tente fut son berceau et des exercices militaires les jeux de son enfance. Devenu sous-lieutenant en 1791, il parvint successivement jusqu'au grade de chef d'escadron qui lui fut conféré en l'an II, à cause des prodiges de valeur qu'il fit à la bataille d'Altenkirchen; fut nommé général de brigade peu de temps après, servit avec gloire dans les armées d'Allemagne, d'Angleterre, des Alpes et d'Italie, mérita à l'affaire de Fossana en l'an VIII le grade de général de division, et décida le gain de la bataille de Hohenlinden. Il fut appelé en 1807 au commandement en chef de la Guadeloupe, s'empara de la Basse-Terre malgré la décharge générale que les batteries de la côte firent

Digitized by Google

sur les vaisseaux français, et battit complètement les nègres qu'il força de se renfermer dans le fort Bembriche. Défaits de nouveau à Danglemont, les insulaires se sauvèrent dans ce fort, mirent le feu aux poudres, et se firent sauter au nombre de trois cents. Cette dernière affaire détruisit l'insurrection dans sa source. Richepanse s'occupait de réparer par une bonne administration les maux faits à la colonie, lorsque la mort (1807) vint l'enlever à l'armée dont il était, dit-on, justement aimé.

CORBINEAU (le Baron),

Général de division, aide de camp de Napoléon.

Il devint capitaine des chasseurs à cheval de la garde, et obtint le grade de chef d'escadron à la suite de la bataille d'Eylau où il s'était distingué. En Espagne, il signala sa valeur à la bataille de Burgos en 1808, fut décoré à cette occasion de la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, et obtint peu de temps après la place de major de son corps. Il fit aussi la campagne de 1809 contre l'Autriche, donna de nouvelles preuves de courage à la bataille de Wagram où il fut blessé. Élevé au rang de général de brigade, il devint bientôt aide de camp de l'Empereur, fut nommé général divisionnaire le 23 mai 1812, fit la campagne de Russie, se laissa couper dans la retraite et fut dégagé par le général de Wrède à la tête des Bavarois. Employé dans la Saxe en 1813, il faisait partie du corps d'armée de Vandamme, lorsque celui-ci fut surpris dans les gorges de la Bohême. Corbineau rejoignit le 14e corps avec sa division, défendit ensuite le territoire français avec beaucoup de courage, chassa l'ennemi de Reims le 5 mars 1814, et fut créé chevalier de Saint-Louis le 16 juillet suivant. Après les événements de mars 1815, il reprit son service d'aide de camp auprès de la personne de Napoléon, et le suivit à la bataille de Waterloo. Il resta depuis sans activité.

Digitized by Google

Un autre Corbineau, frère du précédent, fut également aide de camp de l'Empereur.

Après s'être distingué en différentes occasions à la tête du 5e régiment de chasseurs à cheval, il devint écuyer de Napoléon, se signala d'une manière particulière à la bataille d'Austerlitz, où il eut quatre chevaux tués sous lui, fut blessé en enlevant un drapeau russe, et obtint à la suite de cette action la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur. Devenu aide de camp de l'Empereur, il fit avec lui la campagne de 1806 et 1807 contre les Prussiens et les Russes, se couvrit de gloire à la bataille d'Iéna, et y eut la jambe emportée par un boulet. Nommé depuis receveur général du département de la Seine-Inférieure, il conserva cet emploi jusqu'en 1814, et fut remplacé par M. Reizet.

PAJOL,

Général de division.

Le général Pajol naquit à Besançon en 1772. Il s'éleva par sa belle conduite dans les premières campagnes de la révolution au grade de colonel commandant le 6e régiment de hussards, et fit à la tête de ce corps les campagnes de 1805, 1806 et 1807, où il mérita le grade de général de brigade. Il fut aussi employé en 1809 contre l'Autriche où il donna de nouvelles preuves de valeur, de même qu'en 1812 en Russie, où on le vit souvent charger à la tête de la cavalerie avec une rare intrépidité : il fut encore cité particulièrement à la bataille de la Moskowa. Il soutint sa réputation devant Dresde le 27 août 1813, et en février 1814 aux combats de Montereau et de Bray. Après la Restauration, il fut nommé chevalier de Saint-Louis, et ayant pris parti pour Napoléon lors de son invasion en 1815, en faisant arborer dès le 21 mars la cocarde tricolore à Orléans, ce qui le fit mettre aux arrêts par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, il devint membre de la nou-

Digitized by Google

velle Chambre des pairs, se rendit à l'armée du Nord, et se signala à la bataille de Fleurus le 15 juin.

Lors de la défaite de Waterloo, il protesta si énergiquement contre toute idée de capitulation, que le prince d'Eckmühl lança contre lui un ordre d'arrestation.

Ce fut lui qui entra le premier dans Charleroi, et il commandait en chef le 1er corps de cavalerie, lorsque l'armée se réunit sous Paris à la fin de juin. Il passa la Loire avec elle, et alla habiter sa terre après le licenciement.

Sous la Restauration il seconda l'opposition du parti libéral, et fut un des premiers à saluer la révolution de Juillet, à laquelle il avait pris une grande part. Malheureusement son libéralisme ne dura pas longtemps : il devint un des courtisans de Louis-Philippe, et resta tel jusqu'à sa mort, arrivée en 1844.

Pajol avait épousé une fille du maréchal Oudinot.

GILLY (Jacques-Laurent, comte),

Général de division.

Ce général, né à Fournes (Gard) en 1769, entra au service militaire au commencement de la révolution. Il obtint l'estime de ses chefs et l'amitié de ses camarades par sa bonne conduite, ses talents et son courage : aussi son avancement fut-il rapide. En 1794, Gilly était déjà adjudant-général à l'armée d'Italie, et fut nommé général de brigade en 1799. Après la campagne d'Autriche, en 1809, Napoléon le nomma général de division, en récompense des services éminents qu'il avait rendus. Après la première restauration des Bourbons, il fut nommé à Nîmes commandant de la 2e subdivision militaire.

A cette époque, la marche des affaires excita de vifs mécontentements ; des violences exercées envers les habitants et qui restèrent impunies, le système de vexations du nouveau ministère, l'insolence et les prétentions des émigrés, le nombre des poursuites et des déporta-

Digitized by Google

tions, tout enfin détermina le général Gilly à favoriser le retour inattendu de Napoléon. Il publia des proclamations et des ordres du jour en sa faveur, dispersa même par la force des attroupements royalistes et fit arborer le drapeau tricolore. Le 2 avril, le général Gilly marcha à la tête de ses troupes contre le duc d'Angoulême, qui, se voyant abandonné des siennes, se rendit sans combattre. Il refusa de ratifier la convention que le colonel Laurent avait arrêtée et qui permettait au prince de se rendre à Marseille, et retint même prisonnier le général Daultanne. Le duc d'Angoulême, qui se trouvait alors à Pierre-Latte, ayant été informé de ce refus, envoya le baron de Damas, qui conclut, le 8 avril, avec M. Lefebvre, aide de camp de Gilly, une nouvelle convention qui permettait au prince de s'embarquer au port de Cette pour se rendre à Bayonne. Quelque temps après, Gilly reçut de Napoléon le titre de comte et le commandement de la 9ᵉ division militaire. Dans le courant d'avril, le département du Gard le nomma membre de la Chambre des représentants, mais il ne put s'y rendre, sa présence étant trop indispensable dans son département.

Après les désastres de la bataille de Waterloo, il brava tous les dangers pour défendre la cause du malheur, et ne l'abandonna que lorsqu'il vit qu'elle était entièrement perdue par suite de nombreuses trahisons. Dans la journée du 15 juillet, il quitta Nîmes, et s'embarqua pour New-York, où il arriva heureusement en janvier 1816. Le général Gilly, prévenu des délits spécifiés dans l'ordonnance royale du 24 juillet 1815, fut condamné à la peine de mort et aux frais du procès, par le premier conseil de guerre permanent de la première division militaire, comme coupable de trahison et de révolte contre l'autorité légitime, et d'attaque contre le gouvernement, pour avoir dirigé les troupes qu'il avait entraînées à la révolte contre celles commandées par le duc d'Angoulême.

Il fut depuis rendu à sa patrie, et est mort récemment.

Digitized by Google

BONNAIRE (Jean-Gérard),

Général de brigade.

Né à Provins (Aisne) en 1771, il entra au service en 1792, et parvint au grade de général de brigade par suite de ses services distingués et de sa bravoure. Il fit, en cette qualité, les dernières campagnes d'Espagne. Ayant été blessé devant Bayonne, au commencement de 1813, il fut forcé de garder le lit pendant plusieurs mois. Il habitait Angoulême quand il apprit, en 1814, la déchéance de Napoléon. Il envoya aussitôt son adhésion au rétablissement de la maison de Bourbon, et reçut en échange la décoration de Saint-Louis, que l'on prodiguait dans ces moments à tout le monde. Lorsque Bonaparte revint de l'île d'Elbe, aux acclamations de l'armée et d'une partie de la population, Bonnaire prit le commandement de Condé, et il y était encore enfermé lorsque les royalistes et les alliés, nos amis les ennemis, poursuivant leurs avantages après la mémorable bataille de Waterloo, envoyèrent, au nom de Louis XVIII, un parlementaire pour sommer la place de se rendre. Le colonel Gordon, Hollandais de naissance, mais naturalisé Français, fut chargé de faire cette sommation ; il fut regardé comme un espion de la cour des Bourbons, et reconduit comme tel hors des portes de la ville, au milieu des malédictions, des huées du peuple et des cris des soldats qui demandaient sa mort. A peine ce parlementaire fut-il sur les glacis, qu'il reçut plusieurs coups de fusil. Par suite de cette infraction aux droits des gens et de la guerre, le général Bonnaire fut accusé d'avoir donné l'ordre de faire feu sur un parlementaire, et, déclaré coupable par le conseil de guerre de la première division militaire, séant à Paris, il fut condamné à la déportation et à la dégradation. Après la lecture du jugement, qui fut faite au général Bonnaire à la prison de l'Abbaye, celui-ci dit d'une voix sensiblement altérée, et presque les larmes aux yeux : « J'avais prié « hier le conseil, s'il croyait que le peu de vie qui me reste fût utile à « mon pays, d'en disposer ; je supplie aujourd'hui, et c'est la seule « faveur que je demande, qu'on me donne la mort plutôt que de me con- « damner à la dégradation. »

Digitized by Google

Ce fut le 29 juin 1816 que ce jugement fut mis à exécution sur la place Vendôme. Les personnes qui assistaient à ce triste spectacle furent saisies d'horreur et de pitié en voyant ce malheureux vieillard, couvert des plus nobles cicatrices, obligé d'implorer le secours de quelques-uns de ses anciens frères d'armes pour se placer dans l'humiliante posture du criminel ; tout le monde versait des larmes. « Ne pleurez pas, dit-il d'un air calme à ses compagnons de gloire : je ne suis pas le plus à plaindre. »

Louis XVIII commua la déportation du général Bonnaire en une détention perpétuelle !... Il mourut à Sainte-Pélagie.

DAUMESNIL (Pierre, Baron),

Général de brigade.

Il naquit à Périgueux en 1777. — Il fut d'abord simple soldat, fit la campagne d'Égypte, passa dans les guides de Bonaparte, et y donna souvent des preuves de bravoure. Élevé bientôt par son courage au grade de chef d'escadron de la garde, il était à Madrid avec une partie de son corps au moment de l'insurrection du 2 mai. Il fit des prodiges de valeur et courut plusieurs fois risque de la vie, après avoir eu deux chevaux tués sous lui. Devenu major de la garde, il fit la campagne de 1809 contre l'Autriche, et se distingua le 6 juillet à la bataille de Wagram, où il fut grièvement blessé. Le grade de général de brigade et le gouvernement de Vincenne furent la récompense de ses exploits. La fermeté et le courage qu'il montra dans ce poste de confiance tant en 1814 qu'en 1815 lui assurent un rang honorable dans l'histoire des braves.

Il mourut en retraite en 1832.

Le peuple, qui l'aimait, ne le désignait que sous le nom de *La Jambe de bois*.

Digitized by Google

NOTE.

Si nous voulions consacrer une place à chacun des généraux de la Révolution, il nous faudrait plusieurs volumes. Nous nous arrêtons donc ici. Obligés de faire un choix, nous croyons avoir passé en revue les illustrations les plus connues, celles sur lesquelles les lecteurs de l'histoire moderne ont le plus souvent besoin de chercher des éclaircissements.

Maintenant que nous avons parlé de l'armée de terre, nous allons donner les notices biographiques des principaux marins de la République et de l'Empire. Auparavant nous devons faire remarquer (est-ce une erreur?) qu'il nous semble qu'on trouve plus de noblesse, de générosité et de grandeur dans les officiers supérieurs de la marine que dans les maréchaux et généraux des autres troupes. Nous croyons qu'on ne pourrait pas signaler au même degré, chez les commandants de nos escadres, cette âpreté au gain, cette soif de richesses qui distinguèrent malheureusement un grand nombre des chefs militaires de l'Empire et de la Restauration. Aujourd'hui encore, nos amiraux, nos capitaines de vaisseau, concentrent toute leur activité dans les exigences de leur profession ; on les honore généralement pour leur désintéressement et la dignité de leur caractère : tandis qu'on voit trop de militaires de terre oublier leurs devoirs patriotiques et civiques pour des traitements, des décorations et des honneurs. Cela tient sans doute à ce qu'on peut devenir général dans les antichambres des gouvernants, et qu'on ne saurait guère y devenir amiral. Les chefs de nos forces navales respirent peu l'atmosphère empoisonnée des cours dont la nature de leurs fonctions les tient sans cesse éloignés : voilà pourquoi ils restent plus souvent honnêtes et purs. Il faut ajouter que le spectacle continuel de la mer, de la nature dans sa majestueuse beauté, empêche leurs âmes de se rapetisser et les porte sans cesse à des pensées sublimes et à de nobles sentiments.

Bien que notre marine eût été en quelque sorte *désemparée* par l'émigration de presque tous ses officiers au commencement de la révolution et par les rudes échecs d'Aboukir et de Trafalgar, elle se signala cependant par de glorieux efforts, et il nous a paru de toute justice d'enregistrer ici les noms et les actes de ses représentants les plus remarquables.

Digitized by Google

VERHUELL (Charles-Henri),
Comte de Sevenaar, Vice-Amiral.

Il était Hollandais d'origine, étant né à Doesburg (Gueldre) vers 1770. Il embrassa de bonne heure la profession des armes, entra comme cadet dans la marine de son pays, et était lieutenant lors de la révolution de 1795. N'en ayant point embrassé les principes, il quitta le service. Il resta sans emploi jusqu'en 1804. Napoléon ayant, à cette époque, demandé un ancien officier de la marine au gouvernement de la Hollande, pour commander la flotte hollandaise à Boulogne, et le frère de M. Verhuell, ancien capitaine de haut-bord et fort estimé, choisi en premier lieu, ayant refusé et indiqué son frère cadet, celui-ci accepta et fut envoyé en France; de sorte qu'il devint en un jour, de lieutenant, vice-amiral. Il commanda la flottille qui se rendit à Boulogne, avec autant de courage et d'habileté que de bonheur. Inquiété dans le passage par les vaisseaux et les frégates anglaises, il soutint un combat honorable, non loin du cap Guinez. Vice-amiral sous le gouvernement du grand-pensionnaire Schimmelpenninck, il fut, vers le printemps de 1806, nommé, par ce chef de l'État, membre de la députation hollandaise qui, après quatre mois de négociations, finit par demander Louis Bonaparte, frère de l'empereur Napoléon, pour roi de Hollande, sans cependant y être autorisée par le grand-pensionnaire, constamment opposé à cette mesure destructive de la République. Ce fut l'amiral Verhuell qui prononça, le 5 juin 1806, dans une audience solennelle, devant l'Empereur, le discours par lequel il fit cette demande, au nom des représentants de la nation batave, sans doute bien éloignée de vouloir transformer la république en royaume, et changer un chef respectable, né dans son sein, pour un prince étranger.

Ministre de la marine sous le nouveau roi, il le servit d'abord avec zèle; fut créé par lui maréchal du royaume et comte de Sevenaar; mais sa fidélité devint suspecte au roi vers la fin de son règne. Le maréchal Verhuell, alors ambassadeur de Hollande à la cour de France, fut, en quelque sorte, soupçonné d'être plus dévoué aux intérêts de l'Empereur qu'à ceux de son souverain. Cependant Louis lui rendit la

Digitized by Google

justice de dire : « que la politique de ce temps était de nature à déconcerter les meilleurs esprits. » Ce roi pensa encore que l'amiral Verhuell était, sans peut-être s'en douter, l'instrument et l'agent du duc de Cadore (Champagny), au lieu d'être l'ambassadeur de Hollande.

Sous la domination française, l'amiral Verhuell passa dans son grade au service de la France, et fut investi du commandement du Helder, qu'il défendit en 1813 et 1814 avec persévérance contre ses compatriotes les Hollandais, qui, après avoir secoué le joug français, au mois de novembre 1813, en firent le siége sous les ordres du général de Jonge. L'amiral Verhuell ne rendit la place qu'après l'entrée des alliés à Paris et l'abdication de Napoléon. Croyant n'avoir rien à espérer du nouveau souverain de son pays, à cause de l'obstination qu'il avait mise à défendre ce poste important, il se retira en France, fut nommé l'un des inspecteurs de la marine, et enfin pair de ce royaume. Verhuell était grand-croix de l'ordre de l'Union et grand-croix de la Légion-d'Honneur. Il mourut à Paris vers 1830.

TRUGUET (Laurent-Jean-François),

Vice-Amiral.

Fils d'un capitaine du port de Toulon, il naquit dans cette ville en 1752. Il fut d'abord garde-marine. Il devint lieutenant de vaisseau en 1779, puis major en 1786. Il fit les campagnes de l'Inde avant la révolution et servit avec distinction dans la guerre d'Amérique. En 1788, il commanda le bâtiment qui porta M. de Choiseul-Gouffier à Constantinople. Il fut chargé par cet ambassadeur de renouveler le traité avec les Beys d'Égypte. En 1792, il sortit du port de Toulon avec une escadre destinée à protéger l'expédition du général Anselme sur Nice. Il était alors contre-amiral. Il se présenta devant Oneille, et y envoya des parlementaires que des paysans massacrèrent. Il demanda, mais inutilement, qu'on lui livrât des prêtres qu'il accusait de cet attentat, et menaça, en cas de refus, de dévaster la campagne. Ce fut en partie

Digitized by Google

le motif pour lequel la ville d'Oneille fut peu après saccagée. Dans cette même année, il commanda une division de la flotte que l'amiral Latouche-Tréville conduisit devant Naples. En 1793, le contre-amiral Truguet, avec une escadre de vingt-six bâtiments, s'empara de l'île Saint-Pierre, bombarda Cagliari, et y tenta une descente. Mais il fut repoussé, perdit deux bâtiments, et le reste de sa flotte fut maltraité. A la fin de 1795, le Directoire le nomma ministre de la marine. M. de Vaublanc lui reprocha dans le conseil des Cinq-Cents d'avoir trompé la nation sur la situation de Saint-Domingue et des colonies. Il fut ensuite accusé de protéger certains jacobins * et d'avoir passé avec eux des marchés onéreux. Peu de temps avant le 18 fructidor, il se vit obligé de quitter le ministère, et fut envoyé ambassadeur à Madrid. On dit qu'il s'y insinua dans les bonnes grâces d'une dame puissante, au point de devenir redoutable aux ministres qui le firent rappeler. Mais, ayant tardé d'obéir aux ordres du Directoire, il fut porté sur la liste des émigrés. Il en fut rayé après la révolution du 30 prairial an VII, et il entra après le 18 brumaire au conseil d'État, section de la marine. En 1803, il fut appelé au commandement de l'escadre de Brest, et resta dans ce port jusqu'en 1804. Il fut ensuite longtemps sans titre et sans activité. Cependant en 1811 il fut nommé préfet maritime en Hollande et grand-officier de la Légion-d'Honneur. En 1814, le vice-amiral Truguet fut fait grand-cordon et comte. Après les Cent-Jours, il eut l'administration du troisième arrondissement maritime à Brest, et fut nommé en 1816 commandeur de Saint-Louis. Il fut maintenu sur le tableau des officiers généraux de la marine en activité, et fut nommé grand-croix de Saint-Louis en 1818.

La marine lui doit de nombreuses améliorations.

Il mourut en 1839.

* Les partisans de l'ancien régime appelaient alors jacobins tous les démocrates; depuis ils les ont traités de communistes et de *partageux*.

Digitized by Google

VILLENEUVE (Pierre-Charles-Jean-Baptiste-Sylvestre),
Vice-Amiral.

Né à Valensoles (Basses-Alpes) en 1763, il était officier de marine à l'époque de la révolution, servit constamment depuis 1793, parvint aux grades supérieurs, et se distingua à la bataille d'Aboukir, où il réussit à sauver sa division et à rentrer avec trois vaisseaux à Malte. Il commanda aussi en 1802 les forces stationnées aux îles du Vent, fut élevé au grade de vice-amiral en 1804, et nommé au commandement de l'escadre de Toulon au mois de septembre suivant. Il se rendit ensuite de nouveau aux îles du Vent, revint bientôt en Europe, et, ayant rencontré la flotte anglaise commandée par l'amiral Calder, il lui livra un combat dans lequel il perdit deux vaisseaux espagnols, et fut obligé d'entrer au Ferrol. Se trouvant encore en 1805 à la tête des forces navales de France et d'Espagne réunies à Cadix, il osa livrer aux Anglais près du cap Trafalgar un combat qui lui devint funeste. Fait prisonnier sur *le Bucentaure,* vaisseau amiral de quatre-vingts canons qui échoua sur les Porques, ainsi que les bâtiments français sous ses ordres, il fut conduit en Angleterre; il obtint ensuite la permission de revenir en France où il arriva dans les premiers jours d'avril 1806. Après être resté quelque temps à Rennes, il s'y brûla la cervelle, de chagrin d'avoir été mal apprécié par Napoléon, et dans la crainte, dit-on, d'un jugement inique commandé par l'Empereur.

DECRÈS (Denis, Duc),
Vice-Amiral.

Né à Château-Vilain (Haute-Marne) le 18 juin 1765, d'une famille noble, il dut son avancement dans la marine royale à la protection de M. de Rochechouart. Il défendit en 1800 la ville de Malte assiégée

Digitized by Google

par les Anglais, et tenta d'en sortir au mois de mars pour aller chercher des secours en France ; mais il fut pris dans la traversée et conduit en Angleterre. Après son échange il revint en France, et fut nommé ministre de la marine en 1801. Il fut ensuite élevé successivement au grade de vice-amiral et de grand-officier de la Légion-d'Honneur, puis nommé inspecteur général des côtes de la Méditerranée, et enfin créé duc en 1813. Il quitta le ministère de la marine après l'abdication de Napoléon en avril 1814, obtint la croix de Saint-Louis le 3 juin suivant, et rentra au ministère le 21 mars 1815.

Nommé pair le 2 juin suivant, on le vit, à l'occasion de la discussion soulevée par Lucien Bonaparte pour faire reconnaître Napoléon II, s'écrier avec véhémence : « Est-ce le moment de s'occuper « des personnes ? Songeons à la patrie avant tout ; elle est en danger. « Ne perdons pas un moment pour prendre les mesures que son salut « exige. Je demande que la discussion soit fermée. »

Le 28 juin il donna des détails sur le départ de Napoléon pour Rochefort, et quitta le ministère à la rentrée des Bourbons.

La plus grande vertu de Decrès, c'était son aversion pour les Anglais dont il avait été prisonnier. Pour montrer quelle était sa rancune contre eux, il suffira de rapporter l'anecdote suivante :

Decrès accompagna l'Empereur dans un voyage qu'il fit, avec sa cour, à Rouen. Ce ministre, se promenant sur le quai, fut arrêté par une personne à laquelle il avait donné commission de lui chercher un secrétaire. « J'ai presque votre affaire, dit cette personne au ministre; j'ai déjà parlé à un jeune homme fort instruit. — Je n'ai pas besoin de savant, reprit Decrès en colère; donnez-moi quelqu'un qui sache bien battre les Anglais. — Bravo ! s'écria Napoléon, présent à cette conversation ; voilà ce qui s'appelle de la dignité ! »

Mort en 1820.

GANTEAUME (Honoré, Comte),
Vice-Amiral.

Né à la Ciotat (Bouches-du-Rhône) le 13 avril 1755, d'un capitaine de vaisseau marchand faisant le commerce dans les Échelles du

Digitized by Google

Levant, il commença très-jeune à naviguer sous son père ; mais son génie ardent et son goût décidé pour la marine lui firent bientôt trouver la Méditerranée un bassin trop étroit, et la guerre d'Amérique qui venait d'éclater parut lui offrir un théâtre plus digne de son courage. Devenu officier en 1778, il eut l'avantage de se faire remarquer du comte d'Estaing au combat de la Grenade, et fut alors nommé lieutenant de frégate auxiliaire. Il fit ensuite partie de l'escadre du bailli de Suffren dans l'Inde, et partagea ses combats et ses succès. Promu au grade de lieutenant de vaisseau en 1786, il commanda en 1791 et 1792 un vaisseau de la compagnie des Indes, pénétra jusqu'à Suez par la mer Rouge, et fut fait prisonnier au commencement de 1793 en revenant en France.

Nommé capitaine de vaisseau après sa rentrée des prisons d'Angleterre, il combattit vaillamment à l'affaire du 13 prairial an II, passa à Toulon, eut divers commandements dans la Méditerranée, fut nommé chef d'état-major de l'escadre de l'amiral Brueys, et eut le bonheur d'échapper à l'explosion du vaisseau amiral au combat d'Aboukir. Chargé comme contre-amiral de quelques expéditions sur les côtes d'Egypte et de Syrie, il ramena en septembre 1799 Bonaparte en France, et les Consuls le nommèrent membre du conseil d'État et président de la section de marine. En 1802, il commanda l'expédition sortie du port de Brest, et tenta sans succès de porter du renfort à l'armée d'Égypte, commandée alors par le général Menou. Il fut aussi chargé de conduire l'expédition de Saint-Domingue où il arriva en février, et revint en France au mois d'août suivant.

Nommé depuis préfet maritime à Toulon et élevé au grade de vice-amiral, puis décoré du cordon rouge le 1er février 1805, il commanda successivement dans divers ports, et fut nommé à la fin de 1813 commissaire extraordinaire chargé des mesures de salut public dans la 8e division militaire jusqu'à la déchéance de Napoléon. Créé chevalier de Saint-Louis en 1814, et enfin membre de la Chambre des pairs le 17 août 1815, il obtint la décoration de commandeur de l'ordre de Saint-Louis le 3 mai 1816.

Il mourut deux ans après, en 1818.

Digitized by Google

BRUIX (Eustache),

Amiral.

Né en 1759 à Saint-Domingue, d'une famille originaire de Béarn qui comptait au service de France et d'Espagne plusieurs militaires distingués, il passa en Europe dès l'âge le plus tendre et fit ses premières études à Paris. Nommé garde de la marine en 1778, il s'embarqua comme simple volontaire sur un vaisseau marchand, assista sur la frégate *la Concorde* au combat de la Praya, et suivit M. de Guichen dans sa savante campagne contre l'amiral Rodney. Devenu enseigne pendant la guerre d'Amérique, il était sur le vaisseau *l'Auguste*, lorsque la paix désarma les deux continents. En 1784 il obtint le commandement du *Pivert*, et seconda pendant quatre années M. de Puységur dans les opérations qu'il fit pour la formation des cartes sur les côtes et les débouquements de Saint-Domingue. Il fut nommé lieutenant de vaisseau en 1786 et membre de l'Académie de marine à la même époque.

La révolution vint encore hâter son avancement : il devint capitaine dès 1792 ; mais il resta sans emploi en 1793 comme ancien officier de la marine, et se retira dans un asile obscur, heureux de trouver dans son activité et ses connaissances des ressources contre l'indigence qui menaçait sa famille. Rendu en 1794 au service de mer, il remplit jusqu'en 1796 les fonctions de major général de l'escadre de l'amiral Villaret, puis celles de major général de la marine et de directeur du port à Brest. Il fut bientôt après appelé au ministère de la marine où il médita constamment un projet qu'il voulait exécuter lui-même. Un coup de vent força les ennemis, qui bloquaient le port de Brest, à prendre le large ; deux heures de leur absence suffirent à Bruix. Il appareilla sur-le-champ, et entrait déjà dans la Méditerranée que les Anglais regardaient encore sa sortie comme une fable. Il soutint l'honneur du pavillon français, ravitailla Gênes, prit des troupes sur les côtes d'Italie, fit sa jonction à Cadix et à Carthagène avec les vaisseaux espagnols et les conduisit à la rade de Brest. Peu de temps avant la paix d'Amiens, il commandait l'escadre rassemblée sur la rade de l'île d'Aix. La guerre

Digitized by Google

qui se ralluma bientôt ne lui permit pas de prendre un instant de repos. Dans le vaste plan qui fut conçu contre l'Angleterre, il fut nommé amiral de la flottille rassemblée à Boulogne ; mais sa vie, usée par l'étude et les fatigues continuelles, était déjà près de s'éteindre, et il mourut à Paris le 18 mars 1804.

VILLARET DE JOYEUSE (Louis-Thomas),
Amiral.

Né à Auch le 29 mars 1750 d'une famille noble et très-ancienne de Gascogne, il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique ; mais son caractère ne se plia pas aux vues de sa famille. Il entra donc dans les gendarmes de la maison du roi. Une affaire d'honneur, dans laquelle il tua son adversaire, le força bientôt de quitter son corps et de prendre le parti de la marine. Il se rendit à l'île de France, dont M. de Ternay, son parent, était gouverneur, et se fit bientôt tellement distinguer dans une carrière encore nouvelle pour lui, qu'il obtint un commandement et fut chargé de missions très-importantes près d'Hyder-Ali et de divers autres chefs des Indiens. Il s'en acquitta avec un très-grand succès et y déploya tant de talents, que le bailli de Suffren lui confia divers commandements. Au retour d'une longue croisière qui ne permettait pas à la frégate qu'il montait de reprendre la mer, on lui confia le soin de prévenir M. de Peinier, qui avait été envoyé avec une division pour nettoyer la rade de Madras, que l'escadre anglaise, beaucoup plus forte que lui, avait paru sous Ceylan. Le brave Suffren en lui donnant cette commission, avec le commandement de la corvette *la Naïade* de dix-huit canons, lui dit : « Je vous ai choisi « parce que j'ai besoin d'un homme de tête ; faites tout ce que vous « pourrez pour remplir votre mission ; je vous donne carte blanche. « Vous serez chassé en allant ou en revenant : sans doute vous serez « pris ; mais vous vous battrez bien : c'est ce que je veux. » Villaret-Joyeuse, assez heureux pour prévenir M. de Peinier, fut effectivement chassé en revenant, par *le Sceptre*, vaisseau de guerre de soixante-quatre

Digitized by Google

canons, et dit à son équipage qui n'était que de cent vingt hommes : « Ce n'est qu'un bâtiment armé par la Compagnie des Indes (il savait « le contraire) : des braves comme vous se laisseront-ils prendre par « un marchand ? Non sans doute. Vive la France ! » Ce cri répété fut le signal d'un des plus sanglants combats : il dura près de huit heures ; malgré l'énorme disproportion des forces, Villaret ne se rendit qu'avec huit pieds d'eau dans la cale et coulant bas. Le capitaine du vaisseau refusa une épée défendue si vaillamment, et l'amiral anglais devant lequel il parut à Madras, désirant récompenser son extrême bravoure, ne voulut pas qu'il fût prisonnier. Cette affaire compléta la réputation de Villaret-Joyeuse, que l'on regarda dès lors comme un des meilleurs officiers de la marine française. Le bailli de Suffren le fit chevalier de Saint-Louis, lieutenant de vaisseau, et lui donna le commandement de la frégate *le Coventri* avec laquelle il termina la campagne, et il ne revint en France qu'en janvier 1785. Au départ de M. de Suffren, qui eut lieu à la fin de 1783, Villaret reçut l'ordre d'aller à Batavia pour traiter avec la Compagnie hollandaise d'intérêts majeurs. A son arrivée dans le pays, il salua la ville selon l'usage ; mais comme les Hollandais mirent de la lenteur dans la riposte du salut, Villaret s'embossa pendant la nuit, et fit signifier que si le lendemain on ne lui rendait pas coup pour coup, il foudroierait la place. La menace fit son effet : le lendemain aux premiers rayons du soleil ils rendirent le salut, et Villaret négocia avec tant de dignité et de fermeté qu'il obtint du gouverneur tout ce qu'il demanda.

En 1791 il commandait à Lorient la frégate *la Prudente*, avec laquelle il gagna Saint-Domingue où il se trouvait lors des premiers troubles de cette colonie : il ne rentra en France qu'après le changement de pavillon, Sa réputation le porta bientôt à la tête des armées navales de l'Océan, et il montra tant de talents et de courage dans un poste si difficile, qu'il le conserva plusieurs années. On sait aussi que la journée du 13 prairial an II aurait été brillante pour la marine sans la faute de quelques capitaines inexpérimentés qui laissèrent couper la ligne, et sans la présence de Jean-Bon Saint-André. Ce représentant lui conserva la vie et le maintint dans le commandement en disant : « Je « sais que Villaret est un aristocrate ; mais c'est un brave qui servira « bien. » L'amiral s'opposa aussi tant qu'il put à la sortie d'hiver qui

Digitized by Google

eut lieu en l'an III ; mais il ne fut pas écouté, et le mauvais temps fit périr beaucoup de vaisseaux et une très-grande quantité de marins.

En l'an IV il déploya le plus grand courage dans un combat qui eut lieu sous l'île de Groix contre des forces plus que doubles de celles qu'il commandait : son vaisseau fut même entouré par l'ennemi, et il manqua d'être pris. Il se prononça également en l'an V contre la grande expédition d'Irlande, annonça les malheurs qui en seraient la suite, et donna alors sa démission, que le Directoire accepta.

En 1797 il fut nommé député du Morbihan au conseil des Cinq-Cents, où il déploya des talents oratoires et du caractère, se prononça énergiquement contre ce qu'il appelait les *terroristes*, fut condamné à la déportation le 18 fructidor, échappa aux poursuites dirigées contre lui, et se rendit en 1799 à l'île d'Oleron, d'où il fut rappelé par les Consuls.

Chargé en 1801 du commandement de la flotte expéditionnaire contre Saint-Domingue, il réunit sous ses ordres toutes les forces navales de France, d'Espagne et de Hollande. En 1802 il fut nommé capitaine général des îles de la Martinique et de Sainte-Lucie, qu'il gouverna comme un père. Il y fut attaqué par les Anglais en 1809, et rendit la Martinique, après avoir éprouvé dans le fort Bourbon le bombardement le plus terrible. Sa bravoure ne l'empêcha pourtant pas d'être blâmé dans un rapport fait par un conseil d'enquête ; mais il ne put être jugé malgré ses demandes réitérées, et Napoléon lui fit écrire en 1811, par le ministre de la marine, qui certes n'était pas son ami, qu'après avoir examiné lui-même sa conduite il le nommait au gouvernement de Venise. Il mourut en 1812.

BRUEYS (François de Paule de),

Contre-Amiral.

Il naquit en 1760 à Uzès (Gard) d'une famille noble et distinguée de cette province, et était frère du marquis de Brueys, député aux

Digitized by Google

États-Généraux. Entré de bonne heure au service dans la marine royale, il se trouvait déjà lieutenant de vaisseau et chevalier de Saint-Louis à l'époque de la révolution. Lorsque les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent à bord des équipages, il jugea à propos de se retirer dans ses terres en attendant les évènements.

Employé de nouveau sous le Directoire, il avait déjà fait connaître sa valeur et ses talents militaires, et était parvenu au grade de contre-amiral, lorsqu'il fut choisi en 1797 pour conduire en Égypte l'armée française commandée par le général Bonaparte. Il déploya d'abord tant d'habileté dans ses manœuvres, qu'il remplit sa mission avec un succès qui surpassa même les espérances de l'auteur de l'expédition, et il se préparait à retourner en France quand il fut attaqué dans la rade d'Aboukir par l'amiral Nelson. On prétendit alors qu'il avait mal choisi le mouillage dans lequel il se trouvait en sûreté, et qu'il y était resté plus longtemps qu'il ne l'aurait dû pour le salut de l'escadre; mais il est bien certain aujourd'hui qu'il n'avait fait en cela qu'exécuter les ordres formels du général en chef, auquel il avait été entièrement subordonné par le Directoire. Quoi qu'il en soit, l'amiral Brueys, dont la ligne d'embossage fut coupée le 14 thermidor an VI par des vaisseaux anglais, et qui dès lors ne pouvait plus combattre que pour l'honneur, fit dans cette occasion tout ce qu'on pouvait attendre d'un brave marin, et donna pendant deux jours que dura la bataille les preuves de la plus rare intrépidité jointe au plus grand sang-froid. Il était déjà blessé à la tête et à la main et se battait toujours, quand un boulet de canon le frappa mortellement : il vécut encore un quart d'heure, et expira sur son banc d'amiral.

BOUGAINVILLE (Louis-Antoine, Comte de),

Chef d'escadre, navigateur célèbre.

Né à Paris le 11 novembre 1729 d'un notaire-échevin très-estimé, et frère d'un homme de mérite connu dans la littérature et les belles-

Digitized by Google

lettres, il fit ses études à l'Université, et manifesta de bonne heure une rapidité de conception et une finesse de tact qui le firent réussir en même temps dans les genres les plus opposés. Destiné d'abord au barreau, il se prêta par complaisance au désir de ses parents, et, pour concilier ses goûts avec leur volonté, se fit tout à la fois recevoir avocat au Parlement et inscrire aux mousquetaires noirs. Ses travaux sur les mathématiques n'en furent point interrompus, et, quinze jours après sa réception dans l'un et l'autre état, il publia la première partie de son *Traité du calcul intégral*, pour servir de suite à l'*Analyse des infiniment petits*. Ayant ainsi posé les fondements de sa réputation littéraire, il se livra à son goût pour les armes ; entra en 1753 comme aide-major dans le bataillon provincial de Picardie, devint l'année suivante aide de camp de Chevert qui commandait le camp de Sarre-Louis, et passa en 1755 à Londres en qualité de secrétaire d'ambassade. Il rejoignit ensuite son général, passa au Canada sous M. de Montcalm avec le grade de capitaine de dragons, et se distingua dans cette partie du monde par des succès qui firent bien augurer de ses talents et de son courage. Il rendit aussi des services éminents dans la retraite de Quebec, fut élevé au grade de colonel, décoré de la croix de Saint-Louis, et revint en France après la mort du marquis de Montcalm et la perte de nos possessions de l'Amérique septentrionale.

Son activité continuelle ne lui permit pas de goûter un instant de repos. Il prit en conséquence du service à l'armée d'Allemagne en 1761, devint aide de camp de M. de Choiseul-Stainville, et fit de telles actions que le roi lui donna deux canons de quatre livres de balles, qu'il plaça depuis dans sa terre de Normandie.

Lorsque la paix lui eut ravi les moyens de poursuivre la carrière des armes, il ambitionna une autre gloire, et devint navigateur. On connaît ses entreprises et ses succès en ce genre : nous n'en entretiendrons donc pas le lecteur. Nous dirons seulement qu'à l'époque de la révolution, il fit tous ses efforts pour maintenir le bon ordre et la subordination dans les équipages, et que, n'ayant pu réussir, il donna sa démission en 1791. Il avait été élevé au rang de chef d'escadre en 1779, et créé maréchal de camp des armées de terre l'année suivante. Devenu membre de l'Institut en 1796, il fut élu sénateur en 1800, et mourut le 31 août 1811 dans sa quatre-vingt-neuvième année, et sans

Digitized by Google

avoir éprouvé les infirmités de la vieillesse. Peu d'hommes ont joui d'une réputation aussi distinguée dans tous les genres.

LA TOUCHE-TRÉVILLE (Louis-René-Madeleine Levassor de),

Vice-Amiral.

Né à Rochefort le 3 juin 1745, il entra à l'âge de treize ans dans la marine comme garde, et fit en cette qualité les dernières campagnes de la guerre de 1756. Pendant la guerre d'Amérique, il eut le commandement de la frégate *l'Hermione*, se signala dans plusieurs occasions, notamment dans un combat de deux heures qu'il soutint contre deux frégates anglaises et à la suite duquel il fut nommé capitaine de vaisseau.

Après la paix de 1783, il fut appelé successivement dans l'administration supérieure des ports et dans les conseils des ministres, et en 1787 le duc d'Orléans le fit son chancelier. Nommé en 1789 député de la noblesse du bailliage de Montargis aux États-Généraux, il se réunit un des premiers de cet ordre à la Chambre du tiers état, plaida vivement les intérêts de la maison d'Orléans, et demanda ensuite que le Code maritime prononçât la peine de mort contre tout officier qui se cacherait dans un combat. Devenu contre-amiral en 1792, il alla prendre à Toulon le commandement d'une escadre destinée à exiger de la cour de Naples la réparation d'une injure faite à la nation française dans la personne de M. de Sémonville, ambassadeur de France à Constantinople. Destitué quelque temps après, il vécut dans l'obscurité pendant plusieurs années, et fut réintégré dans son grade de contre-amiral par les Consuls. Destiné d'abord au commandement d'une escadre à Brest, il passa bientôt à Boulogne, et y soutint contre l'amiral Nelson les combats des 5 et 15 août 1803. Dans l'expédition de Saint-Domingue, il s'empara de Port-au-Prince, et sauva par son activité la presque totalité de son escadre.

Digitized by Google

Rentré en France le 8 octobre 1803, et nommé commandant de l'escadre de Toulon, il était prêt à remettre en mer, lorsque la mort le surprit à bord du vaisseau *le Bucentaure* le 20 août 1804.

Napoléon faisait grand cas de La Touche-Tréville. « Lui seul, disait-il, lui avait présenté l'idée d'un vrai talent, et il pensait que ce marin eût pu donner une autre impulsion aux affaires. »

PERRÉE (Jean-Baptiste-Emmanuel),

Contre-Amiral.

Né à Saint-Valery-sur-Somme (Somme) en 1761, il se livra dès sa plus tendre jeunesse à la navigation marchande. Parvenu aux premiers emplois de la marine militaire, il rendit tour à tour l'Océan et la Méditerranée le théâtre de ses campagnes. Il fut enfin employé dans l'expédition d'Egypte en 1798, détruisit la flottille des Mameloucks sur le Nil, et contribua beaucoup aux succès de l'armée. Chargé de porter des secours aux Français qui assiégeaient Saint-Jean-d'Acre, il croisa quarante-deux jours sur la côte de Syrie entre deux divisions ennemies. En se rendant en France, il fut arrêté et fait prisonnier presque au port par une flotte anglaise le 19 juin 1799. Lorsqu'il fut échangé, le gouvernement lui confia la difficile mission de ravitailler Malte. Il touchait au succès de son expédition, lorsqu'il fut assailli le 18 février 1800 par des forces supérieures, sauva néanmoins trois corvettes qui faisaient partie de sa division, voulut se frayer un passage entre quatre vaisseaux anglais et se jeter dans Malte dont il n'était plus qu'à dix lieues, commença le combat avec intrépidité, donna ses ordres avec sang-froid, encouragea les matelots et les soldats, et fut d'abord blessé à l'œil gauche d'un éclat de bois sans quitter la direction des manœuvres, quand un boulet lui coupa la cuisse droite : il expira peu de moments après, universellement regretté.

Digitized by Google

DEUXIÈME CATÉGORIE.

—

POLITIQUES.

BARRAS (Paul-François-Jean-Nicolas, Comte de),
Député à la Convention nationale, puis membre du Directoire exécutif.

Il naquit à Fos-Emphoux en Provence le 20 juin 1755. Il commença sa carrière militaire en qualité de sous-lieutenant au régiment de Languedoc, dans lequel il resta jusqu'en 1775. Ayant fait à cette époque un voyage dans l'île de France, il passa dans le régiment de Pondichéry et faillit périr en se rendant à la côte de Coromandel. De retour en France avec le grade de capitaine, il se livra bientôt à son goût pour le jeu et les femmes, et acheva ainsi d'altérer une fortune déjà peu considérable. Les troubles politiques de 1789 vinrent le tirer d'embarras. Il prit vivement parti pour la révolution et, après le 10 août 1792, fut nommé député à la Convention nationale par le département du Var. Il y vota la mort de Louis XVI, combattit les Girondins au 31 mai 1793 et participa aux mesures prises contre leurs partisans. Envoyé en mission dans le Midi avec Fréron, ils s'y firent tous deux remarquer par leur cruauté et par leurs concussions; aussi se jetèrent-ils, pour échapper à l'enquête dont ils furent menacés, dans la conspiration qui éclata au 9 thermidor. Il tourna alors sa fougue réactionnaire contre ses anciens amis, dénonça Moïse Bayle et Granet

26

Digitized by Google

comme auteurs des troubles du Midi, et *les accusa d'avoir été les ennemis de Marat.* Nommé, au mois de novembre 1794, membre du comité de sûreté générale, il se jeta de plus en plus dans le parti réacteur, devint en quelque sorte, avec Fréron, le chef des jeunes gens connus sous le nom de *million doré;* parla pourtant contre les émigrés des Haut et Bas-Rhin, en faveur desquels réclamait Bentabolle ; provoqua, peu de jours après, la célébration de l'anniversaire du supplice de Louis XVI, et fit décréter la remise aux indigents des effets engagés au Mont-de-Piété. Ces retours révolutionnaires prouvaient bien son peu de bonne foi dans le parti qu'il avait embrassé ; mais l'insurrection du 1er prairial, dans laquelle il commanda la force armée contre le peuple des faubourgs, et l'acharnement avec lequel il poursuivit le reste du parti *montagnard*, ne laissèrent plus de doute sur ses sentiments secrets. Cependant les royalistes ayant montré, à la suite de cette affaire, des prétentions qu'il était du devoir des amis de la liberté de repousser, on vit Barras combattre avec force les projets des sectionnaires contre la Convention et amener la mitraillade du 13 vendémiaire. Il dut au succès de cette journée d'être nommé membre du Directoire exécutif.

Il parut d'abord s'y occuper beaucoup plus de ses plaisirs que des affaires, sut néanmoins conserver un grand ascendant sur ses collègues, prévit dès lors que Bonaparte, auquel il venait de faire donner le commandement de l'armée d'Italie, jouerait un rôle important dans cette campagne et assurerait une prépondérance certaine à celui qui le dirigerait ; enleva à Carnot le portefeuille du ministère de la guerre, ce qui les brouilla irrévocablement, et devint aussitôt l'objet des sarcasmes et des diatribes des journaux du parti *clichien*. Accoutumé depuis longtemps à ne recevoir que des éloges, Barras fut indigné de ce langage et se permit un acte de la plus grande tyrannie à l'égard de l'abbé Poncelin, l'un des rédacteurs de ces journaux, qu'il fit attirer au Luxembourg par des agents de police et fustiger dans ses appartements. Cette basse vengeance irrita encore davantage les esprits contre lui ; et les Conseils, ne pouvant faire mieux, tentèrent son expulsion du Directoire, sous le prétexte qu'il n'avait pas l'âge requis lors de son élection. Le 18 fructidor vint mettre un terme à ces tracasseries et assurer à Barras une puissance non contestée. Cependant il ne put empêcher, en

Digitized by Google

1799, que Siéyès, soutenu par un parti puissant, ne vînt s'asseoir à ses côtés dans l'intention de le renverser; mais Barras sut encore lui en imposer et resta son collègue, tandis que Merlin (de Douai), Treilhard et La Réveillère-Lepeaux étaient chassés presque honteusement de leurs siéges directoriaux. Il fut aisé de voir néanmoins qu'ayant seulement résisté à ce mouvement et ne l'ayant pas dirigé, Barras perdait beaucoup de son crédit. En effet, le 18 brumaire le rendit malgré lui à la vie privée. Il voulut en vain se faire honneur de ses sentiments pour Bonaparte et donner sa démission ; personne n'en fut dupe, et il se retira honteusement à Grosbois, accusé tout à la fois d'avoir voulu servir les jacobins, relever la maison de Bourbon et s'emparer de l'autorité suprême. Pendant ses fonctions de Directeur, il avait donné l'exemple de la dilapidation des deniers publics et de la débauche la plus effrénée, et n'était parvenu à se maintenir dans ce poste élevé qu'en proscrivant tour à tour les députés et même les directeurs qui essayèrent de faire de l'opposition contre lui. Il rentra dans la vie privée au moment où il venait de s'engager, au prix de *douze millions*, à replacer les Bourbons sur le trône. Il se réfugia à Bruxelles où il conserva plusieurs années un train de maison considérable.

Il obtint en 1805 la permission de se retirer dans le Midi de la France, et y vécut assez obscurément jusqu'en 1815, qu'il reparut dans la capitale, après le second avènement de Napoléon au trône, et d'où il disparut encore sans avoir rien obtenu de lui. Les journaux le remarquèrent et assurèrent de plus qu'il n'avait pas voté sur l'acte additionnel.

Barras mourut à Chaillot en 1829.

SIÉYÈS (Emmanuel-Joseph),

Membre de la Convention, Directeur, Consul, etc.

Né à Fréjus en 1748, il y fit ses premières études. Il était vicaire général de l'évêque de Chartres, chanoine et chancelier de l'église de

Digitized by Google

cette ville, lorsqu'il fut élu en 1789 député du tiers état de Paris aux États-Généraux, et dut cette nomination au pamphlet : *Qu'est-ce que le tiers état ?* qui lui acquit une immense popularité. Il contribua bientôt à la réunion des trois ordres et au renvoi des troupes, à la suite de la fameuse séance du *jeu de paume*, et c'est le 10 août suivant qu'il combattit avec tant de chaleur la suppression des dîmes ecclésiastiques, et qu'il s'écria au milieu de la discussion : « Ils veulent être libres, et ne « savent pas être justes. » Il s'opposa aussi à ce que l'on accordât le *veto* au roi, se déclara pour une seule Chambre législative et donna l'idée de diviser la France en départements, districts et municipalités, opération qui n'a pas peu contribué à consolider la révolution. Dès les premiers troubles, il avait paru s'attacher à la faction d'Orléans, et, dans les informations judiciaires faites au Châtelet sur les évènements des 5 et 6 octobre 1789, il déposa avoir été indigné de ces scènes, mais déclara qu'il en ignorait les causes. Il fut souvent occupé ensuite dans les comités, travailla à la Constitution, et parut rarement à la tribune. Ce fut alors que Mirabeau dit en pleine assemblée « que le silence de « Siéyès était une calamité publique. » Cependant il proposa une loi de répression des délits de la presse. Porté bientôt à la présidence malgré son refus d'en remplir les fonctions, il fut aussi élu en 1791 membre du département de Paris, et refusa en même temps d'être nommé à l'évêché de la capitale, quand il fut, dit-on, à peu près sûr que l'assemblée électorale ne le choisirait pas.

Peu de temps après il publia cette fameuse lettre dans laquelle, développant ses principes sur le gouvernement monarchique, il dit : « Ce « n'est ni pour caresser d'anciennes habitudes, ni par aucun sentiment « superstitieux de royalisme, que je préfère la monarchie : je la pré- « fère, parce qu'il m'est démontré qu'il y a plus de liberté pour le « citoyen dans une monarchie que dans une république, et que dans « toute hypothèse on est plus libre dans le premier de ces deux gou- « vernements. »

Élu en septembre 1792 député du département de la Sarthe à la Convention nationale, il s'y tint à l'écart et s'enveloppa d'une nullité apparente, afin d'échapper aux orages qu'il voyait se former dans cette assemblée. Dans le procès de Louis XVI il resta fidèle à ce système, et, dans les appels nominaux qui décidèrent du sort de ce prince, les

Digitized by Google

mots *oui*, *non* et *la mort* furent les seuls qui sortirent de sa bouche. Il se conduisit avec cette circonspection jusqu'en 1795, et reparut alors à la tribune où il se prononça avec une sorte de fureur contre Robespierre qu'il n'avait pas eu le courage de combattre.

Il entra bientôt après au comité de salut public, refusa encore la présidence de la Convention ainsi qu'il l'avait fait plusieurs fois, fut envoyé en Hollande pour y conclure un traité avec la nouvelle République, influa beaucoup à son retour sur ceux faits avec la Prusse et l'Espagne, et fut nommé membre du Directoire, place qu'il refusa en déclarant qu'il préférait rester au conseil des Cinq-Cents. Il y travailla constamment dans les commissions chargées des objets les plus importants, faillit périr par la main d'un de ses compatriotes, l'abbé Poule, après le 18 fructidor, sortit enfin du Corps législatif le 20 mai 1798, et y fut aussitôt réélu. Envoyé à cette époque en qualité d'ambassadeur près la cour de Berlin, il ne répondit point à la haute idée qu'en avaient conçue les Allemands. Il parut peu profond aux métaphysiciens, très-obscur aux diplomates et extrêmement gauche aux gens du monde. Il subit aussi des épreuves très-pénibles à cette cour, dévora plusieurs désagréments personnels à cause de son vote dans le procès de Louis XVI, et essuya même un affront marqué de la part du maréchal Knobelsdorff. Quoi qu'il en soit, il y résida jusqu'en 1799 qu'il fut nommé de nouveau membre du Directoire exécutif. Convaincu alors par l'état critique où se trouvait la France de l'impossibilité de faire marcher la constitution directoriale, Siéyès travailla avec ardeur à s'attacher Bonaparte, et conçut avec lui le plan de la révolution du 18 brumaire. Trompé ensuite dans ses calculs par les résultats de cette journée, il devint le subordonné de celui qu'il croyait se soumettre, et obéit à son propre instrument, d'abord avec le titre de second Consul, puis avec celui plus modeste de sénateur. La terre de Crósne qu'il accepta bientôt après comme récompense de sa complicité avec Bonaparte acheva, suivant les intentions de celui qui la lui offrait, de l'avilir aux yeux de ceux qui avaient mieux espéré de lui. Napoléon lui avait donné un autre dédommagement de ses illusions déçues en lui laissant partager avec un de ses collègues l'argent qui restait dans la caisse du Directoire. Il suivit au Sénat la route qu'il avait d'abord tenue à la Convention, fut pourtant quelquefois l'objet des soupçons du premier Consul, et se renferma

Digitized by Google

alors encore beaucoup plus en lui-même. La Restauration, à laquelle il eut peu de part, vint enfin le tirer de cet état pénible, mais ne lui rendit ni éclat ni dignités, et, à la grande surprise de tous, on le vit en 1815 prendre place parmi les pairs de la création de Napoléon. Depuis cette époque il retomba dans son obscurité habituelle, et il quitta la France en 1816 comme régicide. Il n'y rentra qu'après 1830, et mourut en 1836.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice de),

Prince de Bénévent.

Talleyrand !!! quelle plume assez énergique pourrait flétrir un pareil homme d'un stigmate assez infamant ! Talleyrand ! ce mot ne rappelle-t-il pas ce qu'il y a de plus vil dans l'histoire ? Quel est le cœur qui ne se soulève de dégoût et de honte au souvenir de cet évêque, de ce prince sans foi ni loi? A la pensée d'un tel individu, nous qui croyons au bien, à la vertu, au progrès, nous sommes pris quelquefois d'un découragement profond : nous nous demandons pourquoi la nature a créé de semblables monstres, et pourquoi Dieu leur permet d'exercer leurs criminels penchants au détriment de la pauvre humanité. Mais que dire des rois qui les connaissent, qui s'en servent et qui les comblent d'honneurs ?

Malheureusement le nombre des traîtres et des prévaricateurs a toujours, jusqu'ici, été considérable. Mais jamais le génie du mal n'avait offert une incarnation plus éclatante et plus complète de lui-même que dans le personnage dont il faut que nous retracions brièvement la carrière ; jamais l'apostasie et le cynisme n'avaient été poussés aussi loin que dans Talleyrand ! Tour à tour prêtre et athée, républicain et royaliste, il renia toutes ses croyances, il trompa tous les gouvernements. Et, bien qu'universellement méprisé, il fut comblé d'emplois et de faveurs, et mourut dans son lit, riche, puissant, extérieurement honoré. Le roi Louis-Philippe lui-même alla le visiter sur sa couche funèbre !

Digitized by Google

Il ne faut pas que de tels spectacles se reproduisent : ils tuent la morale et jettent le désespoir dans les âmes honnêtes. Aujourd'hui que le peuple est souverain, il lui appartient de veiller à ce que les Talleyrand et les Fouché que la société peut recéler encore dans son sein ne s'emparent pas de la puissance pour en abuser. Qu'il les laisse dans les ténèbres, ces esprits pervers, car c'est le domaine de Satan, et c'est le leur ! Le suffrage universel permet de les y reléguer à jamais, et, si la République peut tenir ses promesses, bientôt l'éducation des masses sera assez avancée pour qu'elles ne fassent que de bons choix et qu'elles ne deviennent plus le marchepied et le jouet des intrigants. Cette éducation, du reste, avec les améliorations sociales que doit amener le régime démocratique, diminuera le nombre des corrompus et des corrupteurs. Alors on ne verra plus une majorité immense, qui est probe et utile, obligée de subir la loi de quelques êtres méchants et improductifs.

Talleyrand naquit à Paris en 1754. Une charmante figure et beaucoup d'esprit ne purent le soustraire au joug qu'un accident de naissance (il était boiteux) força sa famille de lui imposer. Il entra donc, et bien malgré lui, au séminaire de Saint-Sulpice en 1770, et rendit tous ses camarades témoins de sa répugnance à embrasser l'état ecclésiastique. Il fut, malgré une jeunesse très-orageuse, sacré évêque d'Autun le 4 janvier 1789. Député de son ordre aux États-Généraux, ce fut sur son rapport que les biens du clergé furent déclarés nationaux et vendus au profit de l'État. Après l'établissement de la constitution civile du clergé, il sacra les nouveaux évêques, et, lors de la fête de la Fédération, il célébra la messe, au Champ-de-Mars, sur l'autel de la patrie, et bénit les drapeaux des gardes nationales et de l'armée. Il se mêla aussi beaucoup de finances, et fut considéré généralement à cette époque comme un des plus grands spéculateurs de la capitale.

Envoyé en Angleterre avec M. de Chauvelin, il ne tarda pas à revenir en France, d'où il s'éloigna après le 10 août pour se retirer aux États-Unis. Rappelé (1796) sur la proposition de Chénier et élu membre de l'Institut, il fut peu de temps après nommé par le Directoire ministre des relations extérieures, ce qui ne l'empêcha pas de travailler de tout son pouvoir à la ruine de ce gouvernement et à la

Digitized by Google

réussite du coup-d'État du 18 brumaire. Il conserva son ministère sous le Consulat et sous l'Empire, se maria (avec madame Grant *) après avoir été relevé de ses vœux par le pape, devint grand-chambellan (1806); puis, disgracié (1808), il se retira à Valençay, où il employa ses loisirs à conspirer contre Napoléon, dont il fit proclamer la déchéance (1814). Il fut nommé membre du gouvernement provisoire, et contribua puissamment au retour de l'ancienne dynastie. Louis XVIII le nomma ministre des affaires étrangères et pair de France, puis l'envoya en qualité de plénipotentiaire au congrès de Vienne. Il apprit dans cette ville le retour de Napoléon, et, moins soucieux de l'intérêt de la patrie que de celui de ses nouveaux *maîtres*, auxquels le sien était alors lié, il fut loin de rester étranger à la résolution que prirent si promptement les alliés d'envahir une seconde fois la France. Revenu à Paris avec Louis XVIII, il reprit le portefeuille des affaires étrangères, avec la présidence du cabinet auquel on a donné le nom de *ministère Talleyrand-Fouché*. Mais les progrès de la réaction royaliste le forcèrent bientôt de s'éloigner, et il vécut dans la retraite jusqu'en 1830.

Alors le duc d'Orléans, devenu roi, lui confia l'ambassade de Londres, où il alla inaugurer ce système de paix à tout prix qui depuis cette époque sembla être devenu la base de la diplomatie française. Il fit accepter sa démission en 1835, et ne prit plus de part aux affaires publiques qu'en donnant des conseils au roi, qui ne cessa de lui en demander.

« Talleyrand, a dit Napoléon dans le *Mémorial*, était toujours en état de trahison; mais c'était de complicité avec la fortune. Sa circonspection était extrême; se conduisant avec ses amis comme s'ils devaient être ses ennemis, avec ses ennemis comme s'ils pouvaient devenir ses amis. »

* Il paraît que madame Grant, avant d'épouser Talleyrand, avait mené une vie des plus dévergondées. Un ouvrage, publié en 1810, lui donne successivement pour amants et *entreteneurs* M. F. . . . .s, M. Whitehill, M. de Lessart, le marquis de Spinola, etc., etc. On prétendit, à l'époque de ce mariage, que Napoléon l'avait exigé, afin d'ôter par là à Talleyrand, comme évêque, tout moyen de faire sa paix avec les Bourbons.

Digitized by Google



FOUCHÉ

Digitized by Google

Digitized by Google

Chénier a fait cette épigramme :

Roquette dans son temps, Talleyrand dans le nôtre,
Furent évêques d'Autun :
Tartufe est le portrait de l'un ;
Ah ! si Molière eût connu l'autre !

On connaît le mot de Carnot, parlant de Talleyrand : « C'est de la *boue* * en bas de soie. »

Madame de Staël disait de lui : « C'est un diplomate si habile, que, quand on lui donne un coup de pied dans le derrière, il rit devant. »

Fouché et Talleyrand étaient ennemis jurés. Ils étaient pourtant bien dignes de s'entendre ! Napoléon dit un jour au premier : « N'est-il pas vrai que vous haïssez Talleyrand ? — Oh non ! reprit Fouché, je ne le hais pas, mais je le méprise. »

Talleyrand mourut en 1838. S'il ne fût pas venu au monde, sa patrie et l'humanité y eussent beaucoup gagné.

FOUCHÉ (Jean),
Duc d'Otrante.

On a blâmé Napoléon de son divorce, de son mariage avec une archiduchesse d'Autriche, de la mort du duc d'Enghien et de plusieurs autres faits de sa politique. Ce qu'on aurait dû lui reprocher plutôt, et ce dont il s'est lui-même repenti à Sainte-Hélène, c'est d'avoir employé des hommes tels que Fouché et Talleyrand. Est-ce donc une nécessité pour la monarchie de se servir d'instruments impurs ? Lui est-il impossible de s'appuyer sur d'honnêtes gens ? On le croirait, à voir les conseillers dont les rois s'entourent, surtout depuis que les idées révolutionnaires ont fait invasion dans notre vieux monde. Ou plutôt, n'est-ce pas que la royauté est condamnée dans les desseins de la Providence, et que, pour qu'elle disparaisse enfin d'une manière définitive,

* Nous changeons le mot, que la décence nous empêche d'imprimer.

Digitized by Google

il faut qu'elle marche en aveugle, qu'elle accumule fautes sur fautes, qu'elle se jette elle-même dans l'abîme? *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

Fouché naquit à Nantes en 1763. Il entra de bonne heure dans la congrégation de l'Oratoire, reçut les ordres et professa successivement à Juilly, à Arras et à l'école militaire de Vendôme. Lorsque la révolution éclata, il se hâta de quitter l'état ecclésiastique, et fut nommé en 1792 député de son département à la Convention. Il y vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis, et alla peu de temps après en mission dans le département de l'Aube, puis dans celui de la Nièvre, où il commit de nombreuses concussions. Envoyé ensuite avec Collot-d'Herbois à Lyon, qui venait d'être pris, il se signala encore par ses dilapidations et surtout par les exécutions en masse dites *fusillades*. Enfin, après avoir, comme on l'a dit, *chemin faisant, ramassé l'or dans des ruisseaux de sang*, il revint à Paris, où la révolution du 9 thermidor le sauva du châtiment qu'il méritait.

Après la chute de Robespierre, Fouché intrigua plus que jamais auprès des *thermidoriens* et des *montagnards*, s'attacha successivement à l'un et à l'autre parti, ou plutôt les fit servir tous les deux à garantir sa personne de la juste vengeance des Lyonnais; échappa ainsi aux nombreuses dénonciations dirigées contre lui, fut menacé plusieurs fois d'arrestation, et compris enfin au nombre des députés proscrits après l'insurrection du 1er prairial an III à laquelle il avait puissamment contribué. Amnistié par la loi du 4 brumaire, il vécut dans la retraite jusqu'en 1799, remplaça à cette époque Trouvé, ministre du Directoire à Milan, fut destiné ensuite à la place d'envoyé près la République batave, et appelé peu de temps après au ministère de la police, où il ne tarda pas à se montrer l'ennemi de ces mêmes *jacobins* qu'il avait aimés et défendus si longtemps. Toujours infatigable dans les intrigues politiques, il chercha bientôt à se servir de l'autorité qui venait de lui être confiée pour accélérer la chute du Directoire de qui il la tenait, et contribua, s'il ne la provoqua pas, à la révolution du 18 brumaire.

Resté ministre de la police sous Napoléon à qui il venait de livrer la France, il déploya de grands talents dans cette administration, et s'y conduisit à la fois en inquisiteur et en homme d'État. Froid et dépourvu

Digitized by Google

de sensibilité, observateur fin, adroit, rusé, et profondément versé dans l'histoire secrète des hommes et des choses, il possédait les qualités propres à remplir ses importantes fonctions. C'est sous son ministère que furent frappés de mort ou de déportation cette foule de malheureux *jacobins* et *royalistes*, pour des conspirations souvent inventées et presque toujours dirigées par la police elle-même; c'est sous son ministère que, malgré le droit des gens et celui de l'humanité, on tortura, dit-on, des étrangers, parmi lesquels on citait le capitaine anglais Wright et le saxon Sahla, pour leur faire avouer des choses qu'ils ignoraient, ou qu'il n'était pas de leur honneur de dévoiler; c'est enfin sous son ministère que renaquirent ces infâmes prisons d'État, toujours remplies d'une foule de victimes qui ne durent la cessation de leurs maux qu'à la chute du despotisme.

Devenu sénateur malgré lui à la fin de 1802, Fouché reprit les rênes de la police en 1804, fut encore disgracié et remplacé par Savary en 1810, pour avoir, assure-t-on, fait prévenir Lucien Bonaparte que son frère voulait le faire arrêter; puis envoyé successivement à Rome où il ne se rendit pas, et dans sa sénatorerie d'Aix où il resta jusqu'en 1813, que son successeur à la police, ayant voulu s'emparer de sa personne, l'obligea de se sauver à Dresde auprès de Napoléon. Il alla de là remplacer Junot dans le gouvernement général des provinces illyriennes, et se sauva à Naples aussitôt que les Autrichiens eurent pris possession de Laybach. Convaincu dès lors que la cause de Napoléon était perdue, il insinua à ce qu'on prétend dans l'esprit de Murat l'idée de traiter avec les Anglais, et c'est à lui qu'on doit la rédaction du traité qui lia ce transfuge à une coalition qui devait amener sa perte. Peu content de ce succès qui n'était que le prélude de plus grands desseins, il se rendit à Lyon près du maréchal Augereau, qu'il tâcha de convaincre de l'inutilité de sa défense, et qu'il voulait, dit-on, faire déclarer dès lors pour un prince de la maison de Bourbon. Repoussé par ce vieux soldat qu'il ne put séduire, mais qu'il ébranla pourtant, il se rendit à Toulouse auprès du maréchal Soult dans les mêmes vues, et ne cessa ses instances à cet égard que lorsqu'il fut convaincu par une dépêche de lord Wellington, qui avait été consulté à ce sujet, que les alliés traitaient franchement avec Napoléon au congrès de Châtillon.

Demeuré sans emploi pendant la Restauration, il devint l'objet des

Digitized by Google

inquiétudes des uns et des espérances des autres, et vit secrètement les coryphées de chacun des partis déçus dans leurs espérances. Échappé à l'arrestation dont il avait été menacé depuis le débarquement de Napoléon, il redevint son ministre le 20 mars 1815, fut ensuite élu député à la Chambre des représentants par plusieurs départements, puis créé pair le 2 juin. Il montra beaucoup de modération pendant la courte durée du second règne de Napoléon, laissa parler et agir librement contre l'Empereur, et ménagea tellement les choses qu'il était tout à la fois l'espoir des royalistes, le régulateur des républicains et l'homme de confiance des bonapartistes qui voulaient une régence et Napoléon II. Enfin son administration ne fut qu'une trahison continuelle.

Nommé, après la seconde abdication de l'Empereur, président du gouvernement provisoire, il fit échouer toutes les tentatives faites par ses collègues pour empêcher une seconde invasion du territoire et un second rétablissement des Bourbons. Il conserva son portefeuille à la seconde Restauration ; mais, en horreur à tous les partis, il se fit nommer ambassadeur à Dresde, et la loi dite *d'amnistie* (19 janvier 1816) le força bientôt après de quitter ce poste. Il se retira alors à Prague, puis à Lintz, et enfin à Trieste, où il mourut en 1820, laissant une fortune évaluée à quatorze millions.

« Après les Cent-Jours, dit Chateaubriand *, madame de Custine me força de dîner chez elle avec Fouché. Je l'avais vu une fois, cinq ans auparavant, à propos de la condamnation de mon pauvre cousin Armand. L'ancien ministre savait que je m'étais opposé à sa nomination à Roye, à Gonesse, à Arnouville ; et comme il me supposait puissant, il voulait faire sa paix avec moi......... Bavard, battant l'air de phrases vides, il débitait un ramas de lieux communs farcis de *destin*, de *nécessité*, de *droits* des choses, mêlant à ce non-sens philosophique des non-sens sur le progrès et la marche de la société, d'impudentes maximes au profit du fort contre le faible ; ne se faisant faute d'aveux effrontés sur la justice des succès, le peu de valeur d'une tête qui tombe, l'équité de ce qui prospère, l'iniquité de ce qui souffre ; affectant de parler des plus affreux désastres avec légèreté et indifférence, comme un génie au-dessus de ces niaiseries. Il ne lui échappa, à propos de quoi que ce soit, une idée choisie, un aperçu remarquable. Je sortis en haussant les épaules au crime. »

* *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 429.

Digitized by Google

PRADT (l'Abbé Dominique Dufour, Baron de),
Archevêque de Malines, Aumônier de Napoléon.

Né à Allanches (Cantal) le 23 avril 1759. — Issu d'une ancienne famille, il était à l'époque de la révolution grand-vicaire du cardinal archevêque de Rouen, son oncle. Il fut élu en 1789 député aux États-Généraux où il se fit peu remarquer, et signa les protestations des 12 et 14 septembre 1791 contre les opérations de l'Assemblée nationale. Il émigra bientôt, se réfugia à Hambourg où il travailla à la rédaction de plusieurs journaux, et publia depuis divers ouvrages remarquables par la hardiesse de ses opinions. Il rentra en France après le 18 brumaire, donna peu de temps après *les Trois âges des Colonies*, où l'on retrouve une partie des doctrines de Raynal; fut présenté à Napoléon récemment couronné Empereur, et devint enfin *aumônier du dieu Mars*, ainsi qu'il se qualifiait lui-même. Après avoir été promu à l'évêché de Poitiers et sacré à Paris par Pie VII le 2 février 1805, il passa en 1808 à l'archevêché de Malines, et mérita ensuite de nouvelles faveurs par cette souplesse et ce dévouement que les prêtres savent si bien employer pour la réussite de leurs desseins. Il accompagna successivement Napoléon à Milan et au château de Marrac près de Bayonne, contribua, dit-on, alors, de tous ses moyens à la perte des princes de la maison d'Espagne, et rechercha toujours avec une assiduité constante le suffrage des personnes qui approchaient le plus de l'Empereur. Il visa aussi pendant longtemps au ministère des affaires étrangères et à celui des cultes, fut même annoncé comme devant être premier ministre, et fut écarté tout à coup du centre des affaires par un caprice du maître, dirigé dans cette circonstance par Maret qui craignait l'esprit d'intrigues de l'abbé.

Au moment de la campagne de Russie, l'abbé de Pradt, disgracié depuis longtemps, reparut à la cour, suivit Napoléon à Dresde, et fut chargé d'aller révolutionner la Pologne en qualité de ministre plénipotentiaire près le duché de Warsovie. On sait comment il se tira de cette mission difficile et de quelle manière il en fut récompensé. Retiré dans son diocèse pendant les évènements de 1814, il reparut après la

Digitized by Google

chute du héros qu'il avait tant préconisé jusqu'alors, fut provisoirement chargé des fonctions de grand chancelier de la Légion-d'Honneur qu'il ne remplit pas longtemps, demeura ignoré pendant le court règne de Napoléon en 1815, et attendit courageusement sa seconde expulsion du trône de France pour publier ses ***Mémoires de l'ambassade de Pologne,*** dans lesquels il le traite de ***Jupiter-Scapin***. De Pradt aimait alors à répéter : « Un homme de moins, Bonaparte devenait le maître du monde ; et cet homme, c'est moi. » Depuis ce moment, plusieurs écrits politiques, entre autres ***l'Histoire du Congrès de Vienne*** et celle de ***la Guerre d'Espagne***, où il est de la plus grande discrétion sur les sources où il a puisé ses meilleurs matériaux, attirèrent de nouveau l'attention publique sur la personne de l'auteur, qui, après avoir troqué son archevêché contre une pension, alla respirer l'air natal dans les montagnes d'Auvergne où il était encore à la fin de 1816. Il fut élu membre de la Chambre des députés en 1827, et mourut en 1837.

« De Pradt, a dit Napoléon, mérite qu'on lui donne le nom d'une fille de joie, qui prête son corps à tout le monde pour de l'argent. »

De Pradt était de très-petite stature. L'ensemble de sa taille ne formait pas cinq pieds complets, y compris une énorme coiffure poudrée, crêpée, hérissée, qui en faisait environ le tiers. Il avait l'abord rude, le ton sec et hautain. Quand on lui coupait la parole, il criait pour la reprendre et pour conserver à sa voix grêle l'accent tranchant qu'il aimait à lui donner.

OTTO DE MOSLAY (Louis-Guillaume, Comte),

Ministre d'État, Ambassadeur.

Né en 1754 à Kork (grand-duché de Bade), il fit à Strasbourg d'excellentes études qu'il vint ensuite perfectionner à Paris. Il fut désigné à l'ancien gouvernement par l'Université de Strasbourg comme un sujet précieux pour la diplomatie, et dès 1777 il fut nommé secré-

Digitized by Google

taire de légation en Bavière jusqu'en 1779, qu'il fut attaché en la même qualité à la légation française près les États-Unis d'Amérique. Il fut ensuite chargé des affaires de France près la même puissance, devint chef de la 1re division politique au ministère des affaires étrangères en 1793, remplaça en 1800 Niou à Londres pour l'échange des prisonniers, et fut alors chargé de l'ouverture des négociations de paix avec le gouvernement britannique. Nommé ministre plénipotentiaire près la cour de Saint-James, il déploya dans cette importante place tous les talents d'un diplomate consommé, fut appelé le 16 novembre 1805 au conseil d'État et décoré du titre de commandant de la Légion-d'Honneur, remplit depuis diverses missions diplomatiques près les principales cours de l'Europe, fut ambassadeur extraordinaire à Munich, et le devint bientôt après à Vienne où il fut accueilli très-favorablement, et traita l'affaire du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Il rentra en France en 1813, fut créé ministre d'État, puis envoyé par Napoléon après son retour de l'île d'Elbe, en 1815, à la cour de Londres pour y négocier en sa faveur ; mais il ne put obtenir de passe-port, et revint sans avoir rempli sa mission.

Mort à Paris en 1817.

RÉAL (Pierre-François),

Préfet de police.

Il était né en 1765 dans les Pays-Bas autrichiens, d'une famille française, et était procureur au Châtelet de Paris en 1789. Il embrassa la cause de la révolution avec chaleur, devint le premier accusateur public du fameux tribunal criminel du 10 août 1792, et ensuite substitut du procureur de la commune de Paris. Il contribua d'abord à la révolution du 31 mai 1793 contre les *girondins,* et déposa même contre Brissot son protecteur ; mais, s'étant attaché au parti de Danton, il fut enfermé au Luxembourg d'où il ne sortit qu'après le 9 thermidor. Rendu à la liberté, il reparut dans la société des *jacobins,* s'y

Digitized by Google

prononça en faveur de la liberté de la presse, devint ensuite rédacteur du *Patriote de* 1789 avec Méhée, et renonça à ce journal quelque temps après l'installation du Directoire, qui le nomma historiographe de la République. Il exerça aussi à cette époque la profession de défenseur officieux, et plaida successivement pour les membres du comité révolutionnaire de Nantes, les *vendémiairistes*, les *royalistes*, et ensuite les *babouvistes*, qu'il défendit à Vendôme avec talent.

La crise du 30 prairial an VII, qui renversa Merlin du Directoire, porta Réal à la place de commissaire près le département de Paris, où il concourut indirectement à la révolution du 18 brumaire, après laquelle il entra aussitôt au conseil d'État : comme Bonaparte en allant prendre le commandement en chef de l'armée d'Italie s'était beaucoup recommandé à Réal pour être vanté dans sa gazette, ce fut sans doute pour le payer de ses éloges que ce général le revêtit de cette dignité. Au moment de la conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru, il fut chargé spécialement de l'instruction et de la suite de cette affaire, puis nommé adjoint au ministre de la police générale. Il remplit cette place jusqu'à la déchéance de Napoléon en 1814, resta sans fonctions jusqu'à son retour en 1815, devint alors préfet de police et s'y conduisit avec une modération qu'on n'attendait pas de lui et qu'on attribua généralement à la peur des revenants.

Compris dans l'ordonnance royale du 24 juillet, il fut d'abord obligé de sortir de Paris dans les trois jours, et mis sous la surveillance du ministre de la police générale jusqu'à la décision des Chambres sur son sort, puis forcé de quitter le territoire de la France. Il passa donc à Bruxelles, d'où il s'embarqua en 1816 pour les États-Unis d'Amérique avec son neveu Rolland. — Il mourut en 1834.

CONSTANT DE REBECQUE (Henri-Benjamin),

Publiciste, orateur politique.

Il naquit à Lausanne en 1767, d'une famille de protestants français réfugiés. Il descendait, du côté paternel, d'un baron Augustin de Cons-

Digitized by Google

tant, qui, après avoir sauvé la vie à Henri IV, crut devoir quitter la bannière de ce prince lors de sa conversion, pour se retirer en Suisse. Sa mère appartenait à une famille proscrite lors de la révocation de l'édit de Nantes. Benjamin Constant reçut une éducation très-soignée, tant dans la maison de son père qu'aux universités d'Édimbourg et de Gœttingue. Aussi, dès son jeune âge, remarqua-t-on en lui, avec tout l'esprit français, cette propension aux études sérieuses qui caractérise plus particulièrement nos graves voisins. Une loi de l'Assemblée constituante rendit aux religionnaires fugitifs les droits de citoyens français ; il résolut aussitôt d'en profiter, et les mots de *liberté* et de *patrie* firent battre son jeune cœur ; mais les troubles des premières années de la révolution l'empêchèrent, pendant quelque temps, d'accomplir son dessein. En 1795, Benj. Constant vint réclamer le titre et les droits de Français. Il débuta presque aussitôt dans la carrière politique par plusieurs brochures, dans lesquelles, outre une polémique piquante, on remarquait de vastes connaissances et une grande puissance de raisonnement. Le plus célèbre de ces écrits était intitulé : *Des Réactions.* Plusieurs pages contre les journalistes contre-révolutionnaires donnèrent lieu plus tard à de vives récriminations toutes les fois que l'illustre publiciste prit la défense de la liberté de la presse ; sa réponse fut constamment la même : « Citez-moi une seule page où, en attaquant ces journaux, je demande contre eux la censure et l'arbitraire. Je déteste encore, comme alors, les écrivains calomniateurs payés par la contre-révolution, mais, comme alors, je demande aujourd'hui pour tous la liberté légale et de légales répressions. »

Benj. Constant, dès les premiers temps de son séjour à Paris, se lia avec Chénier, Louvet, Daunou, Andrieux, etc. ; vers le même temps aussi commença entre lui et madame de Staël cette amitié intime qui occupa la plus belle époque de leur vie. Le jeune publiciste, sans remplir de fonctions ostensibles, ne tarda pas à jouir d'un grand crédit ; il s'en servit pour faire rayer un grand nombre d'émigrés de la liste fatale qui les tenait sous le poids d'un arrêt de mort : Talleyrand-Périgord fut l'un de ceux qui lui durent leur rappel. Peu de temps avant le 18 fructidor, lorsque la contre-révolution était entrée armée au sein des conseils du gouvernement et avait organisé le club de Clichy, d'où elle menaçait le Directoire et la République,

Digitized by Google

Benj. Constant organisa le *Cercle constitutionnel*, où se réunirent lui et ses amis. Le 18 fructidor vint ramener l'ère des troubles et des proscriptions, et Benj. Constant fit entendre sa voix en faveur des victimes.

Nommé tribun après le 18 brumaire. il donna le premier le signal de l'opposition, auquel répondirent les Andrieux, les Ginguené, les Chénier, les Carnot, tous les hommes les plus honorables, tous ceux qui ne sentaient pas le besoin de vendre leur opinion pour des dignités et des honneurs. Éliminé, en 1802, par suite d'un coup d'État, exilé avec madame de Staël, il se livra tout entier aux travaux littéraires et aux méditations philosophiques.

Benj. Constant, après avoir épousé, en 1808, une noble Allemande, de la famille des Hardenberg, se retira à Gœttingue, où il demeura, dans la retraite, jusqu'en 1814, occupé uniquement de son grand ouvrage sur *les Religions*, qu'il avait commencé même avant de rentrer en France.

Revenu à Paris en 1814, il y fit entendre les accents de la liberté. Il publia, avant que la Charte eût paru, une *Esquisse de Constitution,* dans laquelle il demandait toutes les garanties qui furent consacrées par ce pacte octroyé ; il défendit la liberté de la presse contre le ministère Montesquiou, qui cherchait à l'étouffer à l'aide d'une équivoque (la prétendue synonymie des mots *réprimer* et *prévenir*). En mars 1815, lorsque la nouvelle du débarquement de Napoléon se répandit, Benj. Constant se prononça vivement contre l'Empereur; il invita tous les amis de la liberté à réunir leurs efforts contre lui : des démarches furent faites par les *constitutionnels*, dont il était déjà l'un des principaux chefs, auprès du gouvernement royal, pour faire adopter franchement les principes de la Charte. Il était trop tard. L'Empereur vint s'installer aux Tuileries, et les Bourbons, abandonnés de leurs amis, dépassèrent la frontière. Benj. Constant se préparait à fuir. Peu de jours changèrent l'état des choses : Napoléon se proclama le défenseur des intérêts de la révolution ; il appela autour de lui les hommes de 1789. Pendant ce temps, l'Europe en armes menaçait d'envahir nos provinces. Tous les patriotes devaient se réunir sous les bannières de la France et de la liberté. Benj. Constant coopéra à la rédaction de l'acte additionnel ; mais il s'opposa toujours à deux mesures, sur les-

Digitized by Google

quelles il fut impossible de faire fléchir la volonté de l'Empereur : le rétablissement de la confiscation et l'initiative donnée à la couronne. Il publia même alors, sous le titre de *Principes de Politique*, une brochure dans laquelle il faisait publiquement connaître sa dissidence.

Réfugié en Angleterre dans les premiers jours de la Restauration, Benj. Constant y publia son roman d'*Adolphe*. Revenu en France après l'ordonnance du 5 septembre, Benj. Constant publia une série de brochures où toutes les hautes questions constitutionnelles étaient traitées avec talent. Il participa à la rédaction de *la Minerve*, au succès de laquelle il concourut puissamment. Porté à la candidature de la Seine en 1818 par les libéraux, il échoua sous les efforts réunis du ministère, après avoir obtenu trois mille suffrages; encore ne put-on lui opposer qu'un candidat constitutionnel, Ternaux aîné, qui se tourna bientôt, avec toute l'énergie de la conscience, contre le ministère qui l'avait appuyé. Nommé, peu de mois après, député par le département de la Sarthe, Benj. Constant ne laissa pas passer une circonstance importante sans faire entendre sa voix éloquente et courageuse : il vota pour la liberté de la presse, pour le rappel des bannis, et contre les immenses superfétations du budget. Son nom, déjà estimé des hommes instruits, devint bientôt populaire, ainsi que ceux de ce Manuel et de ce Foy que la France pleurera toujours. Au mois de juin 1820, il fut poursuivi, ainsi que plusieurs de ses amis, par des brigands soudoyés dont les vœux ne tendaient à rien moins qu'à l'assassinat. Pendant les deux sessions suivantes, l'opposition, déjà vaincue, combattit encore avec courage, et Benj. Constant se distingua à sa tête. En 1822, il crut devoir se rendre au service funéraire du jeune Lallemant, frappé d'une balle pendant les lugubres scènes de juin 1820. Outragé grossièrement à ce sujet par les libelles de la faction aristocratique, et particulièrement par *la Foudre* et *le Drapeau blanc*, il répondit, dans *le Courrier français*, que c'était un devoir pour lui de rendre les derniers honneurs à un jeune homme mort en se réunissant aux citoyens qui avaient fait un rempart de leurs corps contre des *assassins enrégimentés*. Le général marquis de Forbin des Issarts, officier supérieur des gardes du corps, pensant que la troupe qu'il commandait avait été désignée par cette épithète, adressa à Benj. Constant une lettre inju-

Digitized by Google

rieuse, à la suite de laquelle une explication et un duel eurent lieu. Le courageux publiciste, qui, depuis quelques années, ne pouvait pas marcher sans béquilles, fut contraint de se battre assis. Plusieurs coups de pistolet furent échangés, mais aucun des deux adversaires ne fut atteint. Vers le même temps, il n'était bruit que de conspirations révolutionnaires : toute la jeunesse française était, disait-on, organisée en sociétés secrètes, sous le nom de *Carbonari, Chevaliers de la Liberté*, etc. La tentative de Berton, les complots de La Rochelle, de Béfort, etc., vinrent donner quelque poids à ce bruit. Des réquisitoires furent fulminés dans toute la France ; un grand nombre de jeunes enthousiastes périrent sur l'échafaud. Plusieurs procureurs généraux crurent devoir, à ce propos, signaler l'existence d'un comité directeur composé de *sophistes* et de *rhéteurs*, qui devaient profiter du sang des malheureuses victimes, sous le voile transparent dont ils couvraient leurs accusations. On pouvait voir que les généreux défenseurs des libertés, les députés du côté gauche, étaient les personnes sur lesquelles ils voulaient faire porter leurs odieuses inculpations : les luttes de la tribune devinrent presque personnelles ; des cris : *A l'ordre ! à bas !* des imprécations de fureur, arrêtaient à chaque instant les discours des libéraux. Enfin, le magistrat de Poitiers chargé du ministère accusateur dans l'affaire Berton, le procureur général Mangin, fulmina une accusation positive contre Benj. Constant, Foy, Laffitte et La Fayette. Benj. Constant, outragé dans son honneur, répondit à Mangin par une lettre pleine d'éloquence et de vigueur; il répondit en même temps au sous-préfet Carrère, qui l'avait grossièrement calomnié. Ces deux lettres devinrent l'objet d'une poursuite judiciaire. Benj. Constant, loin de désapprouver ces actes, en fit l'apologie devant la justice. Les discours qu'il prononça dans cette occasion peuvent être mis au rang des plus beaux ouvrages du barreau français. La Cour royale reconnut que l'honorable député était dans le cas de la légitime défense; elle le condamna néanmoins à deux mille francs d'amende, à cause de la violence des termes dont il s'était servi. A la session suivante, Benj. Constant ne fut point renommé.

Réélu en 1824 par le département de la Seine, Benj. Constant vit contester son élection par Dudon, qui lui disputa le titre de Français. Il triompha de cette absurde chicane; et, membre de cette cou-

Digitized by Google

rageuse opposition de dix-sept députés à laquelle la France doit de n'avoir pas vu étouffer jusqu'au nom de la liberté, on le retrouva à la tribune chaque fois qu'une mesure funeste fut proposée, chaque fois qu'il fallut se plaindre d'un acte arbitraire. Il vota contre le droit d'aînesse, contre la loi d'indemnité, contre la loi du sacrilége, et enfin contre cette désastreuse loi sur la presse devant laquelle échoua le ministère Villèle.

En un mot, Benjamin Constant fut l'un des orateurs les plus intrépides de la brillante opposition qui, en 1830, renversa la branche aînée des Bourbons. Il prit une part active à cette révolution; mais il crut qu'il lui était permis d'accepter du nouveau roi une somme de cent mille francs, espérant, malgré ce don, pouvoir conserver son indépendance. Il nous semble que cet acte gâte presque toute sa vie.

Il mourut le 8 décembre 1830.

TALLIEN (Jean-Lambert),

Conventionnel.

Né à Paris en 1769. — Rédacteur de l'*Ami du Citoyen* (1791), il devint, au 10 août, secrétaire de la fameuse commune à laquelle cette journée donna son nom. Il eut une grande part à l'organisation des massacres de septembre, et on l'a accusé de s'être approprié les dépouilles d'un grand nombre de victimes. Député du département de Seine-et-Oise à la Convention, il s'y rangea parmi les membres du parti de la Montagne, vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis, contribua à la victoire des Montagnards dans les journées des 31 mai et 2 juin 1793, et fut, au commencement de 1794, envoyé en mission à Bordeaux, où ses cruautés et ses concussions égalèrent celles de Fouché à Lyon, de Barras et de Fréron à Toulon. Rappelé à Paris par le Comité de salut public et menacé par Robespierre et Saint-Just du châtiment que méritaient ses crimes, il se mit à la tête de la conspiration qui se forma alors contre ces deux grands hommes et leurs

Digitized by Google

partisans, et il commença l'attaque au 9 thermidor. On sait le résultat de cette journée : Tallien, comblé d'honneurs par le parti victorieux, devint membre du comité de salut public et président de la Convention. La victoire des thermidoriens au 1er prairial fut encore en partie son ouvrage. Il assista, en qualité de commissaire de la Convention, à la victoire remportée par Hoche dans la presqu'île de Quiberon; passa ensuite, par décision du sort, au conseil des Cinq-Cents, en sortit en mai 1798, et partit pour l'Egypte avec Bonaparte, qui le nomma administrateur des domaines nationaux. Renvoyé en France par Menou, il fut, pendant la traversée, fait prisonnier par les Anglais et conduit à Londres, où l'opposition lui donna des fêtes brillantes. Revenu à Paris sous le Consulat, il obtint de Napoléon le titre et le traitement de consul de France à Alicante avec la permission de rester à Paris. La seconde Restauration lui fit perdre son traitement. Il mourut en 1820.

Il avait épousé *Jeanne-Marie-Ignace-Thérèse* DE CABARRUS, fille d'un riche banquier espagnol, et célèbre par sa beauté et ses galanteries. Elle avait été mariée à seize ans au marquis de Fontenay, conseiller au parlement de Paris. Elle quitta cette ville en 1793 pour se rendre en Espagne, et fut arrêtée à Bordeaux. C'était à l'époque de la mission de Tallien; il la vit, l'aima, et madame de Fontenay, qui devint quelque temps après madame Tallien, ne se servit du pouvoir que cette union lui donna que pour sauver des malheureux de la mort ou de la misère. Un divorce rompit (1802) son mariage avec Tallien, et elle épousa (1805) le comte de Caraman, depuis prince de Chimay. — Morte en 1835.

CHAPTAL (Jean-Antoine-Claude),

Comte de Chanteloup, ministre d'État.

Il était fils d'un apothicaire de Montpellier, où il naquit le 5 juin 1756. Il se livra de bonne heure à la médecine et aux sciences natu-

Digitized by Google

relles. Il fut fortement protégé par l'archevêque de Narbonne et par M. Joubert, le premier président, le second trésorier des États du Languedoc. Il se distingua parmi les médecins, publia de bons écrits, et forma des établissements de produits chimiques, ce qui lui valut la décoration de l'ordre de Saint-Michel. Lorsque la révolution éclata, Chaptal s'en montra le partisan, et se fit remarquer dans l'émeute à la suite de laquelle les patriotes de Montpellier se rendirent maîtres de la citadelle en 1791. Sa réputation de chimiste le fit appeler à Paris en 1793 par le comité de salut public. Il fut nommé directeur de l'établissement de Grenelle, et simplifia tellement les procédés pour la fabrication de la poudre à canon, qu'en peu de temps cet établissement fut en état de fournir seul toute la poudre dont on avait besoin.

Après le 9 thermidor, il retourna à Montpellier, et, peu après, fut nommé administrateur du département de l'Hérault. Le Directoire créa pour lui une chaire de chimie dans cette ville. En 1798, il fut nommé membre de l'Institut, et revint à Paris. Après le 18 brumaire, Bonaparte le fit conseiller d'État, puis ministre de l'intérieur. Il donna alors une grande impulsion à tous les établissements relatifs aux arts. Il s'occupa beaucoup de l'éducation publique, et présenta sur ce sujet divers projets. Tombé en disgrâce pour n'avoir pas voulu établir dans un rapport la supériorité du sucre de betterave sur le sucre de canne, il s'en consola par l'étude et par les soins qu'il donna à une espèce de manufacture chimique qu'il avait établie près de Paris. Cependant l'année suivante il fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur et membre du Sénat Conservateur, dont il devint le trésorier. Lorsqu'en 1806, après la bataille d'Austerlitz, les corps de l'État votèrent l'érection de la colonne de la place Vendôme, Chaptal prononça un discours où l'on remarqua le passage suivant : « Les arcs de triomphe, dit-il, les statues, les chefs-d'œuvre que l'art exécute sur le marbre et sur l'airain, ne sont point, disait Pline à Trajan, les monuments les plus durables de la gloire des bons princes. Quelques générations se sont à peine écoulées, et l'herbe a couvert cette colonne élevée, dans les plaines d'Ivry, à la mémoire d'un monarque, vainqueur des discordes civiles et étrangères. Sa statue ne frappe plus nos regards au sein de nos cités, tandis que le vœu qu'il forma pour la félicité du laboureur restera éternellement gravé dans le cœur reconnaissant du peuple

Digitized by Google

français. » Dans le même mois, Chaptal prononça, à l'occasion du mariage d'Eugène Beauharnais avec la fille du roi de Bavière, un autre discours où il disait que la grande âme du héros (Napoléon) ne connaissait plus d'autres jouissances que celles de la paix, et qu'il se délassait des fatigues de la guerre *par l'exercice de toutes les vertus sociales*. Ce discours lui valut le titre de comte de Chanteloup, et l'érection de la belle terre de ce nom en majorat, le 15 novembre 1813.

Il fut chargé de faire au Sénat un rapport sur un sénatus-consulte qui autorisait Napoléon à nommer seul, et sans présentation de candidats, le président du Corps législatif. Chaptal dit dans ce rapport : « Sans doute, jusqu'à ce jour, l'Empereur a trouvé à faire d'heureux choix parmi les candidats qui lui ont été présentés ; mais la sagesse du gouvernement doit supposer le cas où la caudidature pour la présidence ne présenterait au choix de S. M. que des hommes qui lui seraient inconnus, ou qui ne lui paraîtraient pas réunir les qualités convenables pour remplir dignement une place aussi éminente. Il y aurait embarras dans le choix, ou danger d'en faire un mauvais. » Ce sont bien là les paroles d'un courtisan !

Le 26 décembre suivant, Chaptal fut nommé commissaire extraordinaire dans la 19e division militaire pour y soutenir le pouvoir chancelant de Napoléon. Il prit toutes les mesures qu'il crut propres à ce but ; mais, à l'approche des Autrichiens, il se retira à Clermont, et, après la révolution du 30 mars, il se hâta de revenir à Paris. Il donna son adhésion aux actes émanés du Sénat, et le 31 mars 1815, au retour de Napoléon, il fut nommé directeur général du commerce et des manufactures, puis ministre d'Etat. Le 2 juin, il fut créé pair, et, le 5 du même mois, il vint, comme président de la députation du collége électoral de la Seine, faire à l'Empereur un discours dont voici les principaux passages : « La destruction de toute autorité illégale, l'affranchissement de la France, tel était en votre absence, tel est depuis votre retour le vœu de Paris, le vœu de l'Empire. Vous l'avez entendu, ce vœu, quand vous avez traversé les mers pour nous délivrer d'un gouvernement qui n'était pas de notre choix. Vous l'avez exaucé quand vous avez proposé au peuple français de modifier, de compléter ses institutions dans l'intérêt de son bonheur inséparable de la liberté. Il fallait fixer les bornes de la liberté et du pouvoir. Il fallait

Digitized by Google

déterminer les proportions dans lesquelles l'obéissance et l'autorité doivent se balancer pour le maintien du bonheur commun. Ces problèmes sont résolus dans cette constitution qui n'a pas été imposée, mais qui est acceptée; contrat sublime où le prince stipule pour toute sa race, et la nation pour la postérité. Le pouvoir a demandé lui-même à se restreindre. Sire, l'histoire des hommes n'offre pas d'exemple d'une pareille magnanimité. Il était digne du héros qui a épuisé toutes les sources de la gloire militaire de chercher à se rivaliser, à se renouveler, à se surpasser par la conquête de la gloire civile, etc. »

Malgré ces éloges outrés adressés à Napoléon par Chaptal, ce dernier n'en fut pas moins nommé pair en 1819 par Louis XVIII. *Il est avec les rois des accommodements !*

On lui doit les plus heureuses applications de la science à l'industrie; sans avoir fait une seule découverte de premier ordre, il est un des hommes qui ont le plus contribué par leurs leçons et leurs écrits aux progrès de la chimie.

Il mourut en 1832.

MOLLIEN (le Comte François-Nicolas),

Conseiller d'État, Ministre.

Né à Rouen en 1758. Il était chef du bureau des Fermes générales avant la révolution. Il ne parut qu'assez tard sur la scène politique. Il devint directeur général de la caisse d'amortissement. Après le 18 brumaire il fut fait conseiller d'État, et, en 1806, ministre du trésor public. Il apportait dans ces nouvelles fonctions des connaissances très-étendues en comptabilité, et il ne trouva pas, en y entrant, le trésor public en aussi bon état que l'avait trouvé son prédécesseur après la brillante administration de Dufresne. Sa longue gestion prouva ses talents dans cette partie. C'est à Mollien qu'on doit l'établissement de la caisse de service, qui, par ses rapports directs avec les receveurs généraux, fait rentrer, par anticipation, le produit de ses revenus aux conditions les

Digitized by Google

plus avantageuses. Mollien fut successivement nommé comte, grand-cordon de la Légion-d'Honneur et de l'Ordre de la Réunion. Il fut ministre du trésor jusqu'à la chute de l'Empire, et resta sans fonctions jusqu'au mois de mars 1815. Il reprit alors le même portefeuille, et fut créé pair. Depuis le second retour des Bourbons il vivait fort retiré dans une terre près d'Étampes, lorsque Louis XVIII, le 5 mars 1819, le nomma pair de France. Il est mort quelque temps avant la révolution de Juillet.

Madame Mollien était dame du palais de l'impératrice Marie-Louise.

CHAMPAGNY (Jean-Baptiste Nompère de),

Duc de Cadore, Homme d'État.

Né à Roanne (Loire) en 1756. Dès son enfance on le destina à la marine; il était parvenu au grade de major de vaisseau quand la révolution éclata. Député aux Etats-Généraux par la noblesse du Forez, il passa un des premiers de son ordre dans la chambre du tiers état; il fit adopter plusieurs projets de réforme dans le Code maritime. Il défendit M. Albert de Rioms, inculpé à l'occasion des troubles de Toulon. Il fut arrêté et emprisonné en 1793, et rendu à la liberté après le 9 thermidor. Il resta dans l'obscurité jusqu'après le 18 brumaire; appelé alors au conseil d'État, section de la marine, il fut envoyé, en 1801, ambassadeur à Vienne. Pendant son absence, le collége électoral de la Loire le nomma candidat au Sénat conservateur. Bonaparte le fit officier de la Légion-d'Honneur, et l'empereur d'Allemagne voulut bien être, en 1804, le parrain de son fils. Champagny fut rappelé en France pour y prendre le portefeuille du ministère de l'intérieur. Il fut chargé d'aller recevoir à Fontainebleau le pape Pie VII, quand il vint en France pour sacrer Napoléon. Il accompagna l'Empereur à Milan et assista à son couronnement comme roi d'Italie. En 1806, il fit décréter que Sainte-Geneviève et Saint-Denis seraient rendus à

Digitized by Google

leur ancienne destination. Dans le rapport qu'il adressa à l'Empereur à ce sujet, on remarque les phrases suivantes : « Votre Majesté veut que Saint-Denis serve de sépulture aux empereurs; elle a voulu replacer les cendres des rois des trois premières dynasties; mais déjà ces cendres n'existent plus; elle a ordonné que trois chapelles suppléeraient aux tombeaux qui, pendant tant de siècles, ont été déposés dans cette église. Ce spectacle apprendra aux souverains ce que l'histoire leur enseigne à chaque instant : que le courage, les vertus et le bien qu'ils font à leurs peuples fondent les dynasties, qui finissent sous des princes faibles, incertains ou ignorants. Aucune des trois races n'eut de fondateur plus illustre, qui, en moins de temps, répara plus de maux, fit plus et fut plus aimé de son peuple que celui de la dynastie impériale. »

Après le traité de Tilsit, Champagny passa au ministère des relations extérieures. Dès lors il fut comblé d'honneurs par les cours étrangères, il lui en vint de tous côtés. La note qu'il écrivit en 1808 au cardinal Caprara, sur le refus que faisait le pape d'accéder aux mesures proposées par Napoléon pour fermer l'Italie aux Anglais, est une des pièces les plus curieuses de la diplomatie impériale. « La proposition dont S. M. ne se départira jamais, lui dit-il, est que toute l'Italie, Rome, Naples et Milan forment une ligue offensive et défensive, afin d'éloigner de la presqu'île les désordres de la guerre. Si le Saint-Père, mieux conseillé, adhère à cette proposition, tout est terminé; s'il s'y refuse, il annonce par cette détermination qu'il ne veut aucun arrangement, aucune paix avec l'Empereur, et qu'il lui déclare la guerre. Le premier résultat de la guerre est la conquête, et le premier résultat de la conquête est le changement de gouvernement; car si l'Empereur est forcé d'entrer en guerre avec Rome, ne l'est-il pas encore d'en faire la conquête, d'en changer le gouvernement, d'en établir un autre qui fasse cause commune avec les royaumes d'Italie et de Naples contre les ennemis communs? Quelle autre garantie aurait-il de la tranquillité et de la sûreté de l'Italie, si les deux royaumes étaient séparés par un État où leurs ennemis continueraient d'avoir une retraite assurée? Ces changements devenus nécessaires, si le Saint-Père persiste dans son refus, ne lui feront pour cela perdre aucun de ses droits spirituels, car il continuera d'être évêque

Digitized by Google

de Rome, comme l'ont été ses prédécesseurs pendant les huit premiers siècles et sous Charlemagne. Néanmoins ce sera un motif de douleur pour S. M. de voir l'imprudence et l'aveuglement détruire l'ouvrage du génie, de la politique et des lumières. »

Ce fut aussi Champagny qui, en 1808, parvint, de concert avec Savary, à déterminer le roi d'Espagne à se rendre à Bayonne. Dans son rapport à Napoléon, il établissait comme base de la sûreté de l'Europe et de la délivrance de l'Espagne la nécessité d'employer tous les moyens pour faire descendre du trône un prince faible qui se laissait dominer par l'Angleterre et ne promettait jamais à son peuple qu'une existence précaire.

En 1809, Champagny, appelé à Vienne en qualité d'ambassadeur, fut chargé de toutes les négociations pour la paix. Il conclut dans cette capitale le traité qui amena le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. L'Empereur fut si satisfait de sa conduite qu'il le nomma grand-officier de la Légion-d'Honneur, grand chancelier de l'ordre de la Réunion et grand-croix de l'ordre royal de Westphalie. Il l'avait déjà créé duc de Cadore. Au bout d'un an, Champagny tomba tout à coup en disgrâce et perdit le portefeuille des relations extérieures. Cependant il fut nommé intendant général des domaines de la couronne et sénateur, en 1813. En 1814, il suivit l'impératrice à Blois, puis accepta la qualité de pair que Louis XVIII lui accorda par son ordonnance du 4 juin. Mais, au retour de Napoléon en 1815, il reprit sa place d'intendant général des domaines de la couronne impériale, et fut fait le 5 juin membre de la Chambre des pairs de Napoléon. Il fit aussi partie de la grande fournée de pairs créée par Louis XVIII en 1819. Il mourut en 1834.

LEBRUN (Charles-François),

Duc de Plaisance, Homme d'État et Littérateur.

Lebrun naquit à Saint-Sauveur-Landelin (Manche), en 1739, d'une famille honorable. Il reçut une éducation très-soignée, et manifesta de

Digitized by Google

bonne heure une intelligence peu commune. Devenu secrétaire du chancelier Maupeou, sous Louis XV, il passa pour avoir composé, en 1775, les discours prononcés par le nouveau chef de la justice, dans sa querelle avec les parlements. Il s'attacha ensuite à Turgot, et devint administrateur des domaines. Il vivait depuis quelque temps dans la retraite, uniquement occupé de l'éducation de sa famille, lorsqu'il fut nommé, en 1789, député du tiers état de la sénéchaussée de Dourdan aux États-Généraux, où il se fit remarquer par sa modération. Uniquement occupé d'objets de police, de finances et d'administration, il fit rendre plusieurs décrets sur ces matières, et vota l'aliénation des biens du clergé.

Échappé au régime révolutionnaire, pendant lequel il fut presque toujours incarcéré, il entra, vers la fin de 1795, au conseil des Anciens, et s'y livra de nouveau à des travaux sur les finances; il appuya aussi l'admission de Job Aymé; fut nommé, le 21 janvier 1796, secrétaire, et le 20 février président; applaudit à la journée du 18 brumaire; présida à cette époque la commission intermédiaire du conseil des Anciens, et devint troisième Consul en décembre 1799, élévation à laquelle contribua beaucoup, sans doute, la part qu'il avait prise au changement politique qui venait de s'opérer, mais qu'il justifia complètement par sa conduite.

Élu, en 1803, membre de la troisième classe de l'Institut, qu'il présida ensuite, il fut élevé, en 1804, à la dignité d'architrésorier de l'Empire; décoré, peu de temps après, du grand-cordon de la Légion-d'Honneur, et alla, en 1805 et 1806, organiser les États de Gênes, réunis à l'Empire, et dont il eut quelque temps le gouvernement général. En 1810, il remplit les mêmes fonctions en Hollande, et y resta comme gouverneur général jusqu'à l'instant où le pays se souleva et proclama son indépendance. Il est juste de dire que la manière dont il sut concilier, avec les ménagements dus aux habitants, ce qu'exigeaient les fonctions dont il était revêtu, lui mérita l'estime de tous les hommes capables d'apprécier les difficultés de sa position.

Le 6 avril 1814, il signa l'acte qui rappelait au trône la maison de Bourbon; fut créé, le 4 juin, pair de France; reprit les fonctions d'architrésorier après l'invasion de Napoléon en 1815; fut nommé par lui grand-maître de l'Université le 7 mai, et enfin, le 2 juin, membre de la

Digitized by Google

nouvelle Chambre des pairs. Compris ensuite dans l'ordonnance royale du 24 juillet 1815, il cessa de faire partie de la Chambre haute, et se retira des affaires, pour vivre au sein de sa famille, emportant au moins la satisfaction de ne point avoir abusé de l'autorité dont il s'était vu investi à différentes époques, et, par conséquent, de ne point laisser après lui la haine, qui, trop souvent, s'attache et survit à l'existence du pouvoir, et qui, souvent aussi, n'est que trop méritée.

Si la carrière politique de Lebrun est honorable, ses travaux littéraires lui assurent un rang distingué parmi les écrivains de son époque. Son principal titre à ce genre de gloire est sa traduction de la *Jérusalem délivrée*, ouvrage du premier ordre, où, par la noblesse, l'élégance et l'harmonie du style, le prosateur s'est montré plus réellement poëte que ne le sont beaucoup de versificateurs. La singularité de la préface fit, dans le temps, attribuer à Jean-Jacques Rousseau cette traduction remarquable, à laquelle l'auteur n'avait point attaché son nom. Quoique moins complètement heureux à l'égard d'Homère qu'à l'égard du Tasse, Lebrun a traduit l'*Iliade* en prose avec un talent qui nous porte à regarder sa traduction comme une des meilleures qui existent de ce chef-d'œuvre du génie antique; elle est surtout remarquable par la chaleur et la rapidité. Quelques critiques ont reproché à sa phrase une concision qu'ils ont taxée de sécheresse; ce reproche ne paraît fondé qu'en partie à ceux qui se font une juste idée de la différence des deux idiomes, et qui sentent que, réduit à l'impossibilité de transporter dans sa langue, sans la plus fatigante diffusion, l'abondance de la diction homérique, le traducteur a dû s'assurer au moins des effets par lesquels il pouvait espérer d'atteindre quelquefois à la pittoresque énergie de l'original. Lors de la première apparition de la traduction de Lebrun, on l'accusa de ne pas savoir le grec, et d'avoir seulement écrit dans un meilleur style ce que d'autres avaient réellement traduit avant lui. Il ne chercha nullement à démentir ce bruit; il attendit avec patience la publication d'une seconde édition; et, celle-ci, il la fit précéder d'une préface écrite en grec.

Lebrun rentra à la Chambre des pairs en 1819, et dès lors ne cessa de s'y montrer défenseur zélé des libertés publiques. — Mort en 1827.

Digitized by Google

DARU (Pierre-Antoine-Noël-Bruno, Comte),

Homme d'État, Historien, Littérateur.

Né en 1767 à Montpellier, il y fit de bonnes études, et fut connu de bonne heure par des poésies légères et des productions agréables. La révolution donna une autre direction à ses talents : il embrassa la carrière de l'administration militaire, et fit plusieurs campagnes en qualité de commissaire des guerres. Il fut ordonnateur, en 1799, en Helvétie. Après le 18 brumaire, il devint chef de division au ministère de la guerre, et adressa, vers ce temps, au poëte Delille, une Epître en vers qui commença sa réputation littéraire. Peu après il publia sa traduction en vers des *OEuvres d'Horace,* qui eut quelque succès. Il passa ensuite au secrétariat général de la guerre, puis au Tribunat, où il s'éleva contre Carion-Nisas qui avait déclaré la guerre aux principes de J.-J. Rousseau. En 1804, il adressa à Napoléon, pour le consoler du mauvais succès de son entreprise contre l'Angleterre, un discours, où il disait entre autres choses : « Sire, Votre Majesté était sur le point d'accomplir une de ces grandes entreprises qu'il n'appartient qu'au génie de concevoir et qu'aux courages extraordinaires de méditer : elle assurait la liberté des mers ; toutes les nations allaient être admises à ce partage, lorsqu'un peuple, qui ne conserve de l'influence sur le continent que parce qu'il en est séparé, a corrompu des ministres, trompé l'imprudente ambition des rois, et suscité de nouveaux ennemis à la France..... Dans cette longue lutte qui se prépare, on verra les peuples de l'extrémité orientale de l'Europe, pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, des peuples qui se vantent de leur civilisation, s'allier à des troupes demi-barbares, plus à craindre encore comme maîtres que comme ennemis. Mais tous les Français savent que la gloire de l'Empereur est la gloire nationale. Les haines contre l'Empereur sont des haines contre la nation ; tous les Français seront jaloux de prendre part à ces grands événements ; et Votre Majesté, suivie, s'il le faut, d'un million de braves, élévera au plus haut point la prospérité de son empire, fixera les destinées de l'Europe, punira

Digitized by Google

l'imprudence de ses ennemis, et environnera ses alliés de tout l'appareil de sa puissance. »

En 1803, M. Daru fut créé membre de la Légion-d'Honneur; en 1804, commandant de cette Légion, conseiller d'État, comte d'Empire, intendant de la liste civile, et enfin, en 1806, commissaire général de la grande armée. Depuis ce moment, il accompagna constamment l'Empereur dans ses campagnes. Il fut chargé, en 1807, des mesures de rigueur prises contre la Prusse, et dès lors ne cessa pas d'avoir l'administration de l'armée et des pays conquis. En 1811 il remplaça Champagny comme ministre secrétaire d'État.

En 1812, il suivit Napoléon en Russie, où la disette et les désastres de l'armée lui furent imputés : néanmoins l'Empereur, malgré les cris des soldats, lui continua ses faveurs; en 1813, il lui confia l'intendance des biens de la couronne dans les départements de Rome et du Trasimène. En novembre, il le déchargea du portefeuille de l'administration de la guerre.

En 1814, Louis XVIII nomma le comte Daru chevalier de Saint-Louis, conseil honoraire et intendant général de l'armée. Il parut ne prendre aucune part aux évènements du 20 mars, mais il signa la délibération du conseil d'État du 25. Il souscrivit, le 24 juin, pour une somme considérable, destinée à l'armement des fédérés parisiens. Après l'entrée des Prussiens à Paris, le général Blücher, pour punir l'ex-intendant de Napoléon des exactions qu'on l'accusait d'avoir exercées en Prusse, fit séquestrer pendant plusieurs jours sa terre près de Meulan.

Daru, nommé membre de l'Institut en 1807, fut conservé, par ordonnance royale de Louis XVIII, un des quarante de l'Académie française.

Napoléon a dit de lui, dans le *Mémorial :* « C'était un homme d'une extrême probité, sûr et grand travailleur. A la retraite de Moscou, la fermeté de M. Daru s'était fait particulièrement remarquer : au travail du bœuf, il joignait le courage du lion. »

Nommé pair après la Restauration, Daru fit partie de l'opposition libérale jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1829.

Digitized by Google

PORTALIS (Jean-Étienne-Marie),

Jurisconsulte, Ministre d'État.

Né au Beausset (Bouches-du-Rhône) le 1er avril 1746.—Issu d'une famille de robe estimée, il était avocat avant la Révolution, et fut élu député du département de la Seine au conseil des Anciens en mars 1795. Il s'y montra constamment opposé au parti directorial et partisan de la modération. Il fut élu président le 19 juin 1796, s'opposa peu de temps après à l'impression d'un discours de Creuzé-Latouche contre les prêtres, se plaignit des serments exigés d'eux, et plus encore des peines prononcées contre ceux qui avaient refusé de les prêter, et cita J.-J. Rousseau qui disait : *Que si les philosophes avaient jamais l'empire, ils seraient plus intolérants que les prêtres.* « Voulons-nous tuer le fanatisme ? ajouta-t-il ensuite; maintenons la liberté de conscience : il n'est plus question de détruire, « il est temps de gouverner. » Il fut aussi un des plus violents opposants à la loi du 9 floréal an IV qui ordonnait le partage des biens des ascendants d'émigrés avec la nation, et développa avec talent les motifs qui, selon lui, devaient faire rejeter cette loi.

Dans le courant de février 1797, il fut désigné dans le plan de conspiration de La Villeheurnois comme devant remplacer Cochon au ministère de la police, et vers la même époque il s'opposa à ce que les électeurs fussent astreints à prêter le serment civique. Il vota ensuite contre une résolution qui apportait des entraves à la liberté de la presse, se prononça aussi contre les sociétés populaires, et fut inscrit bientôt après sur la liste de déportation du 18 fructidor, à laquelle il réussit à se soustraire.

La révolution du 18 brumaire le rappela en France, et lui valut d'abord la place de commissaire du gouvernement près le conseil des prises. Il entra au conseil d'État vers la fin de la même année, et fut chargé en 1811 de toutes les affaires concernant les cultes. Il présenta peu de temps après les dispositions du concordat de 1802 qu'il fit adopter, fut enfin créé ministre des cultes au mois de juillet 1804, obtint le 1er février 1805 la décoration du cordon rouge, et fut aussi

Digitized by Google

nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur. En février 1806, il fit un rapport à Napoléon sur les fêtes périodiques et nationales, et lui proposa de décréter l'établissement de celle de *Saint-Napoléon* et de l'anniversaire du couronnement.

Portalis, dit-on, était doué d'une mémoire prodigieuse. Il mourut à Paris le 25 août 1807.

Son fils, *Joseph-Marie*, comte de Portalis, né à Aix (Bouches-du-Rhône) en 1778, vint à Paris vers la fin de 1793, avec son père, qui était poursuivi comme aristocrate. Portalis fils se fit connaître par un article sur Montesquieu, inséré dans le *Républicain français* de 1796. Il quitta la France en 1797, et accompagna son père qui venait d'être condamné à la déportation. Ils trouvèrent tous deux un asile en Holstein, chez le comte de Reventlaw, connu dans toute l'Allemagne par la noblesse de son caractère, par sa bienfaisance et par son goût pour les arts. M. Portalis composa, en 1799, un discours que l'Académie de Stockholm couronna en 1800, et qui traitait des *Devoirs de l'historien.*

De retour à Paris, il entra dans la carrière diplomatique. Il fut d'abord attaché à la légation qui fut envoyée à Lunéville. Il alla ensuite en Saxe, où il épousa la jeune comtesse de Holck, nièce et pupille du comte de Reventlaw. Après son retour en France, il fut envoyé au congrès d'Amiens. En 1802, il fut nommé premier secrétaire d'ambassade à Londres, où il accompagna le général Andreossi, ambassadeur. En 1803, il alla à Berlin avec la même qualité; en 1804, il passa à Ratisbonne comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de l'électeur archichancelier; en 1805, il fut rappelé pour remplir auprès de son père la place de secrétaire général du ministère des cultes; en 1806, il fut nommé maître des requêtes; en 1807, il fut chargé du portefeuille que la mort de son père laissait vacant; en 1808, il fut nommé conseiller d'État et membre du Conseil du sceau des titres; enfin, en 1810, il fut fait directeur général de la librairie. Au mois de janvier 1811, il fut maltraité par Napoléon en plein conseil, destitué de tous ses emplois, exilé à quarante lieues de Paris, et mis en surveillance, pour n'avoir pas dénoncé l'abbé d'Astros, son cousin et son ami, qui lui avait communiqué, sous le sceau du secret, la copie du bref du pape relatif au cardinal Maury. Il n'obtint

Digitized by Google

qu'en juin 1813 la permission de revenir à Paris. M. Molé, alors grand-juge, le fit nommer premier président de la cour impériale d'Angers; mais Napoléon ne voulut pas même recevoir son serment.

A la Restauration, M. Portalis fut nommé conseiller d'État en service extraordinaire. Après le 20 mars, il resta à son poste, inscrivit son nom sur la liste de la fédération angevine, et, en cette qualité, fit partie de l'assemblée du Champ-de-Mai. En juillet 1815, il se trouvait à Paris, et fut nommé par Louis XVIII conseiller en service ordinaire et attaché au comité de législation. Il présenta, en cette qualité, à la Chambre des députés, le projet de loi pour la répression des cris séditieux. Il fut nommé conseiller à la Cour de cassation. M. Portalis partit pour Rome en 1818, chargé d'une mission importante relative au concordat. Il devint ministre de la justice le 4 janvier 1828. Aujourd'hui il est premier président à la Cour de cassation.

LAVALETTE (Marie-Chamans, Comte de),

Directeur général des postes, Conseiller d'État.

Il naquit à Paris en 1769, de parents estimés, faisant un commerce peu considérable. Le fameux accoucheur Baudelocque, ayant vu souvent le jeune Chamans chez sa mère, crut apercevoir en lui d'heureuses dispositions, prit un vif intérêt à son sort, et fournit à sa mère, devenue veuve, les moyens de lui donner une éducation au-dessus de sa fortune.... Le 10 août 1792, Lavalette, officier de la garde nationale, marcha avec son bataillon à la défense du trône constitutionnel. Poursuivi quelque temps après pour ce fait, afin d'échapper à une condamnation il s'enrôla dans la légion des Alpes... Il servit dans les armées du Rhin et d'Italie avec distinction. Le général Bonaparte le prit pour son aide de camp après la bataille d'Arcole, le chargea de sa correspondance secrète à Paris, lui reconnut des talents, de la discrétion, et voulut se l'attacher par des liens plus intimes : il lui fit épouser la nièce de sa femme, mademoiselle de Beauharnais. Lavalette suivit Bonaparte en Égypte; de retour de cette expédition, il obtint le titre de commissaire, et bientôt de directeur général des postes et

Digitized by Google

de conseiller d'État. En 1803, il fut fait commandant de la Légion-d'Honneur et comte de l'Empire. Il conserva constamment, dans le poste délicat qu'il remplissait, la confiance de l'Empereur, avec lequel il travaillait habituellement.

Remplacé dans sa direction après l'invasion des armées alliées, Lavalette reprit ses fonctions le 20 mars 1815.... Il fut compris dans l'ordonnance du 24 juillet. Arrêté par les ordres du préfet de police Decazes et traduit en novembre devant la cour d'assises du département de la Seine, il fut condamné à mort le 21 du même mois, comme « coupable de complicité dans l'attentat commis par Bonaparte « contre l'autorité royale et la sûreté de l'Etat. » Lavalette entendit son arrêt avec calme. Son pourvoi en cassation et la demande en grâce présentée par madame Lavalette ayant été rejetés, tout se disposait pour son supplice, lorsque le dévouement d'une épouse arracha aux horreurs de l'échafaud une victime des réactions.... L'exécution devait avoir lieu le 21 décembre, lorsque, la veille, madame Lavalette, accompagnée de sa fille âgée de 12 ans, vint dîner avec son époux. Quelques instants avant la retraite, elle se présente aux portes pour sortir; elle pleurait beaucoup, et paraissait être soutenue par sa fille et par une gouvernante qu'elle avait amenée avec elle ; sa tête était couverte d'un grand chapeau et sa figure cachée par un mouchoir avec lequel elle essuyait ses yeux. Les portes furent ouvertes. Le concierge Roquette, étant venu dans la prison de Lavalette, fut très-étonné de n'y trouver que la femme de celui-ci à sa place. L'alarme fut répandue partout; mais le prisonnier avait eu le temps d'abandonner la chaise à porteur dans laquelle son épouse et sa fille étaient venues, et de se sauver hors de France, grâce au généreux dévouement de trois Anglais*. Ce fut par ce courage sublime que madame Lavalette sauva son époux d'une mort ignominieuse. Lavalette eut le bonheur, non sans difficultés, de gagner la frontière; il se retira à Munich en Bavière, et lorsque les passions furent calmées, il rentra en France, où il mourut en 1830.

* Un de ces trois Anglais, sir Robert Wilson, est actuellement (1850) gouverneur de Gibraltar.

Digitized by Google

CAMBACÉRÈS (Jean-Jacques Régis de),

Jurisconsulte et Homme d'État.

Cambacérès naquit à Montpellier le 15 octobre 1753, d'une famille de robe. Son père, quoique possédant peu de fortune, lui fit donner une éducation soignée. Cambacérès, doué d'une grande facilité et de beaucoup d'intelligence, seconda ces premières qualités par un travail opiniâtre et fut bientôt nommé conseiller à la cour des comptes de Montpellier, puis député du département de l'Hérault à la Convention : ses talents pour la jurisprudence lui donnèrent accès dans les comités du contentieux, où ses lumières furent souvent utiles. Il vota la mort de Louis XVI, rejeta l'appel au peuple en motivant son opinion, et demanda cependant un sursis à l'exécution. Il fut nommé en 1793 président de la Convention, et présenta un premier projet de Code civil, qui contenait des dispositions assez démocratiques; il ne s'arrêta point en si beau chemin et développa bientôt les bases d'un nouveau projet sur la même matière.

Élu président du conseil des Cinq-Cents, Cambacérès fut promu à la charge de ministre de la justice, seconda Napoléon à la fameuse journée du 18 brumaire et ne tarda point à être nommé second Consul. Bientôt il sollicita pour Napoléon le consulat à vie, puis l'empire, et la place d'archichancelier devint la récompense de son dévouement. Cambacérès prêta le secours de son éloquence à Napoléon. Tous les projets de loi furent soutenus par lui, et son zèle poussé à l'excès ne se démentit jamais pendant toute la durée de l'Empire... Il envoya son adhésion à la déchéance de Napoléon, toujours cédant à la pusillanimité de son caractère, rentra à Paris pendant les Cent-Jours, reprit le portefeuille de la justice, et fut bientôt forcé de quitter la France par les dispositions de la loi du 12 janvier 1816... Il se retira à Bruxelles, y occupa un superbe hôtel dans la rue des Paroissiens; là, vivant très-simplement pour la fortune qu'il possédait, chaque jour les pauvres attendaient sa sortie pour recevoir les aumônes qu'il avait coutume de distribuer lui-même.

Il obtint enfin l'autorisation de rentrer en France, y vécut paisible-

Digitized by Google

ment, fut fait duc de Parme, et succomba, le 8 mars 1824, à une apoplexie. Cambacérès, pendant sa longue carrière, qu'il sut bien employer pour son intérêt, montra qu'on arrive plutôt aux honneurs par un caractère souple qu'en faisant preuve de courage et d'opiniâtreté... Si on peut lui reprocher une faiblesse criminelle, on doit cependant lui rendre justice sous plus d'un rapport....

Cambacérès fut en butte à mille plaisanteries : des caricatures le représentèrent sous l'aspect le plus ridicule. Il passait pour sacrifier à cette passion extra-naturelle qu'on a particulièrement reprochée à Socrate; mais, au temps de ce dernier, les mœurs des Grecs se prêtaient à ce monstrueux usage. Ce n'était pas là le seul défaut de l'archichancelier. Il fut toujours guidé par l'ambition et le désir d'acquérir de la puissance et des richesses. Il dut être pleinement satisfait, car peu d'hommes ont pu voir dans le cours de leur vie se multiplier pour eux, à un point si extraordinaire, la fortune et les honneurs.

Cambacérès, partisan du célibat, laissa un héritage considérable.

RÉGNIER (Claude-Antoine [ou AMBROISE]),

Duc de Massa, Homme d'État.

Né à Blamont (Meurthe) le 6 avril 1746. — Il exerçait la profession d'avocat à Nanci à l'époque de la révolution dont il embrassa la cause, et fut élu en 1789 député du bailliage de cette ville aux États-Généraux. Il s'y occupa beaucoup dans les comités d'administration et de judicature, parut peu à la tribune quoique entièrement dévoué au *côté gauche* avec lequel il vota constamment, s'éleva contre l'institution des jurés en matière civile, et proposa de mettre en accusation le vicomte de Mirabeau à la suite de l'affaire qu'il s'était suscitée par l'enlèvement des cravates de son régiment. Au moment de l'insurrection de Nanci en 1790, Régnier prit la défense de la municipalité contre les reproches des jacobins, approuva la conduite de M. de Bouillé, et fut

Digitized by Google

envoyé dans les départements du Rhin et des Vosges pour y calmer l'effervescence occasionnée par la fuite de Louis XVI au 20 juin 1791. Il vécut obscurément pendant les années suivantes, et fut nommé en 1795 député du département de la Meurthe au conseil des Anciens, où il s'opposa vigoureusement à l'admission de Job Aymé et à la rentrée des prêtres réfractaires. Il devint successivement secrétaire, puis président du Conseil, et y fut réélu en 1790, époque à laquelle il devait en sortir. Il se prononça ensuite contre les jacobins, s'opposa à l'impression d'une adresse des habitants de Grenoble contre Schérer, combattit la permanence des séances après le 30 prairial, et appuya peu de temps après Courtois dans ses déclamations contre le *Manége*.

Lié avec les auteurs de la révolution du 18 brumaire, il fut un de ceux qui se réunirent le 7 novembre au matin chez Lemercier, président du conseil des Anciens, pour y arrêter les mesures définitives et les moyens d'assurer le succès de la conspiration, et présenta le projet de décret qui transférait les Conseils à Saint-Cloud. Nommé alors président de la commission intermédiaire, il entra après l'organisation de la nouvelle constitution au conseil d'État, section des finances, et réunit le 15 septembre 1802, sous la dénomination de grand-juge, les deux ministères de la justice et de la police générale. Fouché fut rappelé à ce dernier département en 1804; Régnier conserva son titre de grand-juge et le portefeuille de la justice. Il fut ensuite nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, puis décoré du cordon rouge le 1er février 1805, et enfin créé duc de Massa. Il conserva le ministère de la justice jusqu'en novembre 1813 que Napoléon, voulant avoir pour président du Corps législatif un homme entièrement dévoué à ses volontés, jeta les yeux sur lui pour cette place, et le nomma d'abord ministre d'État, puis deux jours après président du Corps législatif dont les membres l'accueillirent fort mal. La dissolution de cette autorité par Napoléon au 31 décembre 1815 fut le terme des grandeurs et des dignités du duc de Massa. En vain écrivit-il le 8 avril 1814 au gouvernement provisoire pour lui demander s'il était encore président du Corps législatif; il n'en reçut point de réponse. Il mourut à Paris le 24 juin 1814, avec la réputation d'un fonctionnaire servile et d'un ministre peu habile.

Son fils, RÉGNIER, comte de *Gronau*, duc de *Massa*, fut successive-

Digitized by Google

ment auditeur au conseil d'État, secrétaire général du conseil du sceau des titres, préfet de l'Oise et du Cher, et membre de la Légion-d'Honneur. Il épousa la fille aînée du maréchal duc de Tarente.

GAUDIN,

Duc de Gaëte, Ministre des finances.

Il était employé au Trésor royal à l'époque de la révolution. Ses connaissances dans la partie des finances firent jeter les yeux sur lui par le Directoire exécutif au moment de son installation en 1795, et déterminèrent cette autorité naissante à lui confier le portefeuille des finances qu'il refusa alors et qu'il céda à Faypoult. Il refusa aussi en 1797 la place de commissaire de la trésorerie, et n'accepta le ministère des finances qu'après la révolution du 18 brumaire. Il le conserva jusqu'à la Restauration de 1814, puis resta sans emploi jusqu'au retour de Napoléon en 1815; l'Empereur, outre le portefeuille qu'il lui rendit, le nomma encore pair le 2 juin. Gaudin quitta l'une et l'autre fonction au retour de Louis XVIII le 8 juillet, et fut nommé depuis membre de la Chambre des députés pour le département de l'Aisne. Il avait, dit-on, des talents, du mérite, de la probité, et jouissait d'une réputation distinguée comme financier.

MARET (Hugues-Bernard),

Duc de Bassano, Ministre d'État.

Il naquit à Dijon le 1er mars 1763, de M. Maret, médecin, à qui l'on doit de nombreux articles scientifiques insérés dans l'*Encyclopédie*. Il embrassa jeune encore la carrière diplomatique, travaillait au

Digitized by Google

Logographe dans les premiers temps de la révolution, et se trouvait chef de division au ministère des affaires étrangères lorsqu'il fut envoyé en 1792 par le gouvernement français près de celui d'Angleterre, afin de l'empêcher d'entrer dans la coalition. Ses efforts furent infructueux, et il reçut en février 1793 l'ordre de quitter le royaume sous trois jours. Nommé bientôt après à l'ambassade de Naples, il se rendait à sa destination lorsqu'il fut arrêté le 25 juillet par les troupes autrichiennes avec M. de Sémonville, dans le village de Novate, sur le territoire des Grisons, et emprisonné ensuite à Custrin. Ayant été échangé à Bâle en septembre 1795, il rentra en France et fut en 1797 un des commissaires chargés d'aller négocier à Lille avec lord Malmesbury. La révolution du 18 fructidor vint encore changer les principes du gouvernement; il fut rappelé et remplacé par d'autres négociateurs. Il devint en décembre 1799 secrétaire du conseil d'État des Consuls, accompagna depuis cette époque Bonaparte dans ses voyages et ses campagnes, et obtint bientôt toute sa confiance.

Il concourut au traité de paix de Presbourg. et successivement à ceux de Tilsit et de Vienne, et obtint en avril 1811 le ministère des relations extérieures. Le 1er janvier 1813, il alla proposer au Sénat la levée de trois cent cinquante mille hommes pour réparer les désastres de la campagne de Russie, et excita la surprise de l'assemblée, qui voyait pour la première fois un ministre des relations extérieures demander une levée d'hommes. S'il faut en croire les bruits publics, c'est à lui seul qu'on dut à la fin de 1813 la continuation d'une guerre qui amena sur la France tous les fléaux réunis, et c'est même à cette occasion qu'il céda, dit-on, au commencement de 1814, le ministère au duc de Vicence, et fut chargé par Napoléon de diverses négociations particulières. Les évènements d'avril le rendirent au repos jusqu'à l'arrivée de Napoléon en 1815 : il redevint alors son ministre secrétaire d'État et membre de sa Chambre des pairs. Compris ensuite dans l'ordonnance du 24 juillet, il fut d'abord mis sous la surveillance du ministre de la police jusqu'à la décision des Chambres sur son sort, et obtint depuis des passe-ports pour se retirer à Lintz en Autriche, d'où il se rendit quelque temps après à Gratz en Styrie. Il fut aussi exclu de l'Institut au mois d'avril 1816. Il revint en France en 1820, et après 1830, fut rappelé au ministère pour quelques mois. Il mourut en 1839.

Digitized by Google

REGNAULD, dit DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Michel-Louis-Étienne),

Conseiller d'État, Ministre, etc.

Né à Saint-Fargeau (Yonne) en 1760. — Il était avocat à Saint-Jean-d'Angély à l'époque de la révolution. Il en embrassa la cause avec chaleur et fut élu en 1789 député du tiers état de cette ville aux États-Généraux. Il parut plusieurs fois à la tribune pour défendre le parti populaire accusé par le *côté droit;* cependant il finit par se rapprocher des *monarchiens,* et rédigea même en leur faveur un journal intitulé *le Courrier de Versailles*, qui lui valut de violentes insultes aux Champs Élysées de la part des *Marseillais*. Doué d'un bel organe et de beaucoup d'assurance, il osa même le 9 septembre 1789, à propos des deux Chambres, attaquer le comte de Mirabeau qui l'accabla de toute sa supériorité. Il dénonça en 1790 l'adresse des catholiques de Nimes, et défendit ensuite les membres de la ci-devant assemblée générale de Saint-Domingue débarqués à Brest et accusés d'exciter l'escadre à l'insubordination. Le 26 janvier 1791 il vota le remplacement des ecclésiastiques réfractaires, et protesta peu de temps après contre l'insertion de son nom sur la liste du club monarchique. Il défendit aussi les droits politiques des hommes de couleur, et demanda qu'il fût élevé une statue à Voltaire. Mais c'est surtout à l'époque de la fuite du roi qu'il fit les propositions les plus violentes et se montra le plus acharné contre la cour. Il fut alors nommé commissaire pour se rendre dans les départements de l'Ain, de la Haute-Saône, du Jura et du Doubs, où il se montra révolutionnaire ; rédigea après la session *le Journal de Paris*, qu'il quitta un peu après le 21 mai 1793 ; entra aussitôt dans les charrois militaires pour se soustraire aux poursuites qu'il croyait avoir à craindre, fut arrêté à Douai le 22 août 1793 comme suspect, et mis en liberté à la suite du 9 thermidor. C'est aussi un peu après cette époque qu'il fut nommé administrateur des hôpitaux des armées, place dans laquelle il commença à faire ses affaires et à fonder ses richesses qu'il augmenta si considérablement depuis aux dépens des solliciteurs de toutes les classes et de tous les partis.

Digitized by Google

Il connut Bonaparte en Italie, s'attacha à la fortune de ce général qu'il accompagna ensuite à Malte où il exerça quelque temps les fonctions de commissaire, devint après le 18 brumaire an VIII membre du conseil d'État, donna depuis des preuves du plus servile dévouement à Napoléon, et fut généralement le rapporteur des projets favorables à l'ambition de l'Empereur. On remarque en effet qu'il fut toujours chargé de remplir auprès du Corps législatif et du Sénat les missions qui avaient pour objet, soit des levées d'hommes, soit des réunions de pays ; et c'est le 21 septembre 1808 qu'il tint cet étrange discours : « N'en doutez pas, sénateurs, Sa Majesté a calculé dans sa sollicitude, « et évalué dans son amour pour ses peuples, l'étendue des sacrifices « que la gloire et la sûreté nationale prescrivent à la sagesse et à la « prudence du souverain de demander. Le cœur de Sa Majesté ***est « avare du sang de ses sujets*** autant qu'attentif à leur sûreté, et c'est « pour avoir la paix qu'elle se met en état de faire la guerre. » Le 21 avril 1810 il assista à la clôture de la session du Corps législatif, et félicita aussi l'Europe sur le mariage de l'Empereur avec Marie-Louise : « Quand le reste du monde, dit-il, n'y voit que le présage du repos « de l'univers, les sujets du grand Napoléon y voient avec transport « le présage de son bonheur... La plus chère espérance que leur donne « l'auguste union qu'ils bénissent et celle que vous partagez, c'est l'es- « pérance de voir le nom de Napoléon immortel comme son génie, et « sa dynastie éternelle comme sa gloire. »

Le 10 janvier 1813, après la rentrée de Napoléon de la fatale expédition de Moscou, le même orateur vint encore proposer au Sénat une coupe réglée de trois cent cinquante mille hommes, et se livra à des diatribes et à des imprécations violentes contre le général prussien d'York et surtout contre les éléments qu'il rendit responsables des revers de la campagne de Russie. Il reparut le 12 novembre suivant à la tribune du Sénat pour demander encore la levée de trois cent mille hommes ; et, après les phrases banales dont il faisait usage en pareil cas, il appela les Français à la défense de leur patrie et du trône de Napoléon, et leur exposa les résultats d'une invasion qu'ils ne repousseraient pas. Nommé en janvier 1814 chef de légion de la garde nationale de Paris, on vit à l'approche de l'ennemi Regnauld (de Saint-Jean-d'Angély), bien différent au champ d'honneur de ce qu'il avait paru à la tribune,

Digitized by Google

abandonner sa troupe au moment du péril, et donner des preuves de la plus insigne lâcheté. Le retour des princes de la maison de Bourbon en 1814 mit quelque temps après un terme aux fonctions et à la puissance de ce personnage. Il présida l'Institut pour la réception de M. Campenon son protégé, et montra dans cette circonstance tout à la fois beaucoup d'adresse, d'audace et de talent.

Il fut exilé en 1815 et revint mourir à Paris en 1819.

SÉGUR (Louis-Philippe, Comte de),

Lieutenant-Général, Diplomate, Littérateur, Historien, etc.

Né à Paris(?) le 10 septembre 1753. Il était fils du marquis de Ségur, maréchal de France. Il suivit La Fayette en Amérique. Plus tard, en 1786, il fut envoyé en qualité d'ambassadeur à Pétersbourg, et signa l'année suivante un traité de commerce qui assurait à la France tous les avantages dont les Anglais avaient jusqu'alors joui exclusivement. Élu en 1789 député suppléant de la noblesse de Paris aux États-Généraux, il y fut appelé en juillet 1791 par la mort de M. de Rochechouart; mais il donna aussitôt sa démission. Il fut alors nommé à l'ambassade de Rome où le pape Pie VI refusa de le recevoir, et dédaigna à son retour le ministère des affaires étrangères qu'on lui offrait en remplacement de M. de Montmorin. Devenu en 1792 ambassadeur à la cour de Berlin, il fut bientôt forcé par les évènements de la révolution de rester pendant quelques années à l'étranger, et ne parut sur la scène politique qu'après le 18 brumaire. Appelé peu de temps après comme député au Corps législatif par le Sénat conservateur, il s'y prononça pour la prolongation à vie du consulat de Bonaparte, et présenta même cette mesure comme un moyen efficace de consolider les nouvelles institutions. En 1803, il fut nommé tout à la fois conseiller d'État et membre de l'Institut national, puis bientôt pourvu de la charge de grand-maître des cérémonies de France, et décoré du cordon rouge. Chargé quelquefois de défendre au Corps législatif les pro-

Digitized by Google

jets de loi présentés par le conseil d'État, il y développa des talents et une érudition rares. Étant appelé le 5 avril 1813 au Sénat conservateur, il fut envoyé en décembre suivant dans la 18e division militaire comme commissaire extraordinaire, pour y prendre des mesures de salut public, et devint pair de France après la restauration de 1814.

Pendant les Cent-Jours, il reprit ses fonctions de grand-maître des cérémonies, et fit aussi partie de la Chambre des pairs créée par Napoléon, ce qui le fit comprendre dans l'ordonnance royale du 24 juillet 1815, qui le priva de cette dignité. Elle lui fut rendue en 1818.

Il a laissé les ouvrages suivants : — *Mémoires ; Histoire universelle ; la Décade historique ; Galerie morale et politique ; Contes.*

Son frère *Joseph-Alexandre*, vicomte de SÉGUR, maréchal de camp, est connu surtout comme auteur dramatique.

BIGOT DE PRÉAMENEU (Félix-Julien-Jean),

Conseiller d'État, Ministre, etc.

Né à Redon (Ille-et-Vilaine) en 1750. — Il était avocat au parlement de Paris à l'époque de la révolution ; il en embrassa la cause sans cependant y mettre beaucoup de chaleur, et fut élu en 1790 juge au tribunal du 4e arrondissement de la capitale, puis nommé, au mois de septembre 1791, député de Paris à la Législature. Il s'y prononça contre le parti jacobin, et, malgré les huées des tribunes, prétendit, le 7 janvier 1792, que l'Assemblée ne représentait pas seule le peuple, et que le roi n'avait pas des droits moins sacrés que les siens à cette représentation. Le 22 mars, il obtint que la loi qui ordonnait le séquestre des biens des émigrés accordât un mois de délai à ceux qui voudraient rentrer en France. Il s'opposa aussi avec force, le 25 mai, à la loi proposée par Thuriot contre les prêtres insermentés, fit rendre après les évènements du 20 juin un décret qui défendait aux citoyens de se présenter en armes à la barre.

Il se tut prudemment en 1793 et 1794, et reparut sur la scène politique après le 18 brumaire an VIII; il devint commissaire du gouver-

Digitized by Google

nement près le tribunal de cassation. Il passa à la fin d'avril 1800 au conseil d'État, section de législation, qu'il présida depuis le mois de septembre 1802 ; fut élu successivement en 1804 candidat au Sénat conservateur et président de l'Institut, fit ensuite plusieurs rapports sur le Code civil, et fut nommé ministre des cultes dans les premiers jours de janvier 1808. Il en exerça les fonctions avec beaucoup de modération et même une obligeance peut-être trop grande pour les prêtres de toutes les communions, jusqu'à la chute de Napoléon en 1814, et fut privé de tout emploi par le retour des Bourbons.

A l'arrivée de Napoléon en 1815, il redevint ministre des cultes sous le titre de directeur général, fut créé pair le 2 juin, et s'éleva le 26 contre le projet de loi relatif aux mesures de sûreté, en affirmant que le Code pénal suffisait pour réprimer les délits dont on se plaignait alors. Il parla encore quelquefois sur des objets de peu d'intérêt, et garda une sorte de neutralité entre les deux partis qui se prononçaient pour ou contre Napoléon après sa seconde déchéance du trône de France.

Il fut un des rédacteurs du Code civil, avec Portalis et Tronchet.

Il mourut en 1825.

FRANÇOIS (DE NEUFCHATEAU) (Nicolas-Louis, Comte),

Sénateur, Ministre, etc.

Il naquit en 1750 à Saffais (Lorraine), d'un père maître d'école et receveur des traites foraines, et annonça de bonne heure les plus heureuses dispositions. La marquise d'Alsace et le grand-prieur de Malte, qui vivaient à Neufchâteau en Lorraine, petite ville du voisinage, ayant reconnu la capacité naissante du petit prodige, le prirent sous leur protection, et le confièrent à un excellent maître, l'abbé Vintrinier, qui tenait alors un collége à Neufchâteau. Les études du jeune François furent brillantes. Bientôt il en montra les fruits en publiant dès l'enfance un recueil de poésies dont le mérite n'a pas été terni par ses

Digitized by Google

productions d'un âge plus avancé, et qui lui ouvrirent à treize ans la porte des académies de Nanci, de Marseille, de Lyon et de Dijon. Il entra ensuite dans le barreau, fut reçu avocat au parlement, et donna au public le *Dictionnaire des anciennes ordonnances de Lorraine*. Après avoir été rayé du tableau des avocats parce qu'il avait épousé la nièce du célèbre acteur Préville, il acheta la charge de lieutenant général au présidial de Mirecourt, et obtint en 1783 la place de procureur général au conseil supérieur du Cap à Saint-Domingue. Il occupa quelque temps cet emploi, puis le vendit, convertit la somme qu'il en retira en une pension viagère, et se fixa dans la capitale, où il rechercha la faveur de la maison d'Orléans. Il embrassa ensuite le parti de la révolution, et fut arrêté à Bicqueley près de Toul par ordre du lieutenant de roi, et conduit à Metz pour avoir provoqué un rassemblement prétendu illégal. M. de Bouillé le fit relâcher aussitôt.

Il fut nommé en 1790 juge de paix du canton de Vicherey, puis administrateur du département des Vosges, et enfin élu en septembre 1791 député de ce département à la législature, qu'il présida le 3 octobre suivant. Il y fit un rapport virulent contre les prêtres qui troublaient l'ordre public, et fit retirer la pension à ceux qui ne prêteraient pas le serment civique. On le vit aussi voter pour la vente par petits lots des biens nationaux, afin d'attacher par là les pauvres à la révolution. N'ayant pas été appelé à la Convention, il fut nommé par elle ministre de la justice le 6 octobre 1792, refusa cette place pour raison de santé, mais dans le fond pour n'être pas en butte à la fureur des partis; fit jouer au théâtre de la Nation une pièce intitulée *Paméla,* si modérée, qu'elle le fit emprisonner le 4 septembre, malgré quelques *Odes* et quelques *Chants* à la liberté, etc. Après le 9 thermidor, il fut immédiatement nommé juge au tribunal de cassation, puis envoyé en 1795 comme commissaire du Directoire dans le département des Vosges. Il s'y conduisit avec beaucoup de fermeté, publia le poëme des *Vosges* à cette époque, fut nommé ministre de l'intérieur en 1797, mit au jour pendant son ministère le *Manuel républicain*, dans la préface duquel il dit que « l'histoire de la monarchie fait aimer la république », et remplaça Carnot au Directoire après le 18 fructidor; il fut aussi presque en même temps élu membre de l'Institut.

Sorti du Directoire par le sort le 9 mai 1798, il reprit le 17 juin le

Digitized by Google

ministère de l'intérieur, qu'il ne conserva que jusqu'au 22 juin de l'année suivante. Il fut appelé à la suite du 18 brumaire au Sénat conservateur, qu'il présida plusieurs fois, entre autres au moment où Bonaparte se fit empereur.

Nous citerons quelques passages de plusieurs discours étendus qu'il prononça comme président du Sénat. Lorsque le trône impérial fut établi, François (de Neufchâteau) fit l'éloge des grandes qualités de Napoléon, le compara aux grands hommes de l'antiquité, dit que Dieu protégeait la France puisqu'il l'avait créé pour elle, et termina par lui demander comme père de la patrie de répandre sa bénédiction sur ses enfants. Il se présenta ensuite chez le pape, qu'il félicita d'être désigné par la Providence pour sacrer le héros incomparable et rendre la paix au monde. A l'occasion de la bataille d'Austerlitz, il fit encore un éloge pompeux de Napoléon, qu'il appela ***grand***, ***auguste***, et ***sauveur du monde;*** et dit que demander à Dieu sa conservation, c'était demander qu'il affermit la gloire et le bonheur de la France. Au sujet du traité de Presbourg, il dit que le sort du monde entier pouvait en être amélioré, et que Napoléon le Grand serait tout à la fois l'***ami du peuple*** et le ***père du genre humain***. François (de Neufchâteau) envoya néanmoins le 3 avril 1814 son acte d'adhésion aux mesures du Sénat contre ce même Napoléon, et présenta à Louis XVIII le 24 janvier 1815 un exemplaire de ses ***Fables***, ***contes et poésies***. Tout le monde sait que le comte François (de Neufchâteau), oubliant son ancienne antipathie pour les titres et le blason, avait fait graver sur les livres de sa bibliothèque, outre l'écusson de ses armes, l'énumération de toutes ses qualités honorifiques; mais on ne sait peut-être pas aussi généralement que dans ses dernières années il avait fait disparaître de sa signature la parenthèse qui renfermait le nom de ***Neufchâteau :*** or, comme nous aimons à rendre à César ce qui est à César, nous restituons à François (de Neufchâteau) sa parenthèse.

Il mourut en 1828.

Digitized by Google

TREILHARD (Jean-Baptiste, Comte),
Jurisconsulte.

Né à Brives (Corrèze) le 2 janvier 1742, il suivit la carrière du barreau, se fit recevoir avocat au parlement de Paris, et avait déjà un nom dans la capitale, lorsqu'il fut élu en 1789 député du tiers état de cette ville aux États-Généraux. Sans être un des orateurs les plus distingués de l'Assemblée nationale, il y obtint cependant une assez grande influence. Il se déclara le 2 septembre 1789 en faveur du *veto* suspensif à accorder au roi, et déploya dans cette occasion une logique si serrée, qu'elle attira sur ses talents l'attention des patriotes qui firent tous leurs efforts pour le convertir aux principes du parti populaire dont il s'était tenu écarté jusque là. Devenu membre et rapporteur du comité ecclésiastique, il fit adopter tous les décrets sur le clergé et sur sa constitution civile, fit supprimer les ordres religieux, et mettre ensuite leurs biens à la disposition de la nation. Après la session il présida le tribunal criminel du département de Paris, et fut élu en 1792 député de Seine-et-Oise à la Convention nationale, où il vota la mort de Louis XVI. Il fut nommé président le 27 décembre, puis membre du comité de salut public, et enfin envoyé en mission dans le département de la Gironde, d'où on le rappela bientôt comme trop modéré. Chargé de remplacer Barrère dans les fonctions de rapporteur du comité de salut public après la chute de Robespierre, il s'en acquitta d'une manière plus brève et moins emphatique que son collègue, passa en 1795 au conseil des Cinq-Cents qu'il présida vers la fin de décembre, prononça le 21 janvier 1796 le discours d'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, et invoqua peu de temps après la peine de mort contre les provocateurs à la royauté ou au rétablissement de la constitution de 1793.

Il sortit de ce Conseil, où il jouissait de beaucoup d'influence, le 20 mai 1797, fut chargé de se rendre à Lille pour y suivre les conférences de paix entamées avec l'Angleterre, passa de là au congrès de Rastadt, et quitta ensuite cette place pour celle de Directeur, à laquelle il fut appelé en 1798 et dont il fut exclu en 1799 avec Merlin et La

Digitized by Google

Réveillère-Lepeaux. Après le 18 brumaire il devint d'abord vice-président, puis président du tribunal d'appel de la cour de Paris. Appelé au conseil d'État en septembre 1802, il fut aussi décoré en 1804 du titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il travailla beaucoup dans le conseil d'Etat, et y rédigea un grand nombre de lois relatives à l'ordre judiciaire et administratif. Il avait été élevé le 30 mars 1809 à la dignité de ministre d'Etat ; mais il jouit peu longtemps de cette faveur, et mourut le 1er décembre 1810.

DECAZES (Élie, Duc),

Grand référendaire de la ci-devant Chambre des pairs.

M. Decazes a commencé par être le favori d'un roi. Il est né cent ans trop tard. Le temps des mignons est passé depuis longtemps, et ceux qui se sentent la vocation des Caylus et des Saint-Mégrin ont beau faire, ils ne le feront pas revenir.

Nous extrayons de l'*Histoire des ministres-favoris anciens et modernes*, publiée à Paris sans nom d'auteur, en janvier 1820, les passages suivants qui font connaître le rôle que M. Decazes jouait à cette époque et qui nous paraissent curieux à plus d'un titre :

« Le comte * Decazes, né à Saint-Martin-en-Laye, près de Libourne, le 28 octobre 1780, est fils de M. Decazes, lieutenant du présidial de cette ville. Depuis la révolution M. Decazes père n'a exercé d'autres fonctions publiques que celles de membre du conseil général de département. Son fils étudia au collége de Vendôme. Doué d'une figure agréable, d'un esprit fin et délié, et d'une grande facilité à s'exprimer, il fut appelé au conseil de Louis Bonaparte, roi de Hollande, et de Madame-mère, Marie-Letizia Ramolino. Il épousa en 1805 une des filles de M. Muraire, président de la Cour de cassation, et il la per-

* Il n'est devenu *duc* que dans les dernières années de la Restauration.

Digitized by Google

dit en janvier 1806. Il se conduisit, dit-on, fort honorablement lors de la faillite de son beau-père.

« Le comte Decazes était juge au tribunal de première instance du département de la Seine, lorsqu'en décembre 1800 il fut nommé conseiller à la cour d'appel : il présida trois assises sans y développer des talents extraordinaires ; il semblait devoir ne point sortir de la magistrature, lorsque la Restauration vint le placer, comme il l'a dit lui-même, sur les marches du trône. Au premier retour du roi, il se montra zélé partisan des Bourbons, et, lors de l'invasion de Bonaparte, il se mit à la tête d'une compagnie de gardes nationales mobiles destinée à le combattre. Cette compagnie, réunie le lundi matin 20 mars dans la cour de la Bibliothèque, après le départ de Louis XVIII, osa faire encore entendre le cri de : *Vive le roi!* et ne se sépara que lorsque son capitaine eut lu la proclamation par laquelle le roi prenait congé de ses fidèles sujets.

« Le samedi suivant, le comte Decazes s'opposa à la réception de M. Gilbert des Voisins, nommé, par Bonaparte, premier président de la cour impériale, parce qu'il regardait, dit-il, Napoléon comme un usurpateur. Napoléon l'exila. Le comte Decazes se retira dans sa famille, et revint à Paris quelques jours avant le second retour du roi. Sur la présentation du ministre Fouché, il fut nommé préfet de police le 7 juillet 1815. Un des premiers actes de son administration fut d'adresser aux rédacteurs des journaux une lettre qui contenait les plaintes du gouverneur prussien de Paris, le général Muffling, lequel demandait que les journalistes cessassent de s'occuper des armées alliées, et qu'il leur fût enjoint de n'en parler ni en bien ni en mal. Le nouveau préfet de police leur recommandait expressément de se conformer à cet ordre.

« C'est lui qui fit arrêter le colonel Labédoyère, que Fouché voulait faire échapper, et qui l'interrogea lui-meme le 18 juillet, jour de son arrestation. Ce fut par ses soins que le maréchal Ney fut également arrêté dans les premiers jours d'août. Dans ce même mois il fut nommé, par le département de la Seine, membre de la Chambre des députés ; et, dans le mois de septembre, il remplaça Fouché au ministère de la police.

« Depuis ce moment, jusqu'à ce jour, la fortune et la faveur du comte

Digitized by Google

Decazes, triomphant de ses ennemis, ont toujours été croissant. Il a été successivement créé comte, chevalier de la Légion-d'Honneur, pair de France, et enfin réunissant deux ministères, celui de la police, supprimé, et celui de l'intérieur, il est aujourd'hui président du conseil.

« Peut-être est-il aussi difficile d'assigner les véritables causes d'une élévation qui étonne la France et l'Europe, que de dire au juste pour quels intérêts le comte Decazes a travaillé. En comparant l'état du royaume à la fin de 1815 avec celui qu'il offre au commencement de 1820; en comparant même les discours et la conduite du ministre dans les premiers temps de son administration avec ses discours et sa conduite depuis le 5 septembre 1816, il n'est personne qui puisse soutenir de bonne foi qu'il n'a voulu que l'affermissement du trône légitime. Quoique son fils ait eu l'honneur incomparable d'être tenu sur les fonts de baptême par le roi et par cette princesse, fille si digne du roi martyr, quoiqu'il ait acheté pour un million cinq cent mille francs de domaines, et qu'il soit riche, dit-on, de plus de six millions ; quoiqu'il soit presque duc allemand par son second mariage, il n'en est pas moins démontré qu'en acquérant cette grande fortune il n'a nullement songé à en assurer les fondements sur la stabilité de la famille royale.

« On l'accuse depuis longtemps d'avoir été le provocateur des lois d'exception qu'il a tournées ensuite contre ceux à qui il les avait demandées ; d'avoir proposé le bannissement des régicides, dont presque tous ont été rappelés par des ordonnances contre-signées par ce ministre faible et vacillant ; d'avoir connu d'avance, et de n'avoir pas prévenu les insurrections de Grenoble et de Lyon, et d'avoir, six mois plus tard, excusé, protégé, fait mettre en liberté les auteurs et complices de ces insurrections. Il n'est que trop vrai qu'il a poursuivi ou laissé poursuivre avec cruauté les généraux qui les avaient étouffées, et qu'il les a privés des emplois où ils avaient servi si noblement la cause du roi.

« On l'accuse d'avoir fomenté ou imaginé des conspirations, pour le plaisir de faire des victimes et de se rendre nécessaire ; d'avoir, le premier, mis en usage ce funeste système de bascule et de destitutions qui a réveillé en France tous les partis ; d'avoir, depuis l'ordonnance du 5 septembre, proscrit ou repoussé tout ce qui est royaliste, et d'avoir assis le trône sur un volcan, en donnant à la France un mode d'élection qui a rendu aux révolutionnaires toute leur audace et toutes

Digitized by Google

leurs espérances. On l'accuse encore d'avoir asservi la presse pendant trois ans, et donné le temps aux révolutionnaires de faire filtrer sourdement, dans toutes les parties du royaume, le poison de leurs doctrines et de leurs calomnies, souvent payées des deniers de la police ; et de n'avoir rendu la liberté aux écrivains royalistes que lorsque le mal était fait et presque impossible à réparer. On l'accuse, enfin, de tous les maux qui pèsent aujourd'hui sur cette belle France, où le nom des Bourbons ne se prononce plus qu'en secret ; où la religion, exilée de nos lois, est insultée dans ses ministres ; où des écrits, dignes des époques les plus désastreuses de la révolution, circulent dans la demeure du riche et dans la cabane du pauvre ; d'avoir, surtout, laissé s'éteindre le feu sacré du royalisme, et d'avoir flétri l'opinion monarchique, le plus solide appui du trône.

« Ce ministre, jouissant toujours de la faveur suprême, mais se trouvant aujourd'hui en butte à ses amis comme à ses ennemis, moins rassuré avec ceux qu'il a caressés, rappelés et placés, qu'avec ceux qu'il a écartés, destitués et signalés ; ce ministre a-t-il agi, depuis quatre ans, sans avoir rien prévu, sans avoir rien calculé ? ou bien a-t-il été un instrument docile entre les mains de quelque puissance ennemie ? Est-ce par ignorance, par légèreté, par inexpérience, qu'il s'est conduit ? ou bien a-t-il servi les desseins et l'ambition d'un parti ou d'une faction ? ou bien encore, comme quelques-uns le prétendent, n'a-t-il cédé qu'à des suggestions secrètes ? C'est ce que le temps nous apprendra ; et c'est alors qu'on pourra condamner ou excuser M. le comte Decazes.

. . . .

« La postérité dira peut-être, avec sa franchise accoutumée, non pas que ce fut un grand homme, mais qu'il fut aimable, plein d'esprit et de gaieté dans la conversation, doux et insinuant ; que bientôt, fier de la faveur de son maître, ses yeux furent éblouis ; que l'ivresse du pouvoir l'aveugla ; que pour le conserver, pour l'augmenter, tout lui sembla permis. Vivant au jour le jour sans aucun plan arrêté, cédant aujourd'hui aux royalistes et demain aux révolutionnaires, exilant les fauteurs du régime impérial, et poursuivant, avec un singulier acharnement, les héros de la fidélité ; tonnant quelquefois contre les vieux enfants de l'anarchie, qui ont juré sa perte, et n'osant se confier

à ces hommes monarchiques qui ne demandent que sa conversion, tout prêts qu'ils sont de faire, en faveur de la légitimité, le sacrifice héroïque de leur juste vengeance ; il a voulu niaisement conserver une sorte de nullité politique parmi des intérêts si tranchants et si graves ; comme si un ministre du roi de France pouvait garder une neutralité coupable au milieu d'ennemis armés de toutes parts, quand son devoir lui crie de gagner à son roi tous les Français et de marcher à leur tête.

« Malheureux inventeur du système absurde de bascule, il a flatté et trahi tour à tour tous les partis, exposant le destin du trône et de la France pour prolonger un ministère qui lui échappe. Selon l'expression d'un noble pair qu'il a abreuvé d'amertumes, « il s'enfonce de « plus en plus dans le précipice ; il continuera d'intriguer jusque dans « l'abime, et cet abîme se refermera sur lui. »

Nous ne voyons rien à ajouter à cela. M. Decazes a été habile : la Restauration est tombée dans cet abîme dont on le menaçait, et il est resté debout, puissant, aussi bien en cour sous Louis-Philippe que sous la branche aînée. La révolution de Février a pu seule lui faire quitter la partie. Mais, qui sait ? peut-être espère-t-il revenir sur l'eau. Quant à nous, cependant, nous le croyons perdu sans retour.

PASQUIER (Étienne-Denis, Duc),

Conseiller d'État, Préfet de police, Ministre, Président de la ci-devant Chambre des pairs.

Voici encore un modèle d'inconstance politique. M. Pasquier, qui vit encore, est surtout célèbre par le grand nombre de serments qu'il a prêtés. C'est un de ces hommes qui, à chaque changement de gouvernement, insultent celui qui tombe et se prosternent devant celui qui triomphe. Ces gens-là n'ont point d'amis, rien n'est sacré à leurs yeux. Pour eux, le droit c'est la force. Que leur importe qu'un pouvoir soit légitime ou non ? Ils le trouvent légitime tant qu'il existe et qu'il leur donne de l'argent et des places. A ce prix, ils l'encensent et le servent

Digitized by Google

en esclaves. Vient-il à les congédier, oh ! alors ils le maudissent et conspirent sourdement contre lui. Mais il est vrai de dire que cela arrive rarement : ils sont si souples, si dociles, si soumis, que leurs traitements croissent sans cesse et que rien n'est refusé à de si parfaits courtisans. C'est pour cela que de pareils personnages sont toujours royalistes, car ils savent bien qu'un gouvernement véritablement honnête, tel que devrait l'être celui de la République, ne pourrait les employer. Tel est le secret de l'opposition furieuse que tant de riches fonctionnaires qui se sont elevés sous la monarchie ne cessent de faire au régime démocratique. La République, en effet, c'est la ruine des traitants et des exploiteurs. Quand le peuple sera bien convaincu de cette vérité, — et il commence à la comprendre, — c'en sera fait des abus sur lesquels s'appuient les Pasquier et autres caméléons de même acabit.

M. Pasquier naquit le 21 avril 1767. Il est fils du fameux Pasquier, conseiller au parlement de Paris et rapporteur dans l'affaire du comte de Lally. Il était lui-même conseiller au parlement à l'époque de la révolution, et se tint prudemment tranquille pendant toute la durée de la Convention. Il embrassa sous le gouvernement impérial la carrière administrative, et fut successivement maître des requêtes, conseiller d'État et enfin préfet de police, fonctions qu'il exerça depuis le 14 octobre 1810 jusqu'à la restauration de 1814. Il se prononça, aussitôt après l'entrée des ennemis dans Paris, contre Napoléon qu'il avait servi jusqu'alors avec le même zèle que ses confrères ; obtint la place de directeur général des ponts et chaussées, qu'il quitta en 1815 après l'invasion, et resta sans emploi jusqu'au retour de Louis XVIII. Il fut alors nommé ministre de la justice et garde des sceaux jusqu'à la fin de septembre qu'il devint ministre d'État et membre du conseil privé. Il siégea aussi à la Chambre des députés de 1815 comme député du département de la Seine, et il y parla plusieurs fois en faveur des projets du ministère. Il appuya de ses discours et de ses votes toutes les lois d'exception, et fut nommé pair le 24 septembre 1821. Il perdit, le 14 décembre de la même année, son portefeuille de ministre des affaires étrangères, et devint sur-le-champ libéral. Après la révolution de Juillet, il se montra prêt sans hésiter à servir le nouveau roi, et devint président de la Chambre des pairs, duc et membre de l'Académie française. La chute de Louis-Philippe a entraîné naturellement celle

Digitized by Google

de M. Pasquier, et a probablement clos d'une manière définitive la carrière de ce fin politique.

FRANÇAIS (de Nantes) (Antoine, Comte),

Directeur général des droits réunis.

Né à Beaurepaire (Isère) le 17 janvier 1756. — Il était à l'époque de la révolution avocat et chef de la direction des douanes à Nantes. Devenu officier municipal de cette ville, il fut nommé, en septembre 1791, député du département de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative. Il s'y fit remarquer par un caractère bouillant et par un rapport contre les prêtres réfractaires qui fit dans le temps beaucoup de sensation : c'est aussi à lui qu'on doit le partage des biens communaux. Resté dans l'oubli pendant les orages de la révolution, il reparut en 1798, et fut alors nommé député de l'Isère au conseil des Cinq-Cents. Il y dénonça en 1799 les projets des royalistes du midi de la France, et proposa que les veuves et les enfants des patriotes massacrés par eux fussent traités comme ceux des défenseurs de la patrie. Lié avec le parti des Conseils qui passait pour jacobin, il contribua puissamment à la chute du Directoire Merlin, parut vivement opposé à la révolution du 18 brumaire, et passa néanmoins peu de temps après comme préfet dans le département de la Charente-Inférieure. Appelé ensuite au conseil d'État et chargé de la direction générale des droits réunis, il exerça cet emploi jusqu'à la Restauration, adhéra le 11 avril 1814 à la déchéance de Napoléon et au rétablissement des Bourbons sur le trône de France, fut nommé conseiller d'État par Louis XVIII le 29 juin suivant, fit également partie du conseil d'État de Napoléon à la suite du 20 mars 1815, et resta sans emploi après la seconde chute de l'Empire. Il devint pair de France en 1831, et mourut en 1836.

Digitized by Google

TRONCHET (François-Denis),

Jurisconsulte.

Né à Paris en 1726 et avocat au Parlement de cette ville avant la révolution, il était généralement regardé comme une des lumières du barreau, et y jouissait de l'estime générale lorsqu'il fut élu en 1789 député du tiers état de Paris aux États-Généraux. Il obtint cependant peu d'influence dans l'Assemblée; mais il travailla beaucoup dans les comités, et annonça, à la suite des évènements des 5 et 6 octobre 1789, « que les districts de Paris n'avaient ni désiré ni demandé la « translation du roi dans cette ville. » Il prononça aussi dans cette même année plusieurs discours pleins d'érudition sur les lois judiciaires, présida plusieurs fois l'Assemblée, et fut un des trois commissaires chargés de recevoir les déclarations de la famille royale à son retour de Varennes. Choisi en 1792 par Louis XVI pour l'un de ses défenseurs, il s'acquitta de cette commission, qui n'était pas sans dangers, avec tout l'intérêt que lui inspirait la position de son client. Il échappa à la justice rigoureuse de la période révolutionnaire, malgré les perquisitions qui furent dirigées contre lui à cette époque. Il fut aussi nommé en septembre 1795 par le département de Seine-et-Oise député au conseil des Anciens qu'il présida vers la fin de novembre, et y montra de nouveau une modération qui était dans son tempérament. Une commission, qui fut chargée après la révolution de Saint-Cloud de préparer un travail sur le Code civil, s'adjoignit Tronchet qui devint ensuite membre du tribunal de cassation. Il fut appelé en 1801 tout à la fois par les Consuls, le Corps législatif et le Tribunat au Sénat conservateur, obtint ensuite la sénatorerie d'Amiens, et mourut le 10 mars 1806.

Il eut une grande part à la rédaction du Code civil.

Digitized by Google

MERLIN (de Douai) (Philippe-Antoine, Comte),

Membre de l'Assemblée constituante et de la Convention, Jurisconsulte.

Fils d'un agriculteur et né à Arleux (Nord) en 1754, il fut placé comme enfant de chœur à l'abbaye d'Anchin, et se rendit agréable aux moines, qui, remarquant en lui des dispositions, le firent étudier, et lui fournirent ensuite l'argent nécessaire pour suivre un cours de droit. Lorsqu'il fut devenu avocat, ses bienfaiteurs lui confièrent la direction de leurs affaires, ce qui lui assura une certaine aisance, et lui donna les moyens d'acheter une charge de secrétaire du roi. Il fut nommé député du tiers état du bailliage de Douai aux États-Généraux de 1789, travailla beaucoup à la rédaction de la nouvelle constitution, fut commissaire à l'aliénation des biens nationaux, contribua à la suppression des droits seigneuriaux, provoqua souvent des mesures de ce genre, et fut aussi l'un des auteurs de la loi contre l'émigration. Après la session, il devint président du tribunal criminel du département du Nord, et fut élu en septembre 1792 député à la Convention nationale, où il vota la mort de Louis XVI. Ce fut aussi lui qui fut le rapporteur du terrible décret du 17 septembre 1793 sur les suspects, qui lui valut ensuite la dénomination de *Merlin suspect*. Il travailla assidûment dans le comité de législation, demeura passif dans la lutte du 9 thermidor an II, se prononça aussitôt après contre les Montagnards, devint ensuite président de la Convention et membre du comité de salut public, fit rendre le décret qui rappelait les soixante-treize députés proscrits lors de la révolution du 31 mai 1793, et proposa aussi le décret d'accusation contre Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère et Vadier : il y eut à cette époque peu de résolutions importantes auxquelles il ne prît part. Envoyé en juin 1795 dans le département du Nord, il y comprima les démocrates et fit fermer les clubs.

De retour à la Convention, il provoqua la réunion de la Belgique et du pays de Liége à la France, attaqua vers la fin de l'année les insurgés des sections de Paris, et après la victoire du 13 vendémiaire fit décréter l'arrestation de leurs chefs et leur traduction devant des commissions militaires. Lorsque la constitution de l'an III fut mise en acti-

Digitized by Google

vité, Merlin devint successivement ministre de la justice et de la police; mais il donna sa démission de ce dernier ministère après l'avoir organisé, et reprit celui de la justice. Il fut aussi l'un des coopérateurs du 18 fructidor an v, entra à cette époque au Directoire en remplacement de Barthélemy, et en devint bientôt un des membres les plus influents.

Après avoir partagé avec Barras et Rewbell la puissance souveraine pendant quatre ans, il fut chassé du trône directorial par les revers de la campagne de 1799, et forcé de donner sa démission le 18 juin de cette année. Il ne reparut sur la scène politique qu'après l'établissement du gouvernement consulaire, et obtint alors le titre modeste et la place de substitut près le tribunal de cassation dont il devint commissaire en 1802. Appelé bientôt après au conseil d'État, il fut ensuite nommé procureur général impérial, ministre d'État, comte, grand-officier de l'Empire, etc., et jouit de toutes ces places et de ces honneurs jusqu'en 1814.

Il fut élu en mai 1815 membre de la Chambre des représentants, où il parla peu et se donna un ridicule par le récit d'une circonstance qui lui était personnelle, et dans laquelle il avait montré beaucoup de faiblesse. Compris après le retour des Bourbons dans les dispositions de l'ordonnance du 24 juillet, il se retira en Belgique. Il s'était embarqué dans le commencement de cette année pour se rendre aux États-Unis; mais le bâtiment fit naufrage sur les côtes de Flessingue, et il eut alors beaucoup de peine à sauver sa vie. Il fut exclu de l'Institut à peu près à la même époque. Voici l'opinion que Carnot donne de lui dans ses Mémoires : « Merlin a toujours marché dans la ligne révolutionnaire : « il n'a jamais dévié de ses principes; jamais il n'a accepté de commis- « sion sanguinaire ou spoliatrice dans les départements; toujours livré « aux fatigues d'un travail assidu, il n'a point manifesté d'ambition « excessive. Il n'a peut-être pas le courage et la fermeté qui convien- « nent à un véritable homme d'État : mais il a quelques qualités désira- « bles dans un administrateur. Plus adroit que fort, il réussit dans tout « ce qu'il entreprend, par la patience, l'attention et cette opiniâtreté « d'esprit, qui n'est pas le caractère, mais qui souvent en tient lieu. »

Ce portrait nous semble trop favorable. Un homme qui, après avoir soutenu le parti de la Montagne, devient un fougueux réactionnaire le

Digitized by Google

lendemain même du jour où ce parti vient d'être vaincu, un tel homme, disons-nous, ne mérite point d'éloges : il n'est digne que de mépris.

Merlin revint en France en 1830 et mourut en 1838. Quoique sa conduite politique ait été peu honorable, il jouit, comme jurisconsulte, de la plus grande réputation, et ses ouvrages font encore autorité.

BLANC D'HAUTERIVE (Maurice La Naute, Comte),
Diplomate.

Né en 1754, à Aspres (Hautes-Alpes). — Après avoir fini ses études, il entra dans la congrégation de l'Oratoire, et fut un des littérateurs que M. de Choiseul-Gouffier, ambassadeur à Constantinople, emmena avec lui en 1784. Devenu chargé d'affaires de la France en Moldavie en 1785, puis consul à New-York en 1792, il fut destitué l'année suivante, se tint à l'écart pendant quelque temps, et accepta la place de chef de division aux affaires étrangères en 1799. Ses connaissances en cette partie, développées dans un ouvrage politique intitulé : *De l'État de la France à la fin de l'an* VIII, le firent regarder comme un des plus habiles diplomates de l'époque, et il fut appelé au conseil d'État ; il fut aussi chargé du portefeuille du ministère des affaires étrangères lors du voyage de Talleyrand en Allemagne à la fin de 1805. Le département des Hautes-Alpes l'avait proposé en 1806 comme candidat au Sénat, et il avait eu aussi le suffrage de Napoléon ; mais il n'y fut pas appelé. Il en fut dédommagé par le titre de membre du conseil du sceau des titres, par la présidence de la société des donataires de Westphalie, par la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, et enfin par la garde des archives des affaires étrangères qu'il dut à la protection de Talleyrand. Louis XVIII le confirma dans celles de ces places qui continuèrent de subsister, et le décora de la croix de Saint-Louis le 14 novembre 1814.

Le comt Blanc d'Hauterive mourut en 1830.

Digitized by Google

LA RÉVEILLÈRE-LEPEAUX,

Député à la Constituante, à la Convention, au conseil des Anciens, membre du Directoire et de l'Institut.

Née à Montaigu (Vendée) le 23 août 1753 ; mort en 1824. — Il se fit peu remarquer à l'Assemblée constituante ; vota la mort du roi à la Convention, puis se déclara pour les Girondins, et fut forcé de se cacher après le 31 mai. Réintégré après le 9 thermidor, il fut président de l'Assemblée, puis membre du comité de salut public. Il fut le premier président du conseil des Anciens, et devint (31 octobre) membre du Directoire. Travailleur infatigable, il eut une grande part à l'expédition des affaires ; mais son défaut de caractère l'empêcha d'influer sur les décisions importantes, et il se rendit ridicule, surtout aux yeux des royalistes, en se faisant le chef de la secte des *théophilanthropes*. Il était président du Directoire au 18 fructidor. Il continua à s'occuper du détail des affaires, laissant le pouvoir à Barras et le maniement des fonds à Rewbell. Il sortit du Directoire avec Merlin. Il avait été, dès la formation de l'Institut, nommé membre de la classe des sciences morales.

Il refusa, lors de la formation de l'Empire, de prêter serment au nouvel ordre de choses, et on lui donna un successeur. Napoléon, qui lui gardait sans doute rancune de la fidélité avec laquelle il avait conservé ses principes républicains, a porté sur lui un jugement assez sévère, dont voici la conclusion :

« Le Jardin-des-Plantes et la théophilanthropie faisaient toute son occupation ; il était fanatique par tempérament, patriote chaud et sincère, citoyen probe et bien intentionné. Il entra pauvre au Directoire et en sortit pauvre. La nature ne lui avait accordé que les qualités d'un magistrat subalterne. »

La *Biographie moderne*, bien qu'écrite dans un sens tout monarchique, termine ainsi sa notice sur La Réveillère-Lepeaux : « On peut dire avec justice que La Réveillère-Lepeaux est un des plus hommes de bien qui aient embrassé le parti de la révolution. »

Digitized by Google

ROBESPIERRE (Augustin-Bon-Joseph),
dit ROBESPIERRE LE JEUNE,
Membre de la Convention.

Né à Arras en 1764. — Il avait été, ainsi que son frère, élevé au collége de Louis-le-Grand, et était avocat à Arras au moment de la révolution dont il embrassa la cause avec chaleur. Il obtint d'abord la place de procureur de la commune de cette ville et fut élu en 1792 député du département de Paris à la Convention nationale. Il y seconda entièrement la politique de son frère, vota la mort de Louis XVI sans sursis, se montra aussi l'adversaire des girondins et de Roland, et fut envoyé successivement à l'armée que Cartaux commanda contre les Marseillais, puis à Nice et à Toulon avec Fréron et Barras, et lutta courageusement contre ces féroces proconsuls qui voulaient des fusillades en masse. Revenu à Paris vers la fin de messidor, il se brouilla d'abord, dit-on, avec son frère par les instigations de Fouché, et ne se réconcilia avec lui que la veille même de leur chute mutuelle. Le 8 thermidor, lorsqu'on porta le décret d'accusation contre Maximilien, il demanda à partager son sort comme il avait partagé ses vertus; et on le mit également hors la loi dès qu'on sut que les deux frères, soutenus par le peuple, étaient maîtres de l'Hôtel-de-Ville. A l'instant où la force armée parvint jusqu'à eux pour les arrêter, Robespierre le jeune s'élança par une fenêtre sur la place de Grève, afin de terminer lui-même ses jours, et, selon d'autres, dans l'espoir de se sauver; mais, n'ayant fait que se casser une jambe, il fut traîné le lendemain à l'échafaud où il fut décapité à l'âge de trente ans. Ce jeune homme avait du talent, une grande âme et un noble cœur. En lisant le récit de sa triste fin, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment mêlé de pitié et d'admiration.

Digitized by Google

REWBELL (Jean-Baptiste),

Membre du Directoire exécutif.

Rewbell naquit à Colmar en 1746. — Il était bâtonnier de l'ordre des avocats au conseil souverain d'Alsace à l'époque de la révolution, et fut élu en 1789 député aux États-Généraux. Dès l'ouverture des séances, il dénonça des complots royalistes, et chercha à prouver que l'on ne devait pas respecter le secret des lettres. Il peignit aussi le 9 octobre les princes étrangers possessionnés dans l'Alsace comme autant de petits tyrans dont il provoqua la spoliation, sollicita successivement la vente des cloches et l'anéantissement des parlements, s'opposa à ce qu'on accordât au roi le droit de paix et de guerre, pressa le remplacement des prêtres insermentés, présida l'Assemblée nationale le 15 avril 1791, et s'efforça mais en vain, le 16 mai, de faire déclarer les membres de l'Assemblée constituante rééligibles à la prochaine législature : il était après Robespierre le député qui avait laissé entrevoir le plus clairement le désir d'arriver à une république. Devenu après la session procureur général syndic du département du Haut-Rhin, il fut nommé député à la Convention nationale en septembre 1792, et y pressa vivement le procès de Louis XVI dont il écrivit qu'il voterait la mort, étant à l'époque du jugement en mission à Mayence. Il fut ensuite accusé de s'être approprié l'argenterie de l'électeur pendant le siége ; mais il brava avec audace ces inculpations, et reparut au sein de la Convention à la séance du 4 août 1793.

Il eut soin de se tenir à l'écart et surtout de se faire envoyer en mission pendant les temps les plus orageux, et ne prit aucune part à la chute de Robespierre ; ce fut seulement après le 9 thermidor qu'il se déclara hautement contre la société des jacobins qu'il accusa de vouloir s'immiscer encore dans le gouvernement, et pressa même la suppression de ce club. Il figura successivement dans le comité de sûreté générale et dans celui de salut public, présida la Convention en décembre, et obtint bientôt une grande influence. On l'entendit depuis tonner souvent contre les terroristes, les royalistes et les prêtres réfractaires. Il fit décréter le 17 avril 1795 la vente des biens des

Digitized by Google

émigrés par voie de loterie, pour accélérer cette opération. Ayant passé en septembre au conseil des Cinq-Cents, il en fut nommé secrétaire à l'ouverture des séances, et ensuite élu membre du Directoire exécutif dont il devint le premier président. Naturellement violent et dépourvu d'éducation, s'il l'emportait dans la discussion, c'était souvent par les gestes et les menaces qu'il se permettait envers ses collègues : le seul Barras lui en imposait et le faisait taire d'un mot. Enfin, après avoir expulsé successivement Letourneur, Carnot et Barthélemy, il crut pouvoir chasser aussi devant lui le faible La Réveillère-Lepeaux; mais celui-ci, protégé par Barras et aidé de Merlin, força le cupide Alsacien à céder la place et à prendre sa retraite en 1799. Les reproches qui s'élevaient de toutes parts contre lui, relativement à ses dilapidations et à la guerre de Suisse, ne l'empêchèrent pas de prendre sur-le-champ séance dans le conseil des Anciens, auquel il venait d'être nommé par son département, et il y apporta autant d'assurance que s'il se fût agi de faits qui lui fussent étrangers; il se plaignit même de calomnie, bien que sa culpabilité fût complètement évidente. Il échappa à la punition et non à l'ignominie, et la révolution du 18 brumaire vint mettre un terme à sa carrière législative. Il vécut encore quelques années au milieu de richesses mal acquises, et mourut en 1816, laissant, dit-on, peu d'aisance par suite des désordres et des grandes dépenses faites par ses fils.

LETOURNEUR (Charles-Louis-François-Honoré),

Membre de la Convention et du Directoire.

Il naquit en 1751 à Granville d'une famille aisée, fit de bonne heure des progrès dans les mathématiques, entra en 1768 dans le génie, et était employé en qualité de capitaine à Cherbourg au moment de la révolution. Il se montra favorable au parti populaire, et fut élu en sep tembre 1791 député de la Manche à la première législature. Il y présenta seulement quelques rapports sur la marine, et fut chargé pen-

Digitized by Google

dant l'automne de 1792 de la direction des travaux du camp sous Paris. Devenu membre de la Convention nationale, il y vota la mort de Louis XVI, travailla beaucoup dans le comité militaire, et fit souvent des rapports sur les armées. Il se rangea dans le parti de la Montagne, et néanmoins, depuis le 31 mai 1793 jusqu'à la chute de Robespierre, garda le silence le plus absolu. Après avoir présidé la Convention dans le courant de janvier 1795, il alla remplacer Jean-Bon Saint-André en qualité de commissaire sur la flotte de la Méditerranée, et de retour de cette mission siégea au comité de salut public.

Après la révolte des sections de Paris du 13 vendémiaire, à la répression de laquelle il avait contribué par des mesures législatives, Letourneur fut nommé directeur avec Barras et Carnot, et consentit en 1797 à ce que le sort tombât sur lui. Il obtint alors en dédommagement la place d'inspecteur général de l'artillerie, et, à ce qu'on crut assez généralement, une somme assez forte en espèces. Envoyé ensuite comme ministre plénipotentiaire à Lille pour traiter avec l'ambassadeur d'Angleterre, il en fut rappelé après la journée du 18 fructidor, devint en 1800 préfet de la Loire-Inférieure jusqu'en 1804, fut quelque temps sans fonctions, obtint enfin une place de conseiller à la Cour des comptes le 14 septembre 1810, et l'exerça jusqu'au commencement de 1815. Le 30 mars Napoléon l'avait rétabli dans cette place qu'il fut obligé de quitter definitivement après le retour de Louis XVIII. Il se réfugia à Bruxelles, où il mourut en 1817.

BARTHÉLEMY (François, Marquis de),

Membre du Directoire exécutif, Ministre d'État, etc.

Il naquit à Aubagne (Bouches-du-Rhône) en 1750, et fut élevé par les soins de son oncle, le célèbre abbé Barthélemy, auteur du *Voyage d'Anacharsis*. Il fut placé, jeune encore, dans les bureaux de M. de Choiseul, et envoyé, dès les premières années de la révolution, comme ambassadeur en Angleterre. Il passa bientôt en Suisse, avec le même caractère; négocia et signa successivement en 1795 la paix avec la

Digitized by Google

Prusse, l'Espagne et la Hesse; fut aussi chargé, mais inutilement, d'entamer quelques négociations de paix avec M. Wickam, alors ministre anglais à Bâle. Lorsque Letourneur sortit du Directoire en messidor an IV, Barthélemy fut élu pour le remplacer. Il paraît que, sans s'être uni avec Carnot et sans avoir de partie liée avec les membres des Conseils, il improuvait la conduite de ses trois autres collègues, et s'opposa à quelques changements dans le ministère. Il fut dès lors arrêté qu'il serait compris dans la proscription qui se préparait, et quoique Barras lui eût fait pressentir, la veille du 18 fructidor, les dangers qui le menaçaient s'il ne donnait pas sa démission, il dédaigna de s'y soustraire, fit le soir même une partie de trictrac, se coucha tranquillement, fut enlevé dans son lit, puis conduit au Temple par le ministre Sotin. Il s'écria seulement : « O ma patrie ! » On le transporta d'abord à Rochefort, et de là à Cayenne, où il faillit périr de maladie. Après quelques mois de captivité il s'échappa avec six de ses compagnons d'infortune et passa en Angleterre. La révolution du 18 brumaire rendit l'espoir aux proscrits de fructidor : Barthélemy fut l'un des premiers rappelés, et ne tarda pas à devenir successivement membre du Sénat conservateur et de l'Institut. En 1814 il présida toutes les séances du Sénat dans lesquelles ce corps décréta la déchéance de Napoléon et le rappel des Bourbons; Louis XVIII le nomma pair de France le 4 juin, et grand-cordon de la Légion-d'Honneur le 1er janvier 1815. Il ne fut pas compris au nombre des pairs de la création de Napoléon à son retour de l'île d'Elbe en 1815, et obtint de Louis XVIII, qui véritablement lui devait de la reconnaissance, les titres de marquis, de ministre d'Etat, de membre du conseil privé, et la présidence honoraire de la Chambre des pairs. Il ne prit la parole dans cette assemblée que pour faire (1819) une proposition devenue célèbre sous le nom de *proposition Barthélemy,* et dont l'effet devait être de modifier et de rendre moins libérale encore la loi sur les élections. Il mourut en 1830; il est probable qu'il eût servi Louis-Philippe avec autant de zèle qu'il avait servi la branche aînée, pourvu toutefois que Louis-Philippe n'eût point rogné ses traitements.

Digitized by Google

DIDIER (Jean-Paul),

Professeur de droit.

Didier, né à Upie, département de la Drôme, en 1758, était avocat au parlement de Grenoble. Sous l'Empire, il fut nommé professeur de droit à l'académie de Grenoble. A la première restauration des Bourbons, il se montra zélé partisan de cette dynastie : aussi fut-il nommé conseiller à la Cour de cassation et maître des requêtes au conseil d'État. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé préfet de Grenoble. A la seconde restauration, il se déclara avec énergie contre Louis XVIII. On ne sut jamais pourquoi Didier avait aussi vite changé d'opinions, puisqu'il n'avait obtenu de l'empereur Napoléon ni faveurs ni dignités, mais simplement pour son fils le modeste emploi de préfet des Basses-Alpes. Dans les premiers jours de mai 1816, il se manifesta des troubles sur plusieurs points du département de l'Isère. Le peu de succès qu'obtint cette tentative pour renverser le gouvernement et la maison des Bourbons détermina Didier à se réfugier dans les États du roi de Sardaigne. Ayant appris qu'il avait été dénoncé comme ayant formé et dirigé un complot tendant à détruire ou à changer le gouvernement, à exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale, à exciter la guerre civile, il prit la fuite. Mais il fut arrêté à Saint-Jean-d'Arve, près de Saint-Jean-de-Maurienne, dans une armoire qui lui servait d'asile dans la maison où il avait trouvé l'hospitalité. Il fut aussitôt remis aux autorités françaises, qui le conduisirent à Grenoble. Il fut mis en jugement, condamné à mort, et exécuté le 11 juillet 1816. Depuis le moment de son emprisonnement jusqu'à celui de sa mort, il fut sourd aux sollicitations de sa femme qui lui demandait de se recommander à la clémence du roi. Avant le coup fatal, il s'écria d'une voix haute et ferme sur l'échafaud : « Quand on a soixante-quatre ans, on a assez vécu, mais il « faut encore savoir mourir pour sa patrie. »

Rien n'est plus obscur que l'histoire de ce complot, où il paraît que se trouvèrent compromis de très-grands personnages, entre autres M. Decazes.

Digitized by Google

BOISSY-D'ANGLAS (François-Antoine),

Membre de la Convention.

Né à Saint-Jean-de-Chambre (Vivarais) le 8 novembre 1756. — A l'époque de la révolution, il fut élu député aux Etats-Généraux, et dès leur ouverture appela l'attention des communes sur la nécessité de se constituer en assemblée nationale. Il défendit ensuite les journées des 14 juillet et 5 et 6 octobre 1789 contre les attaques des partisans de la cour, provoqua en 1790 des mesures contre les insurgés du camp de Jalès, et dénonça comme contre-révolutionnaire un mandement de l'archevêque de Vienne. En 1791, il réclama contre l'insertion de son nom sur une liste de députés désignés comme ayant voté pour l'Angleterre dans l'affaire des colonies, et se fit gloire d'être de la minorité qui voulait assurer les droits des hommes de couleur. Nommé après la session procureur général syndic du département de l'Ardèche, il fut élu, en septembre 1792, député à la Convention nationale, où il vota la détention de Louis XVI jusqu'à ce que sa déportation fût jugée convenable. Il se tint à l'écart pendant les années 1793 et 1794, et ne reparut à la tribune qu'après le 9 thermidor, qu'il entra au comité de salut public. Il fit au nom de ce comité de fréquents rapports sur les subsistances, demanda aussi qu'il fût pris des mesures contre les prêtres qui troublaient le département de l'Ardèche, et à cette occasion dénonça un ouvrage royaliste. Il s'éleva ensuite contre les partisans de la monarchie, en déclarant que le système républicain était le seul qui convînt à la France. Président de la Convention au 1er prairial, Boissy-d'Anglas résista avec un héroïque sang-froid à la foule qui avait envahi la salle.

Devenu ensuite membre de la commission chargée de présenter un projet de constitution, il fit plusieurs rapports à ce sujet, demanda le 2 septembre que le comité d'instruction publique présentât une liste des Français auxquels la reconnaissance publique vouait des statues, et s'étonna de ne pas trouver sur les places publiques de Paris celles de Fénélon, de Corneille, de Racine, de Voltaire, de Rousseau et de Buffon. Impliqué depuis dans la correspondance de

Digitized by Google

Lemaître, et flatté par les sections de Paris, il perdit bientôt tout son crédit parmi les conventionnels, malgré quelques sorties à la tribune contre les royalistes; passa au conseil des Cinq-Cents et y appuya la demande des épouses de Collot d'Herbois et de Billaud-Varennes pour la mise en liberté de leurs maris. Il fut nommé président le 17 juillet 1796; il se déclara contre la loi du 3 brumaire qui excluait les parents d'émigrés des fonctions publiques, réclama la liberté des journaux, et accusa le Directoire d'avoir donné l'exemple de la licence en soudoyant des calomnies contre les députés. Elu en avril 1797 député de Paris au conseil des Cinq-Cents, il accusa Truguet d'avoir fait envoyer Santonax à Saint-Domingue, parla en faveur des prêtres déportés et de la liberté des cultes, et demanda la réorganisation des gardes nationales.

Condamné à la déportation le 18 fructidor an v, il vint à bout de se soustraire aux persécutions dirigées contre lui, et fut rappelé en France après le 18 brumaire an VIII. Il s'attacha dès lors au gouvernement de Bonaparte, devint membre du Tribunat, dont il fut élu président en décembre 1802, fit partie du nouveau consistoire de l'église réformée de Paris, et se vit appelé au Sénat le 17 février 1805. A l'époque où les dangers devinrent pressants, Boissy fut envoyé en mission dans la 12ᵉ division militaire pour lever des hommes et de l'argent, et y prendre les mesures de salut public qu'il jugerait convenables. Mais il laissa prudemment passer l'orage et se contenta d'envoyer son adhésion aux actes du Sénat contre Napoléon. Nommé pair par Louis XVIII le 4 juin 1814, il le fut encore par Napoléon le 2 juin 1815, et tint une conduite très-réservée dans la Chambre, du moment où la bataille de Waterloo lui eut démontré qu'une seconde chute de l'Empire était inévitable. Il y combattit pourtant le colonel Labédoyère le 22, et s'éleva le 26 contre le projet de loi de police générale. Il fut ensuite chargé par le gouvernement provisoire d'aller négocier un armistice avec Wellington. Il fut (1816) éliminé de la Chambre des pairs, où il rentra peu de temps après. Il mourut en 1820. Il était membre de l'Institut depuis la création de ce corps.

Digitized by Google

MURAIRE (Honoré, Comte),

Premier président de la Cour de cassation.

Né à Draguignan le 6 novembre 1750, il était avocat dans sa ville natale à l'époque de la révolution, fut nommé en 1790 président du district de cette ville, puis élu député du département du Var à la première législature, où il fit preuve de talent et de modération. Il proposa en 1792 un nouveau mode de constater l'état civil, se prononça depuis en différentes occasions contre le parti avancé, et ne fut pas nommé à la Convention ; mais il fut appelé au conseil des Anciens en septembre 1795 par le département de la Seine. Il y parla plusieurs fois en faveur des parents d'émigrés et contre les usurpations du Directoire sur le pouvoir législatif, fut compris dans la proscription du 18 fructidor, évita par sa fuite la déportation à Cayenne, et se rendit ensuite à Oléron d'où les Consuls le rappelèrent en 1799.

Il fut nommé en avril 1800 commissaire du gouvernement près le tribunal d'appel de Paris, devint ensuite membre du tribunal de cassation, et vint au nom de ce corps présenter au premier Consul ses félicitations à la suite de la journée du 13 nivôse. Il fut aussi choisi en mars 1801 pour la place de premier président du même tribunal, puis appelé au conseil d'État et décoré l'année suivante du titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur. On le vit souvent pendant sa présidence féliciter Napoléon sur ses victoires, et remplir le même devoir auprès du comte d'Artois après son entrée à Paris. Il fut remplacé depuis par M. Desèze, et conserva le titre de premier président honoraire de la Cour de cassation. Il mourut en 1837.

M. Decazes avait épousé en premières noces une des filles de Muraire.

Digitized by Google

LAS CASES (Marie-Joseph-Emmanuel-Auguste-Dieudonné, Comte de),

Chambellan de l'Empereur.

Il est célèbre par son dévouement à Napoléon. Il naquit à Las Cases (Gascogne) en 1766. Après avoir émigré et s'être trouvé à Quiberon, il rentra en France après le 18 brumaire; devint plus tard (1810) chambellan impérial, fut chargé de plusieurs fonctions administratives importantes; refusa, en 1814, de signer la déchéance de l'Empereur, qui, sur sa prière, l'emmena avec lui à Sainte-Hélène, où les conversations de l'illustre prisonnier donnèrent lieu au *Mémorial*. Il fut ensuite séparé de Napoléon et détenu treize mois au Cap par la police anglaise.

Depuis 1830, il siégea plusieurs fois à la Chambre comme député de l'extrême gauche.

Il a publié, sous le pseudonyme de Lesage, l'*Atlas historique*, in-folio. M. Quérard, dans la *France littéraire*, prétend que cet ouvrage, qui a rapporté à Las Cases honneur et argent, a été acheté par ce dernier à un prêtre français pendant l'émigration.

Las Cases mourut en 1842.

DUPIN aîné,

Représentant de la Nièvre, Procureur général à la Cour de cassation.

Avocat distingué du barreau de Paris, il fut appelé pendant les Cent-Jours à la Chambre des représentants. Il s'opposa à la motion de Félix Lepelletier tendant à déclarer Napoléon *sauveur de la patrie*. « Que ferons-nous donc lorsqu'il reviendra vainqueur? » s'écria-t-il. Il appuya la déclaration de principes rédigée par Manuel, et vota pour toutes les autres mesures libérales qui se produisirent dans cette assem-

Digitized by Google

blée célèbre. Comme avocat, Dupin s'était fait une renommée solide et brillante à la fois. Un grand nombre d'ouvrages sortis de sa plume témoignèrent de sa science du droit et de la lucidité de ses idées. Plusieurs procès célèbres dont son éloquence détermina la décision fondèrent sa réputation. Il plaida pour le maréchal Ney devant la Cour des pairs, pour le généreux Robert Wilson accusé d'avoir dérobé une tête à l'échafaud *, pour l'abbé de Pradt, pour Béranger. Tout le monde se rappelle l'élégant badinage que lui inspira ce dernier procès. La gravité de la justice ne put résister au malin sourire que faisait naître le plaidoyer de Dupin dans un procès où il ne s'agissait que de chansons. M. Dupin plaida souvent pour le *Constitutionnel,* dont il était l'avocat en titre. C'est surtout dans les divers procès intentés à ce journal que l'illustre avocat put se faire connaître tout entier. Il eut successivement à défendre contre les éternels ennemis de toute justice et de toute vérité la liberté civile, la liberté religieuse, la liberté politique.

Que les temps sont changés! Aujourd'hui M. Dupin ne combat plus pour la liberté, il lutte contre elle de tout ce qui lui reste de forces. Cependant il est juste de dire que, dès l'époque de la Restauration, il inspira aux patriotes des soupçons qu'il a parfaitement justifiés depuis. En juillet 1826, le bruit se répandit tout à coup que l'éloquent orateur avait été visiter les jésuites de Saint-Acheul, qu'il avait donné à ces moines mille assurances de l'admiration qu'il avait conçue pour eux, qu'il avait porté leur dais à la procession du Saint-Sacrement, etc. Ces faits répétés depuis longtemps par toutes les bouches furent rapportés par les journaux. On invita M. Dupin à se justifier. Il fit attendre quinze jours sa réponse qui ne parut pas péremptoire à tous les amis de la liberté. Ils auraient désiré que Dupin, si vivement attaqué, eût répondu en jetant sur la fatale société à laquelle on l'accusait de s'être allié la réprobation dont elle doit être frappée par tout homme généreux et franc.

Un biographe, qui écrivait en 1828, après avoir loué vivement M. Dupin aîné, terminait ainsi sa notice :

« Nous avons donné sans réserve et sans restriction à M. Dupin les

* *Voir* notre biographie de Lavalette, page 236.

Digitized by Google

éloges que mérite son beau caractère, et que la France ne démentira pas sans doute ; nous ne devons pas jeter un voile sur les ombres qui malheureusement déparent ce tableau. Un amour immodéré du gain rivalise chez cet illustre avocat avec l'amour de la gloire et celui du bien public. Plus d'un de ses nombreux clients a eu lieu de se plaindre de ce qu'il a exigé, pour prix de ses services et de son éloquence, des honoraires qui n'eussent pas paru trop forts sans doute comparés aux talents du défenseur, mais exorbitants pour la modeste fortune de ceux qui avaient emprunté le secours de sa voix. »

Ainsi, dès avant la révolution de Juillet, la réputation de M. Dupin n'était pas tout à fait sans taches. Il hantait les jésuites ; il était avare et rapace. Il n'est donc nullement étonnant qu'il continue maintenant à aimer l'argent et les prêtres. Cette conduite prouve que lorsqu'il plaidait si éloquemment, sous la Restauration, la cause de la justice, de la liberté et de la patrie, ce n'était pas que, dans le fond, il fût plus juste, plus libéral, plus patriote qu'un autre, mais il faisait son métier d'avocat, et on sait que les avocats défendent toute sorte de causes moyennant honoraires.

Sous Louis-Philippe, M. Dupin jouit d'une très-haute faveur. Le duc d'Orléans, en montant sur le trône, était désolé d'être obligé de céder ses propriétés à ses enfants pour se conformer à nos lois. M. Dupin tourna la difficulté, et, par ses conseils, Louis-Philippe renonça en faveur de ses fils à la nue-propriété de ses biens, mais s'en réserva la jouissance viagère. On comprend qu'après un tel service rendu au roi, M. Dupin devait être très-bien en cour. Procureur général à la Cour de cassation, président de la Chambre des députés pendant plusieurs sessions, il ne lui restait rien à désirer. La révolution de Février vint tout à coup menacer une aussi belle position. Les hauts fonctionnaires tremblèrent pour leurs traitements. M. Dupin, comme les autres, conçut les craintes les plus vives. Mais, grâce à son habileté et à celle du parti des privilégiés dont il est un des plus fervents défenseurs, les gros rentiers de l'État, les puissants consommateurs du budget, ont pu se maintenir dans leurs places et leurs émoluments. Cela durera-t-il toujours? C'est une question qui, nous l'espérons, doit être résolué par la négative. Car, en ce siècle-ci, on voit bien des changements, et nous n'apercevons pas pourquoi une monarchie sans

Digitized by Google

roi, telle que nous en avons une, aurait plus de chances de vie qu'une monarchie réelle.

COCHON (Charles, Comte de Lapparent),

Homme d'État.

Né à Fontenay (Vendée) le 25 janvier 1750. — Il était conseiller au présidial de Fontenay à l'époque de la révolution, et fut élu en 1789 député suppléant du tiers état de la sénéchaussée du Poitou aux États-Généraux, où il prit séance à la place de M. Thibaud, resté dans sa province. Il fit, le 20 février 1790, un rapport sur l'affaire de Brouillet, imprimeur de Toulouse, poursuivi par le parlement de cette ville pour avoir propagé les principes de la révolution ; puis fit annuler les procédures commencées à Aix, Toulon et Marseille, contre Liauteau et autres, prévenus du crime de *lèse-nation*. Il fut nommé en 1792 député des Deux-Sèvres à la Convention, où il vota la mort deLouis XVI, puis envoyé comme commissaire à l'armée du Nord, pour remplacer les commissaires que Dumouriez avait livrés au prince de Cobourg. Il était à Valenciennes lorsque cette place fut assiégée par les Autrichiens, et s'opposa longtemps à toute capitulation. Il sortit enfin de la ville le 1er août avec la garnison, fut rappelé le 6 dans le sein de la Convention où il prit la défense du général Ferrand, et dit que s'il avait existé une trahison à Valenciennes, elle venait de la part des habitants et des troupes de ligne, et non des volontaires nationaux qui s'y étaient couverts de gloire. Depuis ce moment, il se tut jusqu'après le 9 thermidor, entra, en septembre 1794, au comité de salut public et fit nommer les généraux Dumas, Canclaux et Moulins au commandement en chef des armées de Brest, de l'Ouest et des Alpes.

Envoyé de nouveau en mission le 27 janvier 1795, il accompagna l'armée du Nord en Hollande, passa au conseil des Anciens après la session, et combattit plusieurs résolutions concernant les finances. Le Directoire l'appela, en germinal an IV, au ministère de la police géné-

Digitized by Google

rale, à la place de Merlin : il s'acquitta de ses nouvelles fonctions avec zèle, et rétablit à Paris l'ordre et la surveillance qui y régnaient avant la révolution. Le gouvernement lui dut les découvertes successives des conspirations réelles ou prétendues de Babeuf, du camp de Grenelle, et de Brottier, Duverne de Presle et Lavilleheurnois. Comme ces derniers l'avaient mis sur leurs listes pour rester au ministère, il déclara : « Qu'il ignorait à quoi il devait attribuer l'odieuse distinction d'être « placé parmi leurs ministres à conserver après le rétablissement « de la monarchie, puisqu'il avait voté la mort de Louis XVI. » Cochon, tout dévoué au système des contre-poids adopté par le Directoire comme ressort principal de son gouvernement, pesait en effet alternativement sur les royalistes et sur les démocrates. Cependant, ayant été soupçonné de seconder les Conseils dans la lutte qui s'éleva entre eux et le Directoire, qui ne pouvait plus compter sur lui pour le coup-d'État du 18 fructidor, il fut remplacé quelques jours auparavant par Lenoir-Laroche. Compris ensuite dans la liste des déportés, il fut seulement détenu à Oleron, d'où il sortit après le 18 brumaire. Au commencement de 1800 il fut nommé préfet de la Vienne, et décoré en 1804 de la croix de légionnaire ; il passa en 1805 à la préfecture des Deux-Nèthes à Anvers, qu'il administra pendant quelques années. Présenté en 1809 par Napoléon, en récompense des services qu'il lui avait rendus, comme candidat au Sénat, il entra dans ce corps le 28 mars de la même année. Il fut envoyé à la fin de 1813 en mission dans la 20e division militaire pour y prendre des mesures de salut public, seconda autant qu'il fut en lui les opérations administratives de Napoléon à cette époque, et adhéra ensuite à son exclusion du trône de France en 1814. Resté sans fonctions après le retour des Bourbons, il fut appelé en mai 1815 à la préfecture du département de la Seine-Inférieure, dont il fut exclu après la dernière chute de Napoléon. Depuis il dut quitter la France comme régicide et mourut à Liége en 1825.

Digitized by Google

LAFFITTE (Jacques),

Célèbre financier, Homme politique.

Il entra, peu de temps après la révolution, dans la maison du banquier Perregaux en qualité de commis. Sa probité, son zèle, son aptitude au travail, le firent chérir de son chef qui se l'associa bientôt, et le nomma plus tard son exécuteur testamentaire. La maison Perregaux, déjà recommandable, prit une nouvelle extension : elle devint depuis, sous la raison *Laffitte et compagnie*, l'une des premières maisons de banque de l'Europe. Laffitte fut souvent appelé à toutes les hautes fonctions commerciales, au tribunal et à la chambre de commerce, à la Banque de France, dont il fut gouverneur en 1814, sans vouloir accepter les appointements attachés à ce titre.

Député de Paris en 1815 et dans les sessions suivantes, il vota toujours avec les amis de la liberté, repoussa toutes les lois d'exception, et principalement la funeste loi d'élection de 1820. Lors des fatales journées de juin 1820, Laffitte dénonça le premier à la tribune les excès dont les troupes s'étaient rendues coupables, et le meurtre du jeune Lallemant. En 1822, le procureur général Mangin le rendit, ainsi que plusieurs de ses collègues, l'objet de ses accusations; mais le bon sens public fit justice de ces absurdes calomnies. Laffitte ne fit point partie, dans les premières sessions, de la Chambre septennale. On fit alors courir le bruit qu'il avait appuyé de tout son crédit le projet de réduction des rentes. Appelé à la Chambre en 1827 par le département des Basses-Pyrénées, son premier discours fut un coup fatal porté à M. de Villèle. Il révéla l'existence du déficit que ce ministre-dirigeant n'avait point encore avoué. Il dénonça comme outrageante pour la population de Paris la dissolution de la garde nationale, et menaça le ministère coupable de tant d'actes odieux et absurdes d'une demande d'accusation. Deux départements s'empressèrent, aux élections de 1828, de rappeler Jacques Laffitte à la Chambre des députés.

Il fut un des hommes qui contribuèrent le plus à la révolution de 1830. Mais il n'eut malheureusement pas lieu de s'en applaudir. Ses

Digitized by Google

espérances honnêtes et libérales furent trompées avec celles de la nation. Aussi, plus tard, en rappelant que la royauté de Juillet était *sortie de sa maison*, en demanda-t-il publiquement pardon *à Dieu et aux hommes*.

Il était né à Bayonne en 1767, et mourut à Paris en 1844.

DUPONT (de l'Eure) (Jacques-Charles),

Membre des gouvernements provisoires de 1830 et de 1848.

Né le 27 février 1765. — Il était avocat au parlement de Rouen à l'époque de la révolution, dont il embrassa la cause, toutefois avec une certaine modération. Il devint successivement juge au tribunal du district de Louviers, substitut près le tribunal civil du département de l'Eure, accusateur public près le tribunal criminel à Évreux, fonctions qu'il remplit de manière à mériter les suffrages et l'estime de ses concitoyens. Membre du conseil des Cinq-Cents, il y défendit avec énergie la République chancelante, et fut l'un des représentants que les baïonnettes de Bonaparte chassèrent du lieu de leurs séances. Sous le régime impérial, dont les directeurs pardonnaient à d'anciennes animosités pour s'entourer de toutes les lumières et de toutes les honorables célébrités, Dupont (de l'Eure) fut successivement président de la Cour de justice criminelle de l'Eure, président de la Cour d'appel de Rouen et membre du Corps législatif. Il se fit remarquer dans cette assemblée par les lumières et la sagesse de ses propositions, et surtout par la pureté de ses principes et un grand amour de la liberté. Élu en 1815 à la Chambre des représentants, dont il fut nommé vice-président le 5 juin, il fit décréter le 6 juillet l'envoi d'une députation aux souverains alliés, pour leur porter la déclaration des principes patriotiques adoptés par l'assemblée. Ses efforts et ceux de quelques amis furent inutiles à la cause qu'ils défendaient, et Dupont se retira chez lui emportant l'amitié et les regrets de ses collègues. Député depuis 1817 jusqu'en 1830, il se rangea toujours parmi les plus zélés défenseurs des libertés publiques. Il vota contre toutes les lois d'exception,

Digitized by Google

et appuya toutes les mesures patriotiques. Une telle conduite devait lui attirer l'animadversion des divers ministères qui pesèrent sur la France. En 1819, il fut enlevé à la magistrature, qu'honorait son caractère ferme et incorruptible. On le priva même de la pension de retraite que l'on ne pourrait, sans injustice, refuser au moindre commis. Dupont (de l'Eure) n'en devint que plus cher à la France. Il fit partie de la minorité libérale qui, depuis 1824 jusqu'à la révolution de Juillet, lutta avec courage contre les amis de l'ancien régime.

Après 1830, Dupont (de l'Eure) s'aperçut bien vite de la duplicité et des mauvaises intentions de Louis-Philippe. Il vit que tout était à recommencer, et, pendant les dix-sept années de ce règne désastreux, il continua ce rôle d'opposant qu'il avait été forcé par sa conscience de jouer sous la Restauration. En 1848, membre du gouvernement provisoire, il y fut débordé par les deux partis qui le divisaient. Son temps était passé. il était trop âgé pour embrasser les énergiques espérances de la révolution sociale, et trop honnête pour suivre les réactionnaires dans leurs menées perfides et ténébreuses. Il est donc malheureux que ce vieillard se soit trouvé mêlé à ce pouvoir d'origine révolutionnaire, mais dont la majorité avait pour but de tromper encore une fois le peuple triomphant. Nous croyons que si la conduite de Dupont (de l'Eure) dans ce gouvernement peut présenter quelque chose de louche ou de défavorable pour sa réputation, l'histoire lui doit quelque indulgence, sinon en faveur de son passé, du moins en faveur de son âge. Déjà le peuple lui a fait sentir un certain refroidissement en ne le réélisant pas représentant à la Législative. Qu'il se repose désormais dans la vie privée, et qu'il laisse à de plus jeunes, à de plus ardents, le soin de faire marcher la révolution, menacée plus que jamais par la coalition sacerdotale et monarchique.

Digitized by Google

TROISIÈME CATÉGORIE.

—

ÉCRIVAINS, ARTISTES, SAVANTS.

CHÉNIER (Marie-Joseph),

Poëte.

Marie-Joseph Chénier naquit le 28 août 1764 à Constantinople, où son père était consul général. Amené en France dès l'âge le plus tendre, il prouva, même pendant ses études, qu'il était doué d'une raison forte, d'une vive imagination, d'une mémoire immense. En 1781 Chénier embrassa la profession militaire et passa, en qualité d'officier de dragons, deux années dans la garnison de Niort. Il s'y livra entièrement à l'étude. Depuis, il quitta le service pour rester à Paris, le centre des lumières et le théâtre des grandes choses.

A l'âge de 22 ans, il fit la tragédie d'*Azémire;* cet essai ne fut pas heureux. Le 4 novembre 1789, il fit jouer sur le Théâtre-Français son *Charles IX*, tragédie, dont le principal ressort est la terreur, et dont l'énergie est le principal caractère. *Charles IX* plaça son auteur parmi les littérateurs les plus distingués de l'époque. Ce poëte donna en 1791 *Henri VIII* et *la Mort de Calas*. Dans ces deux ouvrages, Chénier fit preuve d'une profonde sensibilité ; en même temps qu'il élève l'âme, il déchire le cœur.

Caïus Gracchus fut mis au théâtre en 1790.

Digitized by Google

Au mois de février 1793, il fit jouer sa tragédie de *Fénélon;* elle obtint un brillant succès; mais elle ne put ramener les prêtres à leur modèle. *Fénélon* est l'ouvrage d'un homme de bien, habile dans l'art dramatique et ingénieux dans l'art des vers. Chénier a fait aussi la tragédie de *Timoléon;* elle parut en 1794.

Les tragédies de *Chénier* suffisent pour établir sa réputation. Sophocle fut son modèle; il avait étudié, médité, traduit même les ouvrages de ce tragique ancien : c'est là qu'il avait puisé de bonne heure le système qui présida à toutes ses compositions dramatiques, et qui en détermina l'extrême simplicité : « parce qu'il avait pensé « que l'intérêt devait naître, dans la tragédie, non de la complication « romanesque des incidents, mais de la nature même du sujet; non de « la certitude du dénoûment, mais du caractère pathétique ou ter- « rible des situations; que l'art consistait à représenter les *person- « nages,* c'est-à-dire à les animer, à exprimer avec une énergique « vérité leurs pensées, leurs passions, leurs vertus, leurs vices; qu'en « un mot, il s'agissait bien moins d'exciter la curiosité du spectateur, « et de le tenir en suspens, que de l'émouvoir, de le charmer, de l'at- « tendrir. »

Chénier fit représenter à l'Opéra un divertissement en un acte, intitulé le *Camp de Grandpré,* musique de *Gosset;* il n'eut qu'un faible succès. On a de lui un volume de poésies lyriques divisées en trois livres, les odes, les hymnes et les chants imités d'*Ossian*. En 1809, il fit paraître une traduction en vers de la célèbre élégie de Gray. Il composa depuis des poésies didactiques, héroïques, satiriques; c'est dans ces dernières productions qu'il a fait preuve d'une véritable énergie, de gaieté et de talent. Ses poésies inédites sont des épîtres, des discours philosophiques, l'*Art poétique* d'Horace traduit en vers de dix syllabes, et plusieurs livres d'un poëme épique qui a pour titre : *La Bataviade*. Il fit paraître dans le genre héroïque un poëme intitulé : *Le Vieillard d'Ancenis,* qu'il lut à une séance publique de l'Institut, au mois de janvier 1795. Il y célébrait la gloire des guerriers français... Jamais le talent de Chénier, dans les divers genres de prose et de poésie, ne s'élevait à un plus haut degré de force et de noblesse que lorsqu'il s'agissait d'exprimer la reconnaissance.

Chénier avait été membre du jury d'instruction publique. On a con-

Digitized by Google

servé le souvenir du discours qu'en cette qualité il prononça en 1780, pour la distribution des prix, sur les ***Progrès des connaissances en Europe, et de l'enseignement public en France.***

Tels furent les principaux ouvrages de ce littérateur célèbre, qui fut une des victimes de nos discordes civiles, que chaque parti appelait dans ses rangs, qui ne voulut appartenir à aucune faction, qui détesta toutes les tyrannies, et qui osait penser lorsque la fortune et l'ambition portaient sur le pavois un de leurs favoris. « Les rois et les trônes périssent, et les noms des uns et des autres sont effacés même dans l'histoire, » disait-il; et il ajoutait :

Trois mille ans sont passés sur la cendre d'Homère,
Et, depuis trois mille ans, Homère, respecté,
Est jeune encor de gloire et d'immortalité.

Chénier fit partie de la Convention et de toutes les assemblées législatives jusqu'en 1804, et s'y occupa surtout des matières d'instruction publique. Nommé membre de l'Institut, corps à la création duquel il avait puissamment contribué, il devint ensuite inspecteur général de l'Université; mais il se démit de ses fonctions lorsque Napoléon se fut fait empereur.

Chénier n'a jamais flatté le pouvoir; homme libre, il adorait la liberté. Il était peu fortuné et mourut pauvre; il aimait cependant la magnificence, et rien ne put le porter à solliciter la faveur et les dons du gouvernement. Ce poëte, après avoir fourni une carrière illustre, mourut le 10 janvier 1811, vers midi, paisiblement, sans faste et sans faiblesse, âgé seulement de quarante-six ans et quelques mois.

ROUGET DE LISLE (Joseph),

Poëte, Littérateur, Compositeur.

De tous les prodiges qu'ait jamais enfantés parmi les hommes le chant, c'est-à dire l'heureux accord de la poésie et de la musique, ces

Digitized by Google

deux arts qui parlent si puissamment au cœur et à l'imagination, il n'en est point qui se puisse comparer aux merveilles opérées de nos jours par la *Marseillaise*. Les chants du Spartiate Tyrtée, si beaux que l'antiquité les proclame, étrangers au reste de la Grèce, n'ont eu sur la destinée de Lacédémone elle-même qu'une médiocre et éphémère influence, et la race hellénique, qui n'a jamais cessé d'exister, en a dès longtemps perdu le souvenir. On en peut dire autant des chants nationaux des autres peuples; combien s'en trouve-t-il qui aient survécu aux circonstances qui les ont fait naître, aux guerriers qu'ils appelaient aux combats? C'est à peine si les érudits en retrouvent encore quelques traces dans la poussière des bibliothèques. Sait-on par exemple parmi nous ce qu'est devenue la fameuse chanson de Roland, dont nos vieilles chroniques parlent avec tant d'éloges, et qu'entonnaient sur les champs de bataille les Francs de la race carlovingienne? Tel ne sera point le sort du chant immortel que, pour la première fois en 1792, la France fit entendre à l'Europe entière conjurée contre elle. A peine la voix du poëte a-t-elle retenti, et déjà elle précipite en armes sur les frontières toute une nation, fort brave, fort impressionnable sans doute, mais dont l'organisation musicale laisse encore tant à désirer, et ne s'était guère manifestée jusqu'alors que par des vaudevilles, des noëls et des opéras comiques. Aussi, tout surpris les premiers de l'ardeur nouvelle dont ce chant merveilleux les embrase, nos soldats s'écrient-ils: « Qu'est-ce donc que ce diable d'air qu'on nous « a donné là? il a des moustaches; » personnifiant ainsi, dans leur langage énergique, le caractère mâle et guerrier de ce terrible héraut des batailles. Pendant dix ans, la *Marseillaise* les conduit à la victoire à travers toutes les nations et jusqu'aux pieds des pyramides de l'antique Egypte. Plus tard, le grand capitaine qu'elle a élevé sur le pavois essaye en vain de lui imposer silence; comprimé, refoulé dans tous les cœurs, le refrain belliqueux s'en échappe avec force en 1815 pour appeler les Français à la défense de la patrie. Quinze ans après, avec non moins d'enthousiasme et plus de succès, une génération nouvelle, nourrie à l'école de la Restauration, le fait retentir sous les murs de Paris, du haut de ses formidables barricades.

Comme il sonna la charge, il sonne la victoire.

Digitized by Google

La facture de ce chant réellement miraculeux est telle, que les musiciens de profession ne peuvent l'expliquer par les règles ordinaires de leur art, et s'accordent tous à le regarder comme le produit d'une inspiration pour ainsi dire surnaturelle. Un de nos compositeurs les plus distingués, qui a arrangé ce chant à grand orchestre et à double chœur, au lieu des mots techniques *ténors*, *basses*, trop faibles à son gré pour l'expression d'une telle musique, écrivit à la tablature de la partition : *Tout ce qui a une voix*, *un cœur et du sang dans les veines*. Aussi n'est-ce point à la France seule que s'est fait sentir la puissante et irrésistible action de la *Marseillaise*. Elle est devenue en quelque sorte l'hymne universel de la liberté ; glorieuse et unique destinée d'un chant national ! Traduit dans toutes les langues vivantes, c'est le premier cri lancé vers le ciel par tout peuple qui veut briser ses fers. On a vu, dans le nord de l'Amérique, des sauvages eux-mêmes se réveiller soudain et tressaillir à celui-là, puis par degrés s'animer et, entrant en fureur, brandir leurs massues et entonner leur chanson de guerre. Il n'est pas jusqu'aux enfants qui ne se sentent, en l'écoutant, agités de mouvements extraordinaires ; le cœur du guerrier bat déjà dans leur poitrine. Le jour même que son auteur exhalait le dernier soupir, la France apprenait que la *Marseillaise* avait apaisé une sédition à New-York ; hommage d'un nouveau genre rendu par la patrie de Washington à cet hymne belliqueux.

Joseph Rouget de Lisle naquit à Lons-le-Saunier en 1760, d'une ancienne famille bourgeoise de Franche-Comté. Il passa les premières années de sa vie au village de Montaigu, où son père, avocat du roi au tribunal de Lons-le-Saunier, possédait un modeste domaine. Il y suçait encore le lait maternel lorsqu'il faillit être enlevé à l'amour de sa famille par une troupe de Bohémiens qui parcouraient alors la contrée. Déjà une vieille sibylle, l'ayant enveloppé dans son tablier, l'emportait hors du village, lorsqu'elle fut heureusement découverte par le chien de la maison, qui, témoin du larcin, n'avait cessé d'en poursuivre l'auteur de ses aboiements. Rouget de Lisle aimait à raconter cette aventure, et, reconnaissant envers le fidèle et intelligent animal, lui rendait volontiers grâces de son salut. Moins heureux que lui, le célèbre économiste Adam Smith, ravi par une fraude semblable, à son berceau, passa son enfance au milieu des Bohémiens. Rouget

Digitized by Google

de Lisle n'avait que six ans, lorsqu'il lui survint une autre aventure, où se manifesta son goût précoce pour la musique. Une troupe de chanteurs ambulants vint à passer à Montaigu, et y donna sur la place du marché un échantillon de son savoir-faire. Le jeune Joseph assistait avec d'autres enfants à ce concert en plein vent, et semblait on ne peut plus heureux et émerveillé de l'entendre. La naïve expression de sa joie frappa le chef de la bande, au point qu'ayant pris l'enfant dans ses bras, il le plaça sur un grand cheval chargé des timbales, et mit entre ses mains les baguettes de l'instrument sonore. Lui, sans s'étonner, sans paraître aucunement déconcerté, se mit aussitôt à frapper à droite et à gauche, toujours parfaitement en mesure, et fit sa partie comme un musicien consommé. Le jeu même lui plut si bien, que lorsque les concertants s'éloignèrent, sans plus de souci de sa mère ni de la maison paternelle, le jeune mélomane, toujours monté sur son grand cheval, les suivit assez loin hors du village. Un domestique enfin le rattrapa et le ramena à sa mère éplorée.

Quelque temps après, son père le fit entrer au collége de Lons-le-Saunier; le jeune élève s'y distingua entre ses condisciples, et de bonne heure annonça les plus heureuses dispositions pour la poésie. Il fut ensuite placé dans une école militaire spéciale, où l'étude des mathématiques ne servit qu'à témoigner de sa merveilleuse aptitude pour toutes les belles et bonnes choses. C'est à cette époque que se rattache un petit évènement de sa jeunesse, qui fit sur lui la plus vive impression. Il avait quinze ans et se trouvait en vacances chez une dame de ses parentes, logée au château de Versailles et attachée à la personne de la reine. Tout à coup il entend frapper d'une certaine manière à la porte de l'appartement où il était alors, et sa parente toute troublée lui dit : « Ah Dieu ! mon enfant, cachez-vous vite, voici « la reine; » et en même temps elle le pousse dans une alcôve voisine, dont elle tire précipitamment les rideaux sur lui. C'était en effet Marie-Antoinette qui entra, accompagnée de sa belle-sœur, la princesse Élisabeth. Bientôt toutes deux, là un moment débarrassées du joug de l'étiquette, se mirent à jouer, à sauter, à courir, à se livrer à une vive et pétulante gaieté. Le curieux écolier voulut jouir de ce spectacle, et, cherchant à écarter les rideaux, fit du bruit. Sa cachette

Digitized by Google

fut découverte, son hôtesse au désespoir, et lui tout confus de se voir ainsi en présence de la reine de France. Mais celle-ci les rassura et continua ses ébats de jeune femme avec sa belle-sœur.

. Sorti de l'école officier du génie, Rouget de Lisle était capitaine dans cette arme lorsque vint à éclater la révolution. Comme tous les esprits généreux de l'époque, il en salua l'aurore avec enthousiasme. Au premier cri de menace jeté par l'insolent manifeste du duc de Brunswick, il courut sur les frontières se réunir aux défenseurs de la patrie, et fut incorporé dans l'armée du Rhin. Ce fut là qu'il composa sa *Marseillaise*, à la suite d'un dîner auquel il avait été convié chez Diétrich, maire de Strasbourg : « M. Rouget de Lisle, lui dit celui-« ci, vous qui êtes musicien, faites-nous donc quelque beau chant pour « nos soldats. On ne nous envoie de Paris que des *Ponts-Neufs*, des « *Carmagnole,* des *Ça ira ;* il nous faudrait quelque chose de mieux « pour les circonstances actuelles. » Là-dessus, le poëte s'enflamme, il se retire dans sa chambre, prend son violon, et, dans cette nuit d'immortelle inspiration, les paroles et la musique sortent d'un même jet de l'âme du moderne Tyrtée, comme Minerve armée du cerveau de Jupiter.

Il raconte lui-même ce grand évènement dans ses *Cinquante chants français*, en tête de l'hymne des Marseillais. — « Je fis, dit-il, les « paroles et l'air de ce chant à Strasbourg, dans la nuit qui suivit la « proclamation de la guerre, fin d'avril 1792. Intitulé d'abord *Chant « de l'armée du Rhin*, il parvint à Marseille par la voie d'un journal « constitutionnel... »

L'explosion de l'hymne des Marseillais fut terrible. Ce beau chant était répété par toutes les bouches, et enfantait chaque jour de nouveaux miracles.

« Le chant guerrier appelé la *Marseillaise*, dit M. de la Valette « dans ses Mémoires, jetait dans tous les cœurs une émotion si pro-« fonde et un enthousiasme si puissant, qu'à ses premiers accents, les « troupes se précipitaient sur l'ennemi avec une impétuosité à laquelle « il était impossible de résister. Au Gassberg, près de Wissembourg, « l'ennemi avait couronné le plateau de cette élévation par trente piè-« ces de canon, qui vomissaient la mort avec une épouvantable furie. « Les troupes s'avançaient lentement ; quand elles furent au pied de

Digitized by Google

« la position, le chant guerrier se fit entendre ; à l'instant, et comme « emportés par un tourbillon, les bataillons franchissent l'espace, la « position est emportée, l'artillerie en notre pouvoir, et l'ennemi en « fuite. »

En 1794, Rouget de Lisle rentra dans la vie privée. Il remplit cependant quelque temps après une mission assez importante. Le représentant du peuple Tallien lui ayant proposé de l'accompagner dans l'expédition de Quiberon, il accepta. Il le quitta bientôt, néanmoins, pour s'attacher au général Hoche; aide de camp volontaire de ce grand capitaine, il partagea avec lui tous les dangers de cette mémorable campagne, et comme lui eut le bonheur de sauver quelques victimes. La mollesse et les déprédations du Directoire lui inspirèrent ensuite un profond dégoût. Admis plus tard dans l'intimité de Joséphine et du jeune vainqueur de l'Italie, il n'usa de son crédit que pour ses amis. La fortune, cependant, lui souriait alors; mais il fallait, pour conserver ses faveurs, un caractère moins noble, moins indépendant que le sien. Placé à la tête d'une entreprise pour les vivres de l'armée, il résigna bien vite ses nouvelles fonctions, dès qu'il jugea qu'elles ne pouvaient se concilier avec cette probité sévère sans laquelle il ne concevait pas l'honneur. Le premier Consul, devenu Empereur, ne voyait plus d'ailleurs que d'un œil suspect le chantre de la *Marseillaise*, auquel il devait cependant, sans contredit, ses plus braves soldats. De son côté, Rouget de Lisle n'était nullement disposé à plier sous le joug de l'homme qui, paré d'abord du manteau de la liberté, le rejetait alors violemment loin de lui, et croyait ne pouvoir rétablir l'ordre qu'en organisant le despotisme. Il renonça donc totalement au monde et aux affaires publiques, et, sans autre fortune qu'une modique part dans l'héritage paternel, il vint à Montaigu, près de sa ville natale, se livrer de nouveau sans partage au culte de la littérature et des arts. La jeune génération de Lons-le-Saunier, de cette époque, doit se rappeler avec quel respect elle le voyait chaque jour descendre de la montagne, comme un autre Moïse du mont Sinaï, un livre à la main, le front encore tout illuminé des feux de sa *Marseillaise*, et rêvant quelque beau chant de gloire et de liberté. Ah! pourquoi, en 1814, des sommets du Jura, cette voix puissante ne se fit-elle pas de nouveau entendre à la France entière! Elle n'aurait pas retenti en vain au fond du cœur de la jeu-

Digitized by Google

nesse; elle aurait repoussé cette double invasion dont il fut lui-même le douloureux témoin. Mais, se confiant uniquement à son armée, Napoléon songea trop tard à faire un appel au peuple. Nos pères, d'ailleurs, étaient à bon droit fatigués de despotisme et de guerre, et ils laissèrent s'accomplir les destinées de la France.

Le chantre de la *Marseillaise* lui-même, s'assurant aux promesses de la Charte, vit sans trop de regrets s'établir la Restauration. Quelles que soient, en effet, les fautes qu'elle ait commises, fautes qu'elle a justement expiées, on ne peut nier que d'elle date l'ère nouvelle de nos libertés, ou plutôt la reprise de l'ère de 1789. Mais bientôt Rouget de Lisle, ainsi que tous les esprits éclairés de l'époque, dut renoncer à ses premières espérances, et se confier, pour la France, en un meilleur ordre de choses. Quelques années après l'établissement du nouveau régime, la diminution croissante de ses ressources, et en dernier lieu la vente du manoir paternel, opérée par l'un de ses frères, le contraignit à s'arracher à son cher Montaigu, qu'il n'était plus destiné à revoir, et où il avait, disait-il, passé des jours si tranquilles, si heureux. Ce fut pour lui un moment bien triste et qu'il ne se rappelait jamais sans amertume.

Il vint alors habiter la capitale, dont le séjour ne fit d'abord qu'ajouter à l'embarras de sa position. Trop fier pour solliciter, trop modeste pour songer même à exploiter sa réputation, le Tyrtée français se vit, dans un âge déjà avancé, réduit à travailler en sous-ordre pour quelques journalistes, ressource aussi peu lucrative que précaire. La *Revue britannique* s'enrichit particulièrement de plusieurs morceaux de traductions très-remarquables de sa plume. Une attaque de paralysie vint combler ses malheurs. Alors, il est vrai, ses amis ne l'abandonnèrent pas. Parmi les plus dévoués se montra Béranger. L'immortel chansonnier, jaloux d'assurer l'existence du poëte qu'il pouvait mieux que personne apprécier, provoqua en sa faveur une souscription parmi les sommités du parti libéral. On s'obligea de la sorte à lui faire une pension propre à subvenir aux premiers besoins de la vie. Rouget de Lisle, enfin, toujours grâce à la sollicitude de Béranger, tira aussi quelque profit de sa belle publication de *Cinquante chants français*, composés tant sur ses propres paroles que sur celles d'autres

Digitized by Google

auteurs. On retrouve, dans ces chants, le caractère à la fois fier et naïf, patriotique et chevaleresque du compositeur.

En même temps qu'il publiait cet intéressant recueil, il faisait recevoir à l'Académie royale de musique son opéra de *Macbeth*, dont la première représentation eut lieu le 29 juin 1827.

Sa petite pension, votée d'abord d'enthousiasme, avait été fort bien servie pendant les premières années, mais la perception en devenait chaque jour plus difficile, moins complète, et Béranger, qui avait bien voulu s'en charger, avait toutes les peines du monde à l'opérer. La révolution de Juillet vint heureusement arracher l'auteur de la *Marseillaise* à cette situation précaire, et acquitter envers lui la dette de la France.

A la nouvelle des fatales ordonnances, au premier cri de résistance jeté par les défenseurs de la Charte, le généreux vieillard sentit bouillonner dans ses veines le sang de sa jeunesse. Il était en ce moment à la campagne, dans une famille amie. « Je veux partir, s'écria-t-il, j'irai au milieu de ces braves jeunes gens, je leur chanterai la *Marseillaise*, ils entendront ma voix, et ils y répondront. » Et aussitôt, oubliant son âge, ses infirmités, et quoi que pussent faire ses hôtes pour le retenir, il se mit en route à pied pour la capitale, l'interruption des communications lui interdisant alors tout autre mode de transport. Mais ses forces ne répondirent pas à son courage, et il se vit bientôt obligé de revenir sur ses pas. Du reste, le peuple de Paris n'avait pas été sourd à son appel, et c'est en chantant : *Aux armes, citoyens, formons nos bataillons*, qu'il construisait ses formidables barricades et combattait pour la défense des lois. Dès que le triomphe fut assuré, le duc d'Orléans, nommé d'abord lieutenant-général du royaume, s'empressa de reconnaître la part qu'avait eue la *Marseillaise* à la fondation du nouveau gouvernement, en offrant à son auteur, avec la croix d'honneur, une pension de 1,500 francs. Ce fut encore à Béranger que Rouget de Lisle dut cette récompense. Tout le monde chantait bien la *Marseillaise*, mais on ignorait généralement que le poëte qui l'avait composée fût encore vivant et si voisin de la capitale. Béranger, au contraire, dont les beaux chants avaient retenti dans le combat, et qui lui-même y avait pris part, jouissait de toute sa gloire. Aussi, l'attention du duc d'Orléans se porta-t-elle d'abord tout naturellement sur lui. « Que M. Béranger, lui fit-il dire, me demande ce qu'il vou-

Digitized by Google

dra, je me trouverai trop heureux de pouvoir le lui accorder. — Je n'ai besoin de rien pour mon propre compte, avait répondu le plus désintéressé comme le plus généreux des hommes, mais si le duc d'Orléans veut bien faire quelque chose qui me soit agréable, qu'il donne une pension à l'auteur de la *Marseillaise*.

Nous ne devons pas omettre ici un trait également honorable pour notre poëte et pour le peuple de Paris. On sait avec quel enthousiasme était alors chantée la *Mareillaise*. Dans les ateliers, sur les places publiques, aux spectacles, parmi les rangs de la milice citoyenne, dans la bouche des soldats, partout on entendait retentir le refrain belliqueux. Chaque soir, à l'Opéra, il était redemandé avec fureur, et la belle voix de Nourrit lui prêtait encore une nouvelle énergie. A l'une de ces brillantes représentations, tout à coup une voix s'élève du parterre et propose une souscription en l'honneur et au profit de l'auteur du chant sublime. La proposition est votée par acclamation, et la souscription au même instant remplie. Elle produisit même une somme assez considérable et qui n'était nullement à dédaigner par celui à qui venait d'être décerné cet hommage d'amour et d'estime publique. Rouget de Lisle en fut vivement touché; mais, non moins généreux, il fit aussitôt verser les fonds de la souscription dans la caisse des blessés de Juillet.

Retiré à Choisy-le-Roy, Rouget de Lisle y goûtait une douce et paisible existence. La culture des lettres continuait à remplir agréablement ses loisirs. Il publia même en 1834, dans le second volume des *Mémoires de tous*, une relation des plus intéressantes de l'expédition de Quiberon, à laquelle on se rappelle qu'il prit une part non moins humaine que glorieuse. Le but de cette publication est surtout de venger le pacificateur de la Vendée de l'injuste reproche qui lui a été fait d'avoir violé une capitulation conclue avec le jeune et infortuné de Sombreuil; capitulation qui, d'après les lois terribles portées alors contre les émigrés, n'a jamais pu exister, et que Hoche lui-même, tout général en chef qu'il était, n'avait pas le pouvoir d'offrir. Plusieurs fois aussi Rouget de Lisle manifesta le désir de mettre en ordre des manuscrits tant en vers qu'en prose, qu'il destinait à l'impression. La mort vint le surprendre dans cette tâche déjà commencée.

Sa santé, qui ne s'était jamais parfaitement rétablie de l'apoplexie

Digitized by Google

qui l'avait frappé, déclinait visiblement et commençait à donner de l'inquiétude à ses amis. L'hiver de 1835, si rude, si humide, si long, y porta un coup fatal. Son état ne fit qu'empirer peu à peu jusqu'au 27 juin 1836, qu'il s'éteignit, à l'âge de soixante-seize ans.

LAHARPE (Jean-François de),

Poëte dramatique, Littérateur et Critique célèbre.

Né à Paris le 20 novembre 1739 d'un père originaire de Suisse qui servait en France en qualité de capitaine d'artillerie, il dut à M. Asselin, principal du collége d'Harcourt, une place de boursier et des soins qui le mirent à même d'y étudier à l'université et d'en remporter tous les prix. Plusieurs couplets satiriques contre ses professeurs, publiés peu de temps après sa sortie des classes et qui lui furent attribués, le firent dès lors accuser d'ingratitude et causèrent son arrestation. Devenu libre, il débuta dans la carrière littéraire par des *héroïdes* et donna à vingt-trois ans sa tragédie de *Warwick*, qui eut un grand succès et promit à la France un nouveau successeur

. . . . . . Aux deux rivaux qui partagent la scène.

Malheureusement ces espérances ne furent point remplies, et *Gustave, Timoléon*, *Menzikoff, les Barmécides, Jeanne de Naples* et *Coriolan,* pièces toutes plus faibles les unes que les autres, prouvèrent que l'auteur de *Warwick* avait épuisé toute sa veine tragique dans sa première composition. *Philoctète* mérita seul depuis la faveur publique, qu'il partagea avec *Mélanie*, drame d'un style élégant et soigné. La Harpe donna aussi au théâtre une comédie ingénieuse sous le titre des *Muses rivales*, et publia des traductions en général peu estimées, ainsi qu'un *Abrégé des Voyages* de Prévost, ouvrages qui tous firent peu d'honneur à sa plume. Concurrent banal pour tous les prix académiques, il remporta des victoires signalées dans ce genre par des productions en prose ou en vers, et il est peu d'hommes de lettres qui aient été couronnés aussi souvent que lui. Chargé longtemps de la

Digitized by Google

partie littéraire du *Mercure*, il enrichit ce journal d'une foule d'extraits parfaitement écrits et bien développés. Après avoir paru bon poëte et bon orateur, il se montra littérateur instruit et critique exercé; mais il aurait dû se défendre de la violence de son caractère, de son intolérante jalousie contre ceux qu'il regarde comme des rivaux de gloire, enfin du ton décisif, impérieux et tranchant qu'il prend envers plusieurs de ses contemporains. Son *Cours de Littérature* acheva de mettre le sceau à sa réputation.

Il était depuis longtemps membre de l'Académie française, et considéré comme le régulateur suprême du Parnasse, quand la révolution éclata. Disciple et admirateur passionné de Voltaire, il voulut faire honneur aux mânes de ce grand homme et se déclara l'apôtre des nouvelles doctrines; la chaire du Lycée devint pour lui une tribune aux harangues, d'où il engageait les Français à secouer le joug des préjugés, de la superstition et du despotisme. Il y lut à la fin de 1792 un hymne à la liberté, dans lequel on remarquait les vers suivants :

Le fer, amis, le fer : il presse le carnage...
Le fer, il boit le sang : le sang nourrit la rage,
Et la rage donne la mort.

Un autre jour il parut dans le même lieu, coiffé du bonnet rouge, en disant : « Ce bonnet pénètre et enflamme mon cerveau. » Cependant, incarcéré pendant quelque temps, la peur changea complètement ses opinions, et il ne sortit de prison, après le 9 thermidor, que pour se ranger parmi les ennemis les plus prononcés de cette même révolution qu'il avait tant préconisée. Ses discours et ses écrits respirèrent depuis la haine la plus profonde pour les principes qu'il avait jusque-là soutenus. Il écrivit en faveur de la religion, fréquenta souvent les églises, et accomplit toutes sortes d'actes de dévotion avec une ferveur extraordinaire, ce qui le fit, à juste titre, appeler *le révérend père Laharpe* par les partisans de la révolution et de la liberté. Un ouvrage intitulé : *Du Fanatisme dans la langue révolutionnaire,* qu'il publia en 1797, et sa coopération à la rédaction du *Mémorial*, journal rédigé en société avec MM. Fontanes et de Vauxcelles, distribué gratis avec profusion et dirigé contre les républicains, le firent comprendre dans

Digitized by Google

la proscription du 18 fructidor, à laquelle il parvint à se soustraire; et il ne reparut publiquement qu'après l'avènement de Bonaparte à la puissance consulaire. Ce fut en 1801 qu'il donna au public sa *Correspondance littéraire* avec Paul Ier, qui ne fait honneur ni à son talent ni à sa dignité d'homme. Il avait aussi commencé un poëme sur la religion et un sur la révolution; mais ils restèrent inédits. Laharpe mourut à Paris le 11 février 1803 à l'âge de soixante-quatre ans, après avoir fait un testament qui se terminait ainsi : « Je supplie la divine « Providence d'exaucer les vœux que je forme pour le bonheur de mon « pays. Puisse ma patrie jouir longtemps de la paix et de la tran- « quillité. Puissent les saintes maximes de l'Évangile être généralement « suivies pour le bonheur de la société! »

On ne peut passer sous silence que Marie-Joseph Chénier, dont il était l'ennemi, a rendu justice à son mérite en proposant son *Cours de littérature* comme digne d'un prix décennal; de semblables actions valent mieux que de beaux vers, et il est à croire qu'avec l'aigreur bien connue de son caractère, Laharpe n'en eût pas fait autant pour Chénier.

LEBRUN (Ponce-Denis Écouchard),

Poëte lyrique.

Né à Paris en 1729, il y fit d'excellentes études au collége Mazarin, et fut cité dès l'âge de douze ans comme un poëte d'une grande espérance. Des vers qu'il fit pour la distribution des prix en 1748 confirmèrent l'idée qu'on en avait conçue, et le firent nommer l'année suivante à la place de secrétaire des commandements du prince de Conti. Dirigé dans son goût pour la poésie par le fils de l'immortel Racine, Lebrun plaça bientôt son nom parmi les plus fameux poëtes lyriques, et ses premiers essais lui valurent l'honneur de correspondre avec les deux premiers hommes du siècle, Voltaire et Buffon. Des ministres

Digitized by Google

briguèrent l'avantage de se l'attacher, et il eut pour amis et pour admirateurs Clément et Palissot.

Il fit, à la paix avec l'Angleterre qui suivit la guerre d'Amérique, une pièce de vers remarquable par la hardiesse des opinions politiques qu'elle renfermait. Des odes remplies d'enthousiasme, de chaleur et d'élévation, des épigrammes où il a répandu ce sel qui aiguise celles de Racine, de Rousseau et de Marot, des traductions faites avec goût et un poëme de *la Nature*, resté inédit, occupèrent ensuite tour à tour ses loisirs. Il jouissait de toute sa réputation lorsque la révolution commença : il en embrassa la cause avec transport, chanta la liberté, et lutta avec beaucoup de courage contre les malheurs et l'infortune. Devenu aveugle à la suite de ses longs travaux, il fut opéré par Forlenze et ne recouvra néanmoins la vue que pour peu de temps. Il se remaria dans les derniers temps de sa vie, et fut ensuite attaqué d'un anéantissement de forces qui le conduisit au tombeau le 2 septembre 1807 à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il était membre de l'Institut depuis sa formation.

« Lebrun, dit Chénier, avait plus d'un ton sans doute, mais presque toujours c'est Pindare qu'il aime à suivre et dont il atteint souvent la hauteur. S'il est permis de lui reprocher le luxe et l'abus des figures, l'audace outrée des expressions et trop de penchant à marier des mots qui ne voulaient pas s'allier ensemble, l'envie seule oserait lui contester une étude approfondie de la langue poétique, une harmonie savante et ce beau désordre essentiel au genre qu'il a spécialement cultivé. Aussi, quoiqu'il ait excellé dans l'épigramme, qu'il ait répandu des beautés remarquables en des poëmes que par malheur il n'a pas achevés, il devra surtout à ses odes l'immortalité qu'il s'est promise, et, dût cette justice rendue à sa mémoire étonner quelques préventions contemporaines, il sera dans la postérité l'un des trois grands lyriques français. » Cet éloge caractérise fort bien le talent de Lebrun. Il se donna lui-même le surnom de *Pindare,* qui lui est resté.

Digitized by Google

FONTANES (Louis-Marcellin de),

Journaliste, Poëte, Grand-Maître de l'Université, etc.

Il naquit à Niort en 1761 et mourut à Paris le 17 mars 1821. Il s'adonna à la littérature et s'y était déjà fait connaître lorsque la révolution commença.

Alternativement poëte et journaliste, il occupa divers emplois peu importants, fut compris dans la proscription du 18 fructidor comme rédacteur du *Mémorial,* publié en son nom et en celui de Laharpe et de Vauxcelles, et n'obtint de célébrité politique qu'après la révolution du 18 brumaire an VIII. Rappelé à l'Institut où il avait été remplacé pendant sa proscription, il fut ensuite nommé membre du Corps législatif dont il devint le président en janvier 1803. A dater de cette époque, il prononça presque tous les discours d'apparat qui avaient pour objet les victoires, la gloire et le génie de Napoléon : il se fit toujours remarquer par ses basses flatteries envers l'Empereur. Après la paix de Tilsit, il assura à Napoléon que la postérité dirait un jour de lui : « que la destinée du pauvre occupait aussi celui qui faisait celle de « tant de rois. » Nommé grand maître de l'Université au mois de septembre 1808, il jura sur les saints évangiles d'être fidèle à ce prince et à sa dynastie ; il prononça en janvier 1809 le discours de clôture de la session. On le vit, à la paix de Vienne, venir complimenter le monarque au nom de l'Université, et lui apprendre que « cette *fille aînée des rois* disait autrefois, pour relever l'éclat de son origine, qu'elle avait eu Charlemagne pour son père, mais que désormais elle citerait son nouveau fondateur avec plus d'orgueil que le premier. » Ces beaux discours méritaient une nouvelle récompense, et le 6 février 1810 une place au Sénat paya M. de Fontanes de ses éloges. La réception de M. Étienne comme membre de l'Institut lui fournit en 1811 encore l'occasion de répéter le chapitre inépuisable des louanges. Mais c'est surtout après les funestes campagnes de Russie et de Saxe qu'il faut voir l'adresse de l'orateur. « Le premier devoir du Sénat « envers le monarque et le peuple est la vérité, » disait-il le 27 décem-

Digitized by Google

bre 1812 à ce même Napoléon qu'il voyait déjà chancelant sur son trône; « les circonstances extraordinaires où se trouve la patrie ren« dent ce devoir plus rigoureux encore, etc., etc. » Le 1er avril 1814, il vota pourtant son expulsion du trône de France, fit délier les Français du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, et contribua au rappel de la maison de Bourbon. Admis le 22 avril à l'audience du comte d'Artois, il lui dit : « Tout parle à l'Université de la gloire de vos « ancêtres. François Ier fut le restaurateur des lettres; Louis-le-Grand « immortalisa son règne par la protection qu'il leur accorda : c'est au « roi votre auguste frère qu'appartient la gloire de perfectionner cette « institution, pour le bonheur des peuples et le soutien du trône. » Il fit ensuite partie de la commission chargée de rédiger la Charte constitutionnelle, fut créé pair par le roi le 4 juin 1814, puis remplacé à l'Université par M. de Beausset, et décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur le 17 février 1815. Le retour de Napoléon l'obligea de se tenir un peu à l'écart; mais, après la seconde restauration des Bourbons, il fut chargé de la présidence du collége électoral des Deux-Sèvres, nommé pair de France et ministre d'État.

CHÊNEDOLLÉ (Charles Pioult de),

Poëte.

Né à Vire (Calvados) en 1769; mort en 1833.

Habent sua fata libelli. La vérité de cet axiome latin est bien prouvée par son poëme du *Génie de l'homme;* il est peu répandu, et cependant la composition en est bien ordonnée, le style noble, pur et harmonieux.

« Chênedollé, dit Chateaubriand (*Mémoires d'outre-tombe*, t. IV, page 24), Chênedollé, avec du savoir et du talent, non pas naturel, mais appris, était si triste qu'il se surnommait *le Corbeau :* il allait à la maraude dans mes ouvrages. Nous avions fait un traité : je lui avais

Digitized by Google

abandonné mes ciels, mes vapeurs, mes nuées; mais il était convenu qu'il me laisserait mes brises, mes vagues et mes forêts. »

Il paraît, d'après plusieurs passages des mêmes *Mémoires d'outre-tombe*, que Chênedollé nourrissait une passion profonde pour madame de Caud (Lucile), sœur de Chateaubriand. Elle commence ainsi une lettre à son frère : « Me crois-tu sérieusement, mon ami, à l'abri de « quelque impertinence de M. Chênedollé? Je suis bien décidée à ne « point l'inviter à continuer ses visites; je me résigne à ce que celle de « mardi soit la dernière. Je ne veux point gêner sa politesse, etc. »

Outre le *Génie de l'homme*, Chênedollé a laissé les ouvrages suivants : *l'Invention*, dédiée à Klopstock; *Esprit de Rivarol; Études poétiques*.

LUCE DE LANCIVAL (Jean-Charles-Julien),

Auteur dramatique.

Né à Saint-Gobin (Aisne) en 1766. — Il se voua dès sa jeunesse à l'enseignement : c'est là qu'il plaçait sa gloire et son bonheur. Ses fonctions étaient à ses yeux un des plus nobles ministères qui puissent honorer un citoyen ; il en sentait toute l'importance, et l'on peut dire qu'il était fier de les exercer. Il nommait le professorat une autre paternité, et ses élèves en effet trouvaient en lui un second père, qui les suivait jusque dans le monde et les éclairait sur ses dangers. Les soins qu'exigeaient ses fonctions ne l'empêchèrent point de s'occuper d'ouvrages importants. *Scévola, Fernandès* et *Périandre*, tragédies qu'il donna d'abord, semblaient préluder à ces beaux traits de dialogue rapide et serré qu'il nous fit applaudir depuis dans *Hector*. L'*Éloge* de M. de Noé, ancien évêque de Lescar, et le poëme d'*Achille à Scyros*, avaient précédé la tragédie d'Hector ; l'Éloge est un monument élevé par la reconnaissance, qui honore autant l'esprit que le cœur du panégyriste. Il est également auteur d'un poëme satirique intitulé *Folliculus*. Malheureusement la mort vint arrêter l'auteur au moment où

Digitized by Google

il commençait à se montrer dans la carrière des lettres avec cette distinction qu'il avait acquise dans la carrière de l'enseignement. Sa dernière année fut l'année la plus heureuse, et sa dernière heure la plus brillante de sa vie : il expira le 17 août 1810 à l'âge de quarante-six ans, au moment où le grand maître de l'Université venait de le proclamer vainqueur de ses rivaux. Il laissa ses collègues, ses élèves et ses amis inconsolables de sa perte, et emporta comme professeur, comme homme de lettres et comme citoyen, la reconnaissance des uns, l'estime des autres, et l'affection de tous.

COLLIN D'HARLEVILLE (Jean-François),

Poëte comique.

Il naquit à Maintenon ou à Mévoisin (Eure-et-Loir) le 30 mai 1755. Sa première comédie fut *l'Inconstant,* et c'est sans contredit l'une de ses meilleures; facilité, naturel, grâces piquantes sans aucune affectation, c'est le style de la bonne comédie ; *l'Optimiste* et *les Châteaux en Espagne*, qu'il donna ensuite, firent dire qu'il avait fait une comédie en quinze actes. Son théâtre très-nombreux a été réuni en quatre volumes in-8°. Il revint, dans son *Vieux célibataire*, aux principes de la scène; on y trouve un intérêt moral qui se développe avec force et vérité du sein de l'intrigue; les caractères en sont également bien dessinés et soutenus. Molé et Contat y furent inimitables. *M. de Crac,* autre pièce de Collin, a des scènes fort amusantes. En général, on peut reprocher aux comédies de Collin de manquer de gaieté ; ses personnages comiques n'ont pas de physionomie ; il crayonne légèrement quelques ridicules, et la vigueur qu'il faudrait employer pour attaquer les vices semble épouvanter ses mœurs douces et faciles. Il n'eut pas d'autre ennemi que Fabre d'Églantine, son rival, qui outrepassa toutes les bornes de l'honneur et des convenances dans sa préface du *Philinte.* Collin fut lié de l'amitié la plus étroite avec Andrieux, Guillard et Picard. Il fut membre de l'Institut, et mourut à Paris le 24 février 1806 ; il était atteint depuis quelques années d'une mélancolie que rien n'avait pu dissiper.

Digitized by Google

PICARD (Louis-Benoît),
Auteur dramatique.

Cet aimable écrivain, né à Paris en 1769, mort en 1828, est un de ceux qui, parmi ses contemporains, ont eu l'esprit le plus véritablement français. Ses principaux ouvrages sont :

Médiocre et rampant; Duhautcour, ou le Contrat d'union; le Conteur, ou les Deux postes; la Petite ville; la Grande ville, ou les Provinciaux à Paris, etc., comédies;

L'Exalté, ou l'Histoire de Gabriel Desadry, etc., 1824, 3 vol. in-12; *le Gil Blas de la révolution*, 1825, 3 vol. in-12, romans.

BRILLAT-SAVARIN (Anthelme),
Magistrat, Célèbre gastronome.

Né à Belley (Ain) en 1754, il était avocat dans cette ville à l'époque de la révolution, et fut élu député du tiers état du bailliage de Bugey aux États-Généraux de 1789. Il y parla successivement sur l'institution du jury et la création des assignats, s'éleva le 30 mai 1791 contre l'abolition de la peine de mort, proposée par les comités, et dit : « Si « vos comités ont cru faire preuve de philosophie en vous proposant « l'abolition de la peine de mort, ce n'est qu'en la rejetant que vous « prouverez combien la vie de l'homme vous est chère. » Traduit en 1794 au tribunal révolutionnaire par le représentant Gouzy, alors en mission dans le département de l'Ain, en vertu d'un arrêté qui le qualifiait de fédéraliste, il échappa à un jugement, et se rendit dans l'Amérique du Nord. Il revint en France après le 9 thermidor an II, et fut nommé en 1797 commissaire du Directoire près le tribunal criminel de Versailles. Un décret le comprit en 1797 parmi les juges du tribunal de cassation, et le Sénat conservateur l'y maintint après la révolution du 18 brumaire.

Digitized by Google

Il mourut en 1826. Il est célèbre comme auteur de la *Physiologie du goût*, ouvrage rempli tout à la fois de finesse et de profondeur. Il n'épargna rien pour en faire un livre digne de la science à laquelle il le consacrait. Sa longue vie se passa en recherches, en spéculations, en jouissances gastronomiques. Dans de lointains voyages, au milieu des alternatives de la bonne et de la mauvaise fortune, au fort des tourmentes révolutionnaires, il ne perdit jamais de vue l'objet principal de ses études, la pensée fondamentale de sa vie, la gastronomie. On lui doit de nombreuses découvertes, des importations utiles. Pénétré de la haute gravité de la science, il étudia la plupart de celles qu'elle comprend et qu'elle embrasse. Ainsi, ce célèbre gastronome était encore physicien, chimiste, physiologiste, métaphysicien, philosophe. Tout chez lui se rapportait à l'art de bien vivre. Il pliait la langue elle-même aux exigences de ses théories. C'était le véritable épicurien, le type du gourmand, le gastronome-modèle du siècle.

On ne peut trop admirer l'extrême bonne foi qui a dicté l'ouvrage de Brillat-Savarin. La gastronomie n'était, chez ce Lucullus, ni une fantaisie de goût, ni un jeu d'esprit, mais une conviction profonde, et pour ainsi dire religieuse. C'est en vrai croyant qu'il s'exprime; c'est en prêtre inspiré qu'il parle de son Dieu. Pour se convaincre de cette ferveur consciencieuse, il suffit de lire quelques-uns des aphorismes qui servent d'introduction à la *Physiologie du goût*. Le plus remarquable est celui-ci : *Dis-moi ce que tu manges, et je te dirai qui tu es.* En voici un autre qui n'est pas à dédaigner : *Les animaux se repaissent; l'homme mange : l'homme d'esprit seul sait manger.* Et cette définition de la gourmandise à notre époque : *La gourmandise est un acte de notre jugement, par lequel nous accordons la préférence aux choses qui sont agréables au goût, sur celles qui n'ont pas cette qualité.* Est-il beaucoup de traités spéciaux qui offrent, en quelque genre que ce soit, des définitions plus exactes et plus précises ?

Le livre de Brillat-Savarin est un véritable trésor d'érudition et de philosophie. Il n'abonde pas seulement en détails techniques; aucun des accessoires plus ou moins importants de la gastronomie n'est oublié. L'auteur possède supérieurement l'hygiène et la médecine curative. Les réflexions gourmandes sont mêlées de réflexions morales; la philoso-

Digitized by Google

phie métaphysique, la science de l'être et celle de l'âme y sont presque toujours approfondies. Brillat-Savarin est le Montaigne de la gastronomie; il amuse, il intéresse en parlant de tout; il parcourt tous les objets sans perdre de vue celui qui l'occupe spécialement.

LEGOUVÉ (Gabriel-Marie-Jean-Baptiste),

Poëte.

Il reçut le jour à Paris, le 23 juin 1764, d'un avocat distingué, qui était aussi littérateur et poëte et qui cultivait la poésie en secret; il fut dirigé par son père à son début dans la carrière poétique, et ne pouvait avoir un meilleur maître. Né pour les lettres et l'amitié, le jeune Legouvé se livrait sans réserve aux plus douces affections. Il puisa dans le poëme de Gesner le sujet de la tragédie de la *Mort d'Abel*. *Epicharis et Néron*, son second ouvrage, représenté en 1794, obtint un brillant succès, dû en partie aux circonstances politiques du moment. *La Mort de Henri IV*, sa dernière tragédie, fut l'ouvrage dans lequel il montra le plus de talent. On pourrait encore citer *Laurence*; *Etéocle et Polynice*, où il s'efforça d'imiter l'énergique simplicité des tragiques grecs; et *Fabius*, où il essaya de lutter avec Corneille dans l'art de peindre la sévérité du caractère romain. Mais ce qui mit le sceau à la réputation de Legouvé, ce furent ses poëmes dictés par les grâces et le sentiment; et on ne peut en effet parler de ses *Souvenirs*, de ses *Sépultures* et de son poëme de la *Mélancolie*, sans indiquer quel était alors l'état de son âme. La révolution ne le fit point sortir de son caractère; il resta constamment le même, garda son inaltérable douceur, et, dans son poëme du *Mérite des femmes*, fit preuve d'une sensibilité exquise. La perte d'une épouse chérie détendit sa lyre, sa verve perdit toute sa chaleur, son imagination s'éteignit, et il succomba au commencement de 1813 des suites d'une chute qu'il avait faite depuis plus d'un an dans la maison de campagne de mademoiselle Contat.

Digitized by Google

STAEL-HOLSTEIN (Anne-Louise-Germaine Necker, Baronne de),
Célèbre femme auteur.

Elle naquit en 1766. Fille de Necker, pour lequel elle eut dès sa plus tendre enfance une admiration et un respect portés jusqu'à l'idolâtrie, elle se montra digne de son père par le talent et la noblesse du caractère. Un mariage qu'elle contracta (1786) avec le baron de Staël-Holstein, ministre plénipotentiaire de la Suède près du gouvernement français, homme entièrement nul et obligé par sa place d'agir avec la plus grande circonspection, n'empêcha pas la fille de Necker de prendre part au mouvement politique qui agitait alors la France. Bien que dévouée à la cause de la liberté, elle forma un plan d'évasion pour Louis XVI (1792). Peu après elle envoya au gouvernement révolutionnaire une défense de la reine. Son influence politique ne fit que croître sous le Directoire, et ses salons étaient alors des sortes de tribunaux où les célébrités politiques et littéraires de l'époque venaient juger les hommes et les choses. Mais Bonaparte arriva, et madame de Staël, mise au nombre des idéologues, fut exilée à quarante lieues de Paris ; elle quitta alors la France et alla étudier la langue et la littérature allemandes, à peu près inconnues à notre pays, au milieu des Goethe, des Wieland, des Schiller, qui accueillirent l'illustre exilée avec la plus grande distinction. Après un court séjour à Coppet, elle revint à Paris pour y publier son *Allemagne ;* mais cet ouvrage déplut, l'édition fut mise au pilon, et madame de Staël, ne voulant plus habiter sa retraite du canton de Vaud, devenue pour elle une sorte de prison, parcourut successivement l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. Ce fut à cette époque (1812) qu'elle contracta un mariage secret avec M. de Rocca. Elle ne revint à Paris qu'après la chute définitive de l'Empereur, et reçut de Louis XVIII *deux millions* de francs à titre de restitution des sommes dues à Necker.

Liste de ses ouvrages :

L'Allemagne; Delphine (1802)*; Corinne* (1807), romans ;

Considérations sur la révolution française, 3 vol. in-8° ; *OEuvres complètes*, Paris, 1821, 17 vol. in-8°, réimprimés dans le PANTHÉON LITTÉRAIRE, 3 vol. grand in-8°.

Digitized by Google

ANDRIEUX (François-Guillaume-Jean-Stanislas),

Littérateur, Poëte.

Né à Strasbourg en 1759 ; mort à Paris en 1833.

Après avoir occupé différentes fonctions administratives, où il s'était fait remarquer par une haute probité, il était devenu (1798) membre du conseil des Cinq-Cents, puis du Tribunat le 21 juillet 1800, et fut porté à la présidence deux mois après. Le 15 vendémiaire an IX, il attaqua la validité de l'arrêté du conseil d'État relatif aux créances des fermiers généraux, et conclut à ce que cet acte fût déféré au Sénat conservateur comme inconstitutionnel. Andrieux se montra également en opposition avec les projets du conseil d'État dans plusieurs autres circonstances, et son attachement aux idées républicaines le fit éliminer du Tribunat peu de temps après (1802). Là se borna sa carrière politique. Il se livra de nouveau à son goût pour la littérature, et publia, depuis, différents opuscules. On lui a attribué, et il ne s'en est pas défendu, une plaisanterie assez gaie, à l'occasion de l'éclat que produisit à Paris le refus fait par le curé de Saint-Roch d'enterrer mademoiselle Chameroy, danseuse de l'Opéra. Cette satire philosophique avait pour titre : *Saint Roch et saint Thomas*. Ses contes en vers et ses poésies fugitives rappellent la manière de Voltaire, et lui assurent un nom dans la postérité.

Outre des fables, contes en vers et en prose, pleins de sel et de finesse, et une tragédie, *Junius Brutus*, il a composé les comédies suivantes : *Anaximandre*, 1782 ; *les Étourdis*, 1788 ; *Helvétius*, 1802 ; *la Suite du Menteur*, 1803 ; *le Trésor*, 1803 ; *la Soirée d'Auteuil*, 1804 ; *le Vieux Fat*, 1810 ; *la Comédienne*, 1816 ; *le Manteau*, 1826.

Digitized by Google

VOLNEY (Constantin-François Chassebœuf, Comte de),

Célèbre orientaliste, Philosophe, Voyageur.

Né à Craon (Mayenne) en 1757. — Entraîné par un penchant irrésistible vers l'étude des langues d'Orient, il alla apprendre l'arabe chez les Druses (1782), parcourut pendant quatre ans la Syrie et l'Égypte, et se fit, à son retour, une grande réputation par la publication de son *Voyage*. Il fut élu, en 1789, député du tiers état de la sénéchaussée d'Anjou aux États-Généraux, où il pressa le procès de M. de Besenval, et parla en faveur de la souveraineté du peuple. Il se prononça aussi très-souvent contre l'autorité royale, notamment dans la discussion sur le droit de paix et de guerre, et poursuivit également avec chaleur l'aliénation des biens du clergé. Après la session, Volney alla voyager dans les États-Unis, où il fut très-bien reçu par Washington. De retour en France, il devint en 1794 professeur d'histoire aux écoles normales. Il coopéra ensuite, dit-on, mais bien secrètement, à la révolution du 18 brumaire an VIII, et fut élu en décembre 1799 membre du Sénat conservateur, après avoir été mis sur les rangs pour occuper une place de conseiller d'État ; il était aussi à cette époque de l'Institut national. Il participa à tous les actes du Sénat jusqu'à la Restauration, vota le 1er avril 1814 l'expulsion de Napoléon du trône de France et le rappel des princes de la maison de Bourbon, et fut nommé par le roi le 4 juin suivant membre de la Chambre des pairs. On lui doit plusieurs ouvrages estimés, parmi lesquels on cite ses *Voyages d'Égypte, de Syrie et des États Unis*, et son livre intitulé *les Ruines* ou *Méditations sur la chute des empires*.

Dans ses ouvrages historiques, Volney ne montre aucune originalité ; il considère les prêtres de tous les temps comme des imposteurs, et la religion comme une institution politique ; aussi peut-on le regarder, ainsi que Dupuis, comme l'historien de l'école encyclopédiste. Ses travaux philologiques lui ont acquis une gloire moins contestée. Il s'occupa beaucoup de la simplification de l'étude des langues orientales, et proposa dans ce but un alphabet unique, qui aurait remplacé dans la

Digitized by Google

typographie européenne les divers caractères des idiomes de l'Asie. Un prix fondé par lui à ce sujet est annuellement décerné par l'Institut. — Il mourut en 1820.

DUPUIS (Charles-François),

Astronome, Érudit.

Il naquit à Trie-Château (Vexin), entre Givors et Chaumont, le 26 octobre 1742. Il reçut de son père, qui était instituteur, les premiers éléments des mathématiques et de l'arpentage, fut ensuite protégé par le duc de La Rochefoucauld qui lui procura une bourse au collége d'Harcourt, et fit en peu d'années les progrès les plus rapides. Nommé à vingt-quatre ans professeur de rhétorique au collége de Lisieux, il employa ses instants de loisir à faire son cours de droit, et se fit recevoir avocat au Parlement le 11 août 1770. Les mathématiques, qui avaient été l'objet de ses premières études, devinrent pour lui le sujet d'une plus sérieuse application. Il suivit pendant plusieurs années le cours d'astronomie de Lalande avec lequel il se lia intimement. Cette amitié commença sa célébrité. Il s'appliqua dès lors à l'étude de la science des astres, consigna ses observations dans un ouvrage intitulé : *Mémoire sur l'origine des constellations et sur l'explication de la Fable par l'Astronomie,* et fut bientôt placé parmi les savants. Appelé à l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1788, il quitta sa chaire de rhétorique, et devint en 1791 un des quatre commissaires de l'instruction publique du département de Paris.

Les orages révolutionnaires obligèrent bientôt Dupuis à aller chercher un asile à Évreux, et il résidait encore dans cette ville lorsqu'il fut élu en septembre 1792 député du département de Seine-et-Oise à la Convention nationale. Il s'y fit remarquer par la modération de ses discours et de sa conduite, notamment dans le procès de Louis XVI, dont il vota la détention comme mesure de sûreté générale. « Je sou« haite, ajouta-t-il, que l'opinion qui obtiendra la majorité des suffra« ges fasse le bonheur de tous mes concitoyens ; et elle le fera si elle

Digitized by Google

« peut soutenir l'examen sévère de l'Europe et de la postérité, qui « jugeront le roi et ses juges. » On voit que Dupuis était un de ces hommes qui, se tenant dans le domaine de la spéculation, ne sont propres qu'à entraver les révolutions et ne savent jamais marcher droit au but.

Il passa en l'an IV au conseil des Cinq-Cents. Ses travaux dans les deux assemblées prouvent, comme nous venons de le dire, que dans les affaires politiques il était placé hors de sa sphère. Porté trois fois sur la liste pour être directeur, il devint après le 18 brumaire membre du Corps législatif qu'il présida depuis, et fut nommé par le Tribunat et le Corps législatif candidat au Sénat où il ne fut point appelé. Dupuis avait publié en 1794 son grand ouvrage connu sous le nom d'*Origine de tous les Cultes, ou la Religion universelle,* et dont il a donné l'abrégé. Il mit aussi au jour, en 1806, un *Mémoire sur le zodiaque de Tentyra*. Il mourut à Is-sur-Til le 29 septembre 1809.

LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Étienne de la Ville-sur-Illon, Comte de),

Naturaliste.

Lacépède naquit à Agen le 26 décembre 1756. Il servit d'abord quelque temps en Autriche ; mais il s'adonna ensuite avec passion à l'étude de l'histoire naturelle, et dut aux soins de Daubenton et de Buffon la place de garde des cabinets au Jardin des Plantes. Il débuta dans la carrière politique par les fonctions d'administrateur du département de Paris. Il fut député par cette ville à l'Assemblée législative, où il essaya de rester indépendant au milieu de tous les partis. Ce fut sous sa présidence que l'Assemblée fit une adresse au roi contre les émigrés réunis sur les bords du Rhin, et créa la haute cour nationale d'Orléans. Il se joignit à Français (de Nantes) pour faire accorder des lettres de naturalisation au fils du docteur Priestley, dont le peuple ignorant de Londres avait

Digitized by Google

brûlé la maison, en haine de ses principes révolutionnaires. Lacépède parvint à se faire oublier pendant la crise de 1793 et 1794. En 1796, il devint membre de l'Institut, et, le 20 janvier de cette année, il parut à la tête de ce corps à la barre du conseil des Anciens, où il prêta le serment de haine à la royauté. « Trop longtemps, dit-il dans son discours, les sciences et les arts, naturellement fiers et indépendants, ont subi le joug monarchique, dont leur génie n'a pu les préserver, et que le courage du peuple a pu seul briser. » En 1799, Bonaparte le nomma membre du Sénat conservateur, dont il devint président en 1801 ; grand-chancelier de la Légion-d'Honneur en 1803 ; titulaire de la sénatorerie de Paris en 1804, et grand-cordon en 1805. Tour à tour membre du grand conseil d'administration et président du Sénat, Lacépède laissa échapper peu d'occasions solennelles sans employer son éloquence à les célébrer. Lors de l'élévation de Bonaparte à l'empire, on l'entendit dire : « Ce sera une grande époque dans l'histoire que celle où le peuple français, faisant de nouveau l'abandon de sa volonté souveraine, met un frein aux fureurs des discordes civiles, termine la plus mémorable des révolutions, fixe ses glorieuses destinées, et consacre un monument digne de lui à la liberté, à l'égalité, à la raison, à la reconnaissance, en assurant dans la famille de ce héros cette couronne impériale qui va briller sur un front couronné tant de fois des lauriers de la victoire. » Après la bataille d'Austerlitz, Lacépède annonça que le nom de Napoléon « allait être à jamais célèbre sous le toit hospitalier des habitants de l'Amérique, sous la hutte de l'Arabe et du Maure, sous la cabane de l'Indien....., près des monts fumants du vieux empire des Chinois. Dans les régions les plus reculées, son image vénérée devait honorer les palais des rois, embellir la retraite du sage ; et, ce qui est bien plus encore, être consacrée sous le chaume du pauvre. » Voici comment Lacépède s'exprima sur la guerre d'Espagne : « Cette guerre ne pouvait être plus fortement commandée par la politique, par la justice, par la nécessité. Quels droits plus sacrés que des traités solennels, librement proposés, librement consentis, librement exécutés ; qu'un pacte social librement discuté, librement accepté, librement juré par une junte nationale, sur les autels du Dieu qui punit le parjure ? Ah ! combien les ombres royales de Louis XIV, de François Ier et du grand Henri doivent être consolées par la résolu-

Digitized by Google

tion généreuse de Napoléon ! » Lacépède ne voyait, dans la conscription annuelle, qu'un moyen de décharger l'État du *luxe de sa population*, et dans les fatigues de la guerre qu'un exercice propre à procurer *aux conscrits, parvenus à l'âge où l'ardeur est réunie à la force, un mélange de jeux salutaires et de délassements agréables.*

Cependant, le 12 janvier 1814, Lacépède fit entendre, pour la première fois, au nom du Sénat, le mot de paix. « Nous combattons, dit-il devant Napoléon, entre les tombeaux de nos pères et les berceaux de nos enfants; obtenez la paix, sire, par un effort digne de vous et des Français, et que votre main, tant de fois victorieuse, laisse échapper les armes après avoir signé le repos du monde. » Après avoir suivi Marie-Louise à Blois, il adhéra à la déchéance de l'Empereur. Il perdit la place de grand chancelier, mais il fut créé pair de France par Louis XVIII. Après le 20 mars, il refusa la place de grand maître de l'Université, mais il accepta la pairie de Napoléon. Du reste, il garda un silence absolu pendant les Cent-Jours. Il redevint pair sous la Restauration, et mourut en 1825.

Il avait été le disciple et l'ami de Buffon qui le choisit pour continuer son *Histoire naturelle.*

DAVID (Jacques-Louis),
Peintre.

Il naquit à Paris en 1748. Un penchant irrésistible l'entraîna vers les arts. Élève du célèbre peintre Vien, il surpassa son maître et fut le régénérateur de l'école française; ses premiers essais furent des chefs-d'œuvre. David avait toutes les qualités qui distinguent l'homme de génie. Doué d'une imagination ardente, d'une sensibilité exquise, il était né pour donner aux arts une nouvelle impulsion. Arraché bientôt à la vie privée par les mouvements de la révolution, David se trouva lancé dans la carrière politique ; il s'occupa alors moins des arts comme peintre que comme législateur, et dans leurs rapports avec la politique.

Digitized by Google

Membre du corps électoral de Paris, David fut nommé député de cette ville à la Convention nationale en septembre 1792. L'artiste qui avait puisé chez les anciens des inspirations toutes libérales prit une part active aux travaux de cette assemblée. Son esprit, rempli d'une seule idée, voyant dans le gouvernement républicain le germe de toutes les vertus, rêva le bonheur de son pays. David fut républicain de conviction; il vota toujours avec la majorité de la Convention.

Cet homme de génie, pendant tout le cours de sa carrière législative, ne cessa jamais d'être honnête homme. Après la mort de Robespierre, il fut en butte aux persécutions; mais son beau talent lui servit de palladium.... Sous le Consulat, sous l'Empire, il se consacra entièrement à l'étude de son art. Napoléon, qui chercha à s'entourer de tous les genres de gloire, offrit son amitié à celui qui s'était déjà placé par ses ouvrages au rang des plus grands maîtres. Il le nomma son premier peintre.

Celui que les fureurs réactionnaires avaient épargné après le 9 thermidor, l'homme extraordinaire qui avait illustré sa patrie, fut compris dans les dispositions de la loi du 12 janvier 1816 et condamné au bannissement. David alla porter ses pinceaux et ses inspirations sous un ciel étranger. La Belgique fut pour lui une terre hospitalière; l'artiste y fut accueilli avec empressement. David avait soixante-sept ans lorsqu'il quitta la France; il lui dit un éternel adieu. L'âge n'avait point affaibli son ardeur pour le travail; il se sentait encore de la vigueur. Pour se venger de son exil, il résolut de l'honorer par ses ouvrages... Le roi de Prusse voulut l'attirer à sa cour; mais le peintre français, désirant avant tout son indépendance, refusa les offres brillantes qui lui étaient faites.

Les derniers moments de l'artiste français peuvent se comparer à ceux du guerrier qui succombe sur le champ de bataille. David sur son lit de mort fit placer devant lui la gravure du tableau de ***Léonidas aux Thermopyles***, demanda sa canne, et indiqua à son élève M. Michel Stapleaux divers points en articulant avec peine ces mots : « Trop noir, « trop blanc; la dégradation de lumière n'est pas assez sentie; c'est « trop papilloté; cependant c'est bien là une tête de Léonidas. » Après avoir prononcé ces paroles, sa tête retomba sur sa poitrine, son dernier regard fut pour son chef-d'œuvre, sa dernière pensée pour l'art,

Digitized by Google

et son dernier soupir pour sa patrie. Il mourut le 29 décembre 1825, à dix heures du matin, entouré de ses enfants, de son élève Michel Stapleaux, de ses médecins et de tous les gens de sa maison. Son corps fut embaumé et exposé, le 5 janvier, aux regards de ses amis. Un cortége brillant entoura le char funèbre qui contenait la dépouille de l'illustre peintre. M. Michel Stapleaux déposa sur le cercueil la palette et les pinceaux de son maître, entourés d'une double couronne de lauriers et d'immortelles.

GINGUENÉ (Pierre-Louis),

Littérateur et Historien.

Né à Rennes en 1748; mort en 1815 (ou 1816). — Son *Histoire littéraire d'Italie* est le fondement le plus solide de sa réputation; il y montre la plus vaste érudition, et au jugement le plus exquis il y joint un goût épuré. Les Italiens lui ont fait l'honneur de la traduire dans leur langue et la regardent comme leur meilleure histoire littéraire. On a encore de Ginguené un *Recueil de fables*, une traduction du poëme des *Noces de Thetis et de Pélée*, de Catulle, d'autres poésies fort agréables, et un ouvrage intitulé : *De l'autorité de Rabelais dans la révolution présente*, 1791, in-8°. Il est l'éditeur des *OEuvres de Lebrun-Pindare*, en 4 vol. in-8°. Il se fit aimer par son caractère de tous ceux qui le connurent.

CHAMFORT (Sébastien-Roch-Nicolas),

Poëte et Littérateur.

Né en 1741, dans un village voisin de Clermont en Auvergne, d'un père inconnu et d'une paysanne, il fut admis comme boursier au collége des Grassins sous le nom de *Nicolas*, et y remporta par la suite les

Digitized by Google

cinq prix de l'Université. Entraîné par son goût pour la poésie, il quitta le collége, fut jeté dans le monde sans fortune et sans appui, et se vit forcé de travailler pour les journalistes et les libraires. Son *Épître en vers d'un père à son fils, sur la naissance d'un petit-fils ;* sa *Jeune Indienne* et son *Marchand de Smyrne,* le firent connaître d'une manière avantageuse, et lui ouvrirent les portes de l'Académie. Ses *Eloges de Molière* et de *La Fontaine* obtinrent aussi le plus grand succès. Sa tragédie de *Mustapha* lui fit obtenir depuis la place de secrétaire du prince de Condé; mais son goût pour la liberté et l'indépendance l'empêcha de la remplir longtemps. Livré entièrement aux plaisirs de la société, il fut recherché comme un des hommes les plus aimables, et peu de personnes ont en effet réuni à un degré aussi supérieur l'art de conter des anecdotes et celui de les faire valoir.

Lié avec Mirabeau, il embrassa le parti de la révolution. Il la servit prodigieusement par les nombreux rapports qu'il avait dans le monde, écrivit de petits ouvrages en sa faveur, tels que les *Tableaux de la révolution*, dont il publia quelques livraisons, et qui furent continués par Ginguené, et des articles analytiques dans le *Mercure*. Il se fit recevoir aux jacobins, dont il fut nommé secrétaire en 1791 ; mais il s'en éloigna bientôt. Après la journée du 10 août 1792, il fut nommé *bibliothécaire national.* Il commença alors à abandonner peu à peu la cause de la démocratie. Détenu un instant avec l'abbé Barthélemy, il avait d'abord été rendu à la liberté et mis sous la surveillance d'un gendarme ; bientôt ses sarcasmes contre les mesures révolutionnaires provoquèrent un second ordre de l'arrêter : il essaya de se tuer avec un pistolet, puis avec un rasoir; mais ses blessures ne furent pas mortelles, et il guérit en témoignant le regret de vivre. Sa santé ne se rétablit pas pour longtemps, et une maladie de vessie l'emporta le 13 avril 1795. On a reproché à Chamfort de nombreuses contradictions. Il répétait souvent que « tout homme qui à quarante ans n'était pas misanthrope, n'avait jamais aimé les hommes : » ce mot peut être la clef de ses sentiments et de sa conduite, et prouve, à notre avis, que Chamfort lui-même n'avait jamais aimé ses semblables. Il s'était sans doute corrompu et endurci, sous la royauté, au contact des marquis et des abbés de cour.

Digitized by Google

SAINT-PIERRE (Jean-Henri Bernardin de),

Écrivain, Philosophe.

Né au Havre en 1737. — Il mena une existence fort romanesque, suivit diverses carrières, et, au retour de l'Ile-de-France, où il avait été envoyé comme ingénieur, se lia étroitement avec J.-J. Rousseau. — Il publia successivement le *Voyage à l'Ile-de-France* (1773), les *Études de la nature* (1784), *Paul et Virginie* (1788), *l'Arcadie*, roman politique non terminé, les *Vœux d'un solitaire* (1789), *la Chaumière indienne* (1791), et les *Harmonies de la nature* (1796). Ces ouvrages, où l'auteur a constamment prêché la vertu, ne seraient malheureusement pas l'expression fidèle de sa conduite, s'il fallait s'en rapporter à quelques-uns de ses biographes. Quant à nous, le jugeant avec notre cœur, nous avons toujours pensé que l'homme qui a écrit *Paul et Virginie* ne pouvait avoir qu'une belle âme, et nous serions affligé de nous être trompé. Ses œuvres complètes forment 12 vol. in-8°, 1818-20, auxquels il faut ajouter la correspondance, 4 vol. in-8°, 1826. Lorsqu'il fit paraître ses *Études de la nature*, ses opinions anti-newtoniennes, principalement sur les marées, excitèrent un grand scandale dans le monde savant.

Il épousa à l'âge de cinquante-quatre ans mademoiselle Didot, qui malgré sa jeunesse le laissa bientôt veuf avec deux enfants en bas âge. Il se maria en secondes noces, à soixante-quatre ans, à mademoiselle de Pelleporc. Il mourut dans sa maison d'OEragui, près de Pontoise, le 21 janvier 1814, à soixante-treize ans.

TALMA (François-Joseph),

Acteur tragique.

Il était fils d'un dentiste, naquit à Paris en 1763, et passa ses premières années à Londres, près de son père. Porté vers le théâtre par une vocation décidée, il prit des leçons de Molé, Dugazon, Fleury, débuta par le rôle de *Séide* (1787), et travailla à introduire sur la scène

Digitized by Google

la vérité du costume. Il joua jusqu'à sa mort (1826) avec un prodigieux succès. Napoléon lui témoigna toujours une grande affection.

Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'outre-tombe,* apprécie à sa manière le talent de Talma. Voici comment il s'exprime :

« Le portrait que madame de Staël a fait de Talma dans son ouvrage sur l'Allemagne n'est qu'à moitié vrai : le brillant écrivain apercevait le grand acteur avec une imagination de femme, et lui donna ce qui lui manquait.

« Il ne fallait pas à Talma le monde intermédiaire : il ne savait pas le *gentilhomme ;* il ne connaissait pas notre ancienne société ; il ne s'était pas assis à la table des châtelaines, dans la tour gothique au fond des bois ; il ignorait la flexibilité, la variété de ton, la galanterie, l'allure légère des mœurs, la naïveté, la tendresse, l'héroïsme d'honneur, les dévouements chrétiens de la chevalerie : il n'était pas Tancrède, Coucy, ou, du moins, il les transformait en héros d'un moyen âge de sa création : Othello était au fond de Vendôme.

« Qu'était-il donc, Talma ? Lui, son siècle et le temps antique. Il avait les passions profondes et concentrées de l'amour et de la patrie ; elles sortaient de son sein par explosion. Il avait l'inspiration funeste, le dérangement de génie de la Révolution à travers laquelle il avait passé. Les terribles spectacles dont il fut environné se répétaient dans son talent avec les accents lamentables et lointains des chœurs de Sophocle et d'Euripide. Sa grâce, qui n'était point la grâce convenue, vous saisissait comme le malheur. La noire ambition, le remords, la jalousie, la mélancolie de l'âme, la douleur physique, la folie par les dieux et l'adversité, le deuil humain : voilà ce qu'il savait. Sa seule entrée en scène, le seul son de sa voix, étaient puissamment tragiques. La souffrance et la pensée se mêlaient sur son front, respiraient dans son immobilité, ses poses, ses gestes, ses pas. *Grec,* il arrivait, pantelant et funèbre, des ruines d'Argos, immortel Oreste, tourmenté qu'il était depuis trois mille ans par les Euménides ; *Français,* il venait des solitudes de Saint-Denis, où les Parques de 1793 avaient coupé le fil de la vie tombale des rois. Tout entier triste, attendant quelque chose d'inconnu, mais d'arrêté dans l'injuste ciel, il marchait, forçat de la destinée, inexorablement enchaîné entre la fatalité et la terreur.

Digitized by Google

« Le temps jette une obscurité inévitable sur les chefs-d'œuvre dramatiques vieillissants; son ombre portée change en Rembrandt les Raphaël les plus purs: sans Talma une partie des merveilles de Corneille et de Racine serait demeurée inconnue. Le talent dramatique est un flambeau; il communique le feu à d'autres flambeaux à demi éteints, et fait revivre des génies qui vous ravissent par leur splendeur renouvelée.

« On doit à Talma la perfection de la tenue de l'acteur. Mais la vérité du théâtre et le rigorisme du vêtement sont-ils aussi nécessaires à l'art qu'on le suppose? Les personnages de Racine n'empruntent rien de la coupe de l'habit: dans les tableaux des premiers peintres, les fonds sont négligés et les costumes inexacts. Les *Fureurs* d'Oreste ou la *Prophétie* de Joad, lues dans un salon par Talma en frac, faisaient autant d'effet que déclamées sur la scène par Talma en manteau grec ou en robe juive. Iphigénie était accoutrée comme madame de Sévigné, lorsque Boileau adressait ces beaux vers à son ami:

Jamais Iphigénie en Aulide immolée
N'a coûté tant de pleurs à la Grèce assemblée
Que, dans l'heureux spectacle à nos yeux étalé,
N'en a fait sous son nom verser la Champmeslé.

« Cette correction dans la représentation de l'objet inanimé est l'esprit des arts de notre temps: elle annonce la décadence de la haute poésie et du vrai drame; on se contente des petites beautés, quand on est impuissant aux grandes; on imite, à tromper l'œil, des fauteuils et du velours, quand on ne peut plus peindre la physionomie de l'homme assis sur ce velours et dans ces fauteuils. Cependant, une fois descendu à cette vérité de la forme matérielle, on se trouve forcé de la reproduire; car le public, matérialisé lui-même, l'exige. »

Digitized by Google

GENLIS (Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, Comtesse de),

Homme de lettres, *Gouverneur* des enfants du duc d'Orléans.

Madame de Genlis se donnait elle-même les qualifications masculines dont nous venons de faire suivre son nom. Elle était née à Chancery, près Autun (Saône-et-Loire) en 1746. Ses ouvrages nombreux forment une bibliothèque entière ; mais les premiers, tels que *le Théâtre d'éducation*, *Adèle et Théodore*, *les Veillées du château*, *les Annales de la vertu*, sont encore restés les moins mauvais. On lui doit d'avoir acclimaté chez nous le genre essentiellement faux du roman historique dont un poëte a dit avec raison :

Il ne saurait donner une solide gloire ;
Ce n'est point un roman, et ce n'est pas l'histoire.

On vit avec peine madame de Genlis, dans sa vieillesse, poursuivre avec acharnement la philosophie et les philosophes, et on éprouva un sentiment bien plus pénible encore quand on la vit attaquer Fénélon, dont l'âme était angélique. Il était dans la destinée du cygne de Cambrai et du tendre Racine d'être en butte aux injustices des dames.

Madame de Genlis publia en 1825 des *Mémoires* sur le dix-huitième siècle et la révolution française. Elle s'y montre tout à fait *femme de l'ancien régime*. — Elle mourut le 31 décembre 1830, laissant plus de quatre-vingts ouvrages.

MILLEVOYE (Charles-Hubert),

Poëte.

Né à Abbeville (Somme) en 1782, il fit d'excellentes études, cultiva la poésie dès sa plus tendre jeunesse, et donna divers ouvrages qui annonçaient beaucoup de facilité et de talent. *Les Plaisirs du poëte, le Passage du Grand-Saint-Bernard* et *l'Amour maternel,* qui furent suivis de plusieurs autres pièces de vers, placèrent bientôt le jeune Millevoye parmi les versificateurs les plus distingués. Il remporta

Digitized by Google

ensuite plusieurs prix à l'Institut, parmi lesquels on doit citer particulièrement celui qui traitait *de l'Utilité de la retraite pour les gens de lettres.* Millevoye mourut à Paris le 12 août 1816 à l'âge de trente-trois ans, laissant des souvenirs honorables de sa personne, et des regrets aux amis des Muses.

Outre les pièces que nous avons nommées, on remarque encore dans ses œuvres *l'Indépendance de l'homme de lettres, le Voyageur, la Mort de Rotrou, Belzunce, le Poëte mourant, la Chute des feuilles, Priez pour moi.*

GEOFFROY (Louis-Julien),

Littérateur, Critique.

Né à Rennes en 1725. Littérateur presque à sa sortie du collége, il fut tour à tour professeur de rhétorique au collége des Quatre-Nations, et collaborateur de l'abbé Royou dans la rédaction de *l'Année littéraire,* dont Fréron fils venait d'hériter de son père. C'est dans ce journal, consacré entièrement à la défense du clergé et de la religion, que Geoffroy fit ses premières armes dans le genre polémique, et qu'il préluda par des articles contre Voltaire et le philosophisme moderne aux attaques qu'il dirigea sans cesse depuis contre ce patriarche de la littérature française et contre ses partisans. Demeuré obscur pendant les années les plus orageuses de la révolution, il essaya vainement, après le 18 brumaire, de ressusciter *l'Année littéraire :* cette entreprise n'eut point de succès, et il se livra bientôt exclusivement à la rédaction du feuilleton du *Journal des Débats* ou *Journal de l'Empire.* Des talents, une critique saine et raisonnée, des connaissances littéraires fort étendues, distinguèrent d'abord le nouvel aristarque, et donnèrent à ses arrêts une autorité que le public confirmait presque toujours ; mais, entraîné peu à peu par une cupidité qui ne connut point de bornes, il n'eut bientôt plus autant d'équité, et ses jugements furent souvent marqués au coin de la partialité la plus révoltante : la faveur fut pour celui qui donna le plus. Auteurs,

Digitized by Google

acteurs, danseurs, etc., tout passa successivement sous la férule de cet hypercritique. Les réputations les mieux établies, les talents les plus distingués furent impitoyablement méconnus ou déchirés; la médiocrité généreuse fut préconisée et portée aux nues, et le mélodrame même eut sa part de l'encens vénal prodigué par le reconnaissant auteur des feuilletons. Devenu bientôt l'objet d'une foule de plaisanteries et de caricatures très-mordantes, Geoffroy perdit tout à coup l'ascendant qu'il s'était acquis, et l'on put juger de l'importance des cadeaux qu'il avait reçus, par le plus ou moins de faveur qu'il accordait à l'auteur ou à l'acteur. Nous ne devons pas oublier non plus l'adresse avec laquelle il faisait entrer l'éloge de Napoléon dans ses articles *Spectacles;* mais comme cette habileté à flatter fut partagée par presque tous les auteurs de son temps, il serait injuste de lui en faire un crime. D'ailleurs, il lui eût été peut-être plus difficile qu'à tout autre de résister à l'appât qui conduisait la plume de ces messieurs. Il mourut à Paris au mois d'août 1810, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. On lui doit, comme littérateur, une traduction des *Idylles de Théocrite*, un *Nouveau commentaire des Œuvres de Racine*, et d'autres ouvrages peu connus.

SAINT-LAMBERT (Charles-François, Marquis de),

Poëte.

Né à Vézelize (Meurthe) le 15 décembre 1717, il fut attaché jeune encore à la cour du roi de Pologne, Stanislas, et s'y lia de la plus étroite amitié avec Voltaire et madame du Châtelet. Son poëme des *Quatre Parties du Jour* et celui des *Saisons* sont les ouvrages qui contribuèrent le plus à sa réputation. On reproche néanmoins à ce dernier ouvrage de la froideur, de la monotonie dans les épisodes, et un défaut d'ensemble; mais il est écrit avec élégance et correction, et les tableaux en sont si bien coloriés, que Voltaire mettait ce poëme au-dessus de celui de Thompson. Saint-Lambert a encore publié des

Digitized by Google

Contes en prose intitulés *Ziméo*, *l'Abénaki* et *Sara*, qui respirent une sensibilité douce et très-attachante ; des *Fables orientales*, ou extrait de ce qui se trouve de plus agréable dans la bibliothèque de d'Herbelot ; un *Catéchisme universel*, et enfin un grand nombre de pièces insérées dans l'*Almanach des Muses* et dans les journaux. La dernière, qui a pour titre les *Consolations de la Vieillesse,* est pleine d'images gracieuses, et fait oublier le grand âge de l'auteur, qui mourut à Paris le 9 février 1803, âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Saint-Lambert avait formé avec madame d'Houdetot une liaison qui ne finit qu'avec sa vie.

CHATEAUBRIAND (François-René, Vicomte de),

Écrivain, Ministre, Ambassadeur.

Chateaubriand a publié lui-même, sous le titre de *Mémoires d'outre-tombe*, l'histoire de sa vie. Tout le monde a lu ces curieux *Mémoires* qui contiennent sur les hommes et les choses du dernier demi-siècle de si importantes révélations. Nous ne voulons donc pas essayer de recommencer ni même d'abréger la biographie de Chateaubriand. Nous allons seulement emprunter à M. Charles Robin (*Histoire de la Révolution française de* 1848) quelques lignes que cet auteur fait suivre d'un extrait de Chateaubriand qui nous a paru extrêmement remarquable.

Après avoir raconté les terribles et funestes journées de juin 1848, M. Ch. Robin dit :

« C'est au milieu de cet immense désastre que mourut Chateaubriand, un de ces écrivains rares, aussi grands par le génie que par le caractère, qui honorent leur nom, le nom français et pour ainsi dire l'humanité tout entière. Royaliste par ses affections, quoique victime de l'ingratitude des rois, il était libéral par ses idées et presque républicain. S'il tendait une main à son vieil ami le duc Matthieu de Montmorency, il tendait l'autre à Carrel et à Béranger.

Digitized by Google

Profondément pénétré des souffrances de notre siècle, il n'a point désespéré de l'humanité, il a prédit une ère nouvelle. Voici ce qu'on lit dans son *Essai sur la littérature anglaise :*

« La société, telle qu'elle est aujourd'hui, n'existera pas. A mesure « que l'instruction descend dans les classes inférieures, celles-ci décou- « vrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social depuis le commencement « du monde, plaie qui est la cause de tous les malaises et de toutes « les agitations populaires. La trop grande inégalité des conditions et « des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée d'un côté « par l'ignorance, de l'autre par l'organisation factice de la cité ; « mais aussitôt que cette inégalité est généralement aperçue, le coup « mortel est porté.

« Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez « de persuader au pauvre, quand il saura lire, au pauvre à qui la « parole est portée chaque jour par la presse, de ville en ville, de vil- « lage en village, essayez de persuader à ce pauvre, possédant les « mêmes lumières et la même intelligence que vous, qu'il doit se sou- « mettre à toutes les privations, tandis que tel homme, son voisin, a, « SANS TRAVAIL, mille fois le superflu de la vie ; vos efforts seront « inutiles ; ne demandez point à la foule des vertus au delà de la « nature.

« Le développement matériel de la société accroîtra le développe- « ment des esprits. Lorsque la vapeur sera perfectionnée, lorsque, « unie au télégraphe et aux chemins de fer, elle aura fait disparaître « les distances, ce ne seront pas seulement les marchandises qui « voyageront d'un bout du globe à l'autre avec la rapidité de l'éclair, « mais encore les idées. Quand les barrières fiscales et commerciales « auront été abolies entre les divers États, comme elles le sont entre « les provinces d'un même État ; quand le *salaire,* qui n'est que l'*es-* « *clavage* prolongé, se sera émancipé à l'aide de l'égalité établie entre « le producteur et le consommateur ; quand les divers pays, prenant « les mœurs les uns des autres, abandonnant les préjugés nationaux, « les vieilles idées de suprématie ou de conquête, tendront à l'unité « des peuples ; par quel moyen ferez-vous rétrogader la société vers « des principes épuisés ?

« Le manque d'énergie, à l'époque où nous vivons, l'absence des

Digitized by Google

« capacités, la nullité ou la dégradation des caractères, trop souvent « étrangers à l'honneur et voués à l'intérêt; l'extinction du sens moral « et religieux; l'indifférence pour le bien et le mal, pour le vice et la « vertu; le culte du crime; l'insouciance ou l'apathie avec laquelle « nous assistons à des événements qui jadis auraient remué le monde; « la privation des conditions de vie qui semblent nécessaires à l'ordre « social : toutes ces choses pourraient faire croire que le dénoûment « approche, que la toile va se lever, qu'un autre spectacle va « paraître...

« Un avenir sera, un avenir puissant, libre dans toute la plénitude « de l'égalité évangélique; mais il est loin encore, loin, au delà de « tout horizon visible : on n'y parviendra que par cette espérance infa- « tigable, incorruptible au malheur, dont les ailes croissent et grandis- « sent à mesure que tout semble la tromper, par cette espérance plus « forte, plus longue que le temps, et que le chrétien seul possède. « Avant de toucher au but, avant d'atteindre l'unité des peuples, la « DÉMOCRATIE NATURELLE, il faudra traverser la décomposition sociale, « temps d'anarchie, de sang peut-être... »

« Ces pages remarquables de l'illustre écrivain ne s'appliquent-elles pas à la situation actuelle? Comme écrivain il a droit à l'admiration; puissance de pensée, richesse d'imagination, élévation de sentiments, rien ne lui a manqué. La postérité lui tiendra compte d'avoir refusé de faire au despotisme impérial le sacrifice de la vérité sur les fautes de son règne; mais elle lui reprochera éternellement d'avoir porté les armes contre son pays. »

Il est certain que, sans ses préjugés d'éducation, sans son entourage et le milieu dans lequel le hasard le plaça, Chateaubriand aurait fait acte d'adhésion à la République. Combien d'autres, comme lui, ne voient pas la vérité et la combattent, parce qu'ils ont eu le malheur de naître et de vivre dans la classe des oisifs, si pleine d'idées fausses et d'opinions anti-humanitaires! Si ces gens-là sont souvent blâmables, ils sont aussi bien à plaindre!

Chateaubriand était né à Saint-Malo le 4 septembre 1768. A sa mort, il avait près de quatre-vingts ans.

Digitized by Google

HAUY (l'abbé René-Just),

Minéralogiste.

Ce célèbre membre de l'Académie des sciences, qui a créé la science de la cristallographie, était né à Saint-Just (Oise) en 1743. Plein de douceur et de modestie, il joignait le caractère le plus honorable aux connaissances les plus étendues. On lui doit pour le règne minéralogique la méthode descriptive la plus commode et la plus scientifique, la plus minutieusement exacte et la plus riche en grands aperçus. Ses principaux ouvrages sont : — *Traité de minéralogie*, 4 vol. in-8° ; *Traité de cristallographie*, 2 vol. in-8° ; *Traité élémentaire de physique*.

Il mourut le 1er juin 1822.

Son frère, *Valentin* Haüy, né en 1745, mort en 1822, fonda l'institution des Jeunes-Aveugles. Il imagina de remplacer les lettres par des signes en relief que le doigt pût apprécier, et fonda plusieurs maisons pour les aveugles à Paris, à Pétersbourg et à Berlin.

MONGE (Gaspard),

Géomètre.

Né à Beaune (Côte-d'Or) en 1746, il était fils d'un pauvre marchand forain. Il étudia chez les Oratoriens et, chargé d'enseigner la physique et les mathématiques à l'école du génie de Mézières, créa la géométrie descriptive. Il fut nommé membre de l'Académie des sciences en 1790, ministre de la marine en 1792, et quitta ce poste peu après. Il se livra cependant tout entier aux soins que réclamait l'état précaire de la République, et créa, avec l'aide de Berthollet, les armes et les munitions qui suffirent à la France pour dompter les armées coalisées. « On montrera la terre salpêtrée aujourd'hui, disait-il, dans

Digitized by Google

trois jours on en chargera les canons. » Il fut ensuite un des fondateurs de l'École polytechnique, accompagna Bonaparte en Égypte, et devint président de l'Institut du Caire en 1798. Créé comte de Péluse et sénateur, il perdit tout à la Restauration, même sa place à l'Institut. Il mourut en 1818.

BERTHOLLET (Claude-Louis),

Chimiste.

Né à Annecy (Savoie) le 9 décembre 1748, mort le 6 octobre 1822.

Il était déjà docteur en médecine et célèbre chimiste quelques années avant la révolution, devint membre de l'Académie des sciences en 1780, et fit paraître plusieurs ouvrages qui achevèrent sa réputation. Envoyé en Italie en 1796 pour y présider au choix de divers monuments que Bonaparte voulait faire transporter en France, il suivit ensuite ce général en Égypte, et en revint avec lui en 1799. Après le 18 brumaire, il fut élu membre du Sénat conservateur, et décoré du titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur. En mai 1804 il fut gratifié de la riche sénatorerie de Montpellier, dans laquelle il se rendit en 1805 ; puis nommé en 1806 président du collége électoral des Pyrénées orientales, et enfin élevé en 1813 au rang de grand'-croix de l'ordre de la Réunion. On assure qu'ayant consumé en expériences chimiques le produit de ses places et altéré sa fortune, il fut obligé de réformer sa maison et de ne plus paraître à la cour. Napoléon, instruit de ce fait, le fit venir et lui dit : « Monsieur Berthollet, j'ai toujours cent « mille écus au service de mes amis, » et il lui donna cette somme. Il vota néanmoins en 1814, et même l'un des premiers, la déchéance de Napoléon, et fut créé pair par Louis XVIII le 4 juin de la même année.

Berthollet a découvert les propriétés décolorantes du chlore, leur application au blanchiment des toiles, la clarification de l'eau par le charbon ; et a contribué, avec Lavoisier et Guyton-Morveau, à établir la nouvelle nomenclature chimique.

Digitized by Google

GUYTON DE MORVEAU (Louis-Bernard),
Chimiste.

Né à Dijon le 4 janvier 1737, il avait été avocat général au parlement de cette ville depuis le 8 janvier 1762 jusqu'en 1783, et était membre de plusieurs académies avant la révolution, dont il embrassa la cause. De procureur général syndic de la Côte-d'Or, devenu en 1791 député de ce département à la Législative qu'il présida le 4 mars 1792, il s'occupa particulièrement de finances et présenta souvent des vues à ce sujet. Au 20 juin, il fut nommé un des commissaires qui se rendirent auprès du roi, et ne quitta Louis XVI que lorsque tout fut calme au château. Quand La Fayette vint dénoncer les *jacobins* à la barre de l'assemblée, Guyton s'éleva contre le président Girardin qu'il accusa de partialité en faveur de ce général, et fit rendre, après le 10 août 1792, un décret pour s'assurer des biens des émigrés. Nommé député de la Côte-d'Or à la Convention nationale, où il vota la mort de Louis XVI après s'être fortement opposé à ce qu'on renvoyât le procès aux assemblées primaires, il fut, en mars 1793, un des membres du nouveau comité de salut public et de défense générale auquel il fut encore réélu le 7 avril. Envoyé après le 31 mai à l'armée de la Moselle, et chargé d'y diriger les aérostats, il fut encore après le 9 thermidor porté au comité de salut public, au nom duquel il fit depuis plusieurs rapports sur divers objets d'invention, de sciences et arts, et entra ensuite au conseil des Cinq-Cents, où il s'occupa encore des finances et de la navigation intérieure. Sorti du conseil en 1797, il fut nommé en 1800 administrateur des monnaies, directeur de l'École polytechnique, et enfin officier de la Légion-d'Honneur. Il était aussi membre de l'Institut et de diverses sociétés savantes de l'Europe, au moment de la restauration de 1814; mais il cessa de faire partie de ce premier corps dès le mois de mars de la même année. Ses titres à l'estime et à la considération des savants sont connus. Guyton de Morveau mourut à Paris le 2 janvier 1816, et fut enterré dans la fosse commune sans aucune marque distinctive qui pût faire reconnaître son tombeau. On lui doit le procédé de désinfection de l'air par les acides, et beaucoup d'autres découvertes chimiques appliquées avec succès aux arts et à la salubrité publique.

Digitized by Google

CUVIER (Georg.-Léopold-Chrét.-Fréd.-Dagob., Baron),
Naturaliste.

Né à Montbéliard (Doubs) en 1769, mort à Paris en 1832.

Un séjour de six ans qu'il fit sur les côtes de Normandie, où il se livra à l'étude de l'histoire naturelle, détermina sa vocation. Appelé à Paris par Geoffroy Saint-Hilaire (1795), il ne tarda pas à acquérir une immense réputation, et tous les honneurs vinrent le trouver. Il succéda en 1799 à Daubenton au collége de France, devint membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, conseiller d'État sous la Restauration (1814), membre de l'Académie française et pair de France.

Malheureusement une déplorable passion, l'ambition, priva de bonne heure la science de ce qu'elle était en droit d'attendre du génie de Cuvier, et il consacra presque exclusivement à la politique les vingt-deux dernières années de sa vie. Comme administrateur il déploya une haute capacité, mais ses honteuses condescendances envers les Bourbons méritent d'être flétries. « Sans le juger nous-même comme politique, a dit un éminent écrivain, nous le laisserons juger par ceux qu'il a servis, et sur un seul trait... M. Cuvier fut nommé censeur par les Bourbons, il refusa; mais sa condamnation n'était-elle pas prononcée ? Il venait d'être jugé par ceux-là même qui, le tenant depuis si longtemps à leur service, avaient estimé qu'un tel ministère devait lui convenir. Que dira la postérité, en apercevant dans le recueil de nos actes publics, sur un si grand nom, une si grande honte ? »

Tous les travaux de Cuvier se rapportent à la classification, l'anatomie comparée et la paléontologie, et, grand observateur, mais faible généralisateur, Cuvier y a été admirable par la netteté de ses aperçus, par l'habileté avec laquelle il a su s'y concentrer, et par l'éclat des progrès qu'il y a fait faire à la science. Il est parvenu à reconstruire et à classer méthodiquement, au moyen de quelques débris, des espèces d'animaux et de végétaux qui ont disparu aujourd'hui. Enfin, il a donné à la géologie de nouvelles bases, en déterminant l'ancienneté des couches terrestres par la nature des débris qu'elles renferment.

Son frère, *Frédéric* Cuvier, membre de l'Institut, né en 1773, mort en 1838, fut aussi un naturaliste distingué.

Digitized by Google

LAGRANGE (Joseph-Louis),

Géomètre.

Né à Turin le 25 janvier 1736, et fils de Joseph-Louis Lagrange, trésorier de la guerre en Sardaigne, il commença de très-bonne heure ses études dans cette ville, et se trouva à seize ans professeur de mathématiques aux écoles d'artillerie. Il débuta dans la carrière mathématique à dix-neuf ans par l'essai de la fameuse méthode des variations. Excitant l'admiration de l'Europe savante par la fécondité et par l'importance de ses premiers travaux, il fut successivement membre des Académies de Turin, de Berlin et de Paris, et Mirabeau le détermina à venir se fixer en France (1787) ; si les publications des deux premières Académies sont enrichies de nombreux mémoires de lui, c'est en France qu'il a publié ses ouvrages les plus considérables. Toutes les branches des mathématiques, mais particulièrement l'analyse pure, la mécanique analytique, la mécaniqne céleste, ont fait d'immenses progrès sous son influence. Il remporta en 1764 le prix proposé par l'Académie des sciences, sur la libration de la lune, et passa en 1766 à Berlin, où son arrivée fut marquée par un beau travail sur les *Équations numériques.* Devenu directeur de l'Académie de Berlin, il se maria pendant son séjour dans cette ville ; mais son union fut troublée par la perte successive de sa femme et de son enfant, ce qui lui rendit le séjour de Berlin très-pénible, et le détermina à écouter les offres qu'on lui faisait pour l'attirer en France. Il se maria de nouveau en 1792, fut nommé professeur à l'École normale après le 9 thermidor. Il devint ensuite professeur de l'École polytechnique. A l'époque où l'on créa l'Institut, Lagrange fut nommé le premier membre de la section de géométrie, et fit aussi partie du Bureau des longitudes. Nommé sénateur au 18 brumaire, et créé successivement grand-officier de la Légion-d'Honneur et grand-croix de l'ordre de la Réunion, il conserva toujours la même simplicité, la même manière de vivre, et le même amour du travail. Il jouit jusqu'à la fin de tout son génie, et aucun de ses célèbres rivaux n'eut des idées plus justes, plus fines, plus générales et plus profondes. Il mourut à Paris le 10 avril 1813.

L'histoire des religions, la théorie de la musique ancienne, celle

Digitized by Google

des langues, la médecine même, s'étaient partagé les loisirs de ce vaste génie. La seule erreur, peut-être, qu'on puisse lui reprocher, est d'avoir voulu combattre et remplacer la métaphysique et la notation des infiniment petits de Leibnitz par celle des fonctions, et d'avoir cru réussir, lorsqu'en dernier résultat il avait recours à une pétition de principe.

LAPLACE (Pierre-Simon),

Géomètre.

Il naquit en 1749 à Beaumont-en-Auge (Calvados). — Fils d'un pauvre cultivateur, il réussit à intéresser à lui quelques protecteurs qui prirent soin de son éducation. Ses rares dispositions, et, il faut l'avouer aussi, son *savoir-faire*, contribuèrent bientôt à le faire connaître. Il eut la glorieuse fortune d'attacher son nom à la découverte des belles lois qui régissent l'univers et qui assurent à jamais la stabilité de notre système planétaire, et on peut le considérer comme le plus illustre continuateur de l'œuvre commencée par Newton. L'analyse pure, surtout son application à la mécanique céleste et au calcul des probabilités, lui doit une grande partie des développements qu'elle a pris depuis la fin du siècle dernier. Mais s'il a été, comme savant, presque l'égal de Lagrange, il lui a été bien inférieur par le caractère. Il eut l'impardonnable ridicule de ne pas se contenter du rang que ses travaux lui assignaient dans le monde savant, et de chercher à faire oublier sa modeste origine en se laissant affubler successivement des titres de comte et de marquis. On le vit constamment se faire le flatteur de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1789.

Il fut nommé membre de l'Académie des sciences, puis de l'Institut de France, et après le 18 brumaire ministre de l'intérieur, emploi dans lequel il fut bientôt après remplacé par Lucien Bonaparte. Entré au Sénat conservateur en 1799, il en fut élu vice-président en juillet 1803, puis chancelier au mois de septembre suivant.

Il mourut en 1827. Les Chambres votèrent en 1842 une loi pour la réimpression de ses œuvres aux frais de l'État.

Digitized by Google

LALANDE (Joseph-Jérôme Lefrançais de),

Astronome, Physicien, Voyageur.

Il naquit à Bourg (Ain) le 11 juillet 1732. Il étudia d'abord le droit que son goût pour les hautes sciences lui fit bientôt abandonner ; et, après avoir reçu à Lyon les leçons du jésuite Béraud, il vint se perfectionner à Paris dans l'entretien des Delisle et des Lemonnier. Envoyé, en 1751, à Berlin pour y observer la distance de la lune à la terre, il fut reçu peu de temps après à l'Académie de cette ville, et obtint, en 1753, le titre d'associé de celle des sciences de Paris. Une foule d'ouvrages importants sur l'astronomie lui méritèrent la réputation d'un des premiers astronomes de l'Europe. Il embrassa la cause de la révolution avec transport; il prononça, dit-on, publiquement en 1793 un discours contre l'existence de Dieu. Cependant il ne craignit pas d'exposer sa vie en tenant caché chez lui son ami Dupont de Nemours proscrit, et montra dans cette circonstance toute la bonté de son cœur. Reçu à l'Institut à la création de ce corps savant, il y fonda, en 1802, un prix pour le meilleur ouvrage sur l'astronomie, publia, en 1805, un supplément au *Dictionnaire des athées*, au nombre desquels il s'était toujours placé, et reçut à cette occasion un ordre de Napoléon de ne plus rien faire paraître sous son nom. Ce fut à peu près à cette époque qu'instruit par le curé de sa paroisse de la misère de soixante-dix enfants appelés à faire leur première communion, il envoya au pasteur une somme de 2,000 fr. pour pourvoir à leur habillement. Un de ses collègues de l'Institut lui dit un jour qu'il était obligé de vendre sa bibliothèque pour payer ses dettes et placer le surplus afin d'augmenter son faible revenu. Lalande lui demanda par manière de conversation : « Combien comptez-vous vendre vos livres? — Trente mille francs,» répondit l'académicien. Le lendemain l'astronome lui envoya cette somme et lui laissa sa bibliothèque. Nous avouons franchement que nous préférons de semblables athées à des dévots égoïstes et sans cœur. On pourrait citer beaucoup d'autres traits de son humanité ; mais en voici un de son étonnante bizarrerie. Chaque fois que Lalande se trouvait en société, il sortait de sa poche avec affectation une boîte remplie d'araignées, prenait bien délicatement un de ces animaux dans ses doigts

Digitized by Google

et en suçait les pattes avec sensualité, soutenant qu'il ne connaissait pas de mets plus délicieux. Voltaire fit à ce sujet le couplet suivant :

Quand sur votre blanche assiette
La noire Arachné courra,
Pour la croquer sans fourchette
Entre deux doigts prenez-la ,
Sinon de vous, landerirette,
Monsieur de Lalande rira.

Il mourut à Paris le 4 avril 1807.

Outre ses nombreux ouvrages astronomiques, on lui doit le *Voyage d'un Français en Italie* pendant les années 1765 et 1766, et une édition des *Mondes* de Fontenelle avec des notes. C'est aussi à ses soins et à son amour pour les sciences que le bel observatoire de l'Ecole militaire de Paris doit son existence. N'oublions pas de citer une preuve d'inconséquence dans le caractère de Jérôme Lalande : tous les ans, pendant la semaine sainte, il se faisait lire la *Passion de Jésus-Christ*.

PARMENTIER (Antoine-Augustin),

Agronome, Membre de l'Institut.

Né à Montdidier (Somme) en 1737, il fut employé comme pharmacien dans les hôpitaux de l'armée de Hanovre. Fait cinq fois prisonnier, il apprit par sa propre expérience jusqu'où peuvent aller les horreurs du besoin, ce qui alluma en lui ce beau feu d'humanité dont il fut animé durant sa longue carrière. Une place d'apothicaire vint à vaquer aux Invalides en 1766; il l'obtint après un concours vivement disputé. — La disette de 1769 avait porté les regards des administrateurs et des physiciens sur les végétaux qui pourraient suppléer aux plantes céréales, et l'Académie avait fait de leur histoire l'objet d'un prix que Parmentier remporta. Dans la vue de rendre impossible une famine et même une disette, il mit tous ses soins à recommander la *pomme de terre*, combattit avec constance les préjugés qui depuis

Digitized by Google

deux siècles s'opposaient à la propagation de cette racine bienfaisante, et parvint à détruire victorieusement toutes les objections, toutes les craintes puériles qu'on avait cherché à élever contre cette plante précieuse. Son nom et celui de ce végétal sont devenus inséparables dans la mémoire des amis des hommes. Le peuple même les avait unis, et ce n'était pas toujours avec reconnaissance, car à une certaine époque de la révolution, Parmentier ayant été proposé pour une place municipale, un des votants s'opposa avec fureur à son élection : « Il ne nous « fera manger que des pommes de terre, disait-il ; c'est lui qui les a « inventées. »

Parmentier devint membre du conseil de santé des armées. Il porta dans cette carrière le même zèle que dans toutes les autres, et les hôpitaux des armées ont prodigieusement dû à ses soins. Instructions, ordres répétés aux inférieurs, sollicitations pressantes à l'autorité, il ne négligeait rien. On le vit aussi dans ses dernières années déplorer amèrement l'abandon absolu où un gouvernement occupé de conquérir et non de conserver laissait les asiles des victimes de la guerre. Partout, ce qui pouvait être utile avait droit d'exciter son attention, d'exercer son activité ; partout où l'on pouvait travailler beaucoup, rendre de grands services et ne rien recevoir, partout où l'on se réunissait pour faire du bien, il accourait le premier, et l'on pouvait être sûr de disposer de son temps, de sa plume, et au besoin de tout ce qu'il possédait. Une taille élevée et restée droite jusqu'à ses derniers jours, une figure pleine d'aménité, un regard à la fois noble et doux, de beaux cheveux blancs comme la neige, semblaient faire de ce respectable vieillard l'image de la bonté et de la vertu. Il mourut le 17 décembre 1813.

PARNY (Évariste-Désiré DESFORGES),

Poëte.

Né à l'île Bourbon en 1753, et doué à la fois d'une âme sensible et d'une imagination ardente, il embrassa d'abord la profession des armes

Digitized by Google

et devint capitaine de cavalerie ; mais sa santé trop faible lui commanda bientôt la retraite, et il n'aspira dès lors qu'à des succès plus paisibles et à des lauriers plus doux. Il se plaça bientôt sur le Parnasse français à côté des écrivains du grand siècle, et se distingua dans ses vers par la grâce, l'harmonie, et la délicatesse des pensées. On reconnaît également dans ses *Élégies* le langage expressif et vrai du sentiment, et l'on voit qu'il puisait dans son cœur la tendresse et la sensibilité qui respirent dans ses écrits. Ami de ses rivaux et soutien de ses jeunes émules, il ignora ces passions funestes qui corrompent les douceurs de l'étude, et chanta successivement l'amour, l'amitié et la reconnaissance. Mais cet homme qu'on disait avoir été élevé par les grâces, qui ne semblait né que pour marcher sur des fleurs, fut soudain frappé d'un mal qui dévora lentement ses jours. La douleur le trouva impassible, et l'écrivain jeune encore dont les vers respiraient une si tendre langueur, une mollesse si pleine de charmes, supporta les plus cruelles atteintes sans s'émouvoir ; il souffrit avec la fermeté d'un stoïcien, et après une longue agonie il mourut avec le calme d'un sage. Sa dépouille mortelle fut déposée au cimetière du Père-Lachaise le 7 décembre 1814. Il tenait de Français (de Nantes) une place *sinécure* aux droits réunis. On lui doit, outre ses poésies érotiques, la *Guerre des Dieux, le Portefeuille volé*, *les Galanteries de la Bible*, *les Déguisements de Vénus* et *les Rose-Croix*. La plupart de ces poëmes, où il rivalise avec Voltaire, ne sont pas très-chastes et ne respectent guère la gent cléricale. *La Guerre des Dieux* l'écarta de l'Institut jusqu'en 1805, *le Portefeuille volé* fut arrêté par le gouvernement impérial.

BÉRANGER (Pierre-Jean de),

Chansonnier.

Il est né à Paris le 19 août 1780 et ne doit à aucune marque de distinction ni à aucun titre de noblesse la particule qui précède son nom. Sa famille étant loin d'être dans l'aisance, il fut mis, dès sa plus ten-

Digitized by Google

dre enfance, en apprentissage chez un imprimeur. Ce fut dans cette maison qu'il apprit l'orthographe et les règles de la versification. La lecture développa ses idées : aussi se livra-t-il de bonne heure au penchant qui l'entraînait vers la poésie. Les épigrammes et les satires qu'il lançait chaque jour sur les personnes qui le contrariaient, et les plaisanteries fines, délicates et mordantes qu'il décochait à chaque instant, commencèrent sa réputation. M. de Fontanes dit un jour, en parlant de lui : « Si les satires de Boileau n'existaient pas, on les verrait sortir de la plume de Béranger. » En 1804, il se fit connaître par des essais dans le genre élevé. Lucien Bonaparte, en les lisant, reconnut en lui un véritable poëte et le prit sous sa protection. Béranger, ayant composé un recueil de poésies pastorales, en adressa la dédicace à Lucien ; mais les sentiments qui y régnaient, et la manière dont il exprimait sa vive reconnaissance, effarouchèrent la censure impériale, qui empêcha de mettre au jour cet ouvrage. Cette dédicace courut manuscrite dans le monde, et, malgré les argus de la police, elle fut imprimée et répandue dans le public.

Une place d'expéditionnaire, aux modiques appointements de 1,200 francs par an, lui fut offerte lors de l'organisation de l'Université ; il accepta, pensant bien mettre à profit le temps que ses occupations de bureau lui laisseraient libre. En effet, Béranger se livra entièrement à la culture de la poésie, et s'était déjà fait une certaine réputation dans le monde avant même d'avoir publié une seule chanson par la voie de l'impression. La place de censeur lui fut proposée pendant les Cent-Jours ; mais il la refusa, ne voulant point avoir obligation au gouvernement, et trouvant d'ailleurs avec raison qu'un honnête homme ne pouvait accepter de pareilles fonctions. Les chansons du *Sénateur*, du *Dieu des bonnes gens, la Vivandière, ma Grand'Mère, les Missionnaires*, *etc.*, *etc.*, le firent sortir tout à fait de l'obscurité où il était encore. Jamais la satire, avec plus d'innocence, n'a semé ses traits acérés et ne s'est montrée si hardie, si naïve et si gaie. Si Béranger eût voulu flatter le pouvoir, il serait monté jusqu'au dernier degré des honneurs ; mais il préféra toujours vivre dans l'indigence et conserver le droit de laisser à sa plume tout l'essor que son génie lui donnait. On ne le vit jamais non plus insulter à l'Empereur tombé, trahi et malheureux, et qui,

Digitized by Google

après avoir fait trembler tous les rois, n'était plus à craindre. L'ancienne gloire de nos armes, leur abaissement, la tranquillité des rois sur leurs trônes, où ils ne s'occupent point de leurs peuples, les abus de pouvoir et les actes arbitraires des ministres, échauffèrent sa verve maligne. Les ministres crurent briser sa plume en le traduisant, le 8 décembre 1821, devant la cour d'assises de la Seine, qui le condamna à trois mois de prison et 500 fr. d'amende, comme ayant insulté à la majesté royale, et excité les Français à la désobéissance par des chansons qui furent regardées comme séditieuses, chansons publiées, au mois d'octobre, dans un recueil saisi par la police le 29 novembre suivant. Il fut donc enfermé à Sainte-Pélagie ; mais cette captivité, loin de refroidir sa muse, ne fit que la réchauffer : aussi cette prison vit-elle naître des chefs-d'œuvre qui passeront à la dernière postérité, et qui ont tout à fait placé Béranger à la tête de nos premiers poëtes satiriques. Le ministère, voyant qu'il ne pouvait le gagner, força les membres de l'Université de lui ôter son modique emploi d'expéditionnaire.

A cette nouvelle, Laffitte lui écrivit en lui proposant un emploi dans ses bureaux ; il refusa. Il adressa alors une lettre au ministre, dans laquelle on remarque ce passage : « Je vis pour faire des chan-« sons ; mais si vous m'ôtez ma place, monseigneur, je ferai des « chansons pour vivre. » Béranger était très-estimé du duc de La Rochefoucauld. Un jour celui-ci dit devant Benjamin Constant : « Boi-« leau obtint de Louis XIV des pensions et des honneurs, mais ils « étaient le prix de ses louanges ; tandis que Béranger voit s'ouvrir « pour lui les cachots, et vit dans la misère pour avoir dit des vérités « à Louis XVIII. » Benjamin Constant disait : « Béranger fait des « odes sublimes quand il ne croit faire que de simples chansons. » Elles respirent, en effet, la philanthropie la plus généreuse, le plus pur patriotisme, et la noblesse de son style répond toujours à l'élévation de ses idées ; elles montrent l'homme qui comprend ce dont il parle, et qui parle de manière à se faire comprendre de chacun ; enfin, pour terminer notre article, nous dirons que ce poëte fait ses chansons comme La Fontaine faisait ses fables.

Depuis 1830, Béranger n'a fait que peu de chansons ; mais son talent semble s'être encore mûri, et les vers qu'il livre si parcimonieu-

Digitized by Google

sement au public sont tout ce qu'il y a de plus inimitable. Il comptera parmi les plus grands poëtes que l'humanité ait produits.

Nommé représentant du peuple en 1848, Béranger donna sa démission que l'Assemblée refusa d'abord, mais qu'elle accepta enfin à regret sur une nouvelle insistance du bon et vénérable chansonnier.

LARREY (Dominique-Jean, Baron),

Chirurgien en chef des armées.

Né à Beaudréant (Hautes-Pyrénées) en 1766, Larrey fut l'élève du célèbre Sabatier. En 1792, il fut attaché comme chirurgien aide-major à l'armée du Rhin; imagina et fit organiser sous ses yeux, en 1793, son fameux système d'ambulances volantes, qui fournit aux chirurgiens les moyens de suivre tous les mouvements de leurs corps respectifs et de donner des secours aux blessés au moment même où ils étaient atteints. Il fut envoyé, en 1794 à l'armée des Pyrénées orientales, et nommé professeur au Val-de-Grâce en 1796. Il suivit Bonaparte en Italie et en Égypte, où il déploya un dévouement sans bornes. Créé inspecteur général du service de santé des armées et chirurgien en chef de la garde, il fit en cette qualité les campagnes d'Allemagne, de Prusse, de Pologne et d'Espagne, où il ne démentit ni sa science ni son rare courage. Nommé en 1812 chirurgien en chef de la grande armée, il fit la campagne de Russie, et assista à la bataille de Waterloo où il fut blessé et fait prisonnier. Sous la Restauration il fut nommé chirurgien en chef de la garde royale, puis (1829) membre de l'Académie des sciences. Il mourut en 1843.

« A la science, dit Napoléon, il joignait une rare vertu et une philanthrophie effective : c'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu. »

FIN.

Paris. — Typographie de E. et V. PENAUD frères, 10, rue du Faubourg-Montmartre.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES.

HISTOIRE DE LA GARDE IMPÉRIALE.

Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON.

Tome premier.

Tome second.

HISTOIRE DE LA FAMILLE BONAPARTE.

Digitized by Google

BIOGRAPHIES.

PREMIÈRE CATÉGORIE : *Hommes de guerre.*

DEUXIÈME CATÉGORIE : *Politiques.*

TROISIÈME CATÉGORIE : *Écrivains, Artistes, Savants.*

Digitized by Google

PLACEMENT DES GRAVURES.

GARDE IMPÉRIALE.

CONSULAT ET EMPIRE.

FAMILLE BONAPARTE.

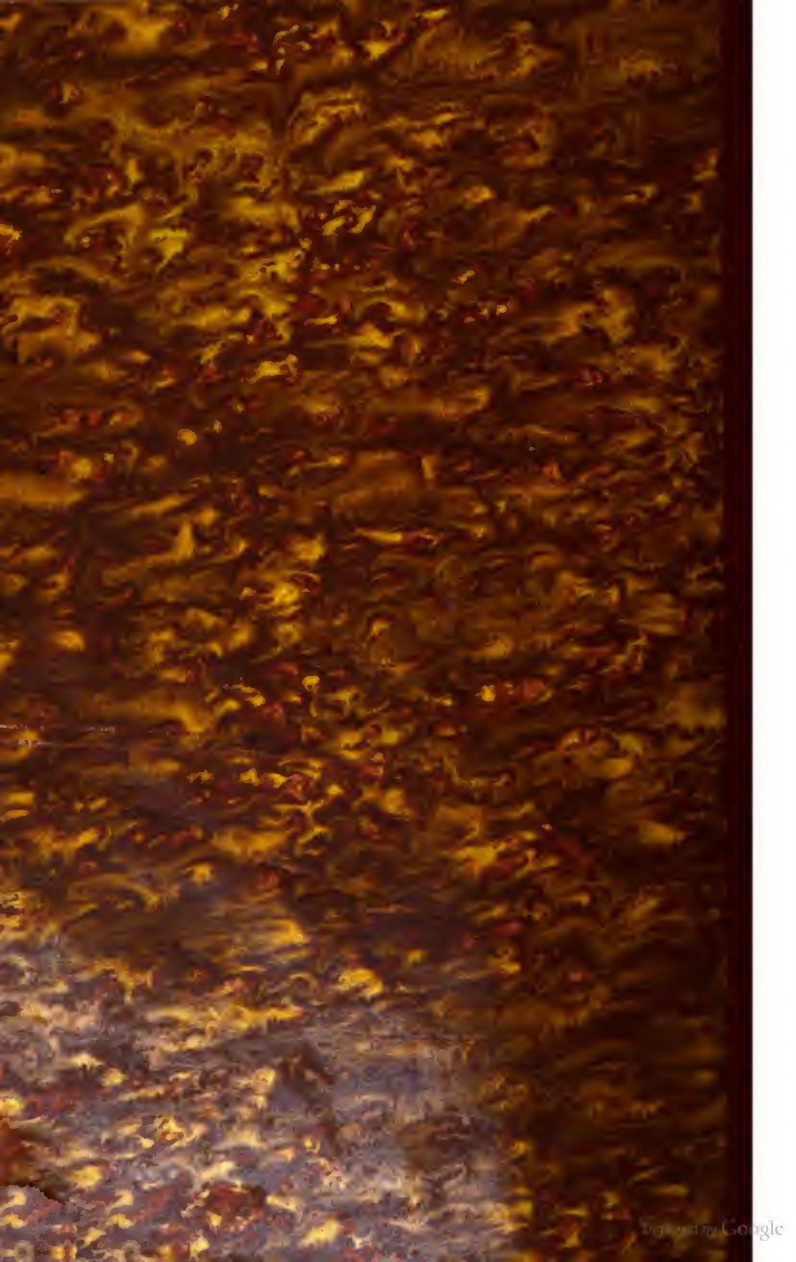
BIOGRAPHIE DES HOMMES CÉLÈBRES DE L'EMPIRE.

Paris. — Typographie de E. et V. PENAUD frères, 10, rue du Faubourg-Montmartre.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google